

Roland Dumas n'aurait déclaré au fisc qu'une partie de ses avoirs

LE PRÉSIDENT du Conseil constitutionnel peut-il produire des documents incontestables pour étayer ses explications ? Depuis sa mise en examen, le 29 avril, Roland Dumas a été interrogé quatre fois par les juges Joly et Vichnievsky. Il a justifié les importants dépôts en espèces enregistrés sur son compte bancaire personnel - 3,3 millions de francs de 1991 à 1996 -, par des « économies » réalisées sur ses honoraires lorsqu'il était avocat, la vente de lingots d'or et la cession d'œuvres d'art. En vertu des textes fiscaux, toutes ces opérations doivent être déclarées, au moins au titre de l'impôt sur la fortune, mais M. Dumas n'en a produit aucun justificatif. Son avocat a indiqué au Monde que les réponses faites aux juges n'avaient soulevé « aucune remarque » du fisc.

Lire page 9

Racisme : l'exception française

- Deux personnes sur cinq avouent leurs sentiments xénophobes
- Ce racisme affiché distingue la France de ses voisins
- Les jeunes et les classes aisées manifestent cependant une solidarité croissante à l'égard des étrangers

LA NEUVIÈME enquête annuelle réalisée pour le compte de la Commission nationale consultative des droits de l'homme et le Service d'information du gouvernement montre que la société française reste marquée par le racisme. Une personne sur cinq (18 %) affiche ouvertement ses sentiments xénophobes. En outre, sans partager les idées de Jean-Marie Le Pen, deux Français sur cinq (40 %) se disent tentés par le racisme et estiment, par exemple, qu'il y a trop d'Arabes et de Noirs sur le territoire national. Les enquêtes sur l'opinion publique européenne désignent la France - avec la Belgique - comme le mouton noir de l'Europe, puisque deux personnes interrogées sur cinq (38 %) se classent elles-mêmes comme plutôt racistes, soit près de deux fois plus qu'en Allemagne, au Royaume-Uni ou en Italie.

Un Français sur trois seulement rejette en bloc les thèses qui ont fait le succès du Front national. En outre, si les lepenistes affichent



pour la plupart leur rejet des étrangers, le mouvement d'extrême droite est loin de rassembler tous ceux qui cèdent, peu ou prou, aux sirènes de la xénophobie. Son nombre d'entre eux se retrouve également parmi les électeurs des partis de la droite républicaine comme de la « gauche plurielle ».

En dépit de cette exception française en Europe, les bases d'une mobilisation antiraciste existent et se renforcent. Les attitudes xénophobes ont reculé depuis une dizaine d'années sur des questions aussi significatives que le nombre d'étrangers vivant en France ou l'accueil des réfugiés. Quant à l'attachement aux valeurs de la générosité républicaine, il reste fort, notamment chez les jeunes, chez les personnes à niveau d'études élevé et dans les classes aisées. Au plan des principes, une nette majorité de Français se montrent attachée aux valeurs d'accueil et d'intégration.

Lire pages 14 et 15



L'Argentine s'impose aux tirs au but

Les Français au secret

Garrincha, l'« Ange aux jambes tordues »

Lire notre cahier Le Mondial

Kinshasa en accusation

Un rapport d'une commission d'enquête de l'ONU accuse les forces de Laurent-Désiré Kabila, appuyées par l'armée rwandaise, d'avoir perpétré des massacres contre les réfugiés hutus.

p. 2

Un Européen en Iran

Le président du conseil italien, Romano Prodi, est arrivé mardi soir en République islamique pour une visite officielle de 24 heures, la première d'un chef de gouvernement européen depuis 1979.

p. 3

Révolution à EDF

En nommant François Roussel, haut fonctionnaire socialiste, à la tête d'EDF, le gouvernement met fin à une guerre de pouvoir. En laissant le nouveau PDG choisir son second, il remet en cause le fondement de l'entreprise.

p. 12

Vols et saccages de récoltes

Le vandalisme dans les agglomérations s'étend aux marchés et céréales alentours.

p. 11

« Maroc, ma patrie ! »

Un point de vue d'Abraham Serfaty, opposant marocain en cours de jugement, réfugié en France.

p. 13

Hôtel de Beauvais : querelle de doctrine

Architectes et historiens s'opposent sur le projet de rénovation du bâtiment parisien.

p. 27

Allemagne, 3 DM; Angleterre, 9 F; Autriche, 25 S; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 16 DKK; Espagne, 200 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 DR; Irlande, 1,00 £; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F; Norvège, 10 DKK; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 100 Kčs; Suède, 200 S; Suisse, 2,00 F; Taiwan, 1,25 NT; USA, 0,75 \$; USA (inter), 2,50 \$.

M 0147-702-7.50 F



Le Soldat inconnu de la guerre du Vietnam porte désormais un nom

WASHINGTON

de notre correspondant

Le voilà sorti de cet anonymat éternel auquel il semblait voué : le soldat inconnu de la guerre du Vietnam ne l'est plus, depuis mardi 30 juin. La Maison Blanche et le Pentagone ont confirmé ce qui n'était jusqu'à la que conjecture : ce sont bien les restes du lieutenant Michael J. Blassie, ce pilote dont le chasseur-bombardier A-37 s'était écrasé près du village de An Loc, au nord de Saigon, le 11 mai 1972, qui reposaient au cimetière national d'Arlington. Son identification a été formellement établie grâce à des tests ADN réalisés sur des ossements.

En levant l'incertitude, les autorités militaires ont apporté un immense réconfort à la famille Blassie, tout en mettant fin à une douloureuse polémique. Le Pentagone avait longtemps hésité avant d'accepter, le 13 mai, de désigner la « dignité et le caractère sacré » de la tombe des Inconnus d'Arlington, qui abrite les restes de combattants des deux guerres mondiales et des conflits vietnamien et coréen. Le secrétaire à la défense, William

Cohen, avait accepté cette solution à contre-cœur, estimant que l'armée a l'obligation morale de tout faire pour identifier les anciens combattants.

Huit autres soldats pouvaient légitimement postuler au titre de « soldat inconnu » de la guerre du Vietnam, mais, depuis longtemps, deux « favoris » se dégageaient : le lieutenant Blassie et le capitaine Rodney Strobridge, un pilote d'hélicoptère dont l'appareil avait été abattu, le même jour, dans la même région. Le lieutenant Blassie reposera désormais près de la tombe de son père, à Saint Louis, dans le Missouri. Reste, bien sûr, la question de savoir si l'ex-inconnu sera « remplacé » dans la tombe d'Arlington. Le Pentagone est manifestement embarrassé : le succès de la recherche génétique montre qu'il pourrait être difficile, voire impossible, de trouver un autre « inconnu », du moins pour le conflit vietnamien.

Et la France ? Qu'en est-il du Soldat inconnu qui symbolise le million et demi de soldats « tombés au Champ d'honneur » de 1914 à 1918 ? Le Soldat inconnu français repose dans un caveau situé sous l'Arc de Triomphe, depuis

le 28 janvier 1921 (son cercueil avait d'abord été déposé, le 11 novembre 1920, en haut du monument, mais la salle était accessible par un escalier trop raide et étroit...).

Aucune famille française ne revendiquerait-elle cette dépouille mortelle, choisie au hasard par le soldat Auguste Thin, du 132^e régiment d'infanterie ? Le secrétariat d'État aux anciens combattants nous a fait à ce sujet la réponse suivante : « 1) La France n'a pas les mêmes problèmes que les États-Unis en matière d'identité de soldats « inconnus » ; 2) Le Soldat inconnu de l'Étoile à Paris est bien toujours inconnu. La procédure de désignation en 1920 était exclusivement basée sur l'effet du hasard. De plus, trois générations nous séparent de la première guerre mondiale, alors que, outre-Atlantique, la proximité de la guerre du Vietnam a pour corollaire l'existence de descendants directs ; 3) Il n'y a dans le département ministériel aucune demande, quelle qu'en soit l'origine, pour en savoir plus. » On laissera donc ce « grand mort » - selon la formule de l'époque - reposer en paix.

Laurent Zecchini

Lire page 18

POINT DE VUE

La réforme de l'ISF, nécessaire et urgente

par Robert Hue

À gauche - toute la gauche, dans sa pluralité - s'est engagée pour conduire une politique efficace et durable, afin de répondre aux attentes des Françaises et des Français qui lui ont fait confiance.

L'un des atouts majeurs pour y parvenir - ensemble, Parti socialiste et Parti communiste l'affirment dans une déclaration commune des avril 1997 - consiste en une réforme en profondeur de la fiscalité et du crédit, contribuant à canaliser l'argent

et la richesse, de la finance vers des investissements socialement utiles, vers l'emploi. La question n'est évidemment pas simple.

Tout simplisme dans la façon de l'appréhender risquerait d'ailleurs de conduire à l'échec. C'est vrai du

simplisme du « yaka ». Ça l'est tout autant de l'autre simplisme, celui du « pas réaliste ». C'est d'une réforme à proprement parler structurelle et structurante pour l'avenir qu'il s'agit. Elle exige beaucoup de réflexion, de travail, de confrontations d'idées et de projets entre les acteurs de la vie économique, sociale et politique. Et le rapport de forces favorable aux changements profonds qu'elle implique est à construire. Mais, dans le même temps, renoncer conduirait à se priver d'un moyen essentiel d'orienter l'argent autrement pour réussir, dans la durée, la politique entreprise. Ce n'est évidemment pas ce renoncement qu'attendent - bien au-delà des électeurs de gauche - les millions de nos concitoyens sensibles aux injustices fiscales et aux privilèges des nantis de la fortune.

Un débat est engagé autour de la réforme de l'impôt sur les grandes fortunes. On sait que je l'ai demandée et que je la tiens pour nécessaire et urgente. Certains parlent de « mesure symbolique », en avançant l'idée qu'elle n'aurait en réalité qu'un effet marginal. Je ne partage pas cette façon de voir.

Lire la suite page 13

Robert Hue est secrétaire national du Parti communiste français.

Sida : un essai contesté



JEAN-PAUL LÉVY

UNE POLEMIQUE anime les coulisses de la conférence mondiale sur le sida, réunie à Genève, à propos d'un essai de vaccination sur des volontaires avec une protéine virale dont l'efficacité est contestée. Dans un entretien au Monde, Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence française de recherches sur le sida, estime que cet essai est une « aberration » et qu'il est « éthiquement injustifié ».

Lire page 24

International	2	Carnet	23
France	6	Aujourd'hui	24
Société	9	Météorologie, Jeux	26
Régions	11	Culture	27
Horizons	12	Guide culturel	29
Entreprises	18	Kiosque	30
Communication	20	Abonnements	30
Tableau de bord	21	Radio-Télévision	31

هكذا من لاصح

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 2 JUILLET 1998

GRANDS LACS Le rapport de la mission d'enquête de l'ONU sur les massacres de réfugiés hutus rwandais dans l'ex-Zaïre, publié mardi 30 juin, est accablant pour les forces

de Laurent-Désiré Kabila et l'armée rwandaise. **● KINSHASA ET KIGALI** ont commis des « crimes contre l'humanité » en 1996-1997, affirme le rapport, certains crimes pouvant être

qualifiés d'« actes de génocide ». Le Conseil de sécurité doit examiner prochainement ce texte et se prononcer sur ses conclusions. **● EN FRANCE**, la mission d'information parlemen-

taire poursuit ses travaux sur l'action française avant et pendant le génocide de 1994 au Rwanda. Elle a entendu mardi Michel Rocard, qui a critiqué les choix effectués à l'époque où

il était pourtant premier ministre, et Roland Dumas, qui a défendu la politique de François Mitterrand. Leur audition a été suspendue par le départ précipité de M. Rocard.

Un rapport de l'ONU accuse Kinshasa et Kigali de « crimes contre l'humanité »

Le texte des Nations unies, rédigé par une mission d'enquête internationale, est accablant pour le président Laurent-Désiré Kabila et ses alliés rwandais au sujet des massacres de réfugiés hutus au Zaïre. A Paris, les députés poursuivent leur enquête sur le rôle de la France dans la région

NEW YORK (Nations Unies) de notre correspondante
L'ONU a publié, mardi 30 juin, un rapport dont personne ne veut. En accusant les forces de Laurent-Désiré Kabila, aujourd'hui président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), et, pour la première fois, l'armée rwandaise, d'avoir commis des massacres de réfugiés rwandais, l'ONU met en difficulté la quasi-totalité de ses pays membres. Rédigé par une mission d'enquête internationale et, dit l'ONU, « étayé par des preuves solides », le rapport (Le Monde du 5 juin) revient sur la traque des Hutus rwandais durant la conquête de l'ex-Zaïre par M. Kabila, de l'automne 1996 au printemps 1997. Il évoque des « crimes contre l'humanité », certains épisodes d'attaques contre des réfugiés, perpétrées par les troupes de M. Kabila, appuyées par l'armée rwandaise, pouvant être qualifiées d'« actes de génocide ». Ces réfugiés - qui se comptaient par dizaines de milliers et sont autant à avoir été portés disparus - étaient accusés par Kigali d'être les auteurs du génocide des Tutsis du printemps 1994. Le rapport de l'ONU suscite la colère de nombreux Africains et la

gêne des puissances occidentales qui, en tant que membres du Conseil de sécurité, vont être obligées de se prononcer. Les conclusions des enquêteurs sont particulièrement gênantes pour Washington, qui entretient des relations étroites avec Kigali. Le rapport est encombrant aussi pour le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, accusé par des pays africains de s'être « trompé de priorité » en créant la mission d'enquête en 1997 et d'avoir « trahi son frère Kabila ». Cependant, le rapport est officiel et le Conseil de sécurité ne peut éviter de le prendre en considération, ce qu'il n'a pas l'intention de faire « avant la fin de la semaine prochaine ». Rédigé en mai, le compte-rendu est accompagné des réponses des gouvernements de Kinshasa et de Kigali. Selon Kinshasa, le rapport de l'ONU n'est qu'un « complot médiatique de grande envergure » mené par des organisations non gouvernementales. Le gouvernement de la RDC, dans une lettre au Conseil de sécurité, estime que le rapport vise à « camoufler les responsabilités des puissances impliquées dans le génocide rwandais, notamment la France ». « Les ru-

meurs collectées, estime l'ambassadeur congolais à l'ONU, sont basées sur des échantillons trop faibles pour être statistiquement fiables ». Les conclusions de l'enquête sont, pour Kinshasa, « une tentative de remise en cause de la stabilité politique dans la région des Grands Lacs ». Selon Kigali, le rapport est « incomplet, partial et fallacieux ». Dans sa lettre au Conseil, le gouvernement affirme n'avoir « rien à se reprocher ». « Le gouvernement rwandais est indigné par ce que le rapport insinue » sur le rôle joué par ses soldats. Kofi Annan a lui aussi écrit au Conseil de sécurité, auquel il de-

mande un « engagement critique ». « Les tueries auxquelles se sont livrés l'AFDI [l'armée de M. Kabila] et ses alliés, y compris des éléments de l'armée rwandaise, constituent des crimes contre l'humanité », écrit-il, soulignant que des enquêteurs « pensent que certains meurtres peuvent constituer des actes de génocide, selon l'intention qui les motivait ». M. Annan ne recommande cependant pas des mesures punitives et insiste même sur la « nécessité de consolider la fragile stabilité de la région ». Si la communauté internationale tourne le dos aux pays concernés, estime-t-il, « elle commettrait une grave erreur ». Admettant que toute la vérité

n'a pas pu être établie, le rapport laisse la porte ouverte à d'autres investigations. Selon les enquêteurs, Kinshasa « n'a jamais eu l'intention d'accepter la mission d'enquête et a simplement fait semblant de coopérer ». Les enquêteurs affirment que, compte-tenu des entraves à leur travail, « il est impossible de confirmer ou de réfuter la plupart des allégations qui ont été faites ». La lecture du rapport, d'une quarantaine de pages, ne laisse toutefois aucun doute sur les massacres de « nombreux civils non armés ». En mai 1997, cite par exemple le rapport, « des centaines de Hutus rwandais non armés ont été massacrés à Mbandaka et à Wenzji par des soldats de l'AFDI qui se trouvaient apparemment sous le commandement effectif de l'armée rwandaise ». Ces corps ont été retirés d'une fosse commune par les enquêteurs. Les attaques contre les réfugiés dans le Kivu en 1996 avaient pour but « de [les] contraindre à regagner le Rwanda », mais les circonstances dans lesquelles les attaques ont été menées en 1997, « notamment les opérations de nettoyage », montrent que « l'intention était d'éliminer les Hutus rwandais qui étaient restés au

Zaïre ». Pour les enquêteurs, « une interprétation possible est qu'il a été décidé d'éliminer cette partie du groupe ethnique en tant que tel ». « Si cela est confirmé, notent-ils, il s'agit d'un acte de génocide ».

L'ÉTENDUE DES MASSACRES
La mission d'enquête préconise de confier l'enquête et le jugement des auteurs de ces crimes à un tribunal international, ce qui, selon les premières réactions à New York, est « totalement irréaliste ». Washington aurait l'intention de geler « jusqu'à ce que les faits soient établis » les avoirs financiers de la RDC, jusqu'à ce que l'enquête, selon des sources diplomatiques, détermine « l'existence de la participation des soldats rwandais et d'autres soldats étrangers, notamment de mercenaires ».

Le rapport ne donne pas de chiffres sur l'étendue des massacres mais le rapporteur de la Commission des droits de l'homme pour l'ex-Zaïre, Roberto Garretton, affirme que 150 000 à 180 000 personnes ont été tuées, en six mois, lors de la conquête du pays par Laurent-Désiré Kabila.

Afsané Bassir Pour

M. Rocard affirme que la France a soutenu au Rwanda un « régime indigne », mais qu'il n'en a rien su

DEVANT la mission d'information parlementaire, Michel Rocard a affirmé, mardi 30 juin, n'avoir pas été informé des opérations françaises au Rwanda et avoir « appris le lancement de l'opération Noroit [en octobre 1990] dans la presse », alors qu'il était, de 1988 à 1991, premier ministre de François Mitterrand.

« Je n'ai entendu parler du Rwanda qu'après mon départ », a-t-il dit. La situation en Afrique échappait au premier ministre. Vous n'étiez pas invité à vous mêler de ce qui ne vous regardait pas. Puisque j'exclus d'influer sur la décision, je ne me suis pas informé. Il a précisé que la politique africaine était conduite directement par l'Élysée.

Michel Rocard est le premier haut responsable politique à contredire le discours officiel sur le parfait fonctionnement des institutions durant la crise rwandaise. Ce dossier est l'un des plus opaques de la présidence de François Mitterrand, où se croisent agents des réseaux franco-africains, espions, diplomates et militaires répondant à des hiérarchies parfois obscures. Non sans désinvolture, Michel Rocard n'en avait pas moins prévenu les députés que sa déposition sur ses responsabilités de premier ministre ne durerait « pas plus de vingt secondes ».

LAUTE D'INATTENTION
Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères, et Paul Quilès, président de la mission d'information et ancien ministre de la défense, ont rappelé à M. Rocard qu'il était présent lorsque le Rwanda fut évoqué en conseil des ministres. Ce dernier a réaffirmé à son « cher Roland » son ignorance de l'opération Noroit et son manque d'informations sur la situation à Kigali, où, a-t-il songé plus tard, la France a « soutenu un régime indigne ». Lors du conseil des ministres, il a dû commettre une « faute d'inattention », a-t-il dit, trop préoccupé « par la CSG ».

M. Rocard a évoqué la « cause » qu'il aurait fallu défendre, celle de la rébellion tutsie : « Il faut savoir quelle moralité on sert ». Depuis un séjour à Kigali en 1997, M. Rocard défend le nouveau pouvoir rwandais, dominé par les Tutsis.

La joute qui s'annonçait entre M. Rocard, favorable aux « nouveaux dirigeants » africains, et M. Dumas, gardien de la politique

mitterrandienne, a cependant tourné court.

Edith Cresson et Edwige Avice, anciens premier ministre et ministre de la coopération, qui avaient « d'autres obligations », puis Michel Rocard, attendu à une « remise de décorations », ont quitté la salle.

AUDITIONS BÂCLÉES
L'incident illustre à nouveau le manque de temps des députés pour enquêter sur un sujet aussi grave que l'action de la France dans un pays où a été commis le troisième génocide reconnu du XX^e siècle. Le député François Loncle s'est efforcé du « comportement inqualifiable » des trois responsables et a souhaité que M. Rocard soit de nouveau entendu, jugeant son témoignage « étrange, confinant au surréalisme ». M. Quilès n'avait toutefois guère motivé M. Rocard en refusant qu'il lise, « faute de temps », la déclaration de dix-huit pages préparée à l'intention des parlementaires.

Roland Dumas, resté seul, a pu défendre à son gré la politique officielle. Il a estimé que Paris avait

été dans l'obligation d'aider le régime rwandais afin de défendre « le prestige de la France ». Comme d'autres responsables, il s'est contenté d'affirmer qu'il n'y avait « pas d'intervention directe dans le conflit », puisque Paris a « envoyé des hommes pour arrêter l'offensive dans le nord » et « a pris des dispositions pour que Kigali ne soit pas prise ».

M. Dumas a peut-être paradoxalement traduit ce qui s'est passé durant cette guerre en disant que « nous ne voulions pas nous engager dans ce conflit parce que nous sentions qu'il allait mal tourner, et que l'armée française allait y mettre un doigt, puis la main, puis le bras... ». Il semble aujourd'hui que ce fut précisément le cas.

Mais, devant la mission parlementaire, au-delà des discours impressionnistes et des sourires entendus entre amis politiques, de nombreuses questions restent, après trois mois d'enquête, sans réponse. Sans que nul paraisse envisager de remédier au problème de témoins décidés à bâcler leur audition.

Rémy Ourdan

Un chercheur accuse les politiques de masquer la vérité aux parlementaires

L'UNIVERSITAIRE Gérard Prunier, un spécialiste de l'Afrique orientale qui a enquêté sur le génocide au Rwanda, a déclaré, mardi 30 juin, devant la mission d'information, qu'il « ne retrouve pas la réalité dans les témoignages » des responsables politiques, citant MM. Edouard Balladur, François Léotard, Alain Juppé, Hubert Védrine et Jean-Christophe Mitterrand, ancien chef de la cellule africaine de l'Élysée. Il a évoqué « le masque du discours politico-administratif », estimant que « le rôle de la France a été extrêmement ambigu dans cette tragédie ». M. Prunier a insisté sur « le décalage entre l'officiel et le réel » lorsque le président de la mission d'information, Paul Quilès, s'est appuyé sur les télégrammes diplomatiques qu'ont obtenus les députés pour défendre la politique de la France.

Auteur d'un ouvrage remarqué, *Rwanda, le génocide* (Dagorno), M. Prunier, chercheur au CNRS, a tenté de décoder les signaux envoyés par la France aux Rwandais qui allaient être les auteurs du génocide. « Les Rwandais nous ont habilement manipulés », a-t-il lancé, évoquant l'« attaque » de Kigali par la rébellion tutsie en 1990. Le pouvoir hutu avait réclamé des renforts militaires français, alors que l'armée rwandaise avait vraisemblablement tiré en l'air pour simuler un danger. M. Prunier en avait parlé avec Jean-Christophe Mitterrand. « Il y croyait, ou il feignait d'y croire », a-t-il dit.

« Nous nous laissons intoxiquer par la philosophie politique » d'une « dictature raciste », a-t-il estimé. « Dès 1990, il y avait des massacres. Puis en 1991, puis en 1992... Des massacres commis par des groupes gouvernementaux », a-t-il déclaré. Nous avons entraîné les

miliciens du génocide, en étant trop bêtes pour nous en rendre compte. (...) Nous ne l'avons pas délibérément fait, mais nous l'avons fait ! »

Le chercheur a relaté comment « les soldats français faisaient des contrôles routiers et demandaient : Hutu ou Tutsi ? ». « Les soldats expliquaient que c'était pour savoir qui est l'ennemi ! », s'est-il indigné. « Ce dont on peut accuser la France, ce n'est pas d'un crime, a-t-il poursuivi. Mais nous avons envoyé un message sans nous rendre compte de sa signification. Les extrémistes hutus avaient l'impression que la France était derrière eux, et les Hutus libéraux et les Tutsis avaient l'impression que la France était leur ennemi ».

UN TRI AU FACIÈS
Il a aussi accusé la France d'avoir, lors de l'opération « Amaryllis », évacué les chefs hutus et abandonné les employés tutsis de l'ambassade. « Le personnel tutsi savait qu'il allait mourir », a-t-il dit. Emu, M. Prunier a raconté comment les Français ont procédé à un tri au faciès au pied des avions, acceptant par exemple une femme russe - « blonde » - mais refusant son mari tutsi - « noir » - et ses enfants métis, avant d'embarquer, après larmes et supplications, les gamins, et d'abandonner l'époux à une mort certaine.

Gérard Prunier a encore affirmé détenir des éléments prouvant la culpabilité des extrémistes hutus dans l'attentat qui causa la mort du président Habyarimana, et qui fut le signal déclencheur du génocide. Mais, en raison de « risques pour [sa] sécurité personnelle », il ne les communiquera pas aux députés.

R. O.

M. Chirac clôt en Angola sa tournée de « nouveau partenaire » de l'Afrique australe

LUANDA de notre envoyé spécial
Jacques Chirac a bouclé, mardi 30 juin, son périple en Afrique australe, qui l'a conduit de Namibie en Angola en passant par l'Afrique du Sud et le Mozambique - des pays où il n'était jamais allé. Il a exprimé, avant de quitter la capitale angolaise, sa satisfaction d'avoir rencontré des hommes d'Etat voulant « approfondir leurs relations avec la France ». « Celle-ci, a dit M. Chirac, doit être en mesure de leur apporter un appui et une considération politique ».

Le président Chirac a reconnu qu'une méconnaissance réciproque présidait encore les relations de la France avec cette région d'Afrique. Il a plaidé, dans les quatre capitales, pour l'établissement de liens plus solides, répétant que Paris se devait d'élargir sa « sphère d'influence » - et non sa « sphère d'intervention ».

En prenant soin d'éliminer de son vocabulaire toute référence à une phraseologie ancienne, il a rappelé que les intentions fran-

çaises étaient de maintenir des liens traditionnels forts avec les pays d'Afrique francophone, mais de s'ouvrir aux autres pays du continent, illustrant les nouveaux maîtres mots de la politique africaine de la France, « fidélité et ouverture ». Une « bonne parole » déjà colportée d'un bout à l'autre du continent par le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, à l'automne 1997, et par Lionel Jospin en décembre. Pour s'ouvrir à ces pays, « il est nécessaire de leur exprimer de la confiance », a souligné M. Chirac, d'autant plus que nous voulons établir de véritables relations de partenariat ».

A ses interlocuteurs, le président a vanté les mérites de l'intégration régionale, citant en exemple la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), une organisation qui devrait permettre à ses membres d'affronter la mondialisation. L'avenir est aux ensembles régionaux, a-t-il dit en substance. Il a souligné l'intérêt de l'intégration régionale en période de troubles, pour le maintien de la

paix et la prévention des conflits. Au Mozambique, le président Joaquim Chissano a expliqué comment la commission de défense de la SADC a permis, par sa médiation, d'éviter que des crises internes ne dégénèrent au Lesotho et en Zambie.

PAS D'INGÉRENCE
M. Chirac a aussi beaucoup insisté sur la doctrine française en matière d'aide publique au développement, prenant le contrepied de la politique américaine « trade not aid » (du commerce, pas d'aide), « que nous récusons complètement », a-t-il précisé. L'aide publique au développement est « un complément substantiel et inévitable au développement du commerce », a-t-il dit, en affirmant qu'elle était d'autant plus « nécessaire » qu'elle seule permet de financer « la santé ou l'éducation, des secteurs d'activités non rentables ». Il s'est réjoui d'avoir constaté que ses interlocuteurs appréciaient « la capacité d'écoute de la France ». « Ils savent », a-t-il affirmé, que c'est le seul pays

qui relie leurs préoccupations dans les instances internationales ».

Le président de la République a regretté que les entreprises françaises ne soient pas plus présentes dans les économies d'Afrique australe, car « cette présence, c'est notre développement économique, c'est notre emploi », a-t-il estimé, rappelant qu'un salarié français sur quatre travaille pour l'exportation. « Quand on facilite le commerce extérieur et nos investissements à l'étranger, on crée de bonnes capacités d'exportation pour nous, c'est tout à fait essentiel pour notre économie », a-t-il déclaré.

Le chef de l'Etat a coordonné qu'il avait demandé à Nelson Mandela et au vice-président Thabo Mbeki, ainsi qu'à Joaquim Chissano, de soutenir la demande française d'adhésion à l'association des pays riverains de l'océan Indien. « C'est important pour nous, compte tenu de notre présence dans cette partie du monde, avec La Réunion et Maurice, mais aussi en raison de rapports étroits que nous entretenons avec Madagascar, Maurice et les Sey-

chelles », a expliqué M. Chirac. Revenant à la politique africaine de la France, M. Chirac a souligné que celle-ci avait « évolué » mais qu'il ne s'agissait « pas à proprement parler d'une nouvelle politique ». Il a expliqué, à propos des événements de Guinée-Bissau et des bouleversements en Afrique centrale, que « le temps des interventions militaires [est] dépassé ». « Les accords de défense existent, qui seront parfaitement respectés, mais la France n'interviendra pas là où elle n'est pas liée. Il n'y aura pas d'ingérence », a-t-il dit, reconnaissant que c'était arrivé « dans le passé ». Jacques Chirac a estimé que la France pouvait être « fière » de ce qu'elle avait fait au moment des indépendances dans ses anciennes colonies d'Afrique subsaharienne, ajoutant qu'elle pouvait s'enorgueillir d'être « le premier donateur d'aide publique au développement en Afrique ».

Frédéric Fritscher
Lire aussi notre éditorial page 16

Le chef du gouvernement italien en visite officielle en Iran

Romano Prodi réalise une quasi « première » depuis 1979

Arrivé mardi soir 30 juin à Téhéran, en compagnie de son épouse, le premier ministre italien entend favoriser le développement des échanges entre la République islamique et l'Union européenne. Il doit également donner un coup de pouce aux relations bilatérales, notamment dans le domaine commercial.

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale
Toujours pressés, les Italiens, sans que leur quatorze partenaires de l'Union européenne (UE) comprennent trop pourquoi. Le premier ministre italien, Romano Prodi, est arrivé mardi 30 juin à Téhéran pour une visite officielle d'un peu plus de vingt-quatre heures. Et a laissé volontiers la presse présenter ce séjour comme le premier d'un chef de gouvernement occidental en Iran depuis l'avènement de la République islamique, en 1979.

Ce qui ne correspond pas tout à fait à la réalité, puisque, en 1991, Kurt Waldheim, alors président de l'Autriche, était venu en visite officielle en Iran et que, un an plus tard, le premier ministre grec, Constantinos Mitsotakis, avait fait la même chose. Il n'en demeure pas moins que les visites de premiers ministres occidentaux en République islamique sont suffisamment rares et que, depuis 1992, les relations entre l'Union européenne et l'Iran ont connu tellement d'alternances que la visite de M. Prodi est spectaculaire.

Elle l'est d'autant plus qu'un séjour de la trilogie européenne, qui devait avoir lieu en juin, a été reporté à des temps meilleurs. Téhéran a jugé insuffisant le niveau proposé de la représentation européenne - les directeurs politiques des ministères des affaires étrangères - et la Grande-Bretagne, qui était président en exercice de l'UE et qui est plus handicapée que ses partenaires par l'affaire Salman Rushdie, n'a vraisemblablement pas mis du sien pour accélérer les choses.

L'Italie n'en est pas avec l'Iran à son premier embarras. Elle s'était déjà presque fait tirer l'oreille pour respecter une décision de l'Union européenne en avril 1997 : l'UE, qui avait rappelé ses ambassadeurs en consultation - après le verdict d'un tribunal de Berlin accusant le plus haut sommet de l'Etat iranien d'être le commanditaire du meurtre de quatre opposants kurdes en 1992 dans la même ville - avait en effet décidé de ne pas les renvoyer, par solidarité avec l'Allemagne, dont le représentant avait été déclaré persona non grata par le guide de la République islamique, Ali Khamenei. L'ambassadeur italien, ayant alors déjà regagné Téhéran, Rome avait tiré les pieds avant de se plier aux exigences de l'UE et de le rappeler à Rome.

UNE AFFAIRE ALLEMANDE

Et puis, comme s'il pliait d'impitance, le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, s'est rendu à Téhéran une semaine à peine après le retour des relations irano-européennes à la normale, le 23 février 1998. L'Union européenne a, il est vrai, décidé ce 23 février de reprendre les échanges de visites ministérielles avec l'Iran et de renouer un dialogue désormais qualifié de « politique » et non plus de « critique » par les Européens.

Rien n'oblige donc l'Italie aujourd'hui à faire preuve de davantage de réserve envers Téhéran. Sauf peut-être le fait que, jusqu'à nouvel ordre, un citoyen allemand, Helmut Hofer, est toujours condamné à mort en Iran pour « relations étroites avec une musulmane ». M. Hofer ayant fait appel, l'affaire doit faire l'objet d'un nouveau procès, mais à une date qui reste encore indéterminée. Téhéran estime toujours par ailleurs que l'Allemagne doit « réparer ses erreurs du passé » avant tout retour à des « relations étroites » entre les deux pays. Tout ne va donc pas encore pour le mieux entre Téhéran et Bonn.

La visite de M. Prodi est peut-être un signe que la solidarité dont ont fait preuve avec l'Allemagne les autres membres de l'Union européenne n'est pas près de se répéter. Pour l'Iran, la visite du premier ministre italien est tout bénéfice, dans la mesure où Téhéran juge que l'Union européenne se hâte trop lentement à mettre en application les mesures

bilatérales, notamment dans le domaine commercial.



qu'elle a elle-même décidées en février. La France, par exemple, a repris les contacts au niveau des hauts fonctionnaires - le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq, s'est rendu à Téhéran à la fin mai, et le chef de la diplomatie iranienne, Kamal Kharazi, qui a déjà rencontré son homologue français, Hubert Védrine, en Suisse, en marge du Forum économique de Davos, a été invité à Paris, où il est attendu à l'automne.

PÉTROLE ET ACIER

Ce ne sont pas les ouvertures américaines en direction de l'Iran qui dictent la démarche italienne. La visite de M. Prodi était dans l'air depuis longtemps. Elle vise peut-être à améliorer des relations économiques et commerciales bilatérales qui sont déjà bonnes. Selon les années, l'Iran est déjà le premier ou le deuxième fournisseur de pétrole de l'Italie, qui, de son côté, est très engagée dans le développement de l'acier

iranien. Toutefois, comme le fait remarquer un diplomate occidental, rien n'est jamais acquis en République islamique, qui cherche à voir d'abord où sont ses propres intérêts. S'il en fallait une preuve, les Iraniens, par tous les temps, ont par exemple une grande appétence pour tout ce qui est matériel allemand.

Le quotidien iranien en langue anglaise Iran News mettrait l'accent, mardi, sur le volet économique et commercial des relations irano-italiennes. Il espérait que l'Italie servirait d'exemple aux autres Européens.

Durant son séjour, M. Prodi sera reçu par le président de la République, Mohamad Khatami, par le chef du Conseil de discernement - la plus haute instance consultative du régime -, ainsi que par l'ancien président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani et le président du Parlement, Ali Akbar Nategh Nouri.

Mouna Naïm

Le président israélien dénonce la politique de M. Nétanyahou

Ezer Weizman accuse le gouvernement nationaliste d'être largement responsable du blocage des négociations de paix et de « l'isolement grandissant » de l'Etat hébreu

JÉRUSALEM

de notre correspondant
L'empoignade passionnée Israël. Depuis lundi 29 juin, elle met aux prises Ezer Weizman, chef de l'Etat, et Benjamin Nétanyahou, premier ministre, et pourrait bien dégénérer rapidement en crise institutionnelle majeure. Sans précédent aucun dans l'histoire du pays, la querelle a, en tout cas, nettement dépassé le stade du sursaut mouchoir.

« Cet homme m'a utilisé et trompé trop souvent ! », s'emportait mardi le chef de l'Etat dans un entretien accordé au premier quotidien du pays, Yedioth Aharonot. « J'appelle instantanément le président à cesser ses attaques et à se conduire de façon plus digne de sa fonction », répliquait le soir même à la télévision un Benjamin Nétanyahou inconnu, rouge de colère et bafouillant. Et d'accuser péle-mêle le président de s'être rangé « du côté des Palestiniens pour inciter l'Amérique à faire pression sur Israël », d'avoir « pris la tête de l'opposition », d'avoir « outrepassé ses fonctions » et « révoqué les capitales arabes ». La diatribe peut paraître politiquement datée, le conflit entre les deux hommes, entre les deux fonctions, n'en est pas moins très sérieux.

Ignoré depuis plus d'un mois par un premier ministre qui a tout fait en coulisse pour le priver d'un second mandat quinquennal - néanmoins remporté en avril -, Ezer Weizman, ancien aviateur et général de réserve, âgé de soixante-quatre ans, convoqué lundi, en sa résidence de Jérusalem-Ouest, les deux grandes chaînes de télévision nationale. « Inquiet » de l'état clinique allant du processus de paix israélo-arabe, dans les limbes depuis que le chef du gouvernement national-religieux a entrepris, il y a deux ans, « d'abaisser les prétentions » des Palestiniens et des autres Arabes qui veulent récupérer leurs territoires occupés en échange de la paix, le « vieux guerrier », comme il se nomme lui-même, déplore d'abord « l'isolement grandissant d'Israël sur la scène internationale ». Poursuivant la charge le lendemain dans Yedioth Aharonot, il affirmera que « pour eux », les lieutenants de M. Nétanyahou, « la planète entière est contre nous et tout le monde est antisémite ». Son ancien compagnon d'armes et de parti, le travailliste Itzhak Rabin, appelait précisément le pays, avant son assassinat par un nationaliste juif religieux, à « cesser de croire » parole baliverne.

Mais ce lundi, Ezer Weizman, qui a préparé son coup d'éclat « depuis plusieurs semaines », ne se contente pas de dénoncer « l'aveuglement » et la rouerie d'un premier ministre qui lui, « a délibérément promis plus d'une fois qu'on était à la veille d'un accord avec les Palestiniens alors que c'était faux ».

Le président a accepté de jouer le jeu pendant deux ans. Mais sa « coupe est pleine », dit-il. Se présentant comme « le porte-parole d'une nation qui va mal », il dit sa « détresse, politique et économique », il évoque sa « confusion » et l'ignorance dans laquelle elle se trouve « de savoir où elle va, où veut la mener » un premier ministre « qui fonctionne en vase clos et qui vit dans un état d'euphorie constant ».

Alors, dans la foulée, « le sismographe national », comme le nomment certains analystes locaux, appelle à des élections anticipées « aussitôt que possible ».

« Bibi » réplique : « Le patron, ici, c'est moi ! »

Plus grave, le président révèle que Benjamin Nétanyahou lui a demandé à plusieurs reprises ces deux dernières années d'intervenir auprès de Yasser Arafat, du roi Hussein de Jordanie, du raïs égyptien Hosni Moubarak et de bien d'autres chefs d'Etat ou de diplomates, pour les convaincre de sa bonne foi et de la réanimation « imminente » des négociations de paix. Les uns et les autres ne veront rien venir et feront connaître par divers moyens, publics ou privés, les trois premières personnalités citées, ou plus discrets comme Bill

Clinton, Jacques Chirac, Tony Blair, ou Jacques Santer, le président de la Commission européenne, leur grand déplaçant d'avoir été menés en bateau.

Ezer Weizman, qui n'a jamais eu sa langue dans sa poche, dit tout haut ce que beaucoup d'autres politiciens israéliens, anciens ministres et alliés politiques de l'intérieur, s'en vont répétant, comme David Lévy depuis des années : « Il ne faut pas croire un seul mot sorti de la bouche de "Bibi" Nétanyahou ».

Le président a accepté de jouer le jeu pendant deux ans. Mais sa « coupe est pleine », dit-il. Se présentant comme « le porte-parole d'une nation qui va mal », il dit sa « détresse, politique et économique », il évoque sa « confusion » et l'ignorance dans laquelle elle se trouve « de savoir où elle va, où veut la mener » un premier ministre « qui fonctionne en vase clos et qui vit dans un état d'euphorie constant ».

Alors, dans la foulée, « le sismographe national », comme le nomment certains analystes locaux, appelle à des élections anticipées « aussitôt que possible ».

En privé, Benjamin Nétanyahou explose. « Le patron, ici, c'est moi ! », tonne-t-il. « Les élections auront lieu à leur terme normal », à la fin de l'an 2000. Elu par les cent vingt députés de la Knesset, alors que le premier ministre tient son pouvoir du suffrage universel, le président occupe certes une fonction essentiellement symbolique et cérémoniale, qui ne l'autorise pas à se mêler de politique active ni à fixer la date des élections. Mais outre qu'il bénéficie d'une forte cote d'amour personnelle dans la population, son appel iconoclaste à des élections rapides, déploré sur le principe par l'ensemble de la classe politique, a trouvé pas mal d'oreilles intéressées. Outre les partis arabes et l'opposition travailliste, qui réclament un scrutin anticipé depuis des mois, plusieurs personnalités du Likoud, le propre parti de M. Nétanyahou, et au moins deux petites formations de la coalition au pouvoir sont pour.

Sachant que, selon les sondages, la majorité des Israéliens sont également pour le recours aux urnes et que, depuis le départ de l'ancien ministre des affaires étrangères David Lévy et de ses amis, le gouvernement n'a plus qu'une voix de majorité à la Knesset, la défection d'une seule peut techniquement provoquer une consultation générale. On n'en est pas là. Le vieux pilote qui préside Israël ignore pas que l'ancien commando qui le gouverne est du genre combatif. Il lui a, pour l'heure, « asséné une gifle retentissante », comme disait mardi le quotidien libéral Haaretz. Et il lui en assènera d'autres, promet-il, « si rien ne bouge ». Les couteaux sont tirés, il sera difficile de les remettre au fourreau.

Jean-Pierre Tuquoi

Patrice Claude

Une fraction des GIA revendique l'assassinat de Lounès Matoub

ALORS QUE de nouvelles manifestations ont lieu, mardi 30 juin, à Tizi-Ouzou, la « capitale » de la Kabylie, et à Alger, le chef d'un groupe dissident du Groupe islamique armé (GIA), Hassan Hattab, a revendiqué, le même jour, l'assassinat du chanteur Lounès Matoub, tué jeudi à l'âge de quarante-deux ans dans une embuscade, dans l'est du pays. « Une unité de moudjahidins a pris pour cible l'ennemi de Dieu, Matoub Lounès, l'a tué et pris ses armes », indique le texte reçu par le bureau de l'AFP à Londres.

Peu d'informations circulent sur Hassan Hattab, dit Abou Hamza. Présenté comme chef du GIA dans une zone qui s'étend d'Alger à la Kabylie, responsable des réseaux européens du Groupe, son nom avait été cité récemment lors du coup de fil opéré dans cinq pays européens contre les réseaux islamistes. Certains de ses proches avaient été interpellés à cette occasion (le Monde du 27 mai).

La revendication reçue par l'AFP doit être accueillie avec prudence, du fait de l'opacité qui entoure la nébuleuse du GIA. D'autant que les prises de position de Lounès Matoub en avaient fait un cas à part. Chantre de la cause berbère, réputé proche du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) du docteur Saïd Sadi, le chanteur kabyle s'était forgé l'image d'un adversaire irréductible des islamistes - même des plus modérés d'entre eux - tout autant que du pouvoir en place à Alger.

JEUX DE PIERRE À TIZI-OUZOU

Au yenn de certains, son assassinat, par l'ampleur des manifestations qu'il a suscitées dans sa région, la Kabylie, pourrait servir de prétexte au gouvernement pour reporter une nouvelle fois l'entrée en vigueur des textes sur l'arabisation. Celle-ci est normalement prévue

pour le dimanche 5 juillet. Dans ce contexte, les deux partis rivaux les mieux implantés en Kabylie, le RCD et le Front des forces sociales (FFS) d'Hocche Ali Ahmed s'efforcent de récupérer la contestation.

Mardi, plusieurs milliers de personnes se sont réunies dans le centre de Tizi-Ouzou à l'appel du Mouvement culturel berbère - Coordination nationale (MCR), une organisation proche du RCD. Aux cris de « Nous ne sommes pas des Arabes », « L'Algérie de Matoub Lounès vaincra », « Pouvoir assassin », les manifestants, souvent très jeunes, ont bombardé de pierres les forces de l'ordre stationnées devant la mairie et la préfecture. Celles-ci n'ont pas réagi et la dispersion s'est effectuée dans le calme.

À Alger, c'est le FFS qui appelait à une marche « contre l'exclusion, pour la paix et la réconciliation, et pour la reconnaissance de la langue berbère ». Qualifiée de « provocation pure et simple » par le quotidien pro-gouvernemental El Moudjahid, le rassemblement, qui n'était pas autorisé par les autorités, a réuni plusieurs centaines de personnes sur une place du 1^{er} mai quadrillée par les forces de l'ordre. Le secrétaire général du FFS, Ahmed Djeddaï, a appelé à une nouvelle manifestation nationale le 5 juillet sur le thème de « l'Algérie unifiée ».

Les réactions violentes après l'assassinat de Lounès Matoub (le centre de Tizi-Ouzou a été mis à sac) ont révélé une profonde désaffection à l'égard des partis politiques traditionnels, le RCD aussi bien que le FFS. Les jeunes casseurs exprimaient surtout leur ras-le-bol vis-à-vis du jeu politique.

Ce rejet des partis n'a pas empêché le RCD et le FFS de polémiquer. Saïd Sadi a accusé le FFS d'avoir « manipulé la mobilisation

populaire qui a suivi l'assassinat de Matoub Lounès pour réhabiliter le contrat de Rome (tentative pour trouver une issue politique à la guerre civile) ». Il s'est demandé si la direction du FFS n'avait pas donné l'ordre à ses militants d'infiltrer les manifestants pour pousser à davantage de violence.

LE POUVOIR « TÉTANISÉ »

Répliquant à cette mise en cause, M. Djeddaï a estimé que c'est grâce au FFS que les dégâts ont été limités. Il a surtout mis en cause un « seigneur de la guerre », le maire RCD de la commune de Tazmalt, Smail Mira, l'accusant de meurtres. Les deux partis se rejoignent néanmoins dans leurs critiques

contre le gouvernement. La seule mesure d'apaisement possible, selon un député FFS, serait de reconnaître le berbère comme une autre langue officielle nationale.

C'est la décision politique que doit prendre Zeroual s'il veut vraiment débloquer la situation, a-t-il indiqué. En début de semaine, une rumeur circulait à Alger selon laquelle le chef de l'Etat allait se rendre à Tizi-Ouzou. La visite n'a finalement pas eu lieu. Le pouvoir, écrivait mardi El Watan, « donne l'impression d'être tétanisé et de manquer d'initiative pour sortir de la crise ».

LE RAPPORT THÉRY



AUX ÉDITIONS ODILE JACOB

Rapport

à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité et au garde des Sceaux, ministre de la Justice

IRÈNE THÉRY

COUPLE, FILIATION ET PARENTÉ AUJOURD'HUI

Le droit face aux mutations de la famille et de la vie privée



La Documentation Française

Un avion américain tire un missile contre une batterie irakienne

WASHINGTON. Un avion de combat américain F-16 a tiré, mardi 30 juin, un missile Harm contre une batterie anti-aérienne irakienne en riposte à la détection de quatre appareils britanniques par un radar irakien, selon le Pentagone, qui a tenté de dédramatiser la situation en affirmant qu'il s'agissait vraisemblablement d'un « incident isolé ». Bagdad a accusé les États-Unis « d'agression injustifiée », affirmant qu'aucun radar dans la région du sud du pays, survolé par ces avions, n'avait été activé. La France et la Russie ont « déploré » l'incident et appelé à la « retenue ». C'est la première fois que des avions américains tirent un missile sur un site de missiles irakiens depuis novembre 1996. Selon Bagdad, le missile Harm a atteint des réservoirs d'eau potable dans la région de Bassorah où aucune unité militaire ne stationnait. — (AFP)

Kofi Annan demande au numéro un nigérien la libération d'un opposant

ABUJA. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a demandé la libération de l'opposant nigérien Moshood Abiola, mardi 30 juin, lors d'un entretien d'une heure avec le nouvel homme fort du Nigeria, le général Abdulsalam Abubakar, selon une annonce faite par le porte-parole de l'ONU, Fred Eckhard. Moshood Abiola est emprisonné depuis quatre ans pour s'être proclamé vainqueur de l'élection présidentielle qui s'était tenue un an plus tôt, en 1993, mais dont le dépouillement avait été interrompu par les militaires. Les rumeurs sur son éventuelle libération se sont intensifiées ces derniers jours. De son côté, le gouvernement a laissé entendre qu'il pourrait libérer l'opposant à condition que celui-ci ne réclame pas la présidence du pays. Abdulsalam Abubakar a libéré peu après son arrivée au pouvoir, le 9 juin, 27 prisonniers politiques parmi lesquels des dirigeants de l'opposition, des journalistes et un ancien chef de l'État, tous jetés en prison par son prédécesseur, le général Sani Abacha. — (AFP)

M. Kirienko propose de « nouvelles règles économiques » aux députés russes

MOSCOU. La Russie a besoin de « nouvelles règles économiques » pour sortir de la crise financière, a expliqué, mercredi 1^{er} juillet, le premier ministre Sergueï Kirienko aux députés russes qui devaient examiner le plan anticrise du gouvernement. M. Kirienko a une nouvelle fois enjoint la Douma (Chambre basse) d'adopter « le plus vite possible » les 21 lois permettant l'application de son programme de rigueur. « Si vous n'adoptez pas ces mesures, il s'agira également d'une décision dont les conséquences seront très sérieuses, a mis en garde le jeune réformateur. Un Etat fort doit être riche. Nous devons garder de l'argent en augmentant la production », a-t-il ajouté, énumérant plusieurs chiffres et indices destinés à rééquilibrer les finances russes. La Russie, qui traverse une crise financière grave, espère obtenir du FMI un nouveau prêt de stabilisation de 10 milliards de dollars (60 milliards de francs) en imposant un programme de grande rigueur demandé par l'organisme international, mais ce programme doit être approuvé par la Douma, à majorité communiste et nationaliste, et donc hostile à toutes les recommandations du FMI. — (AFP)

Sept Tibétains tués en prison, selon le gouvernement en exil

NEW DELHI. Au moins sept Tibétains ont été tués et 60 autres blessés, dont une quinzaine grièvement, lorsque les forces de l'ordre ont, par deux fois, ouvert le feu en mai dernier dans une prison de Lhassa contre des détenus manifestant pour l'indépendance du Tibet, a affirmé, mardi 30 juin, le gouvernement tibétain en exil installé dans le nord de l'Inde. Ces événements se sont produits les 1^{er} et 4 mai dernier à la prison de Draphi, dans la capitale tibétaine, principal lieu de détention des prisonniers politiques tibétains. La « manifestation » a commencé lorsqu'un prisonnier non politique a lancé des tracts appelant à la libération du Tibet, au cours d'une cérémonie chinoise à l'occasion de la Journée du Travail. Les gardes ont alors ouvert le feu, et le prisonnier a été tué, ainsi qu'un moine et cinq religieuses, toujours selon les informations du gouvernement en exil, qui n'ont pu être vérifiées de source indépendante. — (AFP)

DÉPÊCHES

■ **NATIONS UNIES** : le Conseil de sécurité de l'ONU a commencé, mardi 30 juin, à débattre du projet israélien d'extension de Jérusalem qui tend à créer une super-municipalité incluant des colonies juives de Cisjordanie face à une population palestinienne estimée à 30 %. Les Palestiniens estiment que toute modification du statut de Jérusalem par le gouvernement de Benjamin Nétanyahou est « illégale ». Israël espère un veto américain à une résolution de l'ONU condamnant le projet. — (AFP)

■ **TURQUIE** : le Parlement turc a approuvé, mardi 30 juin, une motion de l'opposition demandant une enquête à l'encontre du premier ministre Mesut Yilmaz, accusé de corruption dans une affaire de vente de terrains publics à des promoteurs privés, dans les environs d'Istanbul. Il s'agit de la troisième enquête en cours sur le premier ministre. — (AFP)

■ **Au moins 131 personnes ont été tuées par le séisme qui a touché samedi la province turque d'Adana (sud) et plusieurs provinces avoisinantes, selon un nouveau bilan annoncé mardi 30 juin par les autorités locales à Adana. Le séisme, de magnitude 6,3 sur l'échelle ouverte de Richter, a fait plus de 1 500 blessés. — (AFP)**

■ **INDONÉSIE** : la police indonésienne a tiré des balles en caoutchouc sur plus d'un millier d'ouvriers qui manifestaient, mardi 30 juin à Djakarta, pour demander une amélioration de leurs conditions salariales, blessant légèrement 23 d'entre eux, ont indiqué des rapports de police et des résidents. — (AFP)

■ **Le procureur général a annoncé, mercredi 1^{er} juillet, qu'il demanderait un audit sur les 13 fondations que dirigeait l'ancien président Suharto et que les résultats de ces « examens » seraient rendus publics. Il a aussi indiqué que son équipe d'enquêteurs allait vérifier si des affirmations sur des dépôts par l'ancien président sur des comptes ouverts à l'étranger étaient fondées ou non. Le président Suharto a jusqu'à présent démenti qu'il détenait des comptes à l'étranger. Selon le magazine Forbes, la fortune personnelle de l'ancien président qui a régné d'une main de fer sur l'Indonésie pendant 32 ans, se chiffrait à 4 milliards de dollars (24 milliards de francs). — (AFP)**

■ **GRANDE-BRETAGNE** : l'Union européenne a demandé aux autorités indonésiennes l'ouverture d'une « enquête approfondie », après la mort d'un fermier tué à bout portant par un agent de la sécurité lors d'une visite d'une mission de l'Union européenne à Bacau, au Timor Oriental (Le Monde du 1^{er} juillet). « Cette mort tragique souligne la nécessité de trouver rapidement une solution » à la question de Timor, dit le communiqué de l'Union européenne, publié par le Foreign Office à Londres. — (AFP)

Lors de sa visite en Chine, M. Clinton laisse présager un déclin du soutien américain à Taiwan

Les Etats-Unis accentuent leurs pressions pour que l'île négocie avec le continent

Le chef de l'exécutif américain a donné un gage discret au gouvernement de Pékin sur la question de Taiwan lors de l'étape à Shanghai de sa visite

en Chine. Les autorités de l'île craignent d'être poussées par Washington à s'engager dans des négociations politiques avec le continent. Bill Clinton s'est dit « déçu » de l'absence, pour le moment, d'un accord sur l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

PÉKIN

de notre correspondant

Vive l'inquiétude à Taiwan, satisfaction discrète à Pékin : les commentaires formulés par Bill Clinton sur la question taïwanaise mardi 30 juin, lors de son étape shanghaienne, marquent un tournant dans la visite d'Etat du président américain. En expliquant que les États-Unis ne soutenaient pas le concept d'une « Chine, un Taiwan », l'indépendance de Taiwan et l'adhésion de l'île à des or-

ganisations internationales requérant le statut d'Etat, M. Clinton n'a rien dit de fondamentalement nouveau. C'est la position traditionnelle du département d'Etat, que Madeleine Albright a eu maintes fois l'occasion de rappeler ces derniers mois aux autorités chinoises.

Mais, dans cette affaire, la forme est aussi importante que le fond. C'est le fait que le président américain en personne articule aussi clairement cette position qui a jeté l'émoi à Taiwan. Depuis le début de sa visite en Chine, entamée le 25 juin, M. Clinton avait rapidement glissé sur ce dossier extrêmement sensible, considéré par

Pékin comme le « cœur des relations bilatérales ». Il s'était contenté de généralités. Il avait réitéré la position historique de Washington, reconnaissant la souveraineté de Pékin sur Taiwan — telle fut la condition posée par les Chinois lors du rétablissement des relations diplomatiques en 1979 — tout en appelant de ses vœux un processus de réunification « pacifique ». Devant les étudiants de l'université de Pékin, il avait même justifié les ventes d'armes « défen-

Chine, un Taiwan » ; non à l'indépendance de l'île ; non à son adhésion à des organisations internationales sur une base étatique. A défaut d'un texte écrit, les Chinois avaient toutefois indiqué qu'ils se contenteraient d'une déclaration verbale du président américain. Or c'est précisément cette faveur que M. Clinton vient de leur faire à Shanghai. Etait-ce le prix à payer pour un engagement plus résolu des Chinois en matière de lutte contre la prolifération nucléaire ? Le fait est que Pékin avait toujours lié les deux dossiers.

Pékin et l'OMC

A Shanghai, mercredi 1^{er} juillet, Bill Clinton s'est dit « déçu » par l'absence d'accord sur l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais a indiqué que cette adhésion ne pourrait se faire que dans des conditions « claires et sans ambiguïté ». Dans un discours devant la Chambre de commerce américaine à Shanghai au septième jour de sa visite en Chine, il a établi un lien direct entre une conclusion positive des négociations pour l'adhésion de Pékin à l'OMC et l'octroi à titre permanent, et non pas temporaire, par les États-Unis à la Chine de la clause dite « de la nation la plus favorisée » (MFN) dans les échanges bilatéraux.

Par ailleurs, il a souligné « le rôle très constructif joué par la Chine pour promouvoir la stabilité financière » en Asie. Le président Jiang Zemin et le premier ministre Zhu Rongji l'ont assuré que la Chine était « déterminée à jouer son rôle pour éviter une autre série de dévaluations » des monnaies en Asie, autrement dit qu'elle ne dévaluerait pas sa monnaie. — (AFP)

deux parties. Mais leur rencontre, qui a eu lieu à Pékin, n'a débouché sur aucun résultat substantiel pour cause d'impasse politique persistante. Au lendemain de la visite d'Etat de M. Clinton en Chine, la pression américaine sur Taipei pour l'ouverture de négociations pourrait s'avérer plus insistante. Ce sera probablement le résultat le plus consistant de cette visite de Bill Clinton.

Frédéric Bobin

Jiang Zemin s'est rendu à Hongkong pour le premier anniversaire de la rétrocession

Le président chinois Jiang Zemin a affirmé, mercredi 1^{er} juillet à Hongkong, où il s'est rendu pour les cérémonies du premier anniversaire de la rétrocession de l'ex-colonie britannique, que celle-ci aura un meilleur avenir sous administration chinoise malgré la crise économique qu'elle traverse. Il a donné le satisfait de Pékin au gouvernement local de Tung Chee-hwa et promis que le continent va « continuer à aider Hongkong à développer son économie, y compris le tourisme et les hautes technologies ». « Nous faisons confiance à Hongkong », a-t-il ajouté.

La crise financière en Asie a entraîné Hongkong dans une dépression économique, avec un chômage en hausse, et des secteurs clés comme l'immobilier et le marché financier particulièrement atteints. Selon M. Jiang, Hongkong pourra cependant surmonter ses difficultés grâce à ses excellentes ressources et son système financier fiable. — (AFP)

Les ÉCONOMIES d'Asie orientale pourraient connaître cette année une croissance négative allant jusqu'à -15 % (dans le cas de l'Indonésie), faisant craindre une aggravation de la crise sociale dans la région. Tel est l'avis formulé par les dirigeants de la Banque mondiale à l'occasion du lancement, le 29 juin à Washington, d'un fonds européen de 40 millions de dollars (240 millions de francs) destiné à soutenir les économies asiatiques. Ce fonds, dont le principe avait été adopté lors du sommet des dirigeants d'Europe et d'Asie (ASEM) en avril à Londres, doit être géré par la Banque mondiale à la demande de quelques pays de l'Union européenne. Sa vocation sera d'aider à réformer les systèmes financiers asiatiques et d'alléger l'impact social de la crise dans les pays concernés.

Le fonds d'aide est mis en place jusqu'à la fin de l'année 2001. Il servira notamment à fournir de l'assistance technique aux pays en crise, à financer des études de données ainsi que des projets visant à éliminer la pauvreté. Outre la Grande-Bretagne, qui contribuera au projet pour 8,3 millions

de dollars (50 millions de francs), les autres pays donateurs sont la France, les Pays-Bas et la Commission européenne. Le Danemark, la Finlande, le Luxembourg et la Suède se sont aussi engagés à y participer tandis que l'Italie, l'Espagne et même Singapour ont fait savoir qu'ils étaient intéressés.

« Ce fonds symbolise la volonté de l'Europe d'aider à résoudre la crise économique en Asie de l'Est », a souligné Geoffrey Lamb, directeur à la Banque mondiale. On constate cependant que tous les pays de l'Union européenne ne sont pas partie prenante de cette initiative, puisque l'Allemagne, par exemple, n'a pas encore manifesté sa volonté d'y participer. Sept pays sont éligibles pour recevoir l'aide du fonds nouvellement créé : la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Corée du Sud, la Thaïlande et le Vietnam.

« Le consensus est actuellement (...) que les économies de cette région vont connaître un déclin qui pourrait varier dans une marge de -3 ou -4 % à -14 ou -15 % de leur PIB. » « Cela entraînera un certain nombre de phénomènes sociaux négatifs que nous sommes en train d'anticiper », selon Jean-Michel Severino, vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie et le Pacifique. La Banque mondiale s'apprête, elle, à fournir un nouveau prêt d'un montant de 1 milliard de dollars (6 milliards de francs) à l'Indonésie, afin d'aider Djakarta à importer des produits alimentaires de base, subventionner le prix de ces denrées, et augmenter le pouvoir d'achat des plus pauvres », ajoute Jean-Michel Severino.

De fait, la pression américaine sur Taiwan a commencé à s'exer-

Quelques pays européens proposent une nouvelle aide à l'Asie

de dollars (50 millions de francs), les autres pays donateurs sont la France, les Pays-Bas et la Commission européenne. Le Danemark, la Finlande, le Luxembourg et la Suède se sont aussi engagés à y participer tandis que l'Italie, l'Espagne et même Singapour ont fait savoir qu'ils étaient intéressés.

NOUVEAU PRÊT À L'INDONÉSIE

« Ce fonds symbolise la volonté de l'Europe d'aider à résoudre la crise économique en Asie de l'Est », a souligné Geoffrey Lamb, directeur à la Banque mondiale. On constate cependant que tous les pays de l'Union européenne ne sont pas partie prenante de cette initiative, puisque l'Allemagne, par exemple, n'a pas encore manifesté sa volonté d'y participer. Sept pays sont éligibles pour recevoir l'aide du fonds nouvellement créé : la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Corée du Sud, la Thaïlande et le Vietnam.

« Le consensus est actuellement (...) que les économies de cette région vont connaître un déclin qui pourrait varier dans une marge de -3 ou -4 % à -14 ou -15 % de leur PIB. » « Cela entraînera un certain nombre de phénomènes sociaux négatifs que nous sommes en train d'anticiper », selon Jean-Michel Severino, vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie et le Pacifique. La Banque mondiale s'apprête, elle, à fournir un nouveau prêt d'un montant de 1 milliard de dollars (6 milliards de francs) à l'Indonésie, afin d'aider Djakarta à importer des produits alimentaires de base, subventionner le prix de ces denrées, et augmenter le pouvoir d'achat des plus pauvres », ajoute Jean-Michel Severino.

Traitement de texte Canon Jet 300

Chez Duxiez 1 980 F TTC

Simple d'utilisation. Performant. Qualité professionnelle. Vérificateur orthographique. Compatible PC. Léger.

Duxiez, 3 rue La Boétie Paris 8e 112 bd St-Germain Paris 6e

Lucas Delattre

BAC 1998

Bac professionnel Les résultats par académie

Du 30 juin au 3 juillet
Académies : CLERMONT, LIMOGES, POITIERS, RENNES

7 juillet
Académies : CAEN, CRÉTEIL, ORLÉANS-TOURS, PARIS, VERSAILLES

8-9 juillet
Académies : AMIENS, BORDEAUX, LILLE, MONTPELLIER

10 juillet
Académie de NANTES

13 juillet
Académie de STRASBOURG

3617 LMPLUS

3 48 FIMIN-LE MONDE

La France a boudé la fête de l'euro à Francfort

La Banque centrale européenne a été inaugurée mardi 30 juin à Francfort en l'absence de Jacques Chirac et de Lionel Jospin. A la tribune, les orateurs ont parlé anglais, espagnol et allemand

La Banque centrale européenne est désormais totalement opérationnelle. Sept chefs de gouvernement ont célébré sa naissance en compagnie des plus hautes personnalités de Bruxelles et de Strasbourg, ainsi que des

quatre banquiers centraux européens, mardi 30 juin à Francfort. La France était représentée par son ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn. Le système européen de Banques centrales (SEBC) est désormais

en place. Il est constitué de la Banque centrale européenne (BCE) et les banques centrales nationales de tous les Etats de l'Union européenne, y compris ceux qui ne sont pas membres de la zone euro. Ces derniers se-

ront membres d'un Conseil général à caractère consultatif, qui s'ajoutera aux organes de décision de l'euro : le directoire et le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

FRANCFORT

de notre envoyé spécial

La Banque centrale européenne (BCE) fête, mardi 30 juin, son inauguration en grande pompe à l'Opéra de Francfort. Sept chefs de gouvernement s'étaient déplacés à l'invitation du président de la BCE, le Néerlandais Wim Duisenberg. Outre le chancelier Helmut Kohl, étaient présents le premier ministre britannique Tony Blair, dont c'était le dernier jour de présidence de l'Union européenne, tout comme les chefs de gouvernement italien, autrichien, luxembourgeois, irlandais et grec. Le président du Parlement européen, Josep Maria Gil-Robles, était également de la fête.

La présence de la France, à l'origine du projet de la monnaie unique avec l'Allemagne, était faible au regard de l'importance symbolique de l'événement. Ni le président Chirac, en voyage en Afrique, ni le premier ministre Lionel Jospin, qui présidait un comité interministériel sur la ville, n'étaient présents à l'inauguration. Devant l'insistance de plusieurs représentants de la

France en Allemagne, le ministre des finances Dominique Strauss-Kahn avait fini par modifier in extremis son agenda en fin de semaine dernière, pour se rendre à Francfort. Le ministre français, qui est parti en coup de vent avant la fin des spectacles, a ainsi sauvé l'honneur : à l'origine, le gouvernement devait être représenté par le secrétaire d'Etat à l'Industrie Christian Pignatelli.

« L'absence de Lionel Jospin est une faute politique », déplore un Français. Il y avait certes l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, assis à la table d'honneur aux côtés de Helmut Kohl, Tony Blair et Wim Duisenberg. Mais à la tribune, les orateurs ont parlé anglais, espagnol et allemand. Le président de la commission, le Luxembourgeois Jacques Santer s'est exprimé en allemand.

Pour fêter l'euro, les Chœurs de la ville de Maastricht ont d'abord chanté des mélodies des quinze pays de l'euro : pour les Italiens, on avait choisi Verdi et le chœur des esclaves de Nabucco. Les Français ont eu droit à un rafraîchissant

Chevaliers de la table ronde (« goûtons voir si le vin est bon... »). En deuxième partie de programme est venue l'heure de Wagner avec le chant des pleurs de *Tannhäuser*, mais aussi *Faust*, de Gounod. La cérémonie s'est achevée sur des ballets irlandais.

« La direction de la BCE est clairement assurée pour douze années », a déclaré Tony Blair

Deux mois après le sommet de Bruxelles, marqué par la polémique sur la présidence de la BCE, Wim Duisenberg et le gouvernement français ont du mal à renouer le dialogue. En déplacement à Francfort, M. Strauss-Kahn a rencontré le président de la BCE mardi 23 juin à l'occasion d'un congrès du SPD. Ce premier contact entre les autorités françaises et M. Duis-

senberg depuis le mois de mai s'est bien passé. Mais il faudra du temps pour établir des relations de confiance comparables à celles qui se sont instaurées entre les Allemands et M. Duisenberg. Ce dernier ne s'est pas rendu à Paris, alors qu'il multiplie les rencontres avec le chancelier Kohl et son ministre des finances Theo Waigel.

L'Allemagne est satisfaite des débuts de la BCE. S'ils n'ont pas obtenu de présidence ou de vice-présidence à la Banque - cette dernière échoit au français Christian Noyer -, les Allemands ont obtenu de nombreux postes clés au sein de la BCE. Otmar Issing, ancien économiste en chef de la Bundesbank, occupe ce même poste à la BCE pour huit ans.

Le porte-parole de Hans Tietmeyer Manfred Körber deviendra celui de Wim Duisenberg à partir du 1^{er} août. Plus discret, Bernd Goos, ancien haut fonctionnaire à la Bundesbank, devient directeur général en charge des relations internationales et européennes, sous l'autorité de l'italien Tommaso Padoa-Schioppa : c'est lui qui gèrera les relations avec le FMI, le G8 ou

le conseil de l'euro, qui réunit les onze ministres des finances de la zone euro.

Le flou sur la durée exacte du mandat de M. Duisenberg empêche la communication de la BCE. Au cours d'entretiens accordés à la presse allemande, néerlandaise et grecque, M. Duisenberg s'est employé à rassurer sur son indépendance, déclarant qu'il lui appartenait de choisir la date de son départ, au risque de provoquer quelque irritation en France.

A l'Opéra de Francfort, Tony Blair, qui a rappelé l'intention de la Grande-Bretagne de rejoindre l'euro, a toutefois coupé court au malaise qui s'installe sur la durée du mandat de M. Duisenberg : « La direction de la banque est clairement assurée pour les douze prochaines années », a-t-il déclaré, confirmant implicitement que le gouvernement de la banque de France Jean-Claude Trichet succéderait à M. Duisenberg dans quatre ans, à la grande satisfaction du gouverneur de la Banque de France, présent dans la salle.

Arnaud Leparmentier

56 % des Français approuvent massivement la politique du franc fort

Selon un sondage réalisé pour la Banque de France, l'opinion est favorable à la ligne défendue par M. Trichet

DANS SIX MOIS, la Banque de France perdra, avec le lancement officiel de l'euro, son pouvoir monétaire. C'est à Francfort, et non plus à Paris, que sera fixé le niveau unique des taux d'intérêt directs à l'intérieur des pays de l'euro. Depuis quatre ans et demi, la politique de la Banque de France indépendante a été régulièrement critiquée par la classe politique française - gauche et droite confondues -, accusée d'avoir par ses rigueurs pénalisées la croissance et favorisé l'envolée du chômage dans le pays. A défaut d'avoir convaincu les élus, le gouverneur de la banque centrale Jean-Claude Trichet a-t-il réussi à persuader l'opinion publique du bien-fondé de sa politique ?

Un sondage réalisé par la Sofres du 27 au 29 mai - auprès de 1 000 personnes, selon la méthode des quotas - pour le compte de l'Institut d'émission, apporte une réponse sans ambiguïté tout en réservant quelques surprises. Si les résultats

de l'enquête indiquent que l'action de M. Trichet bénéficie dans l'opinion publique d'un soutien plus grand que ne le laisserait penser le manque d'adhésion de la classe politique, ils permettent aussi d'établir un portrait-robot du partisan de la stratégie du franc fort : un jeune agriculteur ou cadre supérieur, sympathisant RPR ou PS. Son adversaire type serait en revanche une employée à la retraite ou un petit commerçant votant pour le Front national ou le Parti communiste.

AGRICULTEURS ENTHOUSIASTES

A la question « Approuvez-vous la politique monétaire actuelle de la Banque de France ? », 58 % des Français interrogés disent approuver (12 % tout à fait, 46 % plutôt) la stratégie du franc fort, 15 % désapprouver (11 % plutôt et 4 % tout à fait), 27 % étant sans opinion.

Un sondage réalisé en juin 1996 et resté confidentiel avait donné des résultats quasiment identiques avec

un taux d'approbation de 56 %.

Les hommes sont plus nombreux que les femmes à adhérer à la politique de la Banque de France (67 % contre 49 %) : en termes de catégorie professionnelle, ce sont les agriculteurs qui sont les plus enthousiastes (avec 66 % de réponses favorables), devant « les cadres et professions intellectuelles » (64 %), les employés étant les plus critiques (avec 20 % d'avis négatifs).

Le soutien au franc fort dépasse aussi le clivage traditionnel droite-gauche : les deux camps approuvent massivement et également (61 % à gauche, 62 % à droite) la stratégie monétaire suivie. Une analyse plus détaillée en fonction de l'appartenance partisane fait apparaître quelques surprises. C'est ainsi du côté des sympathisants du RPR que les adeptes de M. Trichet sont les plus nombreux (65 %), malgré l'opposition historique à l'euro de quelques-uns de ses plus hauts dirigeants. Viennent ensuite ceux du Parti socialiste (62 %) et de l'UDF

(60 %). C'est en revanche, logiquement, dans les rangs du Parti communiste et du Front national, deux partis connus pour leur hostilité au projet d'Union monétaire, que l'on trouve le plus d'opposants au franc fort (respectivement 24 % et 30 %).

FONCTION DU NIVEAU DE VIE

Le soutien apporté à la politique suivie par l'Institut d'émission est également directement fonction du niveau de vie : 72 % des personnes appartenant à un foyer dont le revenu mensuel est supérieur à 20 000 francs jugent favorablement l'action de M. Trichet, 43 % seulement dans ceux où il est inférieur à 5 000 francs.

Les deux autres questions posées par les enquêteurs de la Sofres arrivent à la même conclusion, celle d'une large adhésion de l'opinion publique à la politique monétaire française : 74 % des Français ont « une image positive » de la Banque de France (5 % très positive, 69 %

plutôt positive), 15 % négative (12 % plutôt, 3 % très), 11 % étant sans opinion.

Les plus chauds partisans se trouvent dans la tranche d'âge des 18-24 ans (72 % d'avis favorables), les plus réservés appartenant à celle des plus de 65 ans (56 % seulement de jugements positifs). Enfin, 71 % des Français interrogés affirment « faire confiance » (12 % tout à fait, 59 % plutôt) à l'Institut d'émission pour assurer la stabilité des prix et du franc.

Les commerçants, artisans et industriels (19 %) sont cette fois les plus nombreux à douter de la capacité de la banque centrale à assurer la stabilité monétaire, devant les ouvriers (17 %). C'est toujours chez les sympathisants du FN et du PC qu'on trouve le plus de sceptiques (respectivement 27 % et 20 %) et chez ceux du RPR et du PS (respectivement 32 % et 73 %) le plus de convaincus.

Pierre-Antoine Delhomme

Clinton laisse présager
ricain à Taiwan

Les forces serbes poursuivent leur offensive au Kosovo

LES FORCES SERBES ont repris, le mardi 30 juin, le contrôle du gisement houiller de Belacevac (situé à vingt kilomètres à l'ouest de Pristina), que les indépendantistes albanais du Kosovo tenaient depuis une semaine. Toutefois, Hajredin Mjeku, du Comité (albanais) des droits de l'homme d'Obilic, une localité voisine, a déclaré que les forces serbes n'avaient pas atteint le site lui-même ni le village de Belacevac. Trois membres de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) ont été tués et deux autres blessés.

Dans le village d'Ade, proche de Belacevac, six civils ont été blessés, a ajouté Hajredin Mjeku. Il a affirmé que des combats continuaient mardi autour de Belacevac et Obilic, zones dont la plupart des habitants auraient fui en direction de la Drenica (centre du Kosovo) et de Pristina, chef-lieu de la province.

Dans l'ouest de la province, au moins huit Albanais ont été tués, mardi, dans un accrochage avec des garde-frontières yougoslaves, près de la frontière avec l'Albanie, selon le Centre d'information serbe à Pristina.

« UNE GÎLE POUR LA RUSSIE »

L'accrochage a eu lieu au nord-ouest de Djakovica, où un groupe d'Albanais aurait attaqué à l'arme automatique et au mortier des garde-frontières. L'affrontement n'a pas fait de blessés parmi les soldats yougoslaves, qui continuaient dans l'après-midi à ratisser la zone.

Selon des sources serbes, l'Armée de libération du Kosovo a lancé mardi en milieu de journée une attaque au mortier et à l'arme automatique contre le village de Drenovac, sur la route Klinja-Pec (ouest). Mardi matin, près de Dufje, sur la route Prizren-Stimlje (sud), un groupe d'Albanais a attaqué à l'arme automatique et au mortier un convoi de ravitaillement de l'armée yougoslave.

A Bonn, le ministre allemand de la défense, Volker Rühe, a déclaré que l'offensive serbe au Kosovo était « une gifle pour la Russie », le président yougoslave Slobodan Milosevic ayant pris des engagements parfaitement contraires devant Boris Eltsine. (AFP)

BAC 1998

Bac professionnel

Du 30 juin au 3 juillet

7 juillet

8 juillet

10 juillet

13 juillet

3617 LMPLUS

Depuis le 26 juin 1998,

FIMALAC est un pôle boursier unique de services aux entreprises

FIMALAC

est un Groupe principalement orienté vers les services aux entreprises

SERVICES A L'INDUSTRIE	% détenu	Activité
■ Engelhard-Cla	50 %	Applications industrielles métaux précieux.
■ Cla-MSX	100 %	Applications industrielles métaux non précieux.
SERVICES AUX ENTREPRISES		
■ Fitch-Ibca	100 %	Notation.
■ LBC	100 %	Stockages de produits chimiques.
■ Secap-Anfa	100 %	Machines à affranchir-Fournitures de bureau.
■ Taylor Nelson-SOPRES	11 %	Etudes de marché.

FIMALAC

privilège les sociétés leaders à vocation internationale

	% CA étranger en 1997
Engelhard-Cial	80 %
Cial-Msx	50 %
Fitch-Ibca	95 %
LBC	30 %
Secap-Anfa	5 %
Ensemble Groupe (1997)	60 %

FIMALAC

privilège la rentabilité

(en MF)	1995	1996	1997	1998 estimé
Résultat net part du Groupe hors éléments non récurrents	159	306	339	415

FIMALAC

est un Groupe qui contrôle ses filiales

• 85 % de ses actifs sont des participations de contrôle ou au moins égales à 50 %.

FIMALAC

possède les moyens de son développement

• Avec 3 milliards de francs de trésorerie nette, FIMALAC est en mesure de poursuivre sa dynamique de développement.

FIMALAC

est un Groupe indépendant

• FIMALAC est contrôlée à hauteur de 59,1 % du capital par FIMALAC et Cie et les autres sociétés agissant de concert. M. Ladreit de Lacharrière détient 87,9 % du capital de FIMALAC et Cie.

Fimalac

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 2 JUILLET 1998

GAUCHE Les dissensions persistent au sein de la majorité « plurielle » sur la réforme du mode de scrutin européen, qui doit être soumise au vote des députés le 9 juillet.

Le PCF, les Verts et le Mouvement des citoyens envisagent de voter contre, et les radicaux de gauche, « au mieux », de s'abstenir. ● LES VERTS et le MDC ont proposé que

les partis de la majorité se rencontrent avant l'été, tandis que François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste, a lancé, mardi 30 juin, un « appel à la responsa-

bilité ». ● LA DROITE est, elle aussi, divisée sur le projet de réforme du mode de scrutin européen, souhaité par Jacques Chirac. Si la RPR et Démocratie libérale penchent pour un

vote contre, l'UDF est très partagée. Ancien ministre délégué aux affaires européennes et inspirateur de la réforme, Michel Barnier (RPR) plaide pour le vote du projet.

Les dissensions se multiplient au sein de la majorité « plurielle »

Le Parti socialiste est aujourd'hui isolé sur la réforme du mode d'élection des députés européens, tandis que le problème des sans-papiers continue d'opposer les communistes et les Verts au gouvernement. François Hollande a lancé à ses alliés un « appel à la responsabilité »

TREIZE MOIS après sa nomination à l'hôtel Matignon, Lionel Jospin atteint des sommets de popularité et se flatte d'avoir rétabli la confiance. « Je me réjouis, a-t-il déclaré, mardi 30 juin, lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, qu'à travers une année de travail, progressivement, modestement, nous ayons pu faire redécouvrir ce qui reste un facteur essentiel de la vie économique, un facteur invisible mais que nous rendons visible et perceptible, la confiance. » M. Jospin a confirmé que son gouvernement continuera de donner la priorité à la lutte pour la croissance et pour l'emploi, en insistant sur la recherche d'un « équilibre » entre la maîtrise des déficits publics et l'action contre le chômage.

Les bons résultats économiques et les points marqués contre le chômage ne sauraient, pourtant, faire oublier que la majorité « plurielle » traverse une zone de turbulences : divergences sur la réforme des modes de scrutin régional et européen ; stratégies antagonistes dans les conseils régionaux dirigés par une alliance droite-FN ; dissensions sur l'immigration et la régularisation des sans-papiers ; accrochages sur les dates d'ouverture de la chasse aux oiseaux-migrateurs ; débat difficile

sur la réforme de la fiscalité et l'élargissement de l'assiette de l'impôt sur la fortune aux biens professionnels ; critiques sur la revalorisation du SMIC.

Le 23 juin, M. Jospin avait invité les députés socialistes à « écouter la différence » et à l'« intégrer ». Il avait aussi averti les quatre partenaires du Parti socialiste - Parti communiste, Verts, Parti radical de gauche et Mouvement des citoyens - qu'ils ne devaient pas juger l'action du gouvernement « uniquement à l'aune de l'influence qu'ils estiment avoir eue (ou non) sur telle ou telle décision ». Le chef du gouvernement, qui refuse toujours la formule de chef de la majorité - et refuse d'organiser des déjeuners de ladite majorité - entretient une concertation privilégiée avec François Hollande, mais reçoit aussi, régulièrement, Robert Hue, Jean-Pierre Chevènement et Dominique Voynet, plus rarement Jean-Michel Baylet, avec lequel il s'est entretenu le 29 juin. Il dissocie le traitement de la politique gouvernementale, dont il débat lors des réunions des ministres, de l'action des partis, mais sa méthode ne suffit pas à apaiser les différends. La gauche paie aujourd'hui la rapidité avec laquelle la dissolution d'avril 1997 l'avait contrainte à boucler différents ac-



cords électoraux.

Dans l'immédiat, c'est sur la réforme du mode de scrutin européen, qui doit être votée par les députés le 9 juillet, que les divergences se focalisent. En l'état, l'opposition annoncée du PCF, du MDC, du PRG et des Verts, qui dénoncent « l'hégémonie » du PS, risque de faire capoter la réforme si une partie de la droite ne vole pas à son secours. Dès le départ,

M. Hollande avait exclu un recours au « 49-3 », conduisant à l'adoption du texte à défaut du vote d'une motion de censure. Les Verts ont proposé une rencontre à l'ensemble de la majorité le 6 juillet. Georges Sarre, président délégué du MDC, a entrepris une démarche similaire, en proposant, avant l'été, une rencontre sur la préparation des élections européennes. M. Hollande ne ferme pas la

porte à une telle concertation. Mardi, à l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PS a lancé un « appel à la responsabilité ». « J'espère que la voix de la raison sera entendue », a affirmé le député de la Corrèze, en invitant aussi l'opposition à ne pas infliger « une rebuffade » à Jacques Chirac, « favorable à l'évolution de ce mode de scrutin ». « Si cette réforme ne voit pas le jour, on ne pourra pas dire au lendemain du scrutin de juin 1999 : "Pourquoi n'a-t-on pas changé ?" », a ajouté M. Hollande, qui a conclu : « Si y a une majorité, tant mieux. Si il n'y a pas de majorité, chacun ne pourra pas ensuite se réfugier derrière sa bonne conscience. »

Devant les sénateurs socialistes, M. Jospin a mis en relief le décalage entre le chef de l'Etat et la majorité sénatoriale, reprochant à cette dernière d'avoir « dénaturé » la réforme du Conseil supérieur de la magistrature. Les dissensions de la gauche se focalisent aussi sur les sans-papiers : le PS et le MDC refusent une régularisation massive, alors que le PCF et les Verts se prononcent - comme l'a rappelé Jean-Luc Bennaïm, secrétaire national des Verts, dans une lettre au premier ministre le 29 juin - pour la régularisation de tous ceux qui en ont fait la demande. Au-delà du soutien des Verts et du PCF à la grève de la faim de 29 sans-papiers, depuis le 16 juin au temple des Batignolles (lire page 10) à Paris, la gauche du conseil municipal d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) et les Verts, à leur siège parisien, ont organisé, le 26 juin, des cérémonies de parrainage de sans-papiers.

« INIQUE ET INAPPLICABLE »

Yves Cochet, député du Val-d'Oise, juge la loi Chevènement sur l'immigration « à la fois inique et inapplicable ». Le 28 juin, sur Europe 1, le ministre de l'Intérieur a mis en garde le PCF, qui « peut essayer d'être à lui seul un super-professeur Schwartzberg ou un super-monseigneur Gaillot », mais, a-t-il ajouté, « il s'agirait sur cette voie ». En Seine-Saint-Denis, le MDC met en cause, dans ses tracts, l'action du maire communiste de Saint-Denis, Patrick Brouzet.

Ces tensions peuvent finir par nuire à la bonne image du gouvernement et de M. Jospin, soupçonné par ses partisans de préparer déjà les contours d'une éventuelle majorité présidentielle. « Le problème est de savoir si les socialistes veulent des partenaires ou s'ils estiment qu'ils peuvent tout seuls gouverner la France », affir-

me, mardi, Michel Crépeau, président du groupe RCV de l'Assemblée nationale. « Les partenaires, ils commencent à en avoir ras-le-bol », ajoutait le maire (PRG) de La Rochelle, sans exclure, toutefois, que les radicaux de gauche s'abstiennent sur le scrutin européen. Un rejet de cette réforme serait perçu comme un échec symbolique de la majorité.

Les associations

de chômeurs se mobilisent

A l'initiative de plusieurs associations de défense des chômeurs (ACI, MNCP et APEIS, CGT-chômeurs), une manifestation était prévue, mercredi 1^{er} juillet, devant le siège de l'Unedec, où devait se réunir le conseil d'administration du régime d'indemnisation du chômage. Mardi, une centaine de militants d'associations de chômeurs et d'exclus - ACI, DAL, Droits Devant !, Comité des sans-logis - et de la CFDT-ANPE ont occupé, pendant plus de deux heures, les locaux du Conseil constitutionnel, pour protester contre le projet de loi contre l'exclusion. Au cours de l'occupation, un des manifestants a déchiré un exemplaire de la Constitution de 1958.

Mardi soir, une cinquantaine de militants d'ACI et de plusieurs collectifs de chômeurs ont envahi la Comédie-Française pour réclamer « un accès à la culture pour les précaires ». A Lorient, la police a évacué une vingtaine de chômeurs qui occupaient, depuis le matin, une antenne Assefic pour réclamer le rétablissement des fonds sociaux.

Pour autant, ce n'est pas encore la crise ouverte. Aucun partenaire n'envisage une sortie du gouvernement. Maxime Gremetz, député de la Somme, s'est fait rappeler à l'ordre par le bureau national du PCF pour avoir fustigé « le retour du PS à des pratiques staliniennes ». Le bureau a fait savoir, mardi, qu'il « désapprouve » ces « outrances », qui ne sont pas « de nature à aider au nécessaire débat au sein de la gauche plurielle ». Quant à Noël Mamère, député (Verts) de Gironde, il confiait, mercredi, sur RMC : « Dedans, on nous entend, dehors, on se fait entendre ». La voix de la sagesse, en quelque sorte...

Michel Noblecourt

Records de popularité pour M. Jospin et M. Chirac

Les cotes de popularité de Jacques Chirac et Lionel Jospin sont en forte hausse, selon la dernière enquête de BVA, réalisée du 25 au 27 juin auprès d'un échantillon national de 816 personnes et publiée par Paris-Match (daté 2 juillet). Avec 63 % de bonnes opinions (en hausse de 5 points) contre 29 % de mauvaises (en baisse de 4 points), le premier ministre enregistre sa plus forte popularité depuis son investiture en juin 1997. M. Jospin bénéficie d'une opinion nettement favorable dans tous les électors, à l'exception de celui du FN. Quant au chef de l'Etat, avec 60 % de bonnes opinions (en hausse de 9 points) contre 31 % de mauvaises (en baisse de 6 points), il retrouve le pic de popularité qu'il avait connu au moment de son élection en mai 1995. De même, près de trois Français sur cinq (59 %) considèrent que la cohabitation est une bonne chose, contre 32 % qui sont d'avis contraire.

Laurent Fabius à l'Assemblée comme à la Trappe

C'EST UN EXERCICE qui suppose beaucoup de doigté et un bon stock de plaisanteries pour « meubler ». Il faut savoir sourire finement aux questions difficiles, sans jamais y répondre, et paraître amical à tous, quand on révérait d'en découdre. Laurent Fabius, tel un moine trappeiste qui se condamne au silence, s'impose cette torture quotidienne depuis un an.

Mardi 29 juin, la comédie a eu lieu lors d'un cocktail offert pour la fin de la session parlementaire. Les journalistes étaient peu nombreux : la presse est cruelle lorsqu'elle a le sentiment qu'elle ne tirera rien d'un homme politique. M. Fabius avait apparemment décidé d'en sourire et de « donner » aux présents encore moins qu'à l'habituel. Invoquant une citation prêtée au président de la Banque centrale américaine, Alan Greenspan, le président de l'Assemblée nationale avait d'ailleurs prévenu : « Si quelqu'un affirme avoir compris ce que je veux dire, c'est qu'il l'a mal saisi ma pensée ».

Comment aurait-il pu en être autrement ? Il y a encore quelques mois, le président de l'Assemblée nationale, inquiet des faiblesses de la gauche et terni par la sordide rivalité qui l'oppose depuis quinze ans à Lionel Jospin, imaginait alors que la majorité « plurielle » ne durerait que le temps d'un rayon de soleil. Les communistes devaient lâcher prise après les régionales, croyait-il. Quant à lui, il se trouvait à la tête d'une Assemblée qui ne pou-

vait que prendre de l'importance en période de cohabitation. Le temps, jusqu'à maintenant, ne lui a pas donné raison. La majorité tient, et c'est le premier ministre qui, chaque semaine, utilise l'Assemblée comme une formidable tribune politique. Même si M. Fabius souligne que « l'atmosphère est un peu plus difficile » pour le gouvernement, il connaît les cotes de popularité de ses représentants. Et lorsqu'un naïf l'interroge sur ses relations avec le premier ministre, il n'a qu'un sourire ironique : « Croyez-vous que je pourrais vous avouer que nos rapports sont mauvais ? »

LE PARTI DE NE RIEN DIRE

Le président de l'Assemblée nationale a donc pris le parti de ne rien dire qui puisse le découvrir, et d'exister discrètement. Il le fait sans recourir à ces fastes qui l'avaient fait taxer, en son temps, de socialiste « hétéroclite ». Il le fait tout de même, recevant méthodiquement, des économistes, des responsables politiques, des intellectuels français et étrangers. Pour le reste, il attend. Le non-lieu requis dans l'affaire du sang contaminé, le 11 juin, l'a évidemment soulagé d'un poids qui minait sa vie personnelle et obérait sa carrière. Une fois ce non-lieu confirmé, lorsque les circonstances politiques le permettront, il évaluera sa marge de manœuvre. Alors, seulement, il parlera.

Raphaële Bacqué

Les groupes de l'opposition hésitent sur la réforme du scrutin européen

L'UDF balance entre son attachement à l'Europe et son alliance avec le RPR

TROIS QUESTIONS A... MICHEL BARNIER

1 Sénateur RPR de Savoie, ministre délégué aux affaires européennes des gouvernements Juppé, vous avez proposé une réforme du mode d'élection des députés européens qui a été reprise, à quelques détails près, par le premier ministre. Pourquoi faut-il changer les règles du jeu ?

Le système actuel est le plus mauvais de tous. Les députés européens travaillent dans l'anonymat, ne sont en charge d'aucun territoire et ne rendent de comptes à personne. Ce que j'ai proposé, qui vise à les rapprocher des citoyens, s'inscrit dans une perspective de réconciliation des Français avec la construction européenne.

Cette proposition n'est pas idéale. Certains, au RPR notamment, souhaiteraient qu'on élise les députés européens comme les députés français, dans une circonscription propre, ce qui est rejeté par tous les autres partis.

D'autres, à l'UDF comme au PS, auraient souhaité qu'on retienne comme circonscriptions les régions actuelles. Je me suis situé au milieu de ces différentes propositions, avec l'espoir que l'on aboutisse à un progrès.

2 Quelle doit être l'attitude de l'opposition vis-à-vis de ce projet de loi ?

Je souhaite que tous les élus engagés dans la construction européenne derrière le président de la République, qui soutient ce projet, ne sacrifient pas le fond à la tactique. Il ne faut pas avoir de complexes. L'entendement, l'autre jour, Philippe Séguin dire : « Le président préside, le gouvernement gouverne, l'opposition s'oppose ». C'est un peu court. L'opposition doit s'opposer, mais elle doit aussi proposer, ce que j'ai fait. Tant mieux si Lionel Jospin reprend notre idée ! S'agissant du défi européen, le moment de vérité va arriver un jour ou l'autre au sein du RPR. Il faudra qu'on sorte de l'ambiguïté.

3 De façon générale, de quelle marge de manœuvre dispose l'opposition vis-à-vis du chef de l'Etat ?

Il existe une marge de manœuvre dans le dialogue avec le président de la République. On peut toujours dialoguer avec lui : il est ouvert, il écoute. Nous ne regretterons pas la confiance des Français, ni notre propre crédibilité, sans le président de la République, encore moins contre lui.

Propos recueillis par Jean-Baptiste de Montvalon

LE PROJET de réforme du mode de scrutin pour les élections européennes divise aussi l'opposition. Ce n'est évidemment pas la première fois que la droite n'est pas d'accord sur le sort à faire aux initiatives de Lionel Jospin. Mais, fait nouveau sur un texte essentiel, le gouvernement, fragilisé par l'hostilité des communistes, des Verts, des radicaux de gauche et des chevronnés, a besoin, pour faire adopter son texte, de la bienveillance d'une partie de la droite.

Celle-ci s'efforce donc de mieux préparer ce débat. Pourtant, alors que la discussion du projet de loi est fixée aux 7 et 8 juillet, les groupes RPR, UDF et Démocratie libérale de l'Assemblée se sont donné un temps de réflexion supplémentaire après les réunions hebdomadaires de groupe, mardi 30 juin. Une bonne partie des dirigeants de l'opposition voient, dans la création de huit grandes régions pour l'élection des députés européens, une pure et simple machine de guerre contre leur camp. Ce découpage favoriserait, à ses yeux, l'écho des listes « dissidentes » comme des

listes qu'envisagent les « anti-européens » Charles Pasqua et Philippe de Villiers, ou celles de barons locaux.

« Ces grandes circonscriptions ne correspondent à aucune réalité géographique ou politique et visent à créer des difficultés à l'opposition », affirme José Rossi, président du groupe Démocratie libérale, en prenant l'exemple de la région qui regrouperait Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Corse. « Entre le Front national et une liste de Charles Millon, l'opposition n'aurait pas la partie belle », explique-t-il. En outre, le morcellement de la carte électorale saboterait la possibilité pour la droite de disposer, au printemps 1999, d'une tribune nationale contre le gouvernement.

Après le fiasco sur l'euro, qui avait vu le RPR contraint de convertir en catastrophe un vote contre en une non-participation sur l'union de l'Elysée, le mouvement de Philippe Séguin a pris son temps pour arrêter sa position. Car, là encore, Jacques Chirac s'est engagé dans le débat. Le 16 avril, il s'était prononcé pour le principe

d'une réforme, tout en évitant de s'exprimer sur un mode de scrutin. Mardi, lors de la réunion du groupe, un consensus s'est cependant dégagé autour de l'idée d'un vote négatif. C'est d'ailleurs Pierre Lellouche, partisan d'une opposition systématique au gouvernement, qui sera l'orateur du groupe lors de la séance publique. En outre, le RPR envisage de faire une contre-proposition consistant à découper la France en autant de circonscriptions qu'il y a de députés européens, c'est-à-dire quatre-vingt-sept. « La meilleure façon de rapprocher les élus du peuple, c'est d'être un député par circonscription au scrutin uninominal », explique Jean-Louis Debré, président du groupe RPR.

« APPROCHE NÉGATIVE »

Conformément au « plus d'opposition » qu'Alain Madelin veut insuffler à la droite, Démocratie libérale s'oriente vers une position similaire. « Nous abordons ce débat avec une approche négative », a confirmé le président de Démocratie libérale, dont la position devait

être arrêtée mercredi matin, à l'occasion de son comité directeur. Le groupe DL devrait défendre, lors du débat en séance publique, une motion de renvoi en commission du projet de loi.

C'est finalement le groupe UDF qui est le plus divisé. Une partie de ses membres est plutôt favorable au projet du gouvernement, qui a l'avantage d'offrir un plus grand nombre de postes de tête de liste, et ils ne veulent pas « passer sous les fourches caudines du RPR » sur un sujet, l'Europe, censé être au cœur de leur projet politique. D'autres, en revanche, ne veulent pas alimenter le soupçon de « gauchisation » que ne manquerait pas de leur adresser une partie de la droite. D'autres, enfin, sont favorables au scrutin uninominal.

Le débat a continué, mercredi matin, lors d'une nouvelle réunion. C'est en vain que Claude Gosselin, vice-président de DL, a souhaité la réunion des députés de l'opposition en intergroupe pour trancher ce débat.

Cécile Chambraud

مركز الامم المتحدة

LE MONDE / JEUDI 2 JUILLET 1998 / 7

(Publicité)

Alia

Tout usage de plantes aux vertus apaisantes s'avère
superflu en ce qui vous concerne, puisque les 36 000
communes françaises bénéficient de nos enlèvements.
Donc, la vôtre également. Ouf.



Passiflora

CHRONOPOST
LES MAÎTRES DU TEMPS
0 803 801 801

<http://www.chronopost.fr>

1.00 F TTC/ml.

Le patronat de la métallurgie veut obtenir des syndicats la possibilité de contourner la loi sur les 35 heures

La CGT et la CFDT refusent une augmentation du plafond d'heures supplémentaires

Lors d'une première réunion de négociations, mardi 30 juin, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) a confirmé devant les

syndicats son intention d'accroître très sensiblement le contingent annuel d'heures supplémentaires et d'augmenter l'amplitude de la durée

hebdomadaire du travail dans la branche, afin de compenser les effets de la loi sur les 35 heures.

L'UNION des industries métallurgiques et minières (UIMM) a formulé officiellement devant les syndicats, mardi 30 juin, les modalités de l'accord de branche qu'elle souhaite leur faire adopter, afin de « moderniser » les textes conventionnels en vigueur « dans le nouveau contexte créé par les 35 heures ». Elle a ainsi confirmé son intention d'accroître très sensiblement le contingent annuel d'heures supplémentaires en vigueur dans la métallurgie, afin de compenser l'abaisssement légal du temps de travail.

Lors de cette première réunion de négociations, la délégation du patronat de la métallurgie, représentée par le délégué général de l'UIMM, Denis Gautier-Sauvagnac et par son adjoint, Dominique de Calan, comportait quelques représentants de grands groupes, dont ceux de PSA et d'Insofin. Selon les syndicats, les dirigeants patronaux ont affirmé que la loi sur les 35 heures remet en cause la compétitivité des entreprises et exposé les grandes lignes d'un accord à l'optique préventive. Ils entendent ainsi décaler deux curseurs. Le premier est celui de la durée annuelle d'activité, qu'ils veulent porter de 45 à 47 semaines, en incluant les jours fériés.

Le second est celui du quota d'heures supplémentaires fixé au minimum à 282 heures. Ce quota correspond aux 94 heures actuellement en vigueur auxquelles s'ajoutent 188 heures de surcontingent ce qui permettrait de maintenir la durée hebdomadaire du travail à 39 heures. Les 188 heures s'obtiennent en effet en multipliant la différence de quatre heures entre 35 et 39 heures par les 47 semaines de travail par an.

Par ailleurs, l'UIMM entend se doter d'une flexibilité horaire accrue en relevant de 46 à 48 heures la durée maximale hebdomadaire du travail et de 44 à 46 heures la durée moyenne maximale sur 12 semaines. Enfin, elle souhaite pouvoir créer un « forfait tous horaires » pour l'encadrement et les salariés dont le travail est défini non par un poste mais par une « mission ». Un deuxième forfait individuel serait mis en place pour d'autres catégories de salariés, sans davantage de précisions.

A l'issue de la réunion, Daniel Sanchez de la CGT-métallurgie qualifie les propositions de l'UIMM « d'outrancières », mais estime que « l'on peut déboucher sur un accord positif si tout le monde pousse dans le même sens ».

face au patronat de la métallurgie ». « Sur un dossier comme celui-ci, en maintenant un front syndical uni, on peut obliger l'UIMM à discuter jusqu'en septembre », expliquait-il. L'issue de la négociation est théoriquement fixée à fin juillet, l'UIMM ayant convoqué deux autres réunions les 16 et 23 juillet. Le calendrier est important puisque des discussions prolongées jusqu'en septembre rendraient moins efficace une dénonciation des conventions collectives.

FO CONCLUANTE

Du côté de la CFDT, on estimait que l'UIMM s'est « nettement positionnée dans une logique de dévoiement de la loi en sacrifiant emploi, conditions de vie et de travail des salariés ». « Les négociations sont très mal parties », indiquait ainsi Robert Bonnard, l'un d'un négociateurs. « L'attitude de l'UIMM est purement politique », soulignait-il, en envisageant un nouvel appel à la mobilisation des salariés de la métallurgie pour le 16 juillet. Valère Jung, pour la CFDT, se déclarait « pas tout à fait sûr que l'UIMM ait les moyens de rester sur des positions aussi dures ». « Ils cherchent quand même à avoir un maximum d'orga-

nisations syndicales signataires », expliquait-il. De son côté, FO-métallurgie considérait que « des grands axes ont été dégagés sur lesquels la négociation peut s'engager ».

Au vu des réactions syndicales, deux lignes semblent se dégager, incrimées par la CFDT d'une part et FO de l'autre. La première est exaspérée par les propositions du patronat de la métallurgie, tandis que la seconde est plus conciliante. Elle a souhaité, en vain, au cours de cette première réunion, que l'on discute sur la base d'un avenant à l'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail de 1986, dont elle avait été la seule signataire avec la CGC, plutôt que de négocier un nouvel accord général. La CGT dont les positions sont proches de la CFDT s'efforce, elle, de ménager FO pour éviter que cette dernière ne soit tentée de ratifier le texte de l'UIMM, après quelques aménagements.

De son côté, le patronat de la métallurgie s'est engagé à expédier « autour du 10 juillet » de nouvelles propositions aux syndicats pour tenir compte de « certaines de leurs observations ».

Caroline Monnot

Un rapport sénatorial pose des conditions à la ratification du traité d'Amsterdam

Une réforme des institutions est jugée indispensable

LA RATIFICATION du traité d'Amsterdam sera un des débats de l'automne. Le Sénat s'y prépare. Xavier de Villepin, président, centriste, de la commission des affaires étrangères, vient ainsi de publier un rapport d'information dans lequel, comme Jacques Chirac et Lionel Jospin, il estime qu'une réforme des institutions européennes constitue un préalable à l'élargissement de l'Union. Cela le conduit à préconiser une ratification sous conditions.

Alors que le projet de révision constitutionnelle, dont l'adoption est un préalable indispensable à cette ratification, doit être inscrit à l'ordre du jour du conseil des ministres du 29 juillet, le principal débat, parmi les « maasrichtiens », porte sur la méthode susceptible de faire prévaloir cette exigence d'une évolution institutionnelle de l'Europe lors de l'examen, ultérieur, du projet de loi de ratification. Il s'agit pour eux de répliquer aux arguments avancés par les adversaires de la construction européenne, tout en respectant les faibles marges de manœuvre que leur imposent les règles institutionnelles.

EFFICACITÉ ET LÉGITIMITÉ

Défavorable à un rejet du projet de loi de ratification qui, selon lui, « risquerait d'ouvrir une grave crise » en Europe, M. de Villepin, dans son rapport intitulé : « Faut-il ratifier le traité d'Amsterdam ? », se montre également hostile à une approbation « en l'état » d'un traité qui « n'apporte aucun progrès réel sur les questions institutionnelles et ne garantit pas davantage qu'une réforme se concrétisera avant la mise en œuvre du processus d'élargissement ». Cela posé, le président de la commission des affaires étrangères souligne que « la voie paraît

excessivement étroite, dans la mesure où le Parlement ne dispose pas, en fait, du droit d'amender un projet de loi autorisant la ratification d'un accord international ».

Deux formules retiennent l'attention de M. de Villepin : la première, défendue par son collègue centriste Pierre Fauchon dans un rapport de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, consiste à voter une résolution, Cette solution nécessiterait elle-même, pour pouvoir s'appliquer au traité d'Amsterdam, une révision constitutionnelle ou, à tout le moins, une modification du règlement du Sénat. Soulignant la faible portée d'une résolution qui « constitue avant tout l'expression de la volonté politique du Parlement sans engager de quelque façon le gouvernement », M. de Villepin plaide, quant à lui, pour l'introduction, à l'initiative du gouvernement, d'un article additionnel au projet de loi de ratification, ce qui aurait « une valeur politique au moins équivalente à celle de la résolution et une valeur juridique certainement supérieure ».

L'introduction d'un tel article additionnel, en faveur de laquelle plaide notamment Laurent Fabius, est l'une des solutions envisagées à Matignon (Le Monde du 30 mai). Pour M. de Villepin, cet article additionnel devrait « poser pour principe le renforcement des institutions comme une condition indispensable de la conclusion des premières négociations d'adhésion ». Au terme de son rapport, le président de la commission sénatoriale des affaires étrangères évoque plusieurs pistes de réforme des institutions européennes, susceptibles, selon lui, d'assurer à l'Union un « indispensable équilibre entre efficacité et légitimité ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Le Sénat vote dans les mêmes termes qu'à l'Assemblée nationale le projet de loi constitutionnelle sur la Nouvelle-Calédonie

LE SÉNAT a adopté, mardi 30 juin, par 287 voix contre 10, avec 11 abstentions, le projet de loi constitutionnelle sur la Nouvelle-Calédonie. Approuvé dans les mêmes termes qu'à l'Assemblée nationale, ce texte destiné à mettre en œuvre l'accord de Nouméa du 5 mai, devrait être définitivement adopté par le Congrès, lundi 6 juillet.

Vingt et un sénateurs de droite ont refusé de suivre les consignes de vote favorable données par leurs groupes sur un texte qui a l'aval du président de la République. Après avoir rencontré une délégation du FLNKS le 2 juin, les dirigeants de ces groupes s'étaient en effet mis d'accord, le 23 juin, sur le principe d'un vote conforme, préparé par une concertation entre les commissaires aux lois de l'Assemblée et du Sénat. Ils ont même envisagé, à titre symbolique, avant d'y renoncer - de ne faire intervenir, lors du Congrès à Versailles, qu'un seul orateur issu de leurs rangs, Simon Loueckhote, élu de Nouvelle-Calédonie.

Dix sénateurs RPR, parmi lesquels Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), ont voté contre, tandis que onze autres élus de droite se sont abstenus. A l'Assemblée nationale, le contenu du préambule de l'accord de Nouméa, dans lequel l'Etat

reconnaît les torts de la colonisation, mais aussi les dérogations contenues dans le projet de loi, comme la restriction du corps électoral aux citoyens installés en Calédonie en 1988, ainsi qu'à leurs descendants, et le régime différencié dont bénéficieront les « citoyens de Nouvelle-Calédonie », notamment en matière d'accès à l'emploi, avaient également motivé de telles prises de positions minoritaires (Le Monde du 13 juin). En commission des lois, l'ancien président du Conseil constitutionnel, Robert Badinter (PS, Hauts-de-Seine), avait regretté que l'idée du gouvernement de faire de ce texte une loi constitutionnelle autonome, n'est pas été retenue par

le Parlement. Pour lui, sa réintégration dans le corps de la Constitution aura « une incidence majeure sur l'évolution constitutionnelle ».

Lors de la discussion générale, M. Pasqua a dénoncé avec virulence « un mécanisme inouï qui bafoue la démocratie » et « emprisonne le suffrage universel ». Il a assuré que le texte « révèle une préférence à l'indépendance ». « Dans quelle faiblesse est tombée la République pour condamner la préférence nationale à Paris et en faire une référence à Nouméa ! », s'est-il encore exclamé.

« Il faut faire confiance à l'imagination et à l'esprit de concorde des Néo-Calédoniens plutôt que de

s'arc-bouter sur des principes juridiques et gérer des situations d'« off-frontement », a répliqué le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne. Dans les couloirs du Palais du Luxembourg, l'ancien président du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), Paul Néaoutyine, a jugé « fabuleux » le résultat du vote, d'autant, a-t-il ajouté, que « nous savions que le Sénat est souvent plus juriste que politique ». Plus sobrement, le député RPR Jacques Lafleur, cosignataire de l'accord de Nouméa, a relevé que « ce vote conforme à celui de l'Assemblée va nous permettre d'avancer ».

J.-B. de M.

Le « Forum citoyen » résiste aux prétentions de M. Millon

LYON

de notre correspondant régional
Comment sortir la région Rhône-Alpes de la crise morale et politique dans laquelle l'enferment, depuis le 20 mars, l'alliance entre une partie de la droite, conduite par Charles Millon (ex-UDF), et le Front national ? Le « Forum citoyen », qui réunit des universitaires, des chercheurs, des syndicalistes et des responsables d'associations des huit départements, qui ne partagent pas tous les mêmes convictions politiques, tente d'organiser la « réaction de la société civile » et veut « provoquer une prise de conscience citoyenne ». Trois cents personnes ont répondu à l'appel du Forum, mardi 30 juin, à Villeurbanne (Rhône). Toutes s'inquiètent, comme l'économiste Jean-Marie Albertini, de voir l'institution régionale « s'enfoncer dans l'impasse » et elles dénoncent le « sac-cage », depuis trois mois, des politiques mises en place au cours

des précédentes mandatures. Un grand nombre des promoteurs du « Forum citoyen » collaborent avec l'institution régionale depuis plusieurs années. Tous s'interrogent sur le maintien ou non des liens qui les unissent à la région. « Nous avons travaillé avec Charles Millon, collaboré avec lui pour la mise en place de politiques souvent très novatrices. Finalement, nous nous sommes fait avoir. Aujourd'hui, le président de Rhône-Alpes ne peut plus incarner sa région et être le porteur d'un projet consensuel. Désormais, il travaille pour lui et utilise Rhône-Alpes pour ses seuls projets politiques », explique un universitaire grenoblois, Bernard Pouyet.

« ENGAGEMENT DE COURAGE »
Pour sortir de l'impasse, un fonctionnaire de l'institution prône « une stratégie plus proche de la ruse que de l'affrontement », afin de contrer les actions de M. Millon et de ses alliés, membres

de l'extrême droite. Il suggère de continuer à « utiliser l'outil régional », mais il réclame de tous les partenaires de la région « un engagement de courage. Beaucoup hésitent, par crainte de la répression, c'est-à-dire le rejet des subventions dont ils bénéficient ».

Pour le secrétaire général du syndicat CFDT de Rhône-Alpes, Jean Vanoye, membre du conseil économique et social régional, les acteurs de la société civile ne doivent pas se réfugier dans des positions uniquement défensives. Ils doivent aussi formuler de nouvelles propositions pour combattre les idées que veut mettre en place le Front national dans la deuxième région économique de France. « Il faut expliquer, expliquer, encore expliquer. Pour un certain nombre de personnes, ce qui se passe en Rhône-Alpes est difficile à comprendre. C'est un travail de fourmi que nous avons à mener auprès de la population », suggère M. Vanoye. La démarche entreprise par le « Forum citoyen » s'inscrit dans cette perspective.

Par ailleurs, le conseil d'administration de l'école normale supérieure (ENS) de Fontenay-Saint-Cloud, qui doit être délocalisée dans deux ans à Lyon, a voté une motion dans laquelle il affirme qu'il « s'oppose à toute collaboration avec une majorité régionale appuyée par le Front national ». L'ENS doit devenir, dans les prochaines années, un partenaire important du schéma régional de l'enseignement supérieur et de la recherche en Rhône-Alpes.

Claude Francillon

« Cogestion » avec le Front national en Bourgogne

« Neuf titulaires, ça ne suffit », avait déclaré Pierre Jaboulet-Vercherre, chef de file du Front national en Bourgogne, avant l'ouverture, mardi 30 juin, à Dijon, du scrutin devant désigner les représentants du conseil dans les 114 lycées de la région. Ses espoirs ont été largement satisfaits : dix postes de titulaire ont été attribués à l'extrême droite et deux autres comme suppléants. Dans la précédente assemblée, présidée par Jean-François Barin (RPR), il n'y avait qu'un titulaire et douze suppléants du FN. Les neuf élus frontalistes ont recueilli les voix d'une large fraction du bloc constitué par les 18 RPR-UDF, 2 divers droite et 2 chasseurs réunis autour du président, Jean-Pierre Soisson. Les conseillers régionaux de droite ont, à quelques exceptions près, bénéficié du soutien du FN pour l'emporter, face aux candidats de la gauche « plurielle » forte de vingt-quatre élus. « C'est la démonstration évidente que la Bourgogne est gérée avec le FN », a déclaré François Rebsamen (PS). (Corresp.)

Le Monde
SUR INTERNET
<http://www.lemonde.fr>
Le journal du jour dès 17 heures
En accès gratuit, l'intégralité de la « une », une présentation de chaque rubrique et les titres de tous les articles. Le journal complet est vendu 5 F.
Les dossiers
En accès gratuit, des dossiers thématiques d'actualité : images d'Algérie, Mondial 98, procès Papon, etc.
Nos forums
Un lieu de débats ouvert à tous
Les services
Toutes les offres d'emploi de 19 journaux, sélection d'expositions, de livres...
Le multimédia
Les pages multimédias et leurs archives depuis 15 mois.

L'enquête judiciaire

Le ministre de l'Intérieur

JUSTICE Depuis sa mise en examen, le 29 avril, Roland Dumas a été entendu à quatre reprises par les juges Joly et Vichnievsky. ● LES ÉLÉMENTS recueillis lors de l'enquête

font apparaître des éléments troublants. Le président du Conseil constitutionnel semble avoir dissimulé des avoirs au fisc. ● POUR JUSTIFIER LES IMPORTANTS DÉPÔTS EN

espèces effectués sur son compte personnel - 3,3 millions de 1991 à 1996 -, M. Dumas a d'abord invoqué les économies réalisées lorsqu'il était avocat et la vente de lingots

d'or. Ces éléments devraient figurer sur sa déclaration pour l'impôt sur la fortune mais il ne l'a pas produite. ● LES ESPÈCES VIENDRAIENT ÉGALEMENT, selon M. Dumas, de la vente

d'œuvres d'art ● ENFIN, L'EMPRUNT DE 500 000 francs effectué en 1992 auprès d'un « ami d'enfance », l'ancien banquier Jean-Pierre François, n'a jamais été déclaré aux impôts.

L'enquête judiciaire bute sur les dénégations de Roland Dumas

Depuis sa mise en examen pour complicité et recel d'abus de biens sociaux, le président du Conseil constitutionnel a été entendu à quatre reprises par les juges. Il a défendu Christine Deviers-Joncour, brandi la menace du secret d'Etat et justifié avec peine les dépôts en espèces sur son compte

DEUX MOIS après sa mise en examen, le 29 avril, pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux » au préjudice du groupe Elf-Aquitaine, Roland Dumas se défend toujours pied à pied. Au terme de ses quatre premiers interrogatoires, conduits par les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky, les 3, 12, 17 et 26 juin, le président du Conseil constitutionnel, qui a publiquement invoqué la « présomption d'innocence » pour justifier son refus de démissionner, a maintenu l'essentiel de ses dénégations. Partie du train de vie fastueux et des commissions occultes perçues par Christine Deviers-Joncour, amie personnelle de M. Dumas, l'enquête des juges n'a pas, à ce jour, mis en évidence d'éléments factuels incontestables permettant d'accuser l'ancien ministre. Une partie de ses réponses, continue néanmoins de susciter la malaise, notamment la troublante série de versements en espèces enregistrée sur son compte bancaire, ainsi que sur celui de plusieurs de ses proches.

Exposé dès sa première confrontation avec les juges, le premier volet de l'argumentation de M. Dumas a consisté à défendre avec vigueur celle qu'il avait qualifié, dans un entretien au *Figaro*, d'« amitié avec [il avait] entretenu des relations privées ». Recrutée par le groupe Elf-Aquitaine en

1989, peu après l'accession à la tête de Lohr Le Floch-Prigent, M^{me} Deviers-Joncour avait été chargée, jusqu'en 1993, d'une mission de « relations publiques » auprès du ministre des affaires étrangères, M. Dumas.

Sans prétendre justifier son recrutement, auquel il s'affirme étranger, ni les sommes considérables qui furent extraites à son profit des caisses du groupe pétrolier - estimées au total à quelque 66 millions de francs -, et dont elle avait reçu l'essentiel sur des comptes suisses, l'ancien ministre a insisté sur l'importance du « rôle d'intermédiaire et de messager » joué par cette femme au service d'Elf. « D'une façon générale, Christine ne me tenait pas au courant de ses affaires », a-t-il assuré le 26 juin, en écho à ses premières déclarations, parmi lesquelles figurait cette mention embarrassée : « Je voyais bien qu'elle avait des facilités, mais je ne lui ai jamais posé la question. C'était délicat. »

Questionné, sur certains de ses déplacements en Suisse, M. Dumas a répondu qu'il avait « dû [se] rendre en Suisse quelques fois avec Christine [Deviers-Joncour], mais très peu souvent et jamais pour traiter de questions financières », évoquant en revanche « des voyages culturels », décidés à l'occasion de spectacles présentés à l'Opéra de Genève. « Christine a dû rencontrer

avec moi forcément le représentant diplomatique qui assurait le suivi de mon séjour en Suisse, et sans doute le représentant permanent auprès des Nations unies et le consul général », a poursuivi l'ancien ministre, qui a toutefois contesté avoir rencontré, à Genève, les dirigeants d'Elf-Aquitaine International (EAI), filiale helvétique alors présidée par Alfred Sirven, homme-clé de l'affaire Elf aujourd'hui sous le

coup d'un mandat d'arrêt international.

Durant la seule année 1992, le total des dépôts en liquide s'est élevé à 2,6 millions de francs

Interrogé sur le règlement des frais occasionnés par ses voyages, M. Dumas a certifié qu'il les payait lui-même, « avec des francs suisses en espèces, ce qui est facile en Suisse ». Il a, en revanche, clairement indiqué, à propos de ses sorties parisiennes, qu'il était « la plupart du temps invité ». Parmi ses invitations, figurent, selon ses dires, quelques repas au restaurant avec Christine Deviers-Joncour, dont l'addition avait été réglée par cette dernière, grâce à la carte de crédit mise à sa disposition par EAI. « Je suis incapable de vous

s'apparenter à une forme de menace, destinée à faire planer sur l'instruction l'ombre du secret d'Etat ? Dans *Le Figaro* du 9 mars, l'ancien ministre avait déjà indiqué avoir découvert, à propos du dossier des frégates de Taïwan, dans lequel son nom était cité avec insistance, l'existence d'une « commission d'un montant bien plus élevé que ceux déjà annoncés ça et là », versée selon lui « à la fin de l'année 1991 avec l'autorisation du ministre des finances et celle de la présidence ». Face aux deux juges, le 3 juin, M. Dumas a relaté l'organisation, par M^{me} Deviers-Joncour, d'un « rendez-vous se-

cret » avec le PDG d'Elf, dévoilant au passage l'envoi d'émissaires d'Elf en Irak en 1992, malgré l'embargo consécutif à l'invasion du Koweït. Quant à la deuxième « affaire », il a finalement indiqué qu'il allait « réfléchir à l'opportunité de (...) la livrer » aux juges. Il n'y a plus fait allusion depuis lors.

Le président du Conseil constitutionnel a dû, il est vrai, batailler sur un autre front, s'efforçant de justifier la provenance des dépôts d'argent liquide constatés sur son compte bancaire personnel. De 1991 à 1996, ce compte ouvert dans une agence parisienne du Crédit lyonnais, a été crédité de 9,2 millions de francs d'entrées - dont 3,3 millions en espèces -, tandis que le compte de son cabinet d'avocat, ouvert dans la même agence, recevait quelque 10,8 millions de francs. Durant la seule année 1992, le total des dépôts en liquide s'est élevé à 2,6 millions de francs. Les comptes de son épouse, d'une avocate associée à son cabinet et de certains de ses enfants ont également été alimentés, dans des proportions moindres, par des dépôts d'espèces. M. Dumas a livré, à ce sujet, diverses explications, dont certaines semblent révélatrices d'anomalies fiscales (lire ci-dessous).

Il n'a pas souhaité s'exprimer, en revanche, sur l'usage qu'il faisait

des « fonds spéciaux » dont il disposait lorsqu'il était ministre, expliquant d'une « ordonnance de 1945 qui [lui] interdit d'en rendre compte en dehors du Parlement ». Il a néanmoins assuré, le 26 juin, qu'il n'avait « pas déposé ces espèces sur [ses] comptes bancaires », précisant par ailleurs qu'il n'était « pas d'usage de les déclarer dans les revenus ».

Depuis sa nomination, en 1995, à la présidence du Conseil constitutionnel, il a déclaré n'avoir conservé, au titre de ses activités d'avocat, qu'« un arbitrage et des affaires européennes ne concernant pas l'Hexagone, ainsi qu'une activité de consultant dans les limites que [lui] impose la loi ».

Dans ce cadre, M. Dumas a expliqué, en réponse aux juges, avoir « laissé courir » un « contrat » signé avec le commissaire-priseur parisien Jacques Tajan, auquel il dit avoir facturé « des travaux de conseil ». De novembre 1994 à avril 1997, M^{me} Tajan lui a ainsi versé, chèque ou par virement, une somme globale de 2,5 millions de francs. M. Dumas a toutefois précisé qu'il avait dû, après son arrivée au Conseil constitutionnel, faire appel à ses « économies » antérieures, pour faire face à de nouveaux « problèmes de gestion de cabinet ».

H. G.

L'ancien ministre paraît avoir dissimulé au fisc une partie de ses avoirs

AU-DELÀ des mots, les explications de Roland Dumas peuvent-elles être étayées par des documents probants ? La question est posée de puis que le président du Conseil constitutionnel doit justifier la troublante série de dépôts d'argent liquide enregistrés sur ses comptes bancaires et ceux de plusieurs de ses proches. De 1991 à 1996, son compte personnel, ouvert dans une agence parisienne du Crédit lyonnais, a été alimenté par 9,2 millions de francs, dont plus du tiers - 3,3 millions - ont été versés en espèces. Pour M. Dumas, il s'agit d'« économies de cinquante ans de métier » qui proviennent, selon lui, de la vente de lingots d'or et d'œuvres d'art de sa collection, d'un emprunt contracté auprès d'un ami homme d'affaires et de la conservation de sommes encaissées auparavant au titre de ses honoraires d'avocat (*Le Monde* du 18 juin).

« De 1988 à 1993, alors que j'étais ministre, a-t-il précisé au cours de son interrogatoire du 17 juin, je n'ai reçu aucun honoraire au titre de mon activité d'avocat, sauf peut-être d'honoraires pas encore réglés à cette période. Ce qui signifie que pendant cette période, les dépôts d'espèces effectués sur mes comptes ou sur ceux de mes proches proviennent des économies que j'avais précédemment réalisées sur mes honoraires d'avocat, sur les ventes et emprunts que j'ai déjà évoqués. » Fondateur d'un cabinet notoirement prospère, M. Dumas a ainsi expliqué qu'il avait régulièrement, en tant qu'avocat, perçu des rémunérations en argent liquide, durant les périodes où il ne siégeait pas au gouvernement, de 1986 à 1988, puis de 1993 à 1995, date de sa nomination au Conseil constitutionnel. Ces revenus, a-t-il assuré, ont été dûment déclarés au fisc. Évoquant « une affaire pénale internationale importante » en Amérique du Sud, M. Dumas a ainsi estimé avoir perçu des honoraires « de l'ordre d'un million de francs », dont un quart aurait été versé en espèces. A-t-il déclaré ces sommes ? « Oui, a-t-il répondu aux juges, ou alors il y a eu une erreur de mon comptable. J'en suis très sûr. »

Si, comme l'affirme l'ancien ministre, une partie de cet argent a été conservée, parfois durant plusieurs années, avant d'être finalement déposée sur son compte bancaire, M. Dumas a dû en faire la déclaration au titre de l'impôt sur la fortune (ISF), auquel il est assujéti. Les

sommes en espèces sont en effet incluses parmi les éléments constituant le patrimoine dont tout contribuable soumis à l'ISF doit, chaque année, indiquer le détail aux services fiscaux. L'ancien ministre, qui a toujours déclaré, durant la période considérée, des actifs supérieurs à dix millions de francs, devrait donc, en toute logique, détenir la preuve de l'existence de telles « économies ». Pour Theure, il ne l'a pas produite à l'appui de ses dires.

Invoquant, lors de son interrogatoire du 12 juin, la vente de cinq lingots d'or hérités de sa mère, M. Dumas s'était montré plus précis, indiquant que cette opération lui avait rapporté 350 000 francs en 1992. Ici encore, si les formes légales ont été respectées, une preuve de

ni, à une exception près, des acquits-reçus. Une fois encore, le détail de ces opérations devrait avoir été consigné par l'administration fiscale : le Code général des impôts dispose que « les ventes de bijoux, d'objets d'art de collection et d'antiquités sont soumises à une taxe de 7 % lorsque leur montant excède 200 000 francs », et qu'elles doivent, en conséquence, être déclarées par le vendeur.

Les ventes effectuées par M. Dumas l'ont-elles été ? « Il faudrait regarder dans ma déclaration », avait-il déclaré, le 12 juin, à propos de l'une des transactions. Pour les autres, la question ne lui a pas été posée. Il a néanmoins admis avoir utilisé un expert parisien comme « prête-nom » pour vendre, en octo-

bre 1990, une sculpture de Giacometti à une galerie d'art londonienne pour une somme environ 5,5 millions de francs, payée en dollars et en espèces. Retrouvé par les enquêteurs, le bordereau d'expédition destiné aux douanes mentionnait uniquement les noms de la galerie, du transporteur et de l'expert parisien. Dans une attestation destinée à l'expert datée du 8 novembre 1990, M. Dumas reconnaissait avoir voulu « garder l'anonymat » et écrit que la galerie s'était « chargée de régler la plus-value offerte à cette vente ». Devant les juges, il a expliqué que ce montage opaque se justifiait par « des raisons personnelles », précisant : « A cette époque, j'étais ministre. »

L'emprunt de 500 000 francs qu'il a dit avoir contracté, en 1992, auprès de son « ami d'enfance », l'ancien banquier Jean-Pierre François, n'est guère plus transparent. M. Dumas avait, sur procès-verbal, assuré que cet homme d'affaires français résidant à Genève lui avait prêté cette somme « en francs français et vraisemblablement en coupures de 500 francs » après avoir « effectué un retrait en France dans sa banque ».

« PAS D'ACTE ÉCRIT » Ce mode opératoire apparaît d'autant plus paradoxal que M. François, dont M. Dumas a affirmé, lors de son dernier interrogatoire, être « l'avocat personnel depuis toujours », lui a parfois réglé des honoraires par virements, de banque à banque. Rien ne permet, au demeurant, d'établir la véracité de cet accord financier, dès lors que, selon les propres déclarations de M. Dumas, « il n'y a pas eu d'acte écrit constatant ce prêt », et que la somme avancée - en 1992 - n'a pas été remboursée, six ans après.

Une fois encore, ces explications doivent être confrontées aux dispositions fiscales applicables à l'ensemble des contribuables français. Le code général des impôts dispose que « les personnes qui interviennent à un titre quelconque dans la conclusion des contrats de prêts ou dans la déclaration des actes qui les constatent sont tenues de déclarer à l'administration la date, le montant et les conditions du prêt, ainsi que les noms et les adresses du prêteur et de l'emprunteur ». A défaut, c'est l'emprunteur - M. Dumas - qui doit effectuer cette déclaration. Or, le président du Conseil constitutionnel a indiqué aux juges que « ce prêt [avait] jamais fait l'objet d'une déclaration de [sa] part aux impôts ».

L'importance de la somme, supérieure au traitement annuel de ministre qu'il percevait alors - 460 000 francs -, conduit à écarter l'hypothèse d'une négligence. M. Dumas est donc en contradiction avec les règles fiscales, même si la prescription le préserve d'éventuelles poursuites sur ces faits, au demeurant passibles d'une simple amende. L'absence de tout document corroborant les explications de M. Dumas semble cependant de nature à renforcer les soupçons qui pèsent sur lui. Si l'origine des sommes perçues était claire et incontestable, pourquoi avoir si régulièrement omis d'en faire la déclaration ?

Hervé Gattégno et Laurent Mauduit

Ne pas mettre « tous ses œufs dans le même panier »

La secrétaire de Roland Dumas, qui était chargée, à son cabinet d'avocat, de convoier les sommes en espèces jusqu'à l'agence bancaire du Crédit lyonnais, avait affirmé aux enquêteurs que les espèces lui étaient remises soit par l'ancien ministre, soit par l'une de ses collaboratrices, soit par ses gardes du corps. Les sommes en argent liquide « ne transitaient jamais par le coffre du bureau », avait-elle déclaré.

Contestant cette affirmation, M. Dumas, qui assure que les montants déposés sur son compte provenaient d'« économies » accumulées sur ses honoraires d'avocat, a certifié qu'il y avait parfois des espèces dans ce coffre, à l'exception de celles qu'il avait perçues « dans [ses] différentes résidences », notamment « dans des tiroirs de meubles ou dans des coffres », dans son appartement de l'île Saint-Louis, à Paris, ou dans un coffre-fort dissimulé dans sa résidence de Saint-Sève (Gironde). « Je ne sais pas exactement combien je gardais », a-t-il indiqué aux juges.

cette transaction devrait pouvoir être retrouvée sans peine. Car en dépit du régime de l'anonymat couvrant les ventes d'or en France, le code général des impôts prévoit une taxe de 7,5 % sur les « ventes de métaux précieux », qui doit être « supportée par le vendeur » et acquittée « par l'intermédiaire participant à la transaction ou, à défaut, par l'acheteur ». En outre, la détention de ces lingots devait, elle aussi, figurer parmi les actifs déclarés par M. Dumas au titre de l'ISF.

Le même raisonnement vaut pour les ventes d'œuvres d'art - deux dessins de Picasso et quatre bronzes de Giacometti -, dont le produit aurait été remis en espèces à M. Dumas. Lors de son interrogatoire du 17 juin, le président du Conseil constitutionnel a apporté quelques précisions sur les œuvres cédées, mais il n'a rien dit des transactions,

M. Dumas face aux questions du « Monde »

Sollicité à de multiples reprises depuis le 25 juillet, le président du Conseil constitutionnel n'a pas souhaité répondre aux questions du *Monde*. Qualifiant ces démarches d'« outages », l'un des défenseurs de M. Dumas, M^{me} Jean-René Farthouat, nous a indiqué que l'ancien ministre n'avait « pas l'intention de se prêter à la conduite d'une enquête parallèle » à l'instruction en cours. « Si de telles enquêtes doivent se faire, a-t-il ajouté, elles se feront sans lui. »

A propos d'éventuelles contradictions entre les explications de M. Dumas et les règles fiscales en vigueur, l'avocat nous a simplement déclaré : « M. Dumas a fait aux juges les réponses qu'il entendait faire. Celles-ci n'ont, jusqu'à présent, soulevé aucune remarque de l'administration fiscale. » Dans une lettre adressée aux deux juges d'instruction, le 16 juin, les défenseurs de M. Dumas, Jean-René Farthouat et François Tosi, avaient dénoncé « une campagne de presse (...) soigneusement orchestrée », faisant expressément référence aux articles du *Monde*. Ils ont annoncé leur intention de déposer plainte pour « recel de violation du secret de l'instruction ».

Plus de 200 000 personnes utilisent le 7 pour faire des économies.

Et vous ?

L'implantation d'un centre d'accueil pour toxicomanes divise les habitants du 10^e arrondissement de Paris

Depuis plus de six mois, le maire multiplie les réunions et affronte la colère des riverains

L'ouverture, en avril, d'un centre d'accueil pour toxicomanes rue Beaurepaire, dans le 10^e arrondissement de Paris, provoque une vive polém

mique dans le quartier. Deux associations « pour » et « contre » la Boutique s'opposent à coups de tracts et de pétitions interposés. Le

maire (PS) Tony Dreyfus a tenté, en vain, de convaincre les opposants du bien-fondé de cette implantation et un médiateur a été nommé.

DES AFFICHES imprimées « Dites non à Tony, le trafiquant de drogue » sont placardées sur les murs. Aux balcons fleurissent des banderoles : « Non à la Boutique, oui aux antennes mobiles ». Les pneus crevés, les insultes, les menaces sont le lot de la rue Beaurepaire dans le 10^e arrondissement parisien, depuis l'annonce, en décembre 1997, de l'ouverture d'un centre pour toxicomanes au numéro 9 de la rue. L'implantation de ce lieu d'accueil a donné naissance à une polémique qui déchire aujourd'hui encore les habitants du quartier.

Au même titre que les distributeurs de seringues et de préservatifs, le centre Beaurepaire rentre dans le cadre de la politique de « réduction des risques » sanitaires (hépatites, sida) et sociaux (exclusion, délinquance), liés à l'usage de drogues par voie veineuse. Soutenu par la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (Ddass), il a été ouvert le 20 avril par l'association Charonne, spécialisée dans la prise en charge des toxicomanes, avec l'accord du député et maire (PS) du 10^e, Tony Dreyfus. Ce n'est qu'un cours des travaux d'installation du centre que les riverains, jusqu'ici ignorant la nature du « centre social de la Ddass », en font la « découverte ».

Dès lors, la protestation s'organise, les pétitions se multiplient et, courant janvier, les riverains opposés au projet se réunissent au sein de l'association République-Canal-Saint-Martin. Celle-ci compte aujourd'hui plus de 300 membres, tous habitants du quartier. Des tables sont dressées devant le centre pendant les heures ouvrables, pour distribuer des tracts et faire signer des pétitions, chacun mettant à son tour « la main à la pâte ». L'association organise aussi des manifestations chaque samedi devant la mairie.

« Nous sommes au cœur de la plus forte concentration scolaire du

10^e arrondissement, il y a plus de 2 000 enfants dans le quartier, arguent les riverains dans leurs tracts. Nous ne voulons pas de dealers pour solliciter nos enfants dès la sortie de l'école. » Les membres de l'association s'insurgent aussi contre le caractère « antidémocratique », « technocratique », « autoritaire » des méthodes de leur maire. Mais si les habitants résistent en parents et en citoyens, ils le font également en propriétaires, craignant une chute des prix de

sants, d'autres riverains ont ressenti la nécessité de se regrouper dans l'association Côté Quartier, comptant près de 160 adhérents. Laurence de Villeneuve, qui en est la représentante, dit « faire confiance » à la politique de réduction des risques : « Nous nous sommes rendus compte d'une baisse du nombre d'overdoses et de contaminations par le virus du sida. » Elle ajoute : « Si le centre ferme, ce sera

d'informations et plusieurs comités de suivi rassemblant les représentants des deux parties. Les deux premiers conseils d'arrondissement de l'année se sont déroulés, en présence du maire, dans un calme relatif. Avant le conseil d'arrondissement du 26 mai, la nouvelle d'un projet d'installation d'un centre d'hébergement d'urgence pour toxicomanes rue de Maubeuge s'est répandue dans le quartier (lire ci-dessous).

MÉDIATEUR

Le maire, redoutant la fureur des riverains, avait fait appel aux CRS pour recevoir les participants au conseil. La réunion s'est finalement soldée par l'évacuation de la salle par les forces de l'ordre, le maire s'échappant par derrière. Lors du dernier conseil d'arrondissement, mardi 30 juin, Tony Dreyfus n'a fait qu'évoquer brièvement le centre Beaurepaire. « J'ai remis le dossier au médiateur sans intervenir après de lui en quoi que ce soit », a-t-il affirmé. Bernard Flesser, professeur de santé publique et chef de service à la retraite de l'hôpital Saint-Antoine, a en effet été nommé médiateur le 27 mai par Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la santé. Un conciliateur du tribunal de Paris, Michèle Dufour, conseillère honoraire à la Cour de cassation spécialisée en droit du voisinage, a par ailleurs été chargée de se rendre sur les lieux afin de résoudre le conflit opposant les riverains à l'équipe de la Boutique.

En attendant une éventuelle conciliation, le centre d'accueil tourne à faible régime. « Nous recevons une quinzaine de personnes par jour, c'est pas mal étant donné le contexte », explique Malika Tagoumit, chef de service du centre. Mais, sur le plan éthique, peut-on accepter que des personnes empêchées de toxicomanes de demander de l'aide ?

C. Fo.

Un projet de centre d'hébergement d'urgence en suspens

Le projet d'ouverture d'un « Sleep in » rue de Maubeuge (10^e arrondissement) est venu ajouter à la polémique sur le centre Beaurepaire. Ce lieu d'hébergement d'urgence, le deuxième du genre à Paris, doit permettre aux toxicomanes de passer la nuit pour 10 francs. Si les locaux sont déjà à la disposition de l'association SOS Drogue Internationale, les travaux d'aménagement du centre n'ont pas encore été entrepris.

Tony Dreyfus, maire (PS) du 10^e arrondissement, a donné ordre, il y a deux mois, de suspendre toutes mesures de mise en place du Sleep in. « Il n'est pas possible de concentrer plusieurs centres d'accueil dans le 10^e arrondissement », a-t-il déclaré, mardi 30 juin, à l'issue d'un conseil d'arrondissement. Une association baptisée SOS Quartier Maubeuge, opposée à l'ouverture du Sleep in, a été créée et Florent Longpré, délégué du RPR à la lutte contre la délinquance et la toxicomanie, a écrit le 5 juin à Bernard Kouchner pour protester contre cette nouvelle implantation.

Immobilier. Le centre Beaurepaire propose aux toxicomanes un café, une douche, la possibilité de laver leur linge et de s'orienter vers des structures thérapeutiques, sans contrepartie. Ne croyant pas en l'efficacité de ce type de prévention, l'association République-Canal-Saint-Martin reproche à la Boutique d'« entretenir les toxicomanes au lieu de les soigner ». Elle se bat pour que le centre soit remplacé par des antennes mobiles, c'est-à-dire par des bus itinérants proposant aux toxicomanes des médicaments de substitution tels que méthadone et buprénorphine (Subutex).

Face à la virulence des oppo-

un échec. On veut que ce genre d'endroit se développe. Il faudrait même un lieu par quartier.

La peur, l'ignorance sur la toxicomanie explique, selon M^{me} de Villeneuve, l'attitude de l'association adverse. En réponse, l'association Côté Quartier tente d'« informer un maximum ». Par ailleurs, une pétition de soutien aux activités de l'association Charonne a été signée par une centaine de personnalités, dont Jacky Mamou, président de Médecins du monde, Claude Olivevstein, directeur médical du centre Marmottan, et Alain Sobel, président du conseil national du sida.

La mairie, quant à elle, a organisé depuis décembre 1997, 13 réunions

Des lieux de transit destinés à « réduire les risques »

L'AFFAIRE du centre Beaurepaire dépasse de loin la querelle de quartier. Derrière la polémique qui déchire les habitants, c'est en réalité une nouvelle approche de la toxicomanie, basée sur la « réduction des risques » sanitaires et sociaux liés à l'usage de drogue, qui se trouve remise en question. L'acte fondateur de cette politique, engagée dans les années 80 en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Suisse et officiellement adoptée par la France en 1993, avait été la décision, prise le 13 mai 1987 par Michèle Barzach, alors ministre de la santé, de libéraliser la vente des seringues en pharmacie.

Cette mesure, arrêtée contre l'opinion majoritaire, qui n'y voyait qu'une incitation à la consommation de drogue, s'est révélée être un instrument efficace de santé publique, permettant de limiter la contamination par les virus des hépatites et du sida et de diffuser des règles d'hygiène dans une population qui était jusqu'alors jugée incapable de modifier ses comportements.

Les mentalités ont peu à peu évolué, l'arsenal s'est étoffé et diversifié. Des bus d'échange de seringues et des distributeurs automatiques ont été financés par l'État. En 1997, soixante-dix-sept programmes associatifs d'échange de seringues et cent dix-huit distributeurs automatiques étaient en place. En 1996, plus de quinze millions de seringues avaient été achetées ou distribuées, dont près de quatre millions en pharmacie, sans pour autant qu'on observe une hausse du nombre de consommateurs injecteurs.

Dans la même logique, des médicaments de substitution à l'héroïne (méthadone, buprénorphine) ont ensuite été autorisés. Ex-

périmentée dès 1973, la méthadone a obtenu son autorisation de mise sur le marché le 31 mars 1995 et son protocole de délivrance a progressivement été élargi (la première ordonnance doit être effectuée dans un centre spécialisé et peut être ensuite renouvelée chez un médecin généraliste en ville). Le 31 juillet 1995, la buprénorphine, un antalgique majeur connu sous le nom de Temgic, a été mise sur le marché dans l'indication de toxicomanie à l'héroïne et rebaptisée Subutex. Les médecins qui prescrivaient ce médicament en dehors de tout cadre légal ont alors perdu leur étiquette de « médecins dealers », accusés d'entretenir la dépendance et de donner « de la drogue aux drogués », pour devenir les agents de la nouvelle politique de santé.

« LIEUX DE CONTACT »

Leur combat fut âpre. Ces dernières années, les partisans de la réduction des risques, issus en grande partie du mouvement humanitaire, ont en effet essuyé les critiques des intervenants du dispositif traditionnel, dit « spécialisé », qui voyaient, en substance, dans cette nouvelle approche, un risque de « médicalisation » à outrance et de « contrôle social » de la toxicomanie. Les épidémies de sida et d'hépatites ont eu raison des clivages idéologiques et les ennemis d'hier ont fini par se réconcilier (Le Monde du 16 décembre 1997). A l'heure actuelle, environ 6 500 héroïnomanes suivent un traitement à la méthadone (ils étaient 52 en 1993), dont 21 % en médecine de ville, et 38 800 prennent du Subutex.

Le dernier outil de cette politique qui vise

à juguler les conséquences sanitaires et sociales de l'abus de drogue est basé sur l'accès aux soins sans exigence d'abstinence. Sous le nom générique de « lieux de contact » ou de « première ligne », des « boutiques », des « sleep-in » et autres lieux de vie ont été créés, permettant aux toxicomanes en errance de faire une pause dans leur course au produit et d'accéder à des consultations médicales et sociales. En 1996, environ 20 000 personnes sont passées par les 33 structures de ce type destinées aux toxicomanes encore « actifs ».

La France compte aujourd'hui 227 centres spécialisés dans la prise en charge des toxicomanes (dont 112 délivrent de la méthadone), contre 133 en 1993, et 50 réseaux associant médecins de ville et hospitaliers. L'offre d'hébergement est par ailleurs passée de 620 places en 1993 à 1 395 en 1997.

Les résultats de la politique de réduction des risques commencent à se faire sentir : la mortalité par surdose ne cesse de diminuer (564 morts en 1994, 465 en 1995, 393 en 1996 et 228 en 1997), le partage de seringues ne concerne plus que 13 % des usagers de drogue par voie veineuse (contre 21 % en 1995, 33 % en 1990 et 48 % en 1988) et le nombre des contaminations par le sida a considérablement chuté dans cette population (moins 36 % de nouveaux cas entre le premier et le second semestre 1996). Dans son dernier rapport, l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants associait notamment la « désaffectation pour l'usage d'héroïne » en France à « l'extension des traitements de substitution ».

Laurence Folléa

Les dix « exigences indissociables » de M. Allègre pour la réforme des lycées

Les horaires des élèves seront allégés

APRÈS un galop d'essai, la veille, sur sa politique éducative devant le bureau national du Parti socialiste, Claude Allègre devait présenter, mercredi 1^{er} juillet, devant la commission des affaires culturelles du Sénat, son plan social éducatif et sa réforme des lycées. Le ministre fera de même, mardi 7 juillet, devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale. Il ne s'agit pas d'exprimer sur la réforme des lycées depuis le colloque national organisé en avril à Lyon, sur le thème « Quels savoirs enseigner dans les lycées ? », à la suite de la consultation nationale menée par Philippe Mériaux. Des quarante-neuf propositions formulées alors, le ministre a retenu « dix exigences indissociables ».

● L'apprentissage de la citoyenneté républicaine

A quoi servent les connaissances acquises au lycée ? Elles doivent permettre de « développer le sens de l'effort, l'attitude de probité intellectuelle (...), encourager les productions individuelles et collectives ». Les contenus disciplinaires contribuent également « à la cohésion sociale ». M. Allègre estime qu'il serait « inacceptable que des élèves (entrés dans la vie active) ne puissent communiquer que difficilement ou soient empêchés de mener ensemble une négociation sociale ou un projet commun ». Tous doivent donc accéder « aux formes culturelles et patriotiques qui les inscrivent dans la collectivité ». C'est sans doute ce que Philippe Mériaux avait appelé, en lui donnant davantage d'ambition, la « culture commune », mais cette expression n'apparaît plus dans le texte du ministre et l'esprit du rapport de M. Mériaux n'est guère reconnaissable.

Enfin, « tous les lycéens bénéficient d'un enseignement d'éducation civique, sociale, juridique et politique (et de l'accès) à la culture scientifique et technique, littéraire et artistique ». Reprenant cette fois l'idée de Philippe Mériaux, M. Allègre ne souffre mot des professeurs qui devront dispenser ce nouvel enseignement civique, social, juridique et politique.

● L'équilibre entre « éducation générale et formation »

Les trois voies générale, technique et professionnelle, doivent inclure « des éléments d'éducation générale et des éléments de formation ». Cela veut dire, par exemple, que les lycéens devront « acquérir la maîtrise d'exercices fondamentaux de la vie pratique : rédaction d'une lettre ou d'un rapport, lecture d'un tableau de chiffres, repérage sur un plan, pratique orale d'une langue étrangère, usage d'un traitement de textes, maîtrise d'un exposé ». Sans oublier la maîtrise des nouvelles technologies qui font leur apparition six fois sous la plume de Claude Allègre.

● Une orientation progressive, positive et réversible

« Il faut que les cursus et les filières ne soient pas trop cloisonnés, que des passerelles existent, que des ratapages soient possibles. » Dès la seconde, les professeurs et les conseillers d'orientation devront « présenter aux élèves des choix clairs » et les « mettre en contact avec des métiers de la vie réelle ».

● La réduction des horaires et l'allègement des programmes

« Il faut mettre fin à l'inflation des programmes en se concentrant davantage sur les connaissances de base, les apprentissages fondamentaux, la maîtrise des savoirs structurés. » Cette idée n'est pas évoquée dans le rapport Mériaux. En revanche, Claude Allègre reprend à

son compte les limitations d'horaires proposées pour les élèves : ils ne pourront dépasser 26 heures par semaine (horaire de l'école primaire) dans la voie générale, ou 28 heures avec deux heures d'option facultative, et 30 heures dans les voies technologiques ou professionnelles (ou 32 heures avec option). Ces nouveaux horaires correspondent à des baisses importantes dans la filière S (scientifique) dont l'horaire plancher oscille actuellement entre 28 et 34 heures selon les options obligatoires en première, et 28 et 31 heures en terminale (donc au minimum entre deux heures et huit heures de moins par semaine).

Dans la série L, la baisse attendue en première est d'au moins deux heures par semaine, voire quatre, selon les options obligatoires choisies. Elle est d'une heure en terminale. En série économique et sociale pour la première et la terminale, l'enseignement baisserait d'une heure par semaine ou de trois heures, selon les options obligatoires choisies. En seconde, classe commune à tous, l'horaire diminuerait d'une heure et demie à trois heures par semaine. Ces nouveaux horaires ne tiennent pas compte des options facultatives, réduites à deux au lieu de trois au baccalauréat depuis cette année.

Au-delà de cet enseignement obligatoire « raccourci », les élèves auront la possibilité de bénéficier d'une aide personnalisée de la part des professeurs, d'effectuer des travaux en petits groupes, d'accéder à des sources documentaires, « une mesure de justice sociale fondamentale ».

● Les humanités

« Les enseignements littéraires et de sciences humaines doivent s'appuyer sur la culture de base qui constitue le fondement de notre héritage européen ». M. Allègre revient notamment sur l'enseignement du français : « à la dissertation classique devra s'ajouter la pratique des œuvres d'imagination, connue souvent sous le vocable de rédaction ».

● Les sciences

« L'enseignement des sciences sera conçu autour sous son aspect culturel et historique [sur lequel l'accent sera mis dans les sections littéraires] qu'opérateur ». Il sera équilibré « entre l'apprentissage de l'observation et de l'abstraction ». Le ministre espère le voir « ne donner pas aux mathématiques le rôle prépondérant dans les processus de sélection ».

● Les langues

« L'objectif de parler deux langues étrangères à la sortie du lycée, voire trois pour certaines sections doit être affirmé ».

● Le rôle de l'enseignant

La redéfinition du service des enseignants – quinze heures d'enseignement plus quatre heures d'aide à l'élève – proposée par Philippe Mériaux a disparu du texte ministériel. Elle est renvoyée à des négociations syndicales ultérieures.

● Le baccalauréat

« Une partie de contrôle en cours de formation peut en constituer un élément comme c'est déjà le cas. » Rien n'est dit de la nouvelle épreuve pluridisciplinaire sur dossier proposée par M. Mériaux.

● Les voies technologiques et professionnelles

Modernisation, adaptation, lisibilité des filières, partenariat avec le monde du travail sont les principaux mots d'ordre lancés par le ministre.

Béatrice Gurrey

Résultats Grandes Ecoles

Admission

ESCP

Résultats disponibles le 3 juillet 1998

3615 LEMONDE

DÉPÊCHES

■ ENVIRONNEMENT : la Surfider Foundation, une association créée par des surfers de Biarritz pour surveiller la propreté des eaux de plage, a récemment attribué un « pavillon noir » à 118 communes littorales françaises (métropole et DOM-TOM) qui présentent toutes des eaux de baignade polluées. Pollution bactériologique, chimique, métaux lourds, nitrates, phosphates, hydrocarbures... Des communes prestigieuses comme Cannes, Saint-Tropez, Ramatuelle, Palavas-les-Flots, Granville, Etretat, Honfleur, Saint-Denis, Crozon, Saint-Pierre-de-Quiberon, Biarritz, Biarrot, Les Sables-d'Olonne, Anglet sont ainsi épinglées.

■ SANS-PAPIERS : l'Église réformée de Paris demande un réexamen des dossiers des sans-papiers sous l'égide du médiateur de la République. Dans une lettre adressée au premier ministre, Lionel Jospin, elle se déclare prête à participer à la mise en place d'un « comité de médiation » pour réexaminer tous les dossiers des non-régularisés.

Résultats Grandes Ecoles

Admission

Concours ACCES

ESDES - ESSCA - IESEG

3615 LEMONDE

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 2 JUILLET 1998

La délinquance s'étend aux franges agricoles des grandes villes

Vols, vandalisme... Autour des agglomérations d'Ile-de-France, d'Alsace, de Rhône-Alpes ou du Nord-Pas-de-Calais, maraîchers et céréaliers sont confrontés à l'éclosion d'une violence qui suit la progression de l'urbanisation. Elus et exploitants appellent à l'aide

CE JOUR-LÀ, le 24 décembre 1996, veille de Noël, Roland Rigault, quarante-quatre ans, maraîcher à Herblay (Val-d'Oise), a pris sa pique. Dans une lettre adressée

REPORTAGE

Pour les gendarmes, « un vol de pommes, ce n'est pas important »

sée au président de la chambre d'agriculture d'Ile-de-France, il indique : « Je vous adresse un essai de bilan chiffré pour l'année 1996 concernant les vols et saccages de récoltes dont je suis victime ». Suit une liste détaillée de produits maraîchers et de matériels agricoles : « Vol et saccage pomme de terre, 3 tonnes (charottes) = 6 000 francs. Vol tomates : 300 kg x 6 F = 1 800 F. Vol melons : 200 kg x 8 F = 1 600 F. Vol salades : 150 caisses (sur 30 semaines) = 3 000 F. Destruction légumes par rodéos avec voitures volées : 7 900 F ».

Roland Rigault, l'un des tout derniers maraîchers à exploiter une quarantaine d'hectares sur les 250 cultivés que compte la commune d'Herblay (22 135 habitants), à une vingtaine de minutes de la gare Saint-Lazare, poursuit son énumération avec le vol de

son motoculteur (7 000 F), la destruction de ses clôtures et grillages, l'ouverture des vannes d'eau... Cela sur une parcelle enclavée dans les immeubles d'une cité HLM. Le maraîcher a renoncé à quantifier le « temps passé pour les dépôts de plaintes et la réparation des dégâts ». La violence, que l'on croyait réservée aux seules banlieues, aurait-elle ainsi gagné la campagne ? Ou plutôt les espaces dits « périurbains », ces franges et isières urbaines, entre villes et campagnes, où vivent, selon l'Insee, 9 millions de Français et sur lesquelles se maintiennent des exploitations représentant 10 % de la surface agricole utile nationale (Le Monde des 26 février et 13 mai 1997) ? Ce phénomène sociologique nouveau, en tout cas, déborde la seule Ile-de-France, pour toucher l'agriculture périurbaine proche des grandes cités.

ZONE « MAUDITE »

Syndicaliste agricole, Roland Rigault est sur le point de prendre « la fuite » sous d'autres cieux. Depuis que vols et dégradations gratuites ont commencé, il y a tout juste quatre, cinq ans, il songe à s'éloigner d'une zone qu'il qualifie de « maudite », à quelques toises de roue de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Dans les an-

nées 80, sa commune comptait encore une vingtaine d'exploitations agricoles. Deux subsistent aujourd'hui, victimes du déclin des surfaces maraîchères qui contribuèrent, jusqu'aux années 60, à alimenter en produits frais les marchés des banlieues parisiennes aussi bien que les Halles de Baillart. C'était avant Rungis, avant les hypermarchés, avant les wagons-conteneurs frigorifiques, avant les importations de Hollande ou d'Espagne : une autre époque, celle des photographies d'un Robert Doisneau...

Exemplaire et désolante est la tonnée que l'agriculteur « offre » au volant de sa fourgonnette. Sur des chemins troués de nids-de-poule, jonchant des tombereaux d'immondices, des gravats, des

décharges sauvages, voici qu'on arrive sur des surfaces céréalières, du maïs pour l'essentiel. Le spectacle ? Si l'on force le trafic, c'est celui d'une banlieue du tiers-monde. Posées aux milieux des épis printaniers, noircies, rouillées, des dizaines de carcasses de voitures noircies, incendiées, ayant propagé le feu aux récoltes. Pour le commissaire de police d'Herblay, Marc Plas, pas l'ombre d'un doute, il s'agit de voitures volées : « Jusqu'à neuf cents dans les bonnes années. Elles ont été démolies, loin des regards, lorsque le maïs est haut de plus de deux mètres ». Ces véhicules servent aussi aux rodéos, pour le plaisir, dans les champs.

Jean-Pierre Léchard, maire (PS) d'Herblay, juge que vols et

actes de vandalisme sont bien souvent le fait des gens du voyage - 10 % environ de la population de la ville, près de quatre cents caravanes - qui, au fil des ans, se sont sédentarisés sur la commune : une population précaire, au fur et à mesure que déclinait son activité artisanale traditionnelle. Résultat ? La municipalité est visiblement désarmée. « Nous sommes sans réels moyens techniques, légaux, financiers. Nous ne pouvons tout de même pas monter des gardes armées de nuit ! », s'exclame le maire.

La commune se dit dépassée par un autre phénomène, récent pour elle, celui de la cohabitation entre son agriculture traditionnelle et le « stress foncier » qu'elle subit. « La tendance de fond, explique M. Léchard, est l'avancée du front urbain parisien. Nos règlements d'urbanisme ne sont plus adaptés. » Le préfet du Val-d'Oise, le conseil général ont bien été alertés de la situation par les syndicats agricoles et les élus. Des réunions ont eu lieu. « Sans résultats probants », affirment les intéressés.

Plus au sud de l'Ile-de-France, aux Alluets-le-Roi (Yvelines), Daniel Maingre, ce matin du 11 septembre 1997, crut qu'une « tornade » avait balayé les serres où il produit des fruits rouges, fraises et framboises. Des structures mé-

talliques, du complexe et délicat système d'irrigation, il ne restait plus rien. « Ça a été du massacre au 4x4 », dit-il aujourd'hui, photos à l'appui. Il estime avoir subi une perte de 300 à 400 plateaux de framboises, sans compter la remise en état de ses serres. De fait, l'enquête de gendarmerie devait confirmer son impression : le 4x4 qui s'était « engouffré » sous les tunnels avait été volé la veille à Plaisir.

Depuis, Daniel Maingre, également arboriculteur, a renoncé à exploiter les arbres fruitiers qu'il possède, notamment aux Mureaux, commune où dominent grands ensembles et quartiers qualifiés de « sensibles ». De fait, il s'agit de l'une des principales poches de pauvreté du département.

« VANDALISME PUR ET DUR »

Origine de ces actes ? « Inexpliquables. Vandalisme pur et dur, totalement gratuit. Des actes impensables il y a tout juste deux ou trois ans, estime Daniel Maingre. Ma famille et moi-même vivions dans un climat constant d'insécurité psychologique. Que faire quand des bandes de jeunes - et ils le sont de plus en plus - pénètrent en plein jour dans nos exploitations, considérant qu'ils sont chez eux chez nous ? Et que, visiblement, ils ne font plus aucune différence entre les clés où ils habitent et la campagne ? »

Toujours dans les Yvelines, M. Mercier est, lui, maraîcher et président de la section fruitière de l'Union des producteurs de fruits et légumes d'Ile-de-France. Son exploitation, à Chambourcy, est à quelques kilomètres de Chanteloup-les-Vignes, autre cité connue pour les très graves difficultés sociales qu'elle connaît. L'exploitant dit être victime de vols organisés. Des caisses entières de pommes se sont envolées nuitamment, après que les fruits ont été cueillis. « Nous avons quasiment renoncé à déposer des plaintes. Gendarmes et policiers rigolent ! Pour eux, un vol de pommes, ce n'est pas important. » Les gardes champêtres ? Innocentes, la question fait sourire. Ils n'existent plus depuis longtemps, dit-il, remplacés par des « appareilleurs » de « sortant pas de leur matras ».

J. M.

Jean Menanteau

Fruits, légumes et fleurs

Selon l'étude la plus récente (1994) faite par le ministère de l'Agriculture et la Société d'études géographiques, économiques et sociologiques (Sagepe), ce qu'il est convenu d'appeler l'agriculture périurbaine occupe trois millions d'hectares, soit 10 % de la surface agricole utile française. Elle faisait vivre en 1990, près de 400 000 personnes et fournissait 12 % de la production agricole. Mais ces producteurs ne représentent plus, en moyenne, que 3,3 % de la population périurbaine aux franges des grandes agglomérations.

Essentiellement maraîcher, arboricole et horticole, cette agriculture explique que les communes urbaines totalisent plus de 60 % des superficies en légumes frais de plein air et sous abris, ravitaillant le plus souvent en vente directe des marchés de proximité.

La liste des « calamités » urbaines s'allonge

ATTESTÉ PAR la longue liste des doléances des exploitants, le phénomène sociologique que représentent les vols de récoltes - et surtout les dégradations et actes de vandalisme gratuits - est paradoxalement très peu connu. Le laboratoire d'économie et de sociologie rurales de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) dit ne pas avoir fait d'études approfondies sur le sujet. Les services de gendarmerie que nous avons interrogés déclarent avoir conscience qu'il existe bien des « zones à problèmes », mais qu'il est extrêmement difficile de « communiquer » sur ce sujet, tant les faits sont ponctuels et surtout très localisés. De leur côté, les agriculteurs concernés renouent en général à toute action en justice, affirmant que, dans la majorité des cas, les dossiers sont classés sans suite. Les élus des communes se montrent désarmés face à la progression de l'urbanisation et la spéculation foncière, et ce malgré l'existence de textes réglementaires et nombreux schémas d'urbanisme selon

eux difficilement applicables localement.

Mis à part quelques chercheurs isolés, géographes et universitaires, qui depuis peu s'interrogent sur la relation ville-campagne - deux mondes qui s'interpénètrent de plus en plus mais s'ignorent socialement et culturellement -, seule la petite équipe du département périurbain de la Bergerie nationale de Rambouillet, bien que démunie de données globales, réfléchit au sujet. « Il existe une acculturation totale des jeunes urbains par rapport à la terre, constate Jean-Raymond Cohen, directeur du département créé en 1994. L'ampleur des dégradations et de la nuisance urbaine dépend de la distance de l'exploitation à la ville et de l'importance de celle-ci ».

VOISINAGE ORGANISÉ

Il apparaît évident qu'il ne s'agit plus de traditionnelle maraude de quelques pommes, poires ou salades mais bien de vols, souvent organisés, sans que l'on puisse apprécier s'il s'agit d'autoconsommation

ou d'une économie parallèle et souterraine. Ce phénomène nouveau se produit aux franges des banlieues, parmi les plus précaires. En Ile-de-France, ce sont les exploitants qui jouxtent les quartiers en difficulté, où le taux de chômage est le plus élevé, qui sont les plus touchés. Les syndicats d'agriculteurs font remarquer que dans les plans ou « pactes » successifs qu'élaboraient les gouvernements en faveur des villes (comme celui qu'a annoncé Lionel Jospin mardi 30 juin), sont toujours énumérées des mesures en faveur des entreprises mais jamais des dispositions en direction des « entreprises » agricoles des zones périurbaines, pourtant concernées. Il est vrai que le nombre d'exploitations maraîchères ou arboricoles, dans les vallées ou sur les coteaux, est en chute libre depuis quinze ans. On assiste même à des phénomènes de « déprise » agricole, comme dans les zones les plus pauvres du Massif central. A titre d'exemple, le conseil municipal d'Orgeval (Yvelines) constatait

dans une délibération récente « l'abandon de dizaines d'hectares dont la commune ne saurait supporter le coût d'entretien » et réclamait aux pouvoirs publics des aides spécifiques « afin de surmonter le handicap de la périurbanité, notamment par la création d'un fonds de calamités » urbaines.

Le phénomène constaté en Ile-de-France se retrouve aux abords des grandes agglomérations de province (Lyon, Strasbourg, Lille), mais il est quasi inconnu dans d'autres régions plus équilibrées comme le Val-de-Loire, par exemple, préservé jusqu'à maintenant par les grands ensembles d'habitation. Une zone, d'Orléans à Chinon, que les aménageurs, dans les années 70, avaient d'ailleurs appelée la « métropole-jardin ».

« Pause fiscale » dans les départements en 1998

SECONS les chiffres rendus publics mardi 30 juin par l'Assemblée des présidents des conseils généraux de France (APCG), les départements ont opté pour une « pause fiscale » en limitant la progression des taux d'imposition, dans leurs budgets primitifs de 1998, à une hausse d'environ 1 % en moyenne. Les départements se joignent ainsi à une tendance observée dans les grandes villes et les régions. Comme les autres collectivités locales, les assemblées départementales profitent de l'augmentation des bases d'imposition, c'est-à-dire de l'amélioration de la conjoncture. Selon l'APCG, les départements, qui disposent de 185 milliards de francs de recettes courantes, devraient augmenter de 2,6 % leurs dépenses courantes par rapport à 1997. Avec 3,6 % de hausse, ce sont les dépenses de gestion qui vont enregistrer la plus forte progression, en raison de l'augmentation des frais de personnel et de l'action sociale.

DÉPÊCHES

■ ILE-DE-FRANCE : une usine d'épuration des eaux usées vient d'être mise en service à Colombes (Hauts-de-Seine). D'un coût de 8 millions de francs, elle pourra traiter quotidiennement 240 000 m³ d'eaux usées de la Seine par temps sec et pourra quadrupler sa capacité de traitement par temps de pluie (soit 8 % du volume d'eaux produites dans la région parisienne). Il s'agit de la quatrième usine d'épuration du Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne.

■ PICARDIE : le doyen des maires de France est décédé, mardi 30 juin, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans. Louis Philippon, agriculteur, père de dix enfants, était premier magistrat de la commune de Juvisy, 285 habitants, près de Soissons (Aisne), depuis 1929. Né le 16 juillet 1900, Louis Philippon avait été réélu le 11 mai 1995 à Juvisy pour son douzième mandat. Cette victoire avait fait de lui le doyen des maires de France. Il succédait ainsi au Conseiller Lescchi, qui ne se représentait pas.

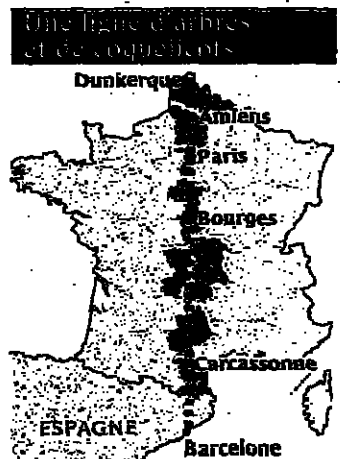
De Dunkerque aux Pyrénées, la Méridienne verte fleurira en 2000

EN 1799, la République choisissait le Méridien de Paris comme référence pour le compte du temps et la mesure de l'espace, puisqu'il a permis d'établir le mètre étalon. Cette ligne imaginaire traverse la France de Dunkerque à Prats-de-Mollo (Pyrénées-Orientales). L'architecte Paul Chemetov propose aujourd'hui de matérialiser cette ligne par une rangée d'arbres d'essences séculaires (chênes, châtaigniers, charmes, oliviers...), de la mer du Nord à la Méditerranée, et éventuellement jusqu'à Barcelone, à l'occasion de l'entrée dans le nouveau millénaire.

De 1799 à 1798, les astronomes Jean-Baptiste Delambre et Pierre Méchain entreprirent d'établir un étalon universel dédié « à tous les hommes et à tous les temps ». En effet, sous l'Ancien Régime, la France ne disposait pas d'unité de mesure commune pour le temps et l'espace. Les deux savants partirent en mission en 1792. Ils arpenteront plaines, collines et montagnes, de Dunkerque à Barcelone, afin de déterminer la quarante millionième partie du méridien terrestre. Ce qui ne devait être qu'une entreprise scientifique complexe devint rapidement une véritable épopée sous la Révolution française, les deux hommes étant tour à tour destitués, emprisonnés, en proie aux difficultés matérielles... Il leur fallut plus de sept ans pour mener à bien cette aventure.

Le projet de Paul Chemetov consiste à planter des milliers d'arbres tout au long du Méridien de Paris, de Dunkerque aux Pyrénées. Il a été proposé à la Catalogne espagnole de s'associer à cette initiative pour la prolonger jusqu'à Barcelone. La Méridienne verte traversera 8 régions, 20 départements et 336 communes dont Dun-

kerque, Amiens, Saint-Denis, Paris, Bourges et Carcassonne. La Mission pour la célébration de l'an 2000 estime entre 10 000 et 50 000 le nombre d'arbres qui devraient être plantés, isolés ou groupés, pour avoir une visibilité significative. Toutes les collectivités locales seront associées ; la densité des plantations dépendra de leur participation. Un chemin de grande randonnée serpentera autour de la Méridienne verte, tout au long de son parcours.



La Méridienne verte, ligne imaginaire reliant Dunkerque à Barcelone, sera matérialisée par une rangée d'arbres séculaires.

SEMS DE COQUELICOTS

Pour l'an 2000 et pour la première fois, le sculpteur paysager Jacques Ledercq-K. soulignera l'axe par des plantations à dominante rouge, notamment des semis de coquelicots sur une largeur de trois mètres. La Mission pour la célébration de l'an 2000 assure que ces plantations se feront en concertation avec les agriculteurs et que toutes les précautions seront prises pour qu'elles ne créent aucune nuisance aux cultures.

Le 14 juillet 2000, la Méridienne verte sera le cadre d'une chaîne de pique-nique, toutes les communes étant invitées à y participer. A l'issue de ce déjeuner en plein air, un immense spectacle aérien associera tous les types de véhicules et d'objets volants. Le soir, un gigantesque bal sera organisé dans toutes les communes traversées, couronné par des feux d'artifice. Le budget de l'opération (plantations et animations) s'élève à 50 millions de francs. La Mission affirme disposer de la moitié du financement, l'autre moitié devant être couverte par les collectivités.

Dominique Meunier

Particuliers et professionnels, vous aussi vous pouvez téléphoner moins cher avec le 7 de Cegetel.

Pour tout savoir sur les avantages du 7 appelez le :

N°Vert 0 800 777 777

Précisez votre code : P488.

Offre soumise à conditions, valable jusqu'au 31/07/98. Economies de appels hors département, hors localisation locale, zones de couverture et réseaux exclus. Les départements 75, 92, 93 et 94 sont considérés comme un seul département, dérivé pour la Corse (9A/20).

ET EN CE MOMENT, LE 7 VOUS PROPOSE UNE OFFRE DE BIENVENUE.



Admission
Concours ACCES
1998-1999
615 LEMONDE

L'Etat face aux « baronnies » d'EDF

LUNDI 2 mars, au siège parisien d'EDF, rue de Monceau, le président de l'entreprise publique, Edmond Alphandéry, et son directeur général, Pierre Daurès, réunissent quelques journalistes pour leur commenter le bilan de l'exercice 1997. « *Pierre vous voulez ajouter une précision* », demandait tout sourire M. Alphandéry avant de céder la parole à son vis-à-vis. « *Si vous me permettez, président, je souhaiterais évoquer la situation au Brésil* », lui répondait le directeur général, sur le même ton. Tout le déjeuner ne fut que compliments, égard et prévenance. « *Vous voyez, nous ne nous jetons pas la vaisselle à la figure* », s'empresaient de confier avec satisfaction les deux protagonistes à leurs interlocuteurs.

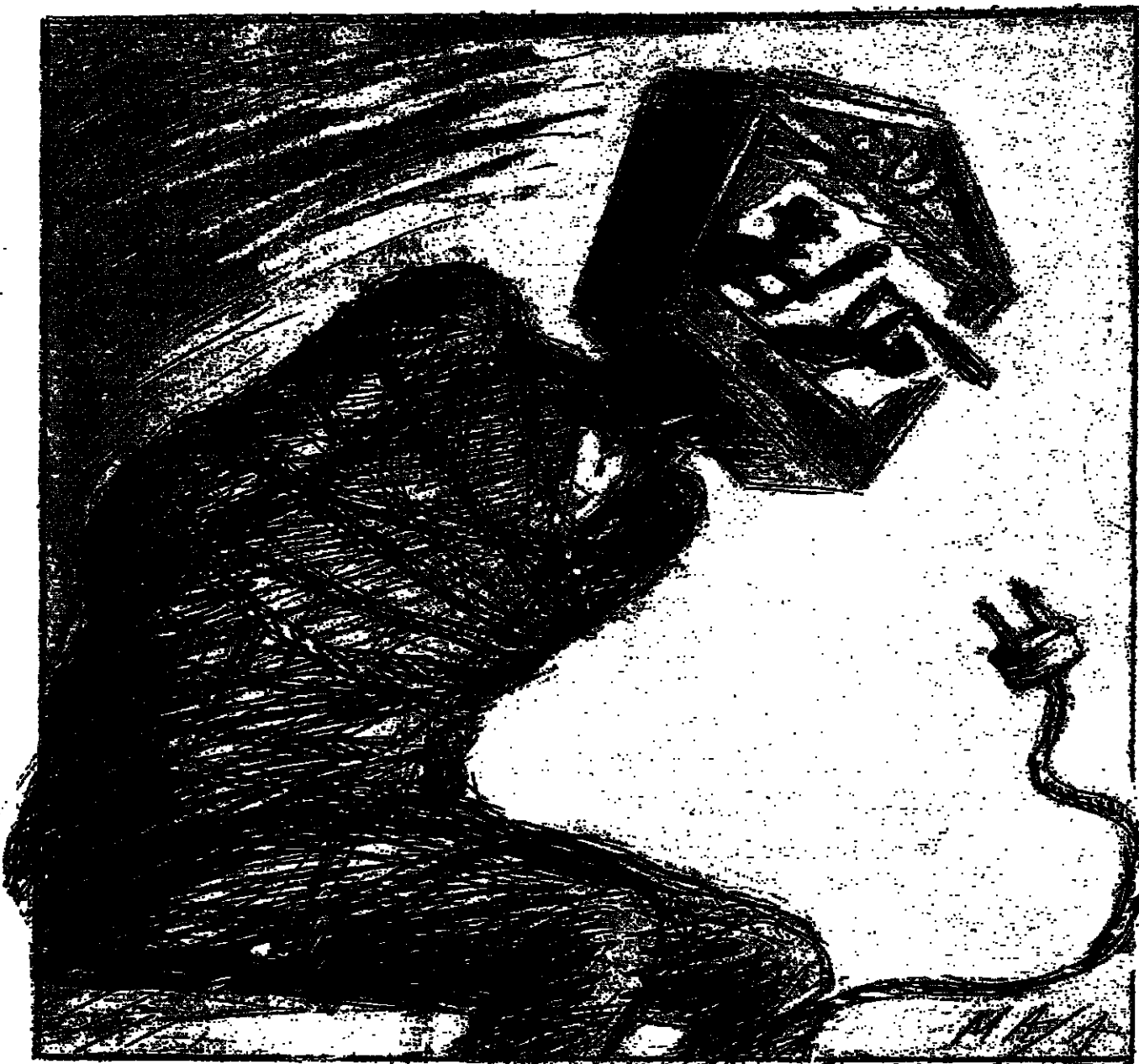
Le lendemain, les deux mêmes hommes tentaient de redonner cette image d'équipe soudée lors d'une vidéoconférence retransmise sur l'ensemble des sites d'EDF en France. Mais, pour cet entretien, ils refusèrent d'intervenir en direct, comme le veut la tradition, ne pouvant cette fois contenir leurs sentiments. Il avait fallu enregistrer séparément leurs interventions. Une fois encore, l'entente de façade ne pouvait durer.

Observateur d'abord surpris de cette guerre interne, avant d'être consterné par cette bataille tragique sans merci et enfin excédé par la paralysie de l'entreprise, le gouvernement est intervenu au milieu de juin, en obligeant les deux dirigeants à démissionner. Du jamais vu dans l'histoire d'EDF, et même dans celle d'une entreprise publique. Jamais, un ancien ministre n'avait provoqué un tel rejet public et officiel dans une entreprise, avec lettres, démarches, cabales et coups fourrés en cascades. Jamais, dans le décor de l'arrivée de la concurrence voulue par Bruxelles dès février 1999, avec la cohabitation Elysée-Matignon en arrière-plan, ne se seront affrontés avec tant de violence, les corps d'Etat, la politique et les ambitions des hommes. La double démission à l'EDF est une histoire française, une guerre de pouvoirs d'Etat à l'heure du marché.

Chez EDF, le président « parachuté » est considéré comme bon à assurer les missions de représentation, à voyager dans le monde entier et à inaugurer les centrales. Le travail sérieux et la pérennité de l'entreprise sont garantis par le directeur général. Si les deux hommes d'entendent - ce qui fut le cas jusqu'en 1992 - le système fonctionne. En cas de divergences, malheur à celui qui veut déroger à cette répartition des tâches.

Comme son prédécesseur Gilles Ménage, l'ancien directeur de cabinet de François Mitterrand, Edmond Alphandéry a voulu s'impliquer dans le management. Ne connaissant personne dans l'entreprise, cet universitaire, solitaire et ombrageux, va vite tomber dans les pièges qui lui sont tendus par les différentes « baronnies ». Dès son arrivée en décembre 1995, l'ancien ministre des finances d'Edouard Balladur est pris en charge par la direction générale qui lui envoie un émissaire pour lui présenter l'entreprise et jager ses intentions. Le rôle est dévolu à Christian Nadal, qui assure le lien entre les deux étages, le quatrième où est installée la direction générale et le cinquième où siège la présidence. S'apercevant que le président ne veut pas être une potiche, et demande à être mis au courant de tout, la hiérarchie russe : elle l'inonde de dossiers et le pousse très vite à prendre des décisions. L'objectif de la manœuvre est double : soit le président délègue, et la vie reprend son cours, soit il tranche seul et il ne peut alors compter sur personne pour défendre sa décision.

Deux mois après son arrivée, M. Alphandéry ne tarde pas à tomber dans l'une de ces embuscades. Depuis des années, EDF tente de construire une ligne haute tension pour alimenter l'Espagne et le Portugal. Elle doit traverser les Pyrénées et rencontre



La réforme, qui permettra au nouveau président, François Roussely, de choisir son directeur général, marque une révolution dans l'entreprise publique traditionnellement dirigée par des personnalités issues des grands corps ou du nucléaire

l'hostilité de la population. Pressé d'intervenir par la direction générale, qui met en avant ses amitiés politiques avec le premier ministre de l'époque, Alain Juppé, le patron d'EDF appelle Matignon. A sa stupeur, sa demande est vertement refusée. Enquête faite, son appel tombait au plus mauvais moment, et M. Alphandéry n'avait pas eu connaissance de tout le dossier.

Ce jour marque un tournant. Le président Alphandéry n'a plus qu'une idée : reprendre tous les pouvoirs. Avec le cabinet Bossard, il concocte dans le plus grand secret une réorganisation consistant à évincer toute la direction générale. Le 10 septembre 1996, il convoque au petit matin les quatre principaux dirigeants - François Ailleret, Pierre Daurès, Jean-Michel Fauve et Emmanuel Hau - pour mettre un terme brutal à leur fonction. Mais le putsch, mal préparé, échoue. Les statuts de l'entreprise prévoient l'existence d'un directeur général que le président, tout président qu'il est, ne peut démettre. Un recours devant le tribunal administratif est même déposé par le directeur financier Emmanuel Hau. Furieux d'avoir été mis devant le fait accompli, le ministre de l'Industrie, le RPR, Franck Boretta, oblige M. Alphandéry à faire machine arrière et lui impose comme numéro deux Pierre Daurès.

Le patron de l'entreprise sort affaibli de ce conflit et, à l'inverse, le système EDF renforcé. « *Le président ne commande plus que son ascenseur* », dit-on dans les couloirs du siège. Une nouvelle fois, l'entreprise est parvenue à neutraliser un élément extérieur. Dès lors, la vie reprend. Les réunions hebdomadaires sont précédées d'un point informel où l'état-major arrête sa stratégie avant de

rencontrer M. Alphandéry. Le président est soigneusement tenu à l'écart des grandes décisions. A la fin de l'année 1997, l'ancien ministre s'étonne de la froideur du patron de Siemens, Heinrich Von Pierer, avec qui il se targue d'entretenir les meilleures relations. Quelques semaines plus tard, il apprend indirectement les raisons de cette ségure : la direction générale d'EDF a refusé d'associer le groupe allemand au programme de construction de centrales nucléaires en Chine. Estimant qu'il s'agissait d'un acte de gestion, personne n'a cru bon d'en avertir la présidence.

« La noblesse, ce sont les ingénieurs ; le clergé, ce sont les économistes ; le tiers-état qui émerge comprend les commerçants, et les intouchables, ce sont les financiers »

Au printemps 1998, l'atmosphère devient irrespirable. Les relations sont si dégradées que chacun des camps, soupçonnant les pires intentions, passe son temps à épier l'autre. Le summum est atteint à la fin du mois de mars. Cinq directeurs, Pierre Carlier, Jacques Chauvin, Michel Francoury, Jean-Louis Mathias et Christian Nadal, envoient une lettre au ministre de l'économie Dominique Strauss-Kahn affirmant que M. Daurès est victime d'une campagne de déstabilisation menée par l'entourage du président.

Des dossiers auraient été remis au « Monde » et le seraient peut-être à d'autres journaux. Pour appuyer cette démarche, une motion de soutien était signée par une soixantaine de dirigeants. Malgré les démentis du président d'EDF, rien n'y fait. L'entreprise n'est plus gouvernable.

Le conseil des ministres du 1^{er} juillet, qui a porté François Roussely, haut fonctionnaire socialiste, à la tête de l'entreprise, n'a pas désigné de directeur général. Le nouveau président aura pour mission de choisir lui-même son numéro deux. Cette décision, normale pour toute entreprise, est une véritable révolution chez EDF, car elle remet en cause tout le fondement du système. Créée en 1946, l'électricité de France a pour mission de participer à la reconstruction de la France en lui assurant la fourniture, le transport et la distribution d'électricité. L'entreprise excelle dans ses chan-

tières qui vit et se développe par lui-même. EDF se conforte dans sa position d'état dans l'état.

La dualité de fonction est donc essentielle pour maintenir son existence. Le gouvernement peut désigner son candidat pour la présidence de l'établissement public, mais il doit impérativement porter au poste de directeur général, un homme préalablement adoubé par l'entreprise. Le numéro deux se doit d'avoir fait sa carrière dans l'entreprise, avec un passage obligé dans le nucléaire. Pierre Daurès en est l'illustration type. Cet ingénieur des Ponts entré chez EDF en 1966, connaît tous les rouages et, surtout, a dirigé l'une des premières centrales, celle de Bugey, au milieu des années 70. Très charismatique, il bénéficie d'une forte légitimité auprès des salariés, renforcée par le soutien de Marcel Boiteux, l'un des pères du programme électro-nucléaire français. A l'âge de soixante-seize ans, cet ancien directeur général et président d'EDF, entré dans l'entreprise en 1949, continue de venir régulièrement à son bureau pour recevoir et conseiller. Une onction indispensable pour qui voulait faire carrière.

La réforme en cours, qui s'apprête à supprimer la dyarchie, déstabilise totalement ce système. Les « enfants de Boiteux » ont beaucoup moins de chances de prendre en main le destin de l'entreprise. Le mouvement est d'autant plus fort que cette évolution intervient au moment d'un passage de témoin et de changement d'environnement. Les dirigeants qui ont participé à l'aventure du nucléaire approchent de la retraite et auront du mal à imposer leurs dauphins.

Le programme de construction des centrales est achevé, et la France doit s'ouvrir dès 1999 à la concurrence. Il ne suffira plus d'avoir fait l'X, puis carrière dans l'entreprise, pour espérer accéder

aux commandes. Et ce d'autant plus qu'EDF devra totalement changer de culture, délaissant les ingénieurs et importer des commerciaux.

Déjà, l'électricien public ne peut plus imposer ses vues aux différents gouvernements. Pour l'avoir encore cru, M. Daurès, sur les conseils de son entourage, s'est refusé pendant plusieurs jours à remettre sa démission au secrétaire d'Etat, Christian Pixeret qui le lui avait demandé. Il aura fallu un ordre ferme pour qu'il se démette de ses fonctions de directeur général.

Signe des temps, la situation est également différente dans le traitement des DEUX sortants. Le président sortant est considéré avec égard. Cohabitation oblige, l'ancien ministre centriste se voit offrir, d'un commun accord entre l'Elysée et Matignon, un poste à la présidence du conseil de surveillance de la CNR, le premier assureur-vie. En revanche, le numéro deux, pourtant réputé proche de la gauche, est traité sans égard par les ministres socialistes. Il est vrai que, étant un homme du sérail, il bénéficie de la sécurité de l'emploi.

DE ce conflit, l'encadrement sort démuni, inquiet, mais soulagé qu'il soit enfin terminé. En revanche, l'essentiel des 116 500 salariés du groupe sont restés indifférents à cette bataille au sommet, continuant leur travail. Les syndicats, très implantés, se sont gardés d'ajouter de l'huile sur le feu. « *Nous ne nous intéressons pas aux questions d'hommes. Si nous avions voulu, nous aurions très bien pu profiter de la situation pour imposer nos revendications* », reconnaît un syndicaliste.

A l'exception de la CFDT, qui a pris fait et cause pour le directeur général, lui reconnaissant une stratégie de manager, les autres organisations syndicales se sont tennues à l'écart de ce pugilat. La CGT, majoritaire avec 54 % des voix dans l'entreprise, a tenu à se démarquer de sa réputation de syndicat « allié objectif du président », en refusant d'entrer dans la polémique. Partenaire historique de l'entreprise dès sa création, et acteur influent via la gestion des œuvres sociales, l'organisation syndicale a profité de la période agitée pour se donner une image de sérieux et de partenaire incontournable pour la future direction. En mars, en pleine guerre des chefs, les syndicats ont même poussé le luxe de réunir ensemble, malgré leurs divergences, cinq mille personnes à la Villette pour débattre de l'avenir d'EDF et du service public avec l'ouverture du marché à la concurrence dès février 1999.

Pour les instances syndicales, le danger n'est pas interne mais externe. Profitant du limogeage des dirigeants, le gouvernement et l'administration pourraient être tentés de prendre en main les destinées de l'entreprise. Cette velléité d'« étatisation » combattue depuis 1946, interviendrait au pire moment.

Au début de la décennie, Paul Questiaux, inspecteur général d'EDF, avait décomposé l'entreprise en quatre ordres : « *La noblesse, ce sont les ingénieurs ; le clergé, ce sont les économistes ; le tiers état qui émerge comprend les commerçants et les intouchables, ce sont les financiers* ». Dix ans plus tard, ce constat est encore d'actualité. Tout se passe comme si le temps était immuable. Or une page vient de se tourner avec l'émergence de la concurrence. C'est dire si le chemin à parcourir est long. François Roussely, le nouveau président d'EDF, devrait s'en rendre compte rapidement. Dès son arrivée rue de Monceau, jeudi 25 juin, il a été accueilli par Bernard Brun.

Cet ancien conseil en communication de Raymond Barre, amené dans l'entreprise par Edmond Alphandéry avant de se rallier rapidement à la direction générale, a été envoyé pour jouer les émissaires. Le même scénario employé pour « tester » ses prédécesseurs.

Dominique Gallois
Dessin : Maja

La société française reste taraudée par le racisme

L'enquête annuelle de la Commission nationale consultative des droits de l'homme montre la diffusion du phénomène raciste en France. Un Français sur trois seulement rejette en bloc les thèses qui ont nourri le succès du Front national. En outre, le mouvement d'extrême droite est loin de rassembler tous ceux qui cèdent, peu ou prou, aux sirènes de la xénophobie. En dépit de cette exception française en Europe, les bases d'une mobilisation antiraciste existent. Les attitudes xénophobes ont reculé depuis une dizaine d'années et l'attachement aux valeurs de la générosité républicaine reste fort



COORDINATION
Gérard Courtois
Jérôme Jaffré

Il n'y a quand même pas 15 % de racistes en France ! Que ne l'aura-t-on entendue, cette petite phrase, en forme de réassurance contre la progression du Front national. Et pourtant... Sur ce phénomène du racisme et de la xénophobie, tenons de voir comment se situent les Français, à partir de la dernière grande enquête annuelle, neuvième de la série, conduite par l'Institut CSA pour le compte de la Commission nationale consultative des droits de l'homme et de service d'information du gouvernement (enquête réalisée du 24 novembre au 6 décembre 1997 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 040 personnes).

Nous avons procédé à une analyse typologique, de façon à situer les Français les uns par rapport aux autres : dans une typologie, les personnes qui donnent les réponses les plus voisines sont regroupées entre elles, et elles sont distinguées de celles qui donnent les réponses les plus éloignées. L'ordinateur effectue ces classements de manière purement mécanique. Il va donc de soi que, si l'existence statistique de ces « types » est établie, leur appellation est de la seule responsabilité de l'auteur.

Les données CSA permettent de dégager trois « types » de Français, si l'on en met un de côté, composé de 9 % de citoyens, pour l'essentiel constitué de personnes qui (presque) ne se prononcent pas sur la plupart des questions qui leur sont posées.

Le premier type, qu'on appellera « raciste », comprend 18 % des électeurs. Ce sont des personnes qui se disent elles-mêmes « plutôt

LES ATTITUDES SELON LA PRÉFÉRENCE PARTISANE

	FRONT NATIONAL	RPR	UDF	ÉCOLOGISTES	PARTI SOCIALISTE	PARTI COMMUNISTE
1	15	23	19	14	10	12
2	8	7	13	7	38	29
3	0	18	22	40	6	59

racistes », et qui estiment massivement que, aujourd'hui en France, on ne se sent plus chez soi comme avant ; qu'il y a trop d'Arabes en France ; qu'il y a aussi trop de Noirs ; que de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour bénéficier de la Sécurité so-

Il faut tordre le cou à un stéréotype selon lequel l'antiracisme serait le privilège de ceux qui ne rencontrent jamais d'immigrés

cialité ; qu'il est peu ou pas nécessaire de lutter contre le racisme ; enfin, que la plupart des immigrés ont une culture et un mode de vie trop différents pour pouvoir s'intégrer en France. Ce sont par ailleurs des personnes qui ne refusent pas l'égalité immigration = insécurité. Ce sont, en outre, des gens qui

se disent tout à fait ou plutôt d'accord avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen. Insistons-y : il ne s'agit pas d'individus exprimant telle ou telle de ces opinions, mais de personnes qui adhèrent massivement, tout à la fois, à l'intégralité de ce corps de doctrine et de représentations : près d'un Français sur cinq.

Le deuxième type, composé de 40 % de Français, peut être baptisé de « tenté par le racisme ». Il est très proche du premier sur certains thèmes : le nombre d'Arabes et de Noirs en France, la justification d'actes racistes par le comportement des immigrés, le sentiment de ne plus reconnaître sa France... Mais il s'en distingue sur plusieurs points essentiels. Par exemple, on se dit seulement « un peu » ou « pas très » raciste, et l'on ne partage pas les idées de Jean-Marie Le Pen.

Enfin, la troisième catégorie, composée de 33 % des électeurs, rejette en bloc les croyances adoptées par le premier : on peut le dénommer « antiraciste ».

L'analyse de ces trois groupes montre qu'ils se répartissent de manière équilibrée entre les deux sexes. La structure d'âge fait apparaître un antiracisme d'autant plus fort qu'on est jeune (47 % des moins de vingt-cinq ans sont classés dans le type antiraciste, 10 % parmi les racistes). Socialement, le racisme fait un peu plus recette parmi les agriculteurs, les commerçants et artisans, les retraités ; l'antiracisme recrute plus chez les cadres supérieurs et les professions salariées intermédiaires. Employés et ouvriers se répartissent entre les trois types de manière proche des moyennes nationales.

Mais les préférences politiques sont ici déterminantes (voir notre tableau et observer le 0 % de FN antiraciste !). L'échelle gauche/droite fonctionne à plein : les sympathisants de la gauche « plurielle » penchent nettement du côté de l'antiracisme, ceux de la droite modérée étant plus souvent tentés par le racisme. Le cas du Front national est singulier : tout se passe comme si ce parti jouait continuellement un rôle d'intégrateur idéologique en faveur des idées racistes et xénophobes dans l'électorat.

La société française est donc ta-

raudée par le racisme et la xénophobie. Mais le Panthéon des valeurs de la générosité républicaine tient debout. Telle est la contradiction majeure révélée par l'enquête d'opinion.

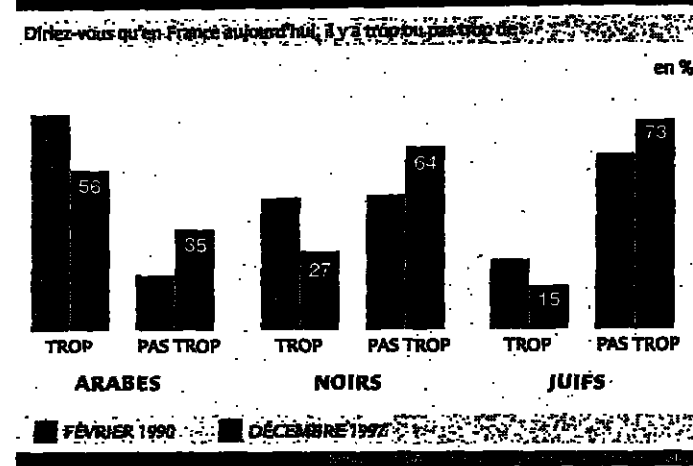
Les racines du racisme sont sociales et économiques. Près des trois quarts des Français sont persuadés que de nombreux immigrés ne viennent en France que pour profiter de la Sécurité sociale (73 %). Une majorité relative considère que les travailleurs immigrés représentent une charge (49 %) plutôt qu'un apport (39 %) pour l'économie. Le thème de la préférence nationale s'installe : un tiers déclare justifié qu'un chef d'entreprise embauche un Français de préférence à un Maghrébin semblant pourtant plus compétent.

Mais, en face de ces données inquiétantes, on constate qu'au ni-

racistes puissent être diffusés par voie de presse est tombée de 47 % à 38 %. Après un pic, dans les années 1990-1992, l'opinion raciste et xénophobe, toujours présente, tend à marquer le pas. Sans doute les outrances du FN et la vigueur de la riposte des partis de l'arc-en-ciel démocratique ont-ils produit leurs effets. La commission des droits de l'homme relève, parallèlement, une diminution des actes de violence raciste, tels qu'ils sont recensés par la police.

En outre, il faut tordre le cou à un stéréotype selon lequel l'antiracisme serait le privilège de ceux qui ne rencontrent jamais d'immigrés, le racisme ordinaire étant plus naturel chez ceux qui côtoient quotidiennement des étrangers. Si nous observons les réponses des Français, en fonction du nombre d'étrangers non européens vivant

LE RECUL, DEPUIS 1990, DE CERTAINS SENTIMENTS XÉNOPHOBES



veau des principes les Français restent fermes sur de nombreuses valeurs d'accueil. Ainsi, ils disent aux sondages, à une forte majorité, qu'on juge aussi une démocratie à sa capacité à intégrer les étrangers (67 %), que les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française (68 %), et même que la présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel (54 %).

Au reste, trois signes forts, insuffisamment notés par les commentateurs, permettent de renforcer les espoirs raisonnables de la lutte antiraciste.

Même si les chiffres attestent le racisme et la xénophobie restent très élevés, ils sont souvent en nette baisse depuis quelques années. De 1990 à 1997, les gens sont moins nombreux à estimer qu'il y aurait en France trop d'Arabes (de 56 % à 35 %), trop de Noirs (de 27 % à 15 %), ou trop de Juifs (de 73 % à 15 %). La proportion de personnes souhaitant qu'on cesse totalement d'accueillir des réfugiés est passée de 40 % à 24 %, l'acceptation du droit de vote municipal pour les étrangers de 35 % à 52 %. L'acceptation que des propos

dans leur commune de résidence, on s'aperçoit que les réponses les plus favorables aux immigrés, et les plus étrangères aux préventions racistes, se trouvent presque toujours chez ceux qui ont le plus fort taux d'immigrés (plus de 10 % de la population). Un exemple parmi beaucoup d'autres au fil de l'enquête : 27 % des personnes vivant dans une commune sans population étrangère ne jugent pas grave qu'on refuse de louer un logement à un non-Européen ; la proportion tombe à 16 % dans les communes à forte population étrangère.

Enfin, les Français restent fondamentalement acquis au rôle intégrateur des institutions publiques et civiles de la République. Mieux encore, peut-être : plutôt que de l'action des institutions publiques, des médias et des intellectuels, près des trois quarts d'entre eux (73 %) pensent que la lutte contre le racisme devrait dépendre « de l'action quotidienne de chacun d'entre nous ».

Roland Cayrol est directeur de recherche à la Fondation des sciences politiques et directeur de l'Institut CSA.

L'ethnocentrisme caractérise la moitié de la population

LES Français sont-ils racistes ? Il y a plusieurs manières de le vérifier. La plus simple consiste à leur poser directement la question, comme le font les instituts de sondage : « Vous-même, vous arrivez-il d'éprouver des sentiments racistes : très souvent, assez souvent, rarement ou jamais ? » Cette façon de faire postule toutefois que les interviewés partagent la même définition du racisme et que, s'ils s'estiment racistes, ils le diront à l'enquêteur. Or les usages du terme sont aujourd'hui si multiples, la réprobation morale qui entoure le mot si forte qu'on ne peut limiter la mesure du phénomène à cette approche, même si elle permet une utile auto-évaluation.

D'où l'intérêt de recourir plutôt à des questions indirectes pour déterminer si quelqu'un est ou non « raciste », en partant d'une définition préalable du phénomène et de ses dimensions plutôt que de la laisser à l'appréciation des personnes interrogées. On entend ici le racisme comme l'« ethnocentrisme », terme forgé par les an-

thropologues pour désigner l'attitude, observée dans toutes les sociétés, qui consiste à valoriser son groupe d'appartenance et à rejeter les « autres ». Dans une enquête menée entre les deux tours des élections législatives de 1997, auprès d'un échantillon national représentatif des électeurs inscrits (N = 3 010), une dizaine de questions explore les perceptions de la communauté nationale et de l'Europe, des immigrés, des musulmans, des Maghrébins, des « races », etc.

Les réponses sont contrastées. Si moins d'un cinquième de l'échantillon croit en l'égaleité des races humaines, les trois cinquièmes jugent le nombre d'immigrés excessif, et le port du « foulard islamique » à l'école fait l'objet d'un rejet quasi unanime (88 %). Mais, lorsqu'on croise ces réponses, elles sont fortement corrélées entre elles, et cinq le sont plus que toutes les autres. Ceux qui estiment qu'il y a « des races moins douées que d'autres » sont aussi nettement plus nombreux à se définir comme « seulement français », à l'exclusion

de tout sentiment européen, à douter que les Maghrébins soient un jour « des Français comme les autres », à ne plus se sentir « chez soi comme avant » et à trouver qu'il y a « trop d'immigrés ».

On trouve une proportion d'« ethnocentristes » supérieure de dix points à celle des « racistes » autodéclarés

On calcule le score de chaque interviewé en fonction de l'intensité et de l'orientation de ses réponses. Selon qu'il sera « tout à fait », « plutôt », « plutôt pas » ou « pas du tout d'accord » avec l'opinion en question, il recevra la note trois, deux, un ou zéro. Son score global

sera la somme des notes obtenues aux cinq questions, variant de 0 pour ceux qui donnent toujours la réponse la plus anti-ethnocentriste à 14 pour ceux qui donnent toujours la plus ethnocentriste. En définitive, un Français sur deux peut être considéré comme « ethnocentriste » (note supérieure à 6, qui est la moyenne de l'échantillon) et un peu moins d'un sur cinq (18 % exactement) « très ethnocentriste » (note égale ou supérieure à 10).

Avec cette méthode indirecte, on trouve une proportion d'« ethnocentristes » supérieure de dix points à celle des « racistes » autodéclarés puisque, selon le CSA par exemple, environ 40 % des personnes interrogées s'autodéfinissent comme « plutôt » ou « un peu racistes ». L'écart se creuse chez les sympathisants du Front national, pourtant plus enclins que les autres électeurs à s'attacher comme tels (81 % de racistes autodéclarés, 95 % d'ethnocentristes).

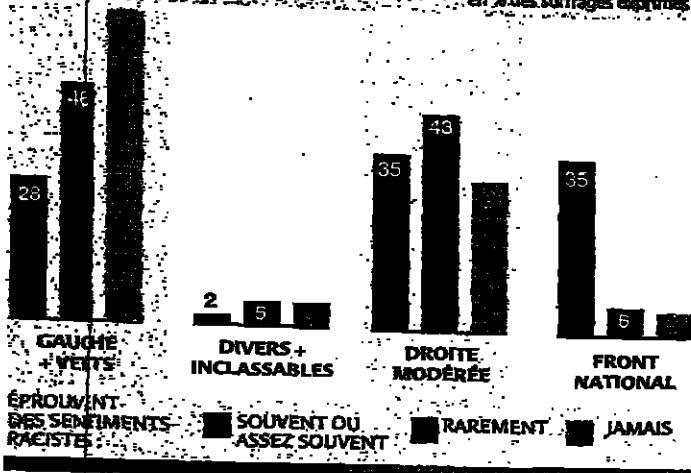
Peut-on se fier à ces chiffres ? On assiste aux États-Unis à une remise en cause des sondages, critiquant

leur incapacité à saisir, notamment, le racisme des couches cultivées (lire page 15). Pour corriger ce biais possible, on peut recourir à des techniques comme le « contre-argument », où l'enquêteur prend le contre-pied de l'opinion émise pour tester sa cohérence, ou bien la « manipulation de la source », présentant l'opinion comme avouée par telle ou telle personnalité ou organisation politique, ou encore le « sondage délibératif », où les sujets reçoivent une documentation sur le thème de l'enquête et en débattent en petits groupes. Leur objectif est de rapprocher les conditions d'expression des opinions dans un sondage de celles de la vie réelle, en y réintroduisant le débat et le conflit. Elles ont aussi leurs limites, tant sur le plan méthodologique qu'éthique. Il serait pourtant intéressant de les tester en France.

Nonna Mayer est directrice de recherche au CNRS-Cerpofo (Centre d'étude de la vie politique française).

l'approche expérimentale aux États-Unis

مكتبة من الامم

LE RACISME S'ÉTEND BIEN AU-DELÀ DE L'ÉLECTORAT DU FRONT NATIONAL
LES SENTIMENTS RACISTES EN 1997

Seul de tous les électeurs, celui du Front national déclare éprouver en majorité des sentiments racistes « souvent » ou « assez souvent » : à 70 %, contre 29 % pour les électeurs de la droite modérée et 19 % pour ceux de la gauche.

En revanche, compte tenu du fait que 30 % des interviewés déclarent de tels sentiments et du poids respectif des électeurs, seul le tiers de ceux qui se déclarent racistes votent pour le parti de Jean-Marie Le Pen. Un autre tiers vote pour la droite modérée et près de 30 % pour la gauche ou les Verts.

Il est donc à la fois vrai de dire que la majorité des lepnistes sont des racistes et vrai d'ajouter que la majorité des racistes votent pour un autre parti que le Front national. L'équation raciste = vote Front national est réductrice.

Le racisme s'étend au-delà du FN et contamine d'autres fractions de l'électorat, ce qui rend possible de nouvelles progressions de l'extrême droite ou explique la tentation récurrente de reprendre ses thèmes.

Une approche expérimentale aux Etats-Unis

En France comme aux Etats-Unis, des normes sociales contraignantes définissent ce qui se dit et ce qui ne se dit pas en public. Grâce aux techniques de sondage assisté par ordinateur, on a aujourd'hui les moyens d'aller plus loin que la réponse de « convention ». Des expérimentations sont possibles. Leur mise au point est complexe, mais leur logique est simple.

Aux Etats-Unis, par exemple, une large proportion de Blancs expriment aujourd'hui des attitudes positives à l'égard des Noirs. Il est légitime de se demander s'ils expriment leur sentiment réel. L'expérience de l'« excuse » permet de vérifier qu'il est sincère et qu'il n'est pas. Pour cela, prenons un échantillon représentatif de la population blanche américaine. Donnons-lui une excuse socialement acceptable de porter un jugement critique à l'égard des Noirs, et voyons combien saisissent l'occasion.

On peut évaluer de manière fiable dans quelle mesure des gens qui disent pourtant aimer les Noirs sont susceptibles de les juger négativement quand ils ont une bonne excuse pour le faire

Dans une des histoires proposées, deux hommes sont vus en train de marcher près d'une maison où la police sait qu'il y a un trafic de drogue. La police les fouille et trouve de la drogue. Question : cette fouille est-elle légitime ou non ? Jusque notre objectif est de trouver ce que les Blancs pensent des Noirs, à la moitié de l'échantillon il est dit que les suspects sont blancs et à l'autre moitié noirs. En outre, tantôt les deux hommes sont présentés comme polis et bien habillés tantôt comme grossiers, sales et dégingés.

La combinaison de ces divers paramètres est déterminée au hasard par l'ordinateur, et aucune des per-

sonnes interrogées ne sait qu'il existe d'autres variantes de l'histoire qui lui est proposée. Nous avons ainsi volontairement créé une situation où un Blanc qui n'aime pas les Noirs, mais ne veut pas le reconnaître de prime abord, a la possibilité de dire qu'il trouve la fouille légitime, non pas parce que les suspects sont noirs, mais parce que leur tenue et leur manière de parler suggèrent qu'ils pourraient être des utilisateurs de drogue.

En comparant les jugements émis selon que les suspects sont blancs ou noirs, on peut évaluer de manière fiable dans quelle mesure des gens qui disent pourtant aimer les Noirs sont susceptibles de les juger négativement quand ils ont une bonne excuse pour le faire. Or, justement, ils ne le font pas. L'expérience montre qu'ils traitent les suspects noirs exactement de la même manière que les blancs. La couleur de la peau n'est pas ce qui détermine leurs réponses.

Un autre exemple est celui de la « liste ». La moitié de l'échantillon reçoit une liste de sujets de mécontentement (nouveau impôt, pollution, etc.) et se voit poser la question suivante : « Dites-moi combien de ces problèmes vous mettent en colère. Plus lesquels, juste combien. » L'autre moitié de l'échantillon reçoit exactement les mêmes instructions, mais la liste contient un problème de plus : la « discrimination positive », politique très controversée aujourd'hui aux Etats-Unis qui consiste à appliquer un traitement préférentiel aux Noirs à l'embauche, dans l'accès à l'université, etc.

Dans la première moitié de l'échantillon, on dénombre en moyenne un seul sujet de mécontentement. La proportion double quand on introduit la discrimination positive, tant chez ceux qui ressentent de la sympathie que de l'antipathie pour les Noirs, tant chez les démocrates que chez les républicains. Autrement dit, l'expérience met au jour le malaise qui existe aujourd'hui dans l'opinion publique blanche américaine à propos de la politique de discrimination positive, y compris chez ceux qui publiquement la soutiennent.

Aucune procédure de mesure n'est parfaite. Mais ces techniques ont le mérite de vérifier et de recouper les simples réponses déclaratives, quand il s'agit d'appréhender un phénomène aussi complexe que le racisme.

Paul M. Sniderman est professeur à l'université de Stanford (Californie).

La France est-elle le mouton noir de l'Europe ?

DES grands pays de l'Union européenne, la France est, de très loin, le pays qui compte la plus forte proportion de racistes déclarés (voir graphique). Sur une échelle allant de 1 à 10 servant à évaluer son propre degré de racisme, 38 % des Français s'accrochent une note comprise entre 5 et 10, contre environ 20 % en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie, 13 % seulement en Espagne. Elargi aux quinze, le classement place la France en deuxième position des pays les plus racistes d'Europe, juste derrière la Belgique (45 %).

L'enquête réalisée au printemps 1997 dans le cadre des Eurobaromètres conduit donc à un constat apparemment accablant. En France, le racisme est assumé et il constitue un clivage profondément ancré dans la structure sociologique du pays. Il est revendiqué fortement par les interviewés de plus de quarante ans, par les milieux populaires ou indépendants, par les personnes à faible niveau d'études. Enfin, s'il culmine parmi les sondés qui se classent à l'extrême droite, il s'étend à la droite, voire au centre de l'échiquier politique. En Allemagne et en Italie, en revanche, il est à la fois beaucoup plus faible en niveau et assez étale dans sa distribution sociologique. Aucun clivage fort ne peut être observé, y compris selon le degré d'instruction – la seule exception étant le tropisme raciste de l'extrême droite allemande, mais qui ne s'étend pas à la droite.

Cette spécificité française réside d'autant plus l'attention que, hormis le petit Luxembourg, notre pays est celui des quinze qui a connu le plus grand brassage de population. Un quart des Français d'aujourd'hui déclarent avoir un parent ou un grand-parent d'origine étrangère, contre 13 % des Allemands et 8 % des Italiens. Le contact amical avec des personnes appartenant à des « minorités », selon la terminologie de l'enquête, est très répandu en France. 61 % de nos compatriotes déclarent y avoir des

amis, pourcentage comparable à celui de l'Angleterre (60 %) et très supérieur à celui qu'on observe en Allemagne (38 %) ou en Italie (31 %). Or ces deux éléments – une ascendance étrangère, un contact amical au moins au sein des minorités – constituent des vaccins efficaces contre le racisme.

Les interviewés qui présentent l'une au moins de ces deux caractéristiques sont beaucoup plus immunisés que les autres. Le taux de racisme déclaré tombe ainsi à 29 % parmi ceux qui ont une ascendance étrangère et à 24 % parmi ceux qui comptent au sein des « minorités » au moins un contact amical. Ce qui signifie que le racisme des Français de souche et, par surcroît, repliés sur eux-mêmes atteint des proportions exceptionnelles : dans cette catégorie (qui représente 31 % de la population de notre pays), 62 % des interviewés ont une note élevée de racisme déclaré.

Au vu de ces chiffres, la tentation est forte de stigmatiser l'opinion française. Mais il convient au préalable de vérifier si cette ten-

L'EXCEPTION FRANÇAISE EN EUROPE



Les interviewés ont apprécié leur propre degré de racisme sur une échelle de 1 (pas du tout raciste) à 10 (très raciste). On a regroupé les notes de 5 à 10 comme manifestation de racisme déclaré.

53 % contre 40 %). Concernant les minorités, en revanche, les Français ont une attitude de rejet plus fréquente, mais il se trouve presque autant d'Allemands pour juger que les minorités présentes sur leur territoire abusent des prestations sociales ou sont cause de l'insécurité. Et beaucoup d'Al-

La situation est plus compliquée que le simple résultat global d'une France raciste face à des voisins qui ne le seraient pas

dance se retrouve sur des critères plus précis : l'attachement ou non aux droits fondamentaux de la personne humaine (comme l'égalité devant la loi, le refus de toute discrimination, le droit de vivre avec sa famille, le droit d'asile, etc.), l'acceptation ou le rejet des minorités, enfin l'attitude à l'égard des immigrés non européens et le respect de leurs droits.

Sur les droits fondamentaux, les Français marquent un attachement comparable à celui des Allemands et des Anglais. Contrairement aux habitants de ces deux pays, ils acceptent même en deux cas le principe du droit d'asile en cas de persécution politique (à

Allemands (46 %), de Français (42 %) et d'Anglais (40 %) jugent dans des proportions voisines que les gens appartenant aux minorités sont en « trop grand nombre » sur leur territoire national.

Le plus étonnant cependant réside dans l'attitude à l'égard des immigrés non européens et le respect de leurs droits. Sur ce terrain-là, décisif on en conviendra, les Allemands et les Italiens apportent des réponses plus xénophobes que les Français, alors que les Anglais et les Espagnols se montrent beaucoup plus tolérants. 51 % des Italiens pensent qu'il faudrait renvoyer les immigrés légalement installés s'ils sont

au chômage (contre 39 % des Allemands et 38 % des Français). La moitié des Allemands (50 %) pensent que les choses « iraient mieux » chez eux sans les immigrés, contre 47 % des Italiens et 44 % des Français. En revanche, seulement 32 % des Anglais et 23 % des Espagnols sont dans cette disposition d'esprit.

En fin de compte, le détail des réponses montre une situation plus compliquée que le simple résultat global d'une France raciste face à des voisins qui ne le seraient pas. Ce qui est grave dans l'Hexagone, c'est que la tentation raciste, quand elle existe, est avouée, revendiquée. Elle existe dans le débat public et fait l'objet d'un fort clivage politique, social et moral. Mais cette situation provoque en retour une mobilisation antiraciste, en particulier chez les jeunes et dans les couches cultivées de la population. Ce qui rend, dans les faits, difficile l'adoption de mesures anti-immigrés, comme on l'a vu ces dernières années.

En Allemagne et en Italie, comme d'ailleurs aussi en Autriche ou en Grèce, les tendances xénophobes existent mais le racisme avoué est refoulé, comme relevant sans doute de la mauvaise part de l'histoire. Par rapport à la France, par exemple, les personnes âgées y sont beaucoup moins nombreuses à se proclamer racistes. Mais, sur les droits des minorités ou des immigrés, les réponses xénophobes sont très fréquentes. Et il faut relever que les jeunes ou les personnes à haut niveau d'instruction sont beaucoup plus nombreux qu'en France à les partager. Ce qui est grave, dans ces pays, c'est que la bonne conscience du non-racisme pourrait s'accompagner d'une faible mobilisation pour empêcher, un jour, toujours possible, l'adoption de mesures qui iraient à l'encontre des droits fondamentaux de la personne humaine.

Jérôme Jaffré est directeur du Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (Cecop).

Pour en savoir plus

● « La lutte contre le racisme », rapport 1997 de la commission des droits de l'homme, La Documentation française, 1998, 480 p., 160 F. Le rapport présente à la fois les résultats détaillés de l'enquête CSA et l'état des manifestations de racisme ainsi que des cas recensés de discrimination à l'embauche. On compte ainsi, dans l'Hexagone, 52 actes de violence raciste recensés par la police en 1991, 36 en 1994, 9 en 1996 et 5 en 1997. Le nombre de menaces racistes enregistrées, après avoir progressé (318 en 1991, 480 en 1995), recule également : 112 en 1997.

● « La perception de l'autre », par Nomma Mayer, dans *Le Vote surprise*, sous la direction de Pascal Perrineau et Colette Ysmal, Presses de Sciences Po, 1998, 349 p., 178 F. L'auteur montre que le racisme n'est pas l'apanage des électeurs du Front national ni le seul facteur qui explique leur choix électoral. Si l'ethnocentrisme vient en tête, il est suivi de très près par trois autres dimensions : l'hostilité à la classe politique, l'adhésion au libéralisme économique et le refus de l'Europe.

● *Reaching Beyond Race*, de Edward G. Carrington et Paul M. Sniderman, Harvard University Press, à paraître prochainement, explore le débat sur la politique de la discrimination positive et conclut à son acceptation comme aide aux plus défavorisés et à son refus comme correction des inégalités entre Blancs et Noirs.

● *Le racisme*, de Pierre-André Taguieff, Flammarion, 128 p., 41 F, présente la diversité des doctrines et des pratiques racistes et pose aussi la question du fondement de la lutte contre le racisme et de son efficacité.

● *La France raciste*, sous la direction de Michel Wieviorka, Seuil, 394 p., 130 F. Cette plongée dans la France ordinaire à l'écoute de la parole raciste montre, derrière ce discours, la montée de l'exclusion et du chômage, la rupture du lien social. La destruction de la citoyenneté, en atomisant l'individu, renvoie trop souvent aux pires réflexes d'appartenance, plutôt qu'à des attitudes de solidarité.

Le Monde

D E S O B J E T S

STEPHANE SP. PLASSIER

Ensemble en porcelaine blanche de Limoges, de Reynaud, en deux versions.

- Rapport (grand plateau, ravier, tasse, couvercle et sous-tasse).
- Tête-à-tête (plateau, deux sous-tasses, deux tasses, deux couvercles).
- Grand linge-vaisselle et miroir-ond.
- Dimensions maximales : 24x11x17 cm

Lampe d'appoint télescopique, à poser ou à suspendre (diverses avec le glissière mobile).

- Chromée. Technologie de pointe aux normes européennes.
- Ampoule basse tension (30 watts, 12 vol.).
- Socle : 12,5 x 6 x 2,7 cm.
- Dépense : 63 cm.

Grand cartable, box noir, piqué seller. A la main, ou à dos, en bandoulière. Accès latéral, double glissière. Dépliable, se suspend.

- Une poche grand format (A3).
- Deux formats dosiers (A4).
- Un fourre-tout, deux poches extérieures.
- Ferme : 39 x 47 cm. Déplié : 78 x 47 cm.

BON DE COMMANDE

Articles	Réf.	Prix	Quantité	Frais d'envoi
Lampe	LAMP08	700 F		+ 50 F
Cartable	CART08	2 700 F		+ 50 F
Plateau/Spièces	PLAT08	850 F		+ 50 F
Tête-à-tête (7 pièces)	TETE08	950 F		+ 100 F

JE JOINS MON RÈGLEMENT PAR CHÈQUE À L'ORDRE DU "MONDE"

Mme, Mlle, M. _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Commune _____ Téléphone (localité) _____

Ce bon est à renvoyer à :
LE MONDE boutique, 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 PARIS Cedex 05
Bénéficiaire de 4 années

مكدًا من الامل

LE MONDE / JEUDI 2 JUILLET 1998 / 17

(Publicité)

La réduction du temps de travail est votée. En l'an 2000, les 35 heures s'appliqueront à toutes les entreprises de plus de vingt salariés. D'ici là, c'est à vous, salariés, syndicalistes et chefs d'entreprise, de créer ensemble une nouvelle façon de travailler. Dès maintenant, les accords de réduction du temps de travail que vous pouvez négocier et conclure vont contribuer à améliorer la qualité de vie, à conforter la compétitivité des entreprises et à favoriser la création de nouveaux emplois. La réduction du temps de travail, c'est maintenant et c'est ensemble qu'il faut en parler.

**Du temps pour soi.
Une chance pour l'emploi.**

35^h

"AUTANT EN PARLER
TOUT DE SUITE
POUR TROUVER
LES MEILLEURES
SOLUTIONS."

"SI GAGNER
DU TEMPS
POUR SOI
C'EST EN DONNER
AUX AUTRES,
C'EST PLUTÔT BIEN,
NON ?"



Pour en savoir plus, informations : 0803 35 2000 (1,09 F/mn) ; 3615 emploi-www.travail.gouv.fr

Ministère de l'emploi
et de la solidarité

FINANCE Le gouvernement a choisi l'assureur mutualiste français Groupama pour privatiser l'assureur public GAN. La première mutuelle française a été préférée à la compa-

gnie helvétique Swiss Life. ● **GROU-PAMA PAIERA** 17,25 milliards de francs pour racheter la participation de 87,1 % détenue par l'Etat, ce qui valorise la compagnie à près de

20 milliards de francs. ● **LES DEUX GROU-PES** réunis vont constituer le deuxième pôle généraliste d'assurance français, derrière AXA-UAP. ● **GROU-PAMA** (héritière des mu-

tuelles agricoles) s'engage à maintenir les emplois. Cette solution avait la préférence des syndicats. ● **CETTE CESSI-ON** permettra à l'Etat de récupérer quasiment les aides d'en-

ron 20 milliards qu'il a versées pour redresser la compagnie très déficitaire en raison de ses mauvais investissements dans l'immobilier et l'assurance au début des années 90.

Dernier assureur public, le GAN est cédé au mutualiste Groupama

Le gouvernement a choisi le groupe français de préférence à Swiss Life. Il met en avant trois avantages : le renforcement du secteur financier français, le prix offert et les garanties sociales

SANS SURPRISE. Le gouvernement a finalement choisi, mercredi 1^{er} juillet, Groupama pour reprendre la compagnie d'assurances GAN, sur avis conforme de la commission des participations et des transferts, le préfère à Swiss Life. Le ministre de l'économie explique qu'il veut renforcer le secteur financier français et que cette solution « favorise l'émergence d'un second pôle généraliste français », derrière AXA-UAP.

Les AGF étant passées sous pavillon de l'allemand Allianz, le GAN restait l'une des dernières compagnies indépendantes sur le marché français. GAN et Groupama réunis deviendront le quatrième assureur en France, derrière AXA, la CNP et les AGF, avec un chiffre d'affaires de 87,4 milliards de francs, dont 73,6 milliards en France.

Contrairement à la privatisation de la banque CIC, filiale du GAN, où un étranger (ABN-Amro), était en concurrence avec quatre français (BNP, CCF, Société générale et Crédit mutuel), un seul candidat français s'était présenté, Groupama (héritier des Assurances mutuelles agricoles), qui visait la place de deuxième assureur derrière le leader AXA.

Après avoir cédé le CIC au Crédit mutuel en avril, le ministre de l'économie règle un dossier qui marquera les annales du secteur

financier français. L'assureur public se trouvait en effet « dans une situation dramatique (...) en état de faillite virtuelle il y a moins d'un an », a rappelé, mercredi, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Les pertes cumulées de l'assureur public ont atteint quelque 40 milliards de francs, liées à « une politique aventureuse menée dans l'immobilier » et dans l'assurance.

GARANTIES MOINS ÉLEVÉES

« L'offre de Groupama était apparue la meilleure notamment sur le plan financier », a précisé le ministre de l'économie. Le prix payé par Groupama se situe à 17,25 milliards de francs pour reprendre la participation de 87,1 % du capital mise en vente par l'Etat, soit

19,8 milliards pour 100 %, somme supérieure de 25 % à la valeur d'actif net du GAN. Ce prix est très proche de celui proposé par Swiss Life (17,43 milliards), mais la différence se situe sur le niveau de garanties exigées. Groupama demande en effet des garanties de 2,9 milliards, soit 4 milliards de moins de ce qui était exigé par le groupe suisse. Ces garanties portent sur des cautions, des garanties générales et un montant spécifique lié à la cession de la filiale britannique GAN Life.

Première mutuelle d'assurance française, Groupama remporte la finale contre Swiss Life, après que la candidate américaine General Electric Capital se soit retirée et que le groupement européen Euroko et l'américain AIG aient été éliminés au premier tour.

Une opération blanche

La privatisation du GAN est quasiment une opération blanche pour l'Etat. Celui-ci avait accordé au GAN une aide publique de 23 milliards de francs, ramenée à 20,5 milliards, et approuvée par la Commission européenne. A cela s'ajoute le montant des garanties pour risques insuffisamment provisionnés (assurance-vie, immobilier) qui devront sans doute versées être à Groupama.

En vendant le GAN, l'Etat encaisse 19,5 milliards de francs, plus des recettes fiscales liées aux plus-values, de 1,8 milliard. « L'essentiel de l'aide d'Etat est désormais récupérée, ce qui fait de l'opération de soutien au GAN une opération financièrement satisfaisante », souligne M. Strauss-Kahn. Les pouvoirs publics se sont attachés à concilier « la question patrimoniale et la dynamique industrielle et sociale », indique-t-on à Bercy.

Un nouveau leader français de l'assurance	
en 1997	en milliards de francs
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DONT :	
INTERNATIONAL	12,2
VIE FRANCE	26,9
NON VIE FRANCE	13,2
FAIT EN GROUPE	0,28
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	50,8
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DONT :	
INTERNATIONAL	12,2
VIE FRANCE	26,9
NON VIE FRANCE	13,2
FAIT EN GROUPE	0,28
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	50,8

Devantant des critiques sur le choix d'un repreneur français, M. Strauss-Kahn s'est efforcé de dire que la nationalité « n'était pas le sujet (...) Un cahier des charges a précisé les critères sur lesquels les candidats seraient jugés, en toute équité et en toute transparence ».

Le projet industriel de Groupama, « fondamentalement différent de celui de Swiss Life », les deux étant de grande qualité, selon Bercy - se fonde sur la mise en place de synergies « dans le respect de l'identité de chacun (...) doté des moyens de faire face à la concurrence, en particulier sur le marché très compétitif de l'assurance dommages ».

Le rachat du GAN permettra à Groupama de diversifier sa clien-

tèle vers les villes de plus de 100 000 habitants, secteur sur lequel il est aujourd'hui peu présent (Le Monde du 30 mai). Le cahier des charges prévoit le maintien des liens de bancassurance avec l'ancienne filiale bancaire CIC, ainsi que le maintien d'une participation minoritaire dans la banque. Par ailleurs, une offre publique de retrait sera déposée sur la société centrale du GAN, aujourd'hui cotée au Règlement mensuel. Il n'est pas exclu que Groupama cote l'assureur dans un second temps.

SURFACE FINANCIÈRE

Selon le ministre, ce projet « renforce l'assise industrielle et la structure financière du GAN. 2 milliards de francs d'investissements sont prévus sur cinq ans pour dyna-

miser les réseaux du groupe ». Groupama dispose pour ce faire d'une surface financière suffisante. Ses fonds propres dits « libres », c'est-à-dire qui ne sont pas immobilisés dans des participations stratégiques et pas utilisés pour des activités d'assurance atteignent 20 milliards de francs. Le groupe, dirigé par Bernard Delas, se félicite également de n'avoir aucun endettement. Groupama estimait, fin mai, qu'une recapitalisation n'était pas forcément nécessaire au rachat du GAN. Pour redresser sa nouvelle filiale, il va renouer à tout dividende pendant une période d'environ quatre ans.

En sus de la volonté de Bercy de consolider le secteur financier français, l'aspect social a beaucoup pesé dans le choix gouvernemental. Groupama qui était le favori des syndicats du GAN s'engage à « maintenir sur cinq ans l'emploi au niveau qu'il aura atteint au terme du plan d'adaptation en cours ». Groupama assure qu'il pourra même créer des emplois, « à condition de miser sur la relève des réseaux traditionnels ».

La décision gouvernementale confirme la faveur donnée au mutualisme après la cession du CIC au Crédit mutuel. Une faveur contestée par les compagnies privées classiques.

Pascal Santti

François Pinault rachète un quart de sa holding Artémis à l'Etat pour 4,1 milliards de francs

L'HOMME D'AFFAIRES François Pinault va racheter à l'Etat les actions Artémis, sa holding personnelle, placées sous séquestre par le tribunal de Commerce de Paris, pour 4,1 milliards de francs. Les titres - qui représentent un quart du capital d'Artémis - étaient au cœur d'un litige opposant M. Pinault à l'Etat depuis mai 1997.

L'Etat touchera ce montant en quatre fois : un versement de 2 milliards en 1998 suivi de trois versements de 700 millions de 2001 à 2002, voire d'un complément de prix si Artémis venait à céder sa participation dans Pinault-Printemps-Redoute dans les six mois qui viennent, ce qui est toutefois

peu probable. Acquis par le Crédit lyonnais puis transférés au Consortium de réalisation (CDR), la structure qui a récupéré les actifs sortis du bilan de la banque publique, ces titres avaient été mis en vente à l'automne 1996. Ils étaient alors évalués dans les comptes du CDR à 3,7 milliards de francs.

GOLDMAN SACHS INTERESSÉ

A l'époque, le CDR, pressé de céder sa participation par l'Elysée et par Bercy, avait accordé un droit de préemption à l'homme d'affaires proche de Jacques Chirac sur tout éventuel acquéreur. Il lui avait sur-tout ouvert la possibilité, si aucun repreneur ne se présentait, de ra-

cheter cette participation au prix de 1,5 milliard de francs (assortis d'un complément pouvant atteindre plusieurs centaines de millions).

Un contrat avait été signé donnant six mois au CDR pour trouver un investisseur intéressé par Artémis. Pendant cette période, la banque Goldman Sachs, chargée de cette recherche, avait présenté à M. Pinault Robert Bass, l'investisseur texan, qui cherche aujourd'hui à reprendre le Crédit foncier, aux côtés d'une filiale de General Motors. M. Bass était intéressé par les actifs d'une compagnie d'assurance-vie américaine que détient Artémis et était prêt à s'associer à l'homme d'affaires français. Ils

n'avaient toutefois pas trouvé d'accord. « M. Pinault n'a pas fait preuve de bonne volonté », dénonçait-on dans l'entourage du consortium. « Ce que les Bass voulaient acheter n'était pas ce qu'il y avait à vendre », se défendait Artémis.

Paute d'acquéreur, M. Pinault avait presque gagné la partie fin mai 1997. C'était compter sans l'annonce de la dissolution de l'Assemblée, qui a fait surgir des remords dans l'entourage de Jean Arthuis, alors ministre de l'économie, et de la direction du Trésor. En extrême, ils ont annoncé à M. Pinault que l'Etat, l'établissement public bailleur de fonds du CDR, se portait acquéreur des titres Artémis au prix de 3,7 milliards.

M. Pinault, estimant que le contrat de 1996 n'était pas respecté, a attaqué en justice. L'Etat a contre-attaqué. L'affaire s'est enlisée jusqu'à ce que, le 6 mai, la Cour d'appel de Paris nomme deux médiateurs, le juriste Pierre Drai et le financier Jean Prada (Le Monde du

9 mai). En moins de huit semaines, ils ont dessiné les contours d'un accord possible.

Ce dernier satisfait Bercy, car il permet au CDR de sortir avec une plus-value. La bataille juridique dont Bercy, le CDR et l'EPFR, présidé par Francis Laurent, ont pris le risque, a porté ses fruits. Entre temps, Artémis a acquis la fondrière Sefting et Christie's. La somme de ses actifs est évaluée à 50 milliards de francs, contre 24 milliards début 1997.

« A elle seule, cette affaire justifie la réforme du CDR mise en œuvre en décembre, car elle montre les dommages qu'on peut causer les interférences politiques dans la gestion du CDR », commente-t-on à Bercy. La politique de cession rapide d'actifs imposée au CDR était aussi en cause. Le CDR a donc été doté d'un conseil de surveillance présidé par Raymond Lévy, ancien pdg de Renault, et d'un directeur présidé par François Lemasson, qui doivent revoir la stratégie de gestion et de

cession des actifs du CDR. Celle-ci ne sera présentée par M. Lévy qu'en septembre.

En attendant, le CDR a rendu publics ses résultats pour 1997. Sur les 186 milliards de francs d'actifs reçus lors de sa création, 60 % ont été sortis de son bilan. Il reste 74,2 milliards d'actifs à traiter en valeur d'acquisition.

BON SCORE

En 1997, le CDR a vendu ou recouvert 37,6 milliards de francs d'actifs et de créances. Au passage, 4,2 milliards de pertes ont été constatés. « Cela correspond à un taux de récupération des actifs traités de 89 % », dit-on au CDR. Un bon score, lorsque l'on sait que la perte potentielle globale du CDR est estimée à 96,5 milliards. Il s'explique notamment par la hausse de la Bourse. Compte tenu des frais généraux, la perte de l'exercice s'élève à 5 milliards.

Sophie Fay



GE Capital Corporation

■ Avis aux actionnaires d'U.I.S. ■

OPA simplifiée, réalisable par garantie de cours

Le 29 mai 1998, le GAN a cédé 85,08 % du capital d'U.I.S. - Union pour le Financement d'Immeubles de Sociétés - à General Electric Capital Corporation au prix de 224 francs par action, coupon 1997 attaché, valorisant U.I.S. à 3,75 milliards de francs (pour 100%).

En application de l'article 5-3-2 alinéa b) et 5-3-5 du Règlement Général du Conseil des Marchés Financiers, General Electric Capital Corporation a mis en œuvre une Offre Publique d'Achat simplifiée réalisable par garantie de cours sur les actions d'U.I.S. détenues par le public au même prix de 224 francs par action du 15 juin au 3 juillet 1998. Dans la mesure où les titres apportés permettront à General Electric Capital Corporation d'atteindre 95% du capital et des droits de vote d'U.I.S., une Offre Publique de Retrait suivie d'un Retrait Obligatoire sera mise en œuvre à un prix proposé de 224 francs.

Le Conseil d'Administration d'U.I.S. réuni le 20 avril 1998, a estimé qu'une offre publique d'achat lancée par General Electric Capital Corporation au prix de 224 francs par action présente un intérêt incontestable pour U.I.S. et recommande aux actionnaires d'apporter leurs actions à l'offre.

Des exemplaires du communiqué approuvé par la CDB sont disponibles auprès de : J.P. Morgan & Cie S.A., 14 place Vendôme 75001 Paris
Les actionnaires désirant avoir des informations complémentaires peuvent s'adresser à : Franck Megne, J.P. Morgan & Cie S.A. : 01 40 15 40 11



Les routiers découvrent une Europe sans frontières

DEPUIS mercredi 1^{er} juillet, l'Europe du transport routier (6,5 millions d'emplois) est totalement dérégulée. Le dernier verrou, qui interdisait la pratique du cabotage, vient de sauter. Les transporteurs de l'Union européenne n'ont plus besoin d'autorisation spécifique pour charger et décharger des marchandises à l'intérieur d'un même pays. Sur sa route de Rotterdam à Barcelone, un transporteur hollandais ou espagnol pourra ainsi prendre une livraison à Paris à destination de Marseille. Il pourra aussi décider d'exercer son activité en totalité sur le marché français... en appliquant la réglementation du travail néerlandaise ou espagnole. Un marché potentiel énorme : 85 % du marché se concentre sur des trajets inférieurs à 150 kilomètres.

« Une fois de plus, en Europe, la dérégulation est allée plus vite que l'harmonisation », constate M. Petit, président de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), principale organisation patronale du secteur. Les barrières physiques et réglementaires ont été levées une par une, alors que les entreprises continuent d'être soumises à une législation

sociale et fiscale différente.

Le gouvernement français a tenté, au lendemain du dernier conflit des chauffeurs routiers, de réclamer à la Commission européenne « d'engager une harmonisation avant le 1^{er} juillet ». Il lui avait remis, le 19 novembre, un mémorandum qui préconisait une réglementation plus stricte de la durée du travail, l'instauration d'une obligation de formation professionnelle et l'harmonisation des contrôles et des sanctions. Ce texte n'a pas été suivi d'effet, et la question de l'harmonisation des règles sociales dans le secteur n'a même pas été inscrite à l'ordre du jour du dernier conseil des ministres des transports.

HARMONISATIONS

Reste l'espoir d'une négociation collective au niveau européen. Syndicats patronaux et salariés ont entamé des discussions, qui devraient durer plusieurs mois, pour réviser le règlement européen 3 820 fixant des durées de conduite maximales et de repos minimales. L'enjeu est d'intégrer dans ce règlement les temps d'activité autres que les temps de conduite, comme

les périodes d'attente de chargement, qui représentent une part importante de la journée d'un conducteur. Certains pays, comme la France, imposent déjà leur prise en compte pour le calcul de la durée du travail.

En attendant cette hypothétique harmonisation, il est difficile de savoir quels seront les pays qui tireront le plus rapidement parti de l'ouverture du marché si la libéralisation du cabotage va effectivement permettre à des transporteurs étrangers espagnols ou portugais de proposer ponctuellement des offres de transport imbattables, plutôt que de faire revivre des camions à vide, elle ne devrait pas bouleverser à court terme un secteur de plus en plus organisé, concentré et sophistiqué. Malgré ses difficultés et ses crises, le secteur routier français continue de créer 10 000 emplois nets par an. Mais à moyen et long terme, les grands groupes de transport européen modifieront leurs implantations géographiques au profit des pavillons les plus compétitifs.

Christophe Jakubyszyn

Volvo et Volkswagen ont engagé des discussions

Une coopération dans la construction de camions est l'hypothèse la plus conforme à leur stratégie

APRÈS DAIMLER-BENZ et Chrysler, Volvo et Volkswagen vont-ils se marier ? Le *Wall Street Journal Europe* du mercredi 1^{er} juillet affirme que les deux groupes pourraient aller jusqu'à la fusion des deux constructeurs automobiles. Ferdinand Piëch, le président du directoire de Volkswagen, et Leif Johansson, le président de Volvo, se sont vus pendant deux heures, vendredi 26 juin. Les groupes suédois et allemand se refusant, mercredi, à commenter les informations du quotidien américain.

Pour Volkswagen, une telle opération présente un intérêt. Premier constructeur européen, et ne cessant de creuser l'écart avec ses concurrents, VW affiche une stratégie de rapide expansion. Le groupe vient de lever 4 milliards de marks en Bourse afin de se donner une marge de manœuvre financière. Ses résultats progressent : en 1997, son bénéfice net a plus que doublé, à 1,36 milliard de marks. M. Piëch a lancé, ces derniers mois, une offensive dans le secteur des automobiles de luxe : il a racheté Rolls-Royce et Bentley au britannique Vickers, puis Lamborghini à ses propriétaires indonésiens et malais. Il s'intéresse désormais à Bugatti. Les voitures Volvo, qui concurrencent le haut de gamme d'Audi, filiale de Volkswagen, pourraient, dans cette logique, intéresser le groupe allemand.

Mais c'est surtout l'activité camions du constructeur de Göteborg qui attirerait les convoitises de M. Piëch. Depuis des mois, celui-ci répète que Volkswagen doit proposer une « offre globale » à ses clients, de la petite voiture au camion, en passant par les véhicules de loisirs ou de luxe. Si Volkswagen est aujourd'hui

présent dans les véhicules utilitaires (moins de 6 tonnes), le groupe est en revanche quasiment absent des poids lourds : son activité, dans ce domaine, se limite à la production de quelques milliers de camions au Brésil. Volkswagen voudrait développer une gamme de véhicules comprise entre 7,5 tonnes et 12 tonnes.

DÉJÀ SCANIA

« Quoi qu'il arrive, nous allons faire des camions, que ce soit seuls, en partenariat avec un autre constructeur ou en rachetant une marque existante », a lancé à plusieurs reprises M. Piëch. Volkswagen et l'autre suédois, Scania, qui ne fait que des camions de plus de 16 tonnes, ont envisagé de développer ensemble des véhicules de gamme moyenne. Mais il semble que leurs discussions soient aujourd'hui au point mort.

Pour Volvo, en revanche, un mariage avec Volkswagen paraît surprenant, compte tenu de la stratégie prônée par son président. Dans une interview au *Monde* du 26 mai 1998, M. Johansson déclarait vouloir, sur ses activités automobiles, se « concentrer sur les voitures haut de gamme offrant une grande sécurité » et ajoutait qu'une « fusion est quelque chose de très difficile à faire ». La rupture des fiançailles avec Renault a laissé au sein du groupe des marques encore douloureuses. M. Johansson a une stratégie d'alliances et de partenariats divers, comme l'illustre la collaboration avec Mitsubishi avec lequel Volvo partage une usine et une voiture. Des coopérations sont donc possibles avec Volkswagen, dans le camion ou dans l'automobile particulière.

Virginie Malingre

America Online passe à l'offensive sur le marché français

DULLES (Etats-Unis) de notre envoyé spécial. America Online, numéro un américain des services d'information en ligne, passe à l'offensive sur le marché français. Il a signé, lundi 29 juin, une alliance avec Cegedel et Canal Plus, dont le principe avait déjà été annoncé (Le Monde du 31 janvier). Les deux sociétés du groupe Vivendi (ex-Cénerale des eaux) détendront 55 % d'AOL et de Compuserve France, tandis qu'AOL et Bertelsmann, son allié allemand, conserveront une participation commune de 45 %.

Pour les associés, il s'agit de faire progresser le nombre des abonnés français à AOL : 285 000 seulement, sur un total européen de 2 millions de clients. Canal Plus fournira des programmes, Cegedel s'occupera de commercialisation, AOL fera un effort financier en abaissant ses tarifs : il lance un abonnement mensuel de deux heures pour 35 francs, et un accès illimité pour 95 francs par mois.

Créé en 1985, AOL a longtemps été critiqué pour la qualité de son service, ses pratiques commerciales, ses résultats décevants. Aujourd'hui, il faut compter avec la compagnie de Dulles (Virginie) : AT & T était même prêt, il y a quelques semaines, à le racheter pour 20 milliards de dollars. AOL revendique 12 millions d'abonnés, auxquels s'ajoutent les 2 millions de clients de Compuserve, racheté en septembre 1997. Sans oublier les 13 millions d'utilisateurs d'ICQ, le forum de discussions sur Internet de la société israélienne Mirabilis, acquise début juin 1998. « Nous sommes un média de masse désormais », relève Bob Pittman, le directeur général d'AOL (1,6 milliard de dollars de chiffre d'affaires l'an passé). Au premier trimestre 1998, nous avons eu presque autant de clients connectés à nos services que CNN de téléspectateurs.

L'objectif d'AOL est désormais de rentabiliser cet actif, en attirant

la publicité : « Nous avons huit des dix premiers annonceurs américains parmi nos clients », assure Mayer Berlow, le vice-président d'AOL chargé des ventes d'espaces. La compagnie, qui ne vendait aucun espace publicitaire voici trois ans, disposait à fin mars de 427 millions de dollars de contrats en carnet. « Nous devrions réaliser environ 500 millions de dollars de recettes, à la fois sur les publicités et les achats en ligne, sur l'exercice qui s'achève fin juin », précise Steve Case, le PDG d'AOL.

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Pour optimiser une clientèle d'abonnés chèrement acquis, AOL compte aussi sur le commerce électronique. L'exemple de Tel-Save est caractéristique, selon Wendy Brown, la vice-présidente chargée des activités de commerce électronique. Tel-Save a passé un contrat de 100 millions de dollars sur trois ans pour pouvoir proposer aux abonnés d'AOL du téléphone longue distance. « En six mois, ils ont gagné 750 000 abonnés », indique M^{me} Brown. Barnes & Noble a fait un chèque de 40 millions de dollars pour être le libraire de référence sur AOL, intuitu versé 30 millions de dollars pour y vendre ses logiciels financiers.

AOL, malgré cela, est encore loin d'être durablement rentable. En 1997, il a accusé une perte nette de 499,3 millions de dollars, après un bénéfice symbolique en 1996 (29,8 millions de dollars). Au cours de l'exercice fiscal 1998, qui s'achève fin juin, le groupe a toutefois réalisé trois trimestres consécutifs bénéficiaires. Afin de renforcer sa rentabilité, la compagnie a, début avril, relevé de 2 dollars aux Etats-Unis le prix de son abonnement mensuel, le portant à 21,95 dollars. L'opération n'a pas eu d'effets négatifs sur le nombre d'abonnés, selon M. Case.

Philippe Le Coeur

Le constructeur informatique américain Compaq reprend en main Digital

Le nouveau groupe va supprimer 17 000 emplois

Avec Digital, Compaq veut passer du rang de spécialiste des ordinateurs personnels à celui de généraliste de l'informatique. Si le nouveau

groupe issu de cette fusion se pose en numéro deux mondial de l'informatique, Eckhard Pfeiffer, son PDG, doit marier deux cultures très dif-

férentes. Et d'abord remonter les salariés de Digital, qui vont à nouveau subir de lourdes suppressions d'emplois.

ANNONCÉ en janvier, approuvé le 11 juin par les actionnaires, le rachat de l'américain Digital par son homologue Compaq, qui doit donner naissance au numéro deux mondial de l'informatique (37,6 milliards de dollars de chiffre d'affaires) derrière IBM, entre dans sa phase la plus critique. Celle de la fusion des hommes et des structures. Les premières conséquences sont sociales.

Compaq va supprimer 17 000 emplois : 15 000 chez Digital (sur 53 500), 2 000 dans ses propres structures (sur 30 000). En Europe, 4 000 à 5 000 emplois sur 25 500 disparaîtront. Les premières restructurations affecteront l'outil industriel. Fermetures de sites et nouvelle répartition des tâches généreront 4 000 à 5 000 suppressions d'emplois dans les usines au niveau mondial, dont 500 en Europe.

Ces mesures se traduiront par une provision de 1,7 milliard de dollars. A cette somme s'ajouteront plus de 3 milliards de dollars de charges pour dépréciations de travaux de recherche chez Digital.

Ce qui conduira Compaq à afficher un résultat net déficitaire sur l'année 1998. « C'est pour positionner la compagnie pour le futur », relève Eckhard Pfeiffer, le PDG du groupe fusionné, qui compte avoir bouclé l'intégration de Digital « d'ici à fin 1998 ». Andreas Barth, le responsable des activités européennes, assure que le nouveau groupe présentera « un visage unique » à ses clients dès le 1^{er} octobre prochain en Europe.

REMONTER

Si les suppressions d'emplois représentent, de l'avis de M. Pfeiffer, « l'une des étapes les plus difficiles de l'intégration » de Digital, la difficulté ne s'arrêtera pas là. Car le défi sera surtout de faire cohabiter des personnels aux cultures différentes. Ceux de Compaq sont habitués aux productions en volume de matériels standardisés (les ordinateurs personnels, PC), procurant de faibles marges et pour lesquels les développements sur les éléments-clés sont assurés par d'autres acteurs (système d'exploitation par Micro-

soft et microprocesseur par Intel). Les salariés de Digital restent, eux, empreints d'une culture de systèmes « propriétaires », faisant fonctionner les programmes critiques des entreprises.

L'une des premières tâches pour Compaq sera de remonter ces salariés de Digital, qui ont vu se succéder les plans sociaux (le groupe employait 125 000 personnes au début des années 90), sans sortir réellement de la spirale des pertes (5,9 milliards de dollars en cumulés depuis 1991) et de la baisse des revenus. Ce point sera important, car Compaq a acquis Digital pour aller au-delà de la fourniture des seuls PC et s'ouvrir les portes de l'informatique lourde destinée aux entreprises, où l'on peut vendre des solutions complètes, des services, et espérer des marges plus confortables. « Il faut d'abord relever la défiance », reconnaît Bernard Maniglier, le PDG de Compaq France, qui juge que « cela prendra du temps ».

L'acquisition de Digital va aussi forcer Compaq à gérer au plus près de nouveaux coûts. Car,

même s'il affirme vouloir appliquer les règles qui lui ont permis de réussir dans les PC, le groupe texan va devoir supporter le prix des développements engagés par Digital sur les systèmes d'exploitation (VMS, Unix) et les microprocesseurs (la puce Alpha).

Un autre problème pour Compaq tient à ce que l'intégration de Digital intervient au moment où il connaît quelques difficultés. Au premier trimestre 1998, ses bénéfices ont chuté de 96 % (à 16 millions de dollars) par rapport à la même période de 1997. Soucieux de « faire du chiffre », Compaq avait suralimenté, fin 1997, son réseau de distribution, mais les achats n'ont pas été à la hauteur. Le groupe a dû casser les prix et sacrifier ses marges pour écouler ses produits. M. Pfeiffer assure que les stocks ont été ramenés « à leur plus bas niveau depuis des années ». Les analystes estiment que, sur le trimestre clos fin juin, Compaq devrait être tout juste à l'équilibre.

Ph. L. C.

SAINT-GOBAIN

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Compagnie de Saint-Gobain s'est réunie le jeudi 25 juin 1998 à Paris.

Cette Assemblée a notamment renouvelé le mandat d'Administrateur de M. Jean-Louis BEFFA, Président de la Compagnie de Saint-Gobain, et Jacques-Louis LIONS, Président de l'Académie des Sciences, et nommé à cette même fonction, Mme Isabelle BOUILLOT, Directeur Général Adjoint de la Caisse des Dépôts et Consignations, et M. José Luis LEAL MALDONADO, Président de l'Association Espagnole des Banques et de la Fédération Bancaire de l'Union Européenne.

L'Assemblée a également approuvé la distribution d'un dividende net de 18,50 francs (plus 9,25 francs d'avoir fiscal). La date de détachement du coupon (le dividende étant intégralement versé en espèces) a été fixée au lundi 29 juin 1998.

Réuni à l'issue de cette Assemblée Générale, le Conseil d'Administration a réélu M. Jean-Louis BEFFA, Président Directeur Général de la Compagnie de Saint-Gobain.

EXTRAIT DE L'ALLOCATION DE M. JEAN-LOUIS BEFFA Président-Directeur Général A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU JEUDI 25 JUIN 1998

Où en est donc Saint-Gobain au terme de l'exercice 1997 et à mi-parcours de l'année 1998 ? Le Groupe est tout d'abord dans ses mérites un leader reconnu dont les résultats progressent fortement et régulièrement. Cette performance tient à une stratégie équilibrée entre développement et rentabilité. Le titre Saint-Gobain se présente désormais comme une valeur de croissance.

Au cours des dix dernières années, Saint-Gobain a progressivement bâti de fortes positions dans l'ensemble de ses métiers. Le nouveau Saint-Gobain a bien changé par rapport à la société qui, en 1988, avait initié la première vague de privatisations françaises. Après avoir cédé ses activités les moins performantes, c'est-à-dire celle sans leadership, le Groupe représente un ensemble cohérent autour de ses 7 branches, 3 dans les métiers verriers, 4 dans les métiers non verriers (...).

Les résultats de l'exercice 1997 témoignent de la vigueur actuelle du Groupe qui enregistre des records, tant en chiffre d'affaires qu'en résultats. Cette croissance résulte à la fois du développement externe et du développement interne. Le chiffre d'affaires à structure comparable a progressé de 8,9%. Le résultat net s'élève à 5,8 MdF.

Pour les années à venir, Saint-Gobain poursuivra une stratégie de développement et de rentabilité. Le Groupe dispose en effet d'un fort potentiel de croissance de son chiffre d'affaires et de progrès de ses résultats. Notre ambition est de croître en étant plus attentif encore aux évolutions du marché et aux besoins de notre clientèle. Nous voulons offrir à nos clients les meilleurs du futur, mélange de fonctionnalité, de créativité et de compétitivité.

Saint-Gobain poursuit deux objectifs simples sur le plan financier : croissance et rentabilité. La croissance car nous investissons pour conquérir, durablement, des positions fortes, tant au niveau de nos produits et services que de notre couverture géographique. La rentabilité car c'est le but principal de notre action et votre intérêt. De ce point de vue, Saint-Gobain, dans les années à venir, va améliorer la rentabilité des capitaux que vous nous avez confiés.

Saint-Gobain s'est fixé un double objectif : une croissance du chiffre d'affaires de 8% par an, majoritairement par croissance interne et une progression du résultat net hors éléments exceptionnels supérieure à 8%. La croissance ne se fera pas au détriment de la rentabilité.

La croissance interne, celle qui traduit le potentiel de développement propre au Groupe, s'appuie sur deux leviers principaux : - l'écoute du client qui passe par différentes formes de partenariat en amont de la vente, par exemple avec l'industrie automobile, la segmentation fine des marchés pour répondre aux besoins de nouveaux clients, la profondeur et le renouvellement de la gamme de produits car la demande évolue, la présence sur les canaux de distribution porteurs pour l'avenir, l'apport de services liés aux produits... - l'innovation technologique qui nous différencie de nos concurrents et des producteurs de commodités. Voilà un objectif qui mobilise les agents du Groupe en tirant parti des capacités d'inventivité de tous les membres du personnel (...).

La croissance externe passe aussi par l'expansion géographique. Trois zones sont prioritaires pour Saint-Gobain : l'Amérique Latine, l'Europe de l'Est et l'Asie. Ces régions du monde connaissent, en dépit de soubresauts évidents, des taux de croissance et des coûts de production très attractifs. Saint-Gobain équilibre ainsi ses lieux de production et de vente sur des marchés porteurs, sans délocaliser ses usines européennes, notamment françaises.

La tendance à la croissance de notre engagement sur les marchés du tiers-monde est claire. En trois ans, nous y avons augmenté nos ventes de plus de 50%. Nous continuons pour cela de nous appuyer sur des positions historiquement très fortes en Amérique latine, au Brésil notamment. En Europe de l'Est, nous nous sommes particulièrement renforcés en Pologne ainsi qu'en République Tchèque.

Notre développement en Asie s'appuie principalement sur l'Inde, la Corée et la Chine. J'aurais voulu indiquer l'intention de Saint-Gobain de produire 5 MdF en Asie en 2000 et 20 MdF en 2005. En dépit de la crise qui sévit en Asie, et qui sera vraisemblablement plus longue et plus profonde qu'on ne l'avait perçue précédemment, cet objectif peut être maintenu. Nous nous montrons simplement encore plus déterminés dans nos acquisitions ou implantations, tant sur le plan géographique que sectoriel.

En complément de la croissance interne, le développement externe apporte au Groupe, sous forme d'acquisitions, une contribution importante, tant directe qu'indirecte, à la progression du chiffre d'affaires. Lorsque des sociétés ont eu le bon sens de se vendre, nous les avons achetées, complétant ainsi nos propres efforts. Nous avons ainsi acquis, par exemple, la société Glynwed, lorsqu'elle était développée avec succès une activité technologique comme Calmar, ou marketing comme Oliver Ashworth, elles intégrant tout particulièrement Saint-Gobain. Dans tous les cas, nous veillons à ce que ces acquisitions aient un impact favorable sur le résultat net par action de Saint-Gobain et qu'elles soient très rapidement en situation de création de valeur.

Le Groupe dispose aujourd'hui d'une structure financière solide qui lui permet d'assurer son développement avec une légitime ambition. Le décaissement des participations héritées de la période de privatisation, la possibilité d'augmenter notre taux d'endettement, aujourd'hui faible à 26% (endettement net sur fonds propres) ainsi que la régularité de notre autofinancement stratégique de 4 à 5 MdF, nous donnent les moyens de cette ambition.

Fort de cette stratégie de développement et de rentabilité, le titre Saint-Gobain peut légitimement se positionner comme valeur de croissance. L'action, privatisée à 310 F, notait hier soir, en clôture, 1 085 F. La valeur du titre a donc été multipliée par 3,5 depuis 1986. Le parcours boursier de la société témoigne de la vigueur du Groupe. Sa capitalisation a été multipliée par plus de 8 depuis la privatisation et par plus de 4 depuis 1991.

Au total, le rendement annuel moyen pour l'actionnaire a été de 14% par an depuis 1986 et de 17,5% sur les 5 dernières années. Je vois plusieurs facteurs qui confortent, pour l'avenir, ce statut de valeur de croissance. Notre capacité financière est solide, comme je vous l'ai dit. Notre engagement de supprimer le paiement du dividende en actions et de privilégier les stock options sur l'autocroissance devrait en outre éviter tout effet diluif sur le titre. Enfin, la politique de rachat d'actions que nous avons entamée à l'occasion du décaissement de nos participations montre notre volonté d'augmenter le rendement de nos fonds propres (...).

Je ne voudrais pas achever mon propos sans remercier, en votre nom à tous, l'ensemble des équipes de Saint-Gobain qui, dans plus de 40 pays, portent la croissance du Groupe par leur dynamisme et leur engagement. Je n'ignore pas ce que nous leur devons. Je vois également dans le succès du Plan d'Épargne du Groupe, qui a recueilli une somme de 850 MF en 1998, la souscription d'un salarié sur deux en France, la meilleure preuve de l'adhésion des salariés à la stratégie de croissance que je viens de vous présenter.

C'est sur ces bases solides que Saint-Gobain doit l'origine remonte à 1665, se développe et devient de plus en plus performant pour aborder avec succès le vingt et unième siècle. Je vous redis ainsi ma confiance dans l'avenir de notre Groupe.

SERVICE DES RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES



Internet : www.saint-gobain.com
Minitel : 3615 GOBAIN - 3616 CLIFF

Le Mondial devrait favoriser l'essor du format télévision 16/9

Les matches de football incitent les téléspectateurs à acquérir cet équipement, qui peinait jusqu'alors à s'imposer. Fin 1998, un million de foyers devraient être équipés de ces téléviseurs offrant les qualités du cinéma

LA COUPE DU MONDE a déjà son vainqueur : le 16/9. Grâce au Mondial, ce fameux écran de télévision au format rectangulaire qui offre des qualités de reproductions, image et son, plus proches du cinéma, connaît un véritable boom. Une fois de plus, les compétitions de football sont une aubaine pour les industriels des « produits bruns » (télévision, hi-fi). D'après eux, il ne s'est jamais autant vendu de téléviseurs en France. En 1998, les ventes, tous formats confondus, devraient approcher les quatre millions d'unités.

Le format 16/9 devrait tirer son épingle du jeu. Selon Philips, relayé par le Syndicat des industries de matériels audiovisuels électroniques (Sinaelec), « les ventes de postes 16/9 ont doublé depuis le début de l'année ». Dans le détail, cette croissance est exponentielle. Elle était déjà sensible à l'approche du début de la compétition : de janvier à mai, « les ventes de 16/9 ont augmenté de 60 % ».

Mais à partir du mois d'avril, la hausse s'est transformée en rush. Ainsi en avril et mai, les achats de

téléviseurs au format cinéma ont progressé de 150 %. A lui seul, le mois de mai a connu « un triplement du marché » avec une croissance des ventes des postes 16/9 de 312 %. Selon Philips, « les ventes cumulées de janvier à mai sont en hausse de 197,8 % ».

Les opérateurs de télévision renforcent le phénomène. De plus en plus de chaînes et de programmes sont proposés au format cinéma

Pour l'industriel néerlandais, il n'y a pas de doute, la Coupe du monde est le moteur des ventes de téléviseurs au format cinéma. « Pionnier du 16/9 », Philips a connu « un marché très difficile pendant les quatre à cinq dernières années ». C'est-à-dire que, faute d'un nombre suffisant de programmes et de chaînes en 16/9, les ventes stagnaient. Selon l'industriel, le premier frémissement a été constaté fin 1997.

A cette époque, « il y a déjà eu une grosse augmentation des ventes de 16/9 à la fin de l'année ». D'après Philips, les ventes ont doublé. Sur le terrain, les distributeurs confirment les indications données par les industriels. Ainsi, Thierry Nicol, PDG de Téléciel, premier réseau de distri-

bution de matériels satellite et d'abonnements avec 4 700 points de vente, explique que « les téléviseurs 16/9 représentent 50 % des ventes ». Comparés au total des ventes de téléviseurs, les achats de postes 16/9 restent toutefois encore modestes : sur 3 650 000 postes de télévision vendus en 1998, il devrait y avoir 400 000 postes 16/9. Mais le mouvement en faveur du format cinéma semble irréversible. Le 4/3, format traditionnel de la télévision, est abandonné par les acheteurs de téléviseurs haut de gamme. A partir de 9 000 francs, le 16/9 représente 90 % des ventes.

Mais les distributeurs proposent aussi des produits moins coûteux. Selon Thierry Nicol, le produit phare de Téléciel est un téléviseur Sagem de 70 centimètres, facturé 4 990 francs. Forts de cette montée en puissance, industriels et distributeurs considèrent que le 16/9 « est parti pour remplacer le 4/3 » et s'imposer comme un futur standard. D'autant que les opérateurs de télévision sont venus renforcer ce phénomène. De plus en plus de chaînes et de programmes seront

proposés au format cinéma. A l'initiative de France 2, le bouquet Télévision par satellite (TPS) a lancé, mardi 10 juin, Super Foot 98, une chaîne 16/9 entièrement consacrée à la Coupe du monde. Outre les télé-spectateurs, Super Foot 98 devrait satisfaire les distributeurs qui se plaignaient de l'absence de programmes en 16/9 pour faire des démonstrations à leurs clients.

Pour Thierry Nicol, « c'est le satellite qui va permettre au 16/9 de s'imposer et de supplanter le 4/3 ». Cécile du Peloux, directrice générale de TPS, lui emboîte le pas. Selon lui, TF 1, France 2, France 3 et M6 seront en pointe diffusées en 16/9 à la rentrée. Et dès septembre, annonce Cécile du Peloux, « chacune des chaînes généralistes retransmettra au moins deux prime time (émissions de début de soirée) en 16/9 par semaine ». Dès 1999, TPS augmentera cette offre, avec une moyenne de 800 émissions en prime time diffusées en 16/9.

Pour le directeur général de TPS, ce choix technologique « est très important car les chaînes généralistes sont les plus présentes dans la vie des

téléspectateurs. Dès la rentrée, tous les téléspectateurs français pourront réellement bénéficier du 16/9 ».

Outre les chaînes cinéma, Cinéstar 1 et 2 et Multivision - services de paiement à la séance de TPS -, déjà acquis au nouveau format, le 16/9 sera d'abord réservé aux longs métrages des chaînes généralistes avant de gagner la fiction, le sport puis les émissions de flux (variétés, jeux). L'engouement pour le 16/9 devrait contribuer à doper encore plus les abonnements à TPS. Il pourrait aussi permettre à ce bouquet numérique dirigé par Patrick Le Lay, de se démarquer de son concurrent Canal-Satellite et de tirer avantage par rapport à celui-ci.

Rien n'indique que l'abandon programmé de l'exclusivité de la diffusion des chaînes publiques France 2 et France 3 par TPS concernera aussi leur retransmission au format 16/9. A la bataille des contrôleurs d'accès des décodeurs numériques pourrait donc s'ajouter une nouvelle empoignée au sujet des formats des programmes de télévision.

Guy Duthell

Les audiences des matches à la télévision

■ ROUMANIE-CROATIE (mardi 30 juin, France 3 à 16 h 20) : 2 649 600 téléspectateurs, 41,9 % de parts d'audience. A la même heure sur TF 1 : 1 184 600, 18,7 % ; France 2 : 640 000, 10,1 % ; M 6 : 660 600, 10,5 % ; La Cinquième : 212 700, 3,4 %.

■ ARGENTINE-ANGLETERRE (mardi 30 juin, TF 1 à 20 h 40) : 8 679 500 téléspectateurs, 48,9 % de parts d'audience. A la même heure sur France 2 : 2 381 900, 13,4 % ; France 3 : 2 364 100, 13,3 % ; M 6 : 1 794 000, 10,1 % ; Arte : 364 600, 2,1 %.

★ Source Médiamat, Médiamétrie, traitement CREDES-Publicis, après des individus de 15 ans et plus.

DÉPÊCHES

■ **TELEVISION** : le président de France 2, Xavier Gouyon Beauchamps, a indiqué, mardi 30 juin, que la chaîne « travaille à une rénovation de la présentation » des journaux télévisés qui auront « un contenu plus économique et plus international ».

■ La chaîne thématique Voyage (groupe Pathé), a conclu le 3 juin un partenariat de sept ans avec des opérateurs canadiens - Broadcast Communication Enterprise, opérateur de télécommunications, le loueur de satellites Cancom, et Serdy Production -, pour créer au Québec une chaîne consacrée au voyage et baptisée Canal Evasion, qui devrait être lancée en 1999, via le câble et le satellite. Voyage fournira plus de 400 heures de programmes à la canadienne, ainsi que son savoir-faire en matière de programmation et marketing. Canal Evasion fournissant de son côté 50 heures de programmes consacrés au continent américain. D'autres développements de Voyage en Europe sont également prévus.

■ **MEDIA** : le projet de loi sur l'audiovisuel public sera discuté à l'Assemblée nationale en décembre, et au Sénat au cours du premier trimestre 1999, a indiqué Lionel Jospin, mardi 30 juin, devant le groupe socialiste au Sénat.

■ Jean-Marie Dupont, directeur de la communication de France 3, a été nommé président du conseil d'orientation et de perfectionnement du Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (Clemi) par Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale. Il succède à Ivan Lévy, directeur délégué de La Tribune.

■ **PRESSE** : l'Humanité a enregistré un déficit de 8,4 millions de francs en 1997. La diffusion totale payée du journal du Parti communiste français s'est établie en 1997 à 56 400 exemplaires (-3,1 %, par rapport à 1996) selon Diffusion contrôlée. Pour Richard Beninger, administrateur général du quotidien et de son supplément hebdomadaire, la faiblesse structurelle du journal n'est pas compensée par l'aide aux quotidiens à faibles ressources publicitaires. La mobilisation des lecteurs a permis de lever une souscription de 11,6 millions de francs.

Alain Salles

« Notre temps » s'offre une cure de jouvence

NOTRE TEMPS est né en 1968. En trente ans, le magazine des retraités est devenu une institution et un phénomène. C'est le deuxième mensuel français, derrière le féminin Prima (groupe Prisma-Press), avec une diffusion de 1 053 971 exemplaires et une audience de plus de cinq millions de lecteurs.

Mais depuis quelques années, le mensuel du groupe Bayard Presse change et n'arrive pas à décoller de l'enviable creux du million d'exemplaires. Pis : vu l'âge de son public, pour maintenir ce niveau de diffusion, Notre temps doit reconquérir chaque année 225 000 à 250 000 nouveaux lecteurs. Le mensuel veut désormais changer de siècle pour s'adresser à la génération de mai 68, qui s'approche à son tour de l'âge de la préretraite.

« C'est une génération du changement », explique Philippe Billois, directeur délégué de Notre temps. Le mensuel modifie donc son titre pour devenir Notre temps magazine et perd son sous-titre : « le premier magazine de la retraite ».

LES BABY-BOOMERS POUR CIBLE. La cible de la presse seniors, c'est désormais la génération des « baby-boomers », qui vieillissent sans s'en apercevoir. Le concurrent de Notre temps, Le Temps retrouvé, a changé de nom pour devenir Pleine Vie. Et affiche une diffusion totale payée 1997 de 707 867 exemplaires contre 589 220 exemplaires en 1996.

Le succès de la relance de ce concurrent a titillé Notre temps, même si celui-ci s'en défend. Il s'est lancé dans une nouvelle formule ambitieuse, alors qu'il y a un an l'ancien éditeur déclarait : « Il n'est pas question de changer une formule qui satisfait plus d'un million de personnes. Nous préférons évoluer par touches successives, car notre public n'est pas un public de révolutionnaires. » (Le Monde du 20 mars 1997).

Bayard Presse a changé de discours : « Les gens ne veulent pas faire de leur journal un club de retraités, il faut les inscrire dans le dynamisme de la vie », explique M. Billois. Bayard Presse a investi 32 millions de francs dans ce projet, vise une progression de la diffusion de 200 000 exemplaires notamment grâce aux kiosques. La pagination augmente et le prix passe pendant quatre mois de 20 à 15 francs.

Notre temps n'est pas une mince affaire pour le groupe catholique. C'est l'une de ses principales sources de revenus : 70 millions de francs de bénéfice pour un chiffre d'affaires de 300 millions. Il réalise aussi un chiffre d'affaires de 300 millions à l'étranger (Belgique, Pays-Bas, Angleterre, Canada et

Etats-Unis), où il diffuse 1,2 million d'exemplaires.

La nouvelle formule de Notre temps adopte une présentation plus aérée, plus magazine, avec davantage d'illustrations. Le but est de faire « un journal divertissant mais utile ». Des rubriques sont créées, d'autres améliorées. Un supplément de 32 pages, Notre temps Plus, propose des petites annonces gratuites et des avis de recherche, qui sont les ancêtres de l'émission de Jacques Pradel, Perdu de vue. En moins dramatique : « Hospitalisé au centre héliomarin de Vallauris de 1953 à 1955, je serais très heureux d'avoir des nouvelles de Dorette. Elle habite Nice. »

Dix mois d'études et de rencontres avec les lecteurs ont été nécessaires pour cette nouvelle formule. Les responsables ont été surpris de « l'audace » des lecteurs. « On a forcé les choses dans le vocabulaire et dans le ton pour voir jusqu'où on pouvait aller. On a été surpris, explique Philippe Billois. On a tiré un papier : mon petit-fils m'a dit : "ta gueule !", ça a été très bien accepté. »

L'une des nouvelles rubriques, « Décodage », explique le langage et l'univers des adolescents : les DJ, les Spice Girls, Lara Croft, le piercing, etc. « NTM c'est quoi ? » dit l'un des articles sans préciser toutefois le sens des initiales (Nique ta mère). L'agence hémisphère droit qui a réalisé la campagne de communication conclut d'ailleurs sa présentation du titre par : « Notre temps magazine. NTM pour les intimes. »

Alain Salles

3.4.5
juillet
98



10^{ème} EuroRock eennnis de Belfort

Artistes :
IGGY POP
TEXAS
PRODIGY
LOUISE ATTAQUE
PORTSHEAD
PULP
NTM
SEAN LENNON
SUICIDAL TENDENCIES
ASIAN DUB FOUNDATION
UNDERWORLD
CORNERSHOP
JEAN LOUIS AUBERT
NON SPENCER BLUES EXPLOSION
AUTOMATICS
RAMMSTEIN
PILLS
JIM WHITE
RIGALLE
DOLLY
KID ROCK
JEREMY FAUDEL
TABULA RASA
CSI
AWAKE
EXPRESS
VAST
HOTEL
FOXY FAN
MC NEER
HARE
DUOLOFF
MARC EM
CUBANISMO

INFOS LOCATION :
3615 EuroRockeennes*
Tél. 08 36 68 90 88*
Internet
http://www.eurorockeennes.fr
INFO BUS VOYAGES 4A :
03 83 37 66 66



Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

L'état des conflits dans le monde

La fin de la guerre froide, que d'aucuns révoient comme une promesse d'une ère nouvelle, débouche sur une période incertaine et dangereuse.

A la stabilité issue de l'affrontement prudent de deux superpuissances a succédé le désordre qu'aucune autorité ne parvient à discipliner. Les arbitres incontestés font désormais défaut.

Au sommaire : l'Afrique, le Proche-Orient, l'Asie, le golfe Persique, etc...

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **RENAULT** : le groupe d'automobiles reporte de quatre ans la fermeture du site d'ETG (ex-Chausson) de Gennevilliers et ouvre des négociations pour un plan social. Initialement, la fermeture d'ETG était programmée en 2001.

● **NIKE** : le premier fabricant mondial de vêtements et d'accessoires de sport a enregistré au quatrième trimestre une perte nette de 67,7 millions de dollars (406 millions de francs), en raison de provisions pour restructuration. Sur l'année fiscale 1998, close au 31 mai, ses bénéfices ont baissé de 49,7 %, à 399,6 millions de dollars.

● **THOMSON SA** : la maison-mère de Thomson-CSF (électronique de défense) et de Thomson Multimédia (électronique grand public) a accusé une perte nette part du groupe de 2,24 milliards de francs en 1997, contre une perte de 3,69 milliards en 1996.

● **AT&T** : le fabricant américain de semi-conducteurs va supprimer 650 emplois, soit 10 % de ses effectifs.

● **PACKARD BELL** : le fondateur du fabricant américain d'ordinateurs Beny Alagim a été contraint de démissionner en raison de divergences de vues avec ses actionnaires, les groupes japonais NEC et français Bull.

SERVICES

● **HILTON** : le groupe américain va scinder ses deux activités, l'hôtellerie et les jeux, a annoncé, mardi 30 juin, son PDG, Stephen Bollenbach. Hilton va aussi fusionner ses casinos avec ceux de Grand Casinos, un autre groupe américain, dans l'Etat du Mississippi.

● **FOUQUET'S** : le groupe Barrière (hôtels, casinos, restaurants) a été désigné par le tribunal de Créteil, mardi 30 juin, comme reprenneur du célèbre restaurant parisien, Charles Casanova, l'ancien propriétaire, qui avait proposé un plan de continuation soutenu par les 180 salariés, a fait appel mercredi, demandant « un référé pour obtenir la suspension de l'exécution provisoire de cette décision ».

● **KDD** : l'opérateur japonais, jusqu'alors limité aux services téléphoniques internationaux, a commencé, mercredi 1^{er} juillet, à offrir des services téléphoniques nationaux au Japon.

● **DISNEYLAND** : une centaine de grévistes du parc Disneyland Paris ont manifesté, mardi, devant la gare RER de Marne-la-Vallée. Le même jour, la direction a estimé que le mouvement concerne seulement « une quarantaine de personnes de la parade en arrêt de travail » et « une quinzaine de techniciens du spectacle, sur un effectif global de 13 000 salariés ».

FINANCE

● **GAN** : c'est à Groupama que l'Etat cédera 87 % du capital de l'assureur, pour un montant de 17,25 milliards de francs (lire page 18).

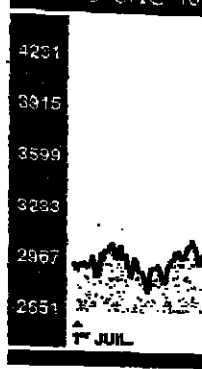
● **NOMURA** : la filiale londonienne de la banque d'investissement japonaise a lancé une OPA de 980 millions de livres (9,8 milliards de francs) sur le distributeur britannique d'électronique Thorn.

● **AGF** : l'assureur français a annoncé, mardi 30 juin, avoir acheté Allianz Holding France et les Assurances fédérales IARD (dominages) pour 6,89 milliards de francs.

● **UBS** : l'établissement issu de la fusion de l'Union de banque suisse (UBS) et de la Société de banque suisse (SBS) a confirmé, mercredi 1^{er} juillet, qu'il cédera la Banca Svizzera Italiana à l'assureur Generali, pour 1,92 milliard de francs suisses (7,6 milliards de francs français).

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde » : www.lemonde.fr

PARIS CAC 40



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours	Var. %	Cours	Var. %
LEON (CIE)	233,82	+4,57	SCORPIO ALIA	-0,89
HACHETTE FIL	17,50	+2,22	STIM	-5,25
EFFAGE	52,3	+3,56	VALEO	-5,21
CASINO GUICH	28,5	+3,28	VIA BANQUE	-4
CAN	1,2	+1,18	LADINAL	-2,22
GUILBERT	3,95	+5,01	AIR LIQUIDE	-3,24
PUBLICIS	124,7	+2,84	LEGIS INDUST	-2,3
PECHINEY ACT	245,87	+2,22	SAINT-GOBAIN	-3,81
BOUYGUE OFF	2,4	+2,28	INCEINCO	-5,28
NR	5,5	+2,01	SATA	-3,18

Baisse

Cours	Var. %	Cours	Var. %
SCORPIO ALIA	-0,89	STIM	-5,25
VALEO	-5,21	VIA BANQUE	-4
LADINAL	-2,22	AIR LIQUIDE	-3,24
LEGIS INDUST	-2,3	SAINT-GOBAIN	-3,81
INCEINCO	-5,28	SATA	-3,18

PARIS

MERCREDI 1^{er} JUILLET, à la mi-séance, la Bourse de Paris a conservé son avance de 0,94 %, à 4 243,01 points. Les investisseurs ont été soulagés du net rebond du marché des actions japonaises et du yen. Ils en ont profité pour reprendre leurs achats, comme le démontre le volume de transactions assez fourni : 4,3 milliards de francs échangés. Techniquement, le CAC 40 a gagné 3,7 % après l'annonce d'un contrat pour une usine au Nigeria. Et Pinault-Printemps-Redoute a gagné 3 %, après la vente de la participation du Crédit lyonnais dans le holding de contrôle Artémis. Au second marché, Bonduelle, qui avait commencé sa carrière boursière par une baisse de 5,17 %, s'est repris avec un gain de 5,1 %, à 169 francs. A 202,50 francs, Alstom se négocie toujours en dessous du prix d'offre. Parmi les valeurs en baisse, DMC a abandonné 4,9 % et Schneider a perdu 3,6 %.

FRANCFORT

MERCREDI 1^{er} JUILLET, la Bourse allemande a progressé de 0,69 %, à 5 882,19 points à l'ouverture. L'existence, non confirmée, de négociations entre Volkswagen et Volvo en vue d'une alliance dans l'activité poids lourds qui pourrait conduire à un rapprochement plus large, a fait grimper le titre Volkswagen de 1,8 %. A partir du 1^{er} juillet, les horaires de négociations entre le parquet et le système électronique Xetra sont harmonisés. Mardi 30 juin, la Bourse de Francfort avait abandonné 1,55 %, en raison de la baisse à Wall Street.

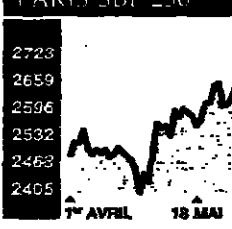
LONDRES

MARDI 30 JUIN, la Bourse de Londres a été entraînée à la baisse par la crainte d'un nouveau relèvement des taux directeurs de la Banque d'Angleterre. L'indice FT 100 a terminé la séance par un recul de 0,88 %, à 5 832,50 points.

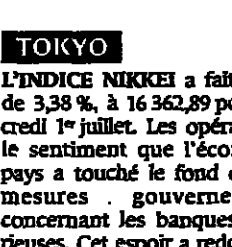
Indices boursiers

Europe 12h30	Cours	Var. %	Cours	Var. %
PARIS CAC 40	4243,01	+0,94	NEW YORK DJ	+0,30
SBF 120	2719,29	+0,51	SP 500	+0,41
SBF 250	2659	+0,51	NASDAQ	+0,18
SECOND MAR.	2506	+0,51	BUENOS AIRES ML	+0,48
MIDCAC	2532	+0,51	JOHANNESBURG	+0,74
LONDRES FT100	5832,50	-0,88	MEXICO BOLSA	+2,08
AMSTERDAM AEX	1211,36	+0,82	SANTIAGO IPSA	+1,20
BRUXELLES BEL	2593,26	+0,07	SAG PALCO BOL	+0,77
MADRID IBEX 35	3514,6	+0,27	TOBACCO PSE I	+0,07
SUISSE SMI	2882,22	+0,27	ASIE 10h15	3096
EURO STOXX 30	3129	+0,33	BANGKOK SET	17,84
STOXX 50	3419,22	+0,36	HONGKONG H	8345,70
			SEOUL	1580,91
			SINGAPOUR ST	1580,91
			SYDNEY ALL O	2664,42
			TOKYO NIKKEI	15822,29

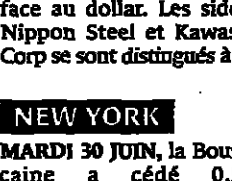
PARIS SBF 250



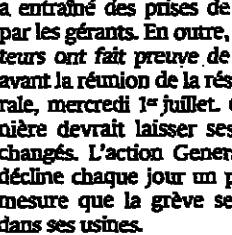
NEW YORK DJ



LONDRES FT100



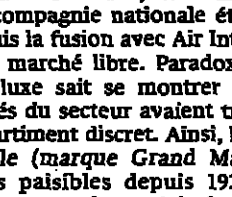
TOKYO NIKKEI



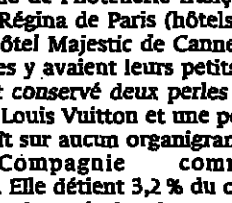
NEW YORK

MARDI 30 JUIN, la Bourse américaine a cédé 0,51 %, à 8 952,01 points. La fin du trimestre a entraîné des prises de bénéfices par les gérants. En outre, les opérateurs ont fait preuve de prudence avant la réunion de la réserve fédérale, mercredi 1^{er} juillet. Cette dernière devrait laisser ses taux inchangés. L'action General Motors a décliné chaque jour un peu plus à mesure que la grève se poursuivait dans ses usines.

FRANCFORT DAX



TOKYO



Matières premières

En dollars

MÉTALUX (LONDRES)	Cours	Var. %
CUIVRE 3 MOIS	1250	+0,86
ALUMINIUM 3 MOIS	1250	+0,86
PLOMB 3 MOIS	950,5	+0,27
ETAIN 3 MOIS	950,5	+0,27
ZINC 3 MOIS	950,5	+0,27
NICKEL 3 MOIS	4270	+0,24

En francs

MÉTALUX (NEW YORK)	Cours	Var. %
ARGENT A TERME	1,22	+0,86
PLATINE A TERME	750,5	+0,86
SOUS-PRODUITS	1,22	+0,86
SOLEIL (CHICAGO)	1,22	+0,86
MAIS (CHICAGO)	1,22	+0,86
SOJA GRAINE (CHC)	1,22	+0,86
SOJA TOURTEAU (CHC)	1,22	+0,86
SOFTS	1,22	+0,86
CACAO (NEW YORK)	1,22	+0,86
CAPI (LONDRES)	1,22	+0,86
SUCRE BLANC (PARIS)	1,22	+0,86

Pétrole

En dollars

BRENT (LONDRES)	Cours	Var. %
WTI (NEW YORK)	16,32	+0,74
LIGHT SWEET CRUDE	16,32	+0,74

Or

En francs

OR FIN KILO BARRE	Cours	Var. %
OR FIN UNCO	320,36	+0,82
ONCE D'OR LONDRES	320,36	+0,82
PIÈCE FRANCE 20 F	320,36	+0,82
PIÈCE SUISSE 20 F	320,36	+0,82
PIÈCE UNION LAT. 20 F	320,36	+0,82
PIÈCE 20 DOLLARS US	320,36	+0,82
PIÈCE 10 DOLLARS US	320,36	+0,82
PIÈCE 50 PESOS MEX	320,36	+0,82

Enguérand Renault

Cours de change

Devise	Cours	Var. %
FRANCE	100	0,00
ALLEMAGNE (100)	100	0,00
ITALIE (100)	100	0,00
JAPON (100)	100	0,00
ÉTATS-UNIS (100)	100	0,00
SUISSE (100)	100	0,00
FINANCE (100)	100	0,00
IRLANDE (100)	100	0,00
ESPAGNE (100)	100	0,00
PORTUGAL (100)	100	0,00
SUÈDE (100)	100	0,00
SUISSE (100)	100	0,00

Taux

France : mercredi 1^{er} juillet

Le marché obligataire a ouvert en légère baisse. Après quelques minutes de transaction, le contrat notional du Matif, qui mesure les performances des emprunts d'Etat à 10 ans, a abandonné 4 centimes, à 104,50 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) a légèrement augmenté à 4,84 %, soit 0,06 % de plus que le rendement du Bund allemand.

● **Etats-Unis** : mardi 30 juin, le marché obligataire américain a terminé la séance en légère hausse. Le rendement des bons du Trésor à 30 ans s'est inscrit à 5,63 %. Un incident militaire en Irak a provoqué une brève baisse des taux, à 5,62 %. Mais, à la veille de la réunion de la Réserve fédérale, les opérateurs ont finalement opté pour la prudence. Sur le marché international, où se poursuivent les cotations, le rendement de l'emprunt à 30 ans s'est légèrement tendu à 5,64 %.

ECONOMIE

Vers des baisses d'impôts au Japon

LE GOUVERNEMENT japonais et le Parti libéral-démocrate (PLD) préparent pour l'an prochain des baisses permanentes des impôts sur le revenu et de la taxe d'habitation pour relancer l'économie japonaise, a affirmé, mercredi 1^{er} juillet, le grand quotidien nippon Yomiuri Shimbun. Une commission du PLD va entamer des discussions sur ce sujet avec l'administration fiscale japonaise la semaine prochaine, a ajouté le journal. Le porte-parole du gouvernement, Kaneko Murooka, a cependant indiqué qu'il n'avait pas « entendu parler d'une telle offre ».

■ Le marché automobile japonais a reculé de 9,2 % en juin par rapport à son niveau du même mois de 1997, soit la 15^e baisse mensuelle consécutive, a annoncé mercredi 1^{er} juillet l'Association des concessionnaires automobiles japonais (AJA).

■ **CHINE** : la banque centrale de Chine a décidé d'abaisser ses taux d'intérêt de plus d'un point de pourcentage, a annoncé mardi soir 30 juin la télévision chinoise, une mesure destinée à soutenir une économie aux prises avec les conséquences de la crise asiatique.

■ **INDONÉSIE** : le salaire minimum garanti en Indonésie sera relevé de 15 % à compter du 1^{er} août prochain, a annoncé mardi 30 juin le ministère du travail.

■ **FRANCE** : le Parti socialiste s'est réuni, mardi 30 juin, dans un communiqué, des dernières statistiques relatives au chômage et a demandé au patronat de prendre ses responsabilités dans ce domaine. Les entreprises françaises sont compétitives au niveau européen, en dépit des 35 heures, a déclaré mardi 30 juin à Bruxelles Ernest-Antoine Seillière, président du CNPF (patronat français), après une rencontre avec quatre commissaires européens.

■ Une croissance de 3 % paraît désormais quasiment assurée pour 1998, mais la reprise devrait perdre en vigueur en 1999, tout en restant à un niveau appréciable (2,7 %), selon les dernières prévisions des analystes de la Caisse centrale des Banques populaires (CCBP).

■ **ALLEMAGNE** : le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) sortira de la crise en 1999 en Allemagne de l'Ouest, les investisseurs reprenant de 1,5 % et les suppressions d'emploi cessant, a estimé mardi la fédération patronale ZDB.

■ Un des six grands instituts économiques allemands, le DIW de Berlin, a prédit mardi 30 juin un ralentissement de la croissance en Allemagne en 1999, faute d'un renfort, selon lui, de la demande intérieure.

■ **ÉTATS-UNIS** : l'indice de confiance des consommateurs américains a progressé de 1,3 point à 137,6 points en juin par rapport à mai, dont le chiffre a été révisé en hausse, a annoncé mardi le Conference Board.

■ La Réserve fédérale a demandé mardi 30 juin aux banques américaines de mieux contrôler leur politique de crédit, à la suite d'un rapport concluant à une nette augmentation depuis deux ans des risques pris dans ce domaine en raison d'une concurrence très forte.

■ **BULGARIE** : les autorités bulgares ont annoncé mardi 30 juin « une stabilisation » de l'économie, un an après la mise en place d'un directeur financier, système monétaire rattachant la devise bulgare au mark.

NOMINATIONS

■ **MCKINSEY FRANCE** : Yann Duchesne, 41 ans, directeur associé senior, est nommé directeur général en remplacement de Peter Krajlic.

■ **Sneema** : Dominique Paris, 57 ans, est nommé PDG de Messier-Dowty International, filiale à 100 % de Sneema.

Hors-cote : la face cachée du capitalisme français disparaît

A L'ISSUE de la séance du 1^{er} juillet, le marché hors-cote a fermé ses portes. Cette décision était programmée depuis l'adoption de la loi du 2 juillet 1996 sur la modernisation des marchés financiers. Ce compartiment informel, qui réunissait près de 500 sociétés, « fonctionnait dans un flou juridique préjudiciable aussi bien aux actionnaires qu'aux entreprises inscrites », souligne Pascal Samaran, directeur général adjoint de la Société des Bourses françaises (SBF).

Les entreprises pouvaient être cotées au hors-cote de leur propre initiative ou être inscrites par la seule volonté d'actionnaires minoritaires. Ces derniers ne savaient pas s'ils étaient protégés ou non par les règlements boursiers. Tout dépendait de la fréquence des négociations. Pour lever ces ambiguïtés, la SBF a laissé le choix aux sociétés du hors-cote de procéder à leur transfert sur un marché réglementé ou sur le marché libre (où la règle est claire : il n'y a aucune obligation d'information et de protection des minoritaires) ou d'être purement et simplement radiées (dans ce cas, les transactions s'effectueraient de gré à gré). Toutefois, un compartiment spécial « valeurs radiées » est réservé, pendant six mois, aux ex-valeurs du compartiment officiel reléguées au hors-cote après une opération sur le capital. Près d'une centaine de sociétés ont été transférées au marché libre, voire au second marché. Mais la majorité des sociétés ont basculé dans le secteur du non coté.

Le nettoyage du hors-cote ressemble au débaras du grenier d'une maison de famille. Des sociétés aux noms évocateurs et à l'histoire ancienne

ont surgi au grand jour. Comme l'immobilière parisienne de la Perle et des pierres précieuses, société constituée au milieu des années 20 pour abriter, à Paris, la Bourse des diamants. Cette dernière fonctionnait encore il y a quelques mois, avant que la société ne passe sous la coupe d'Electricité et Eau de Madagascar, dirigée par Jean-François Henin. Les titres restants ont été transférés au marché libre.

On trouvait également des actions de groupes occupant le devant de la scène. Avant une éventuelle privatisation d'Air France, une infime partie du capital de la compagnie nationale était cotée au hors-cote depuis la fusion avec Air Inter. Elle a été transférée au marché libre. Paradoxalement, si l'industrie du luxe sait se montrer brillante, nombre de sociétés du secteur avaient trouvé refuge sur ce compartiment discret. Ainsi, le groupe Marlier-Lapostolle (marque Grand Marlier) y coulait des jours paisibles depuis 1925 avant d'être transféré au second marché. On trouvait également la crème de l'hôtellerie française avec la société Hôtels Régina de Paris (hôtels Raphaël et Majestic) et l'hôtel Majestic de Cannes. Même des grands groupes y avaient leurs petits « à côtés ». LVMH avait conservé deux petites actions hors-cote : le malletier Louis Vuitton et une petite holding qui n'apparaît sur aucun organigramme officiel : la Compagnie commerciale d'investissements. Elle détient 3,2 % du capital du Bon Marché. Enfin, Pernod Ricard y conservait sa filiale Cidreries de Sopagly réunis.

Enguérand Renault

MONNAIES

● **Yen** : la monnaie japonaise progressait, mercredi matin 1^{er} juillet, à 138,06 yens pour un dollar. Le yen a bénéficié des informations selon lesquelles le gouvernement pourrait décider des réductions permanentes d'impôts et de la mise en place, jeudi, d'une banque relais destinée à reprendre les établissements en difficulté. Mercredi matin, le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, s'est déclaré « profondément, profondément inquiet » de la faiblesse du yen. Il a répété que la clef de la reprise économique au Japon, et donc d'un yen plus fort, réside dans la volonté du Japon de « prendre des mesures de réforme du secteur bancaire qui soient crédibles pour les marchés financiers ».

● **Dollar** : mercredi matin la devise américaine reculait légèrement par rapport aux principales monnaies européennes. Le dollar cotait 1,8077 mark et 6,0585 francs.

Cours de change

Devise	Cours	Var. %
FRANCE	100	0,00
ALLEMAGNE (100)	100	0,00
ITALIE (100)	100	0,00
JAPON (100)	100	0,00
ÉTATS-UNIS (100)	100	0,00
SUISSE (100)	100	0,00
FINANCE (100)	100	0,00
IRLANDE (100)	100	0,00
ESPAGNE (100)	100	0,00
PORTUGAL (100)	100	0,00
SUÈDE (100)	100	0,00
SUISSE (100)	100	0,00

Taux d'intérêt (%)

Taux	Taux	Taux	Taux
FRANCE	5,45	4,84	5,39
ALLEMAGNE	5,45	4,79	5,38
COE-BRETAGNE	5,45	5,01	5,07
ITALIE	5,45	5,01	5,07
JAPON	5,45	5,01	5,07
ÉTATS-UNIS	5,45	5,63	5,63
SUISSE	5,45	5,14	4,15
PAYS-BAS	5,45	5,41	4,85

Marché des changes

Devise	Cours	Var. %
ALLEMAGNE (100)	100	0,00
ITALIE (100)	100	0,00
JAPON (100)	100	0,00
ÉTATS-UNIS (100)	100	0,00
SUISSE (100)	100	0,00
FINANCE (100)	100	0,00
IRLANDE (100)	100	0,00
ESPAGNE (100)	100	0,00
PORTUGAL (100)	100	0,00
SUÈDE (100)	100	0,00
SUISSE (100)	100	0,00

Cours 12h30

DISPARITIONS

Galina Brejneva

La fille d'un tyran soviétique et domestique

L'AGENCE Itar-Tass vient d'annoncer la mort de Galina Brejneva, mardi 30 juin, dans un hôpital de Moscou. Elle était âgée de soixante-neuf ans. Les obsèques de la fille unique du dirigeant soviétique, mort en 1982, devaient avoir lieu, mercredi 1^{er} juillet, en présence des seuls proches de sa famille, a précisé Itar-Tass. Galina Brejneva sera incinérée.

Ainsi se termine une existence entièrement dominée par la figure d'un père qui fut, de 1964 à 1982, à la fois un despote pour l'Union soviétique, un tyran domestique et... un bon père de famille. Galina, en bonne fille russe, aimait ce père brutal, lourd, alcoolique et jouisseur. Elle-même ne détestait pas les plaisirs de la vie. La liste de ses amants, sans doute exagérée, était, du temps de feu Brejnev, un sujet de spéculation et même l'objet de paris dans des cercles assez larges de la nomenklatura.

Galina Brejneva a été mêlée à un énorme scandale, celui de la mafia ouzbèke. Son mari, Iouri Tchourbanov, qu'elle avait épousé

en troisièmes noces, a durement payé ces dernières années ses turpitudes passées. Il faut se pincer un peu pour se rappeler ce que pouvait être jadis le pouvoir et l'influence d'un gendre de Brejnev par ailleurs premier vice-ministre de l'intérieur, exerçant une sorte de mainmise sur la police. Noceur effréné, médiocre ministre, Tchourbanov garda ses fonctions jusqu'en 1985 et fut arrêté en 1987, lorsque commença vraiment la perestroïka tant annoncée par Gorbatchev, laquelle fut plus longue à venir que ne voulait le croire l'Occident, alors victime d'une gorbomanie aiguë.

CHUTE BRUTALE

Les années 90 ont été une descente aux enfers pour le couple Iouri-Galina. Le petit juge Telman Gdlian, « idole des foules et terreux des apparatchiks », selon la formule de Michel Tatu, fait tomber le gendre de l'ancien numéro un pour corruption, abus de pouvoir et autres brouilles. Iouri Tchourbanov a ainsi été vu, lors de

l'émission de Charles Villeneuve « Le glaive et la balance », diffusée en 1990 sur la chaîne M 6, en train de fabriquer des éplucheuses à légumes et des poêles à charbon dans un camp de la région de Sverdlovsk, dans l'Oural. Même s'il s'agissait en réalité d'un « goulat trois étoiles », puisque le gendre de Brejnev bénéficiait encore d'un traitement de faveur, le changement de statut et d'existence était patent.

Comment savoir, aujourd'hui, si toutes les rumeurs qui couraient dans Moscou du temps de Brejnev étaient fondées ou non ? Galina aurait eu pour amant, « Boris le Tsigan », un artiste de cirque, qui a été arrêté pour trafic d'or et de devises. Il aurait dissimulé des diamants dans l'anus de malheureux éléphants du cirque de Moscou en tournée à l'étranger... « Boris le Tsigan » a sans doute été l'amant de Galina. Mais la chute fut brutale pour la fille unique de Brejnev. Et la fin est plutôt triste.

Dominique Dhombres

Alioune Blondin Beye

L'artisan de la paix angolaise pour l'ONU

REPRÉSENTANT spécial de l'ONU en Angola, Alioune Blondin Beye est mort, vendredi 26 juin, dans un accident d'avion en Côte d'Ivoire. Il était âgé de cinquante-neuf ans (Le Monde du 30 juin).

Visage juvénile, sourire chaleureux, tempérament dynamique et enthousiaste, Alioune Blondin Beye n'avait rien d'un diplomate barbant et guindé. En Angola, où il vivait depuis cinq ans, comme au Mali, son pays natal, on l'appelait « Maître Beye ». C'était ce en souvenir de son passé d'avocat ou de professeur ? Fils d'un directeur d'école, il naît à Bafoulabé, un village proche de Kayes, sur le tracé du chemin de fer Bamako-Dakar, dans l'ouest du Mali. Musulman, il porte un nom sénégalais et parle le wolof, la langue majoritaire au Sénégal. Après des études secondaires en Bourgogne, et un diplôme de droit et de sciences politiques à la faculté de Dijon, il enseigne le droit international à Bamako de 1971 à

1977 et conseille le gouvernement. Devenu ministre des affaires étrangères en 1978, il occupe ce poste jusqu'en 1986. C'est l'époque où il brigue par deux fois, mais vainement, la prestigieuse fonction de secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). De 1988 à 1993, il est secrétaire général de la Banque africaine de développement (BAD). Boutros Boutros-Ghali, patron de l'ONU, en fait alors son « représentant spécial » en Angola, sans lui cacher qu'il s'agit d'une « mission suicidaire ». Blondin Beye trouve le poste à sa mesure.

Il obtient la signature des accords de paix de Lusaka (novembre 1994), et la formation d'un gouvernement d'unité et de réconciliation nationale (GURN) en avril 1997. Ces derniers temps, il s'impliquait devant la mauvaise volonté de Jonas Savimbi, le chef de l'Unita, à jouer le jeu de la paix. Il avait prévenu qu'il renoncerait, en cas de reprise des

hostilités, à une mission au demeurant largement accomplie. Il ne retrouvera jamais, comme il en rêvait, la faculté de droit de Bamako. Son avion s'est écrasé dans la lagune près d'Abidjan.

Jean-Pierre Langellier

■ JESS HAHN, acteur français d'origine américaine, est mort lundi 29 juin dans un hôpital de Dinard. Il était âgé de soixante-seize ans. Son nom a figuré aux génériques d'une bonne centaine de films entre 1953 et 1990, parmi lesquels *Les Grands Gueules*, *Boulevard du Rhum*, *Les Tribulations d'un Chinois en Chine*, *Un linceul n'a pas de poches*. Arrivé en France après la seconde guerre mondiale, il avait fait ses débuts au cinéma dans *Deux de Tescudille* de Maurice Labro. Il avait été révélé au grand public par le premier film de Eric Rohmer, *Le Signe du lion*, dans lequel il tenait le rôle principal.

NOMINATION

RECHERCHE

Pierre Joliot, biologiste, professeur au Collège de France et directeur de l'Institut de biologie physico-chimique, a été nommé à la présidence du Comité d'éthique pour les sciences du CNRS (Comets), en remplacement de l'historienne Hélène Ahrweiler. Créé en 1994, le Comité d'éthique pour les sciences du CNRS est une instance consultative, dont les quatorze membres sont désignés pour trois ans par le directeur général du CNRS. Le Comité a pour mission d'émettre un avis sur les questions éthiques soulevées dans le domaine des sciences.

(Né le 12 mars 1932 à Paris, Pierre Joliot, doc-

teur en sciences physiques, a débuté en 1954 au CNRS, où il est devenu directeur de recherche en 1974. Nommé en 1975 chef de service à l'Institut de biologie physico-chimique, dont il a pris la direction en 1997, il est professeur au Collège de France depuis 1990. De 1987 à 1992, Pierre Joliot a également dirigé le département de biologie de l'École normale supérieure. De juillet 1985 à mars 1986, il a été conseiller auprès du premier ministre Laurent Fabius, chargé de la recherche et de la technologie. Ses travaux scientifiques ont été principalement consacrés aux mécanismes de conversion et de transfert d'énergie dans les processus de photosynthèse. Prix du Comité-séjour à l'étranger attribué en 1980, médaille d'or du CNRS en 1982, Pierre Joliot a été élu la même année à l'Académie des sciences, dans la section de biologie cellulaire et moléculaire. Depuis 1979, il est membre associé de la National Academy of Sciences américaine.)

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mardi 30 juin est publié :
● Parc naturel : un décret portant classement du parc naturel régional Livradois-Forez (région Auvergne).

Au Journal officiel du mercredi 1^{er} juillet est publié :

● Justice : un décret fixant la composition des tribunaux de grande instance et des cours d'appel en métropole et dans les départements d'outre-mer, du tribunal supérieur d'appel dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et la répartition des juges du livre foncier dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

AU CARNET DU « MONDE »

Mariages

Cloé, Bastien et Jules ont la joie d'annoncer le mariage de leurs parents.

Elisabeth WOLF et Lionel BRY,

qui ont célébré le 27 juin 1998, dans l'intimité familiale.

Décès

— M^{me} Paul Appell, son épouse, Jacqueline Appell, Anne-Lise Biem, Marc Appell, Daniel et Clémence Appell.

— M^{me} Jeanne Brout, Emmanuel et Florence Etienne, ses petits-enfants, M^{me} Geneviève Appell, sa sœur, M^{me} Jean-Robert Appell, sa belle-sœur, Les familles Appell et Daviau, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul APPELL, ingénieur ESPCI, ancien président-directeur général de CIBA-GEIGY France, ancien président d'Entreprise et Progrès, ancien président de Jeunior, survenu à Paris, le 29 juin 1998, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 2 juillet, à 10 h 15, au cimetière du Montparnasse, entrée principale, boulevard Edgar-Quinès.

— Le président Paul Dubrule, Et le comité directeur de l'association Entreprise et Progrès, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul APPELL, cofondateur et ancien président de l'association.

Les obsèques auront lieu le jeudi 2 juillet, à 10 h 30, au cimetière du Montparnasse, entrée principale, boulevard Edgar-Quinès.

— Les familles Billente de Villemeur, Boncompagni, Vigneau, Port, ses enfants, petits-enfants et descendants, font part du décès de

Marie BILLETTE de VILLEMEUR, née PARTOT,

dans sa quatre-vingt-deuxième année, le lundi 29 juin 1998.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église de Sainte-Souline (Charente), le 1^{er} juillet, à 15 h 30.

Le Maine-Pinan, 16190 Saint-Marial.

— Denise Frouise Goni, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Roger GONI, artiste peintre, secrétaire général des Peintres sculpteurs anciens combattants, sociétaire des Artistes français, interné résident, combattant volontaire de la Résistance,

survenu le 29 juin 1998, à Jurançon (Pyrénées-Atlantiques), dans sa quatre-vingt-troisième année.

78, rue Lepic, 75018 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Madeleine Cardon, sa sœur, Bernard, Marie, Bruno Guastalla, ses enfants, et leurs conjoints et compagnons.

Sylvie Guastalla, Soïe Laffert, Anna Penloup, Alice, Miriam, William Guastalla, ses petits-enfants, Ruben Serpa, Lucile Taliera, ses arrière-petits-enfants, Lise, Michel, Mireille, Gilles, Brigitte, Florence Cardon, ses neveux et leurs enfants, Tous ses amis, ont la douleur de faire part de la mort, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de

Hélène GUASTALLA, née COLSON, professeur de biologie physico-chimique à l'université des sciences et techniques du Langedoc, à Montpellier.

L'inhumation a eu lieu le 27 juin 1998, à Fraïssieu-Aragon, où elle repose au côté de son époux.

Jean GUASTALLA (1902-1990), directeur de recherches honoraire au CNRS.

Que ceux qui l'ont connue se souviennent et partagent notre peine.

— M^{me} Marguerite Guillevic, sa mère, Yann et Philippe, ses enfants,

Antick et Raymond Alperovitch, Yvonne et Michel Boudet, Gilles et Jacqueline Guillevic, ses sœurs, frère, beaux-frères et belle-sœur, Jérôme, Vincent, Marc et Marine, Hélène, Sandrine, Guillaume, ses neveux et nièces, ont le chagrin de faire part du décès de

Hervé GUILLEVIC,

survenu le 19 juin 1998, dans sa cinquante-deuxième année.

La cérémonie religieuse en l'église d'Allauch et l'inhumation au cimetière Saint-Pierre, à Marseille, ont eu lieu le 26 juin.

— Paris. Maisons-Alfort. Talpé. Allèves.

Marie et François Abel, Jeanne et Henri Brugère, Cécile Picoux, Jacques et Minnie Picoux, ses enfants, Marianna, Pierre, Caroline, Eric et Nicolas, ses petits-enfants, Julie et Adèle, ses arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} veuve Robert PICOUX, née Juliette VERGAÏN,

survenue à Annecy, le 29 juin 1998, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 2 juillet, à 11 heures, en l'église d'Allèves.

74540 Allèves.

CARNET DU MONDE - TARIFS 98 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 109 HT

TARIF ABONNÉS 95 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FRANCAILLES 500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT

COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter

☎ 01.42.17.39.80 • 01.42.17.39.86

Fax : 01.42.17.31.36

— Alain Soumier, son père, Isabelle Régnier-Soumier, sa mère,

Christian, Sylvain et Clémentine Soumier, ses frères et sœurs, et Murielle Delcourt, Sébastien et Marc, Virginie Dumont, Brigitte Bapandier, Claude Meunier et Michel Lientand, Toute sa famille, ses proches et amis, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Bertrand SOUNIER,

survenu le 27 juin 1998, dans sa vingt-huitième année, en Thaïlande, dans le cadre de sa mission humanitaire.

La cérémonie funéraire aura lieu le 4 juillet, au centre funéraire de la Tronche (Grenoble), à 16 heures.

— L'association humanitaire Aide médicale internationale a la tristesse de faire part du décès, le 27 juin 1998, à Mae Sot de l'un de ses volontaires parti en Thaïlande.

Bertrand SOUNIER.

AMI, 119, rue des Amandiers, 75020 Paris.

Soutenances de thèse

— Françoise Nozati a soutenu le 15 mai 1998, à Paris-VIII, sa thèse d'anthropologie et de sociologie de la politique : *Les Pans : une chefferie sacrée en République centrafricaine* (directeur : P. Ph. Rey) et a obtenu la mention Très Honorable. Jury : P. Fougeyrolles (prés., Paris-VII), P. Ph. Rey (Paris-VIII), Ph. Burnham (University College London), J.-F. Vincent (CNRS).

— Le 18 mai 1998, Danielle Le Briquer a soutenu sa thèse de doctorat : *Le groupe pictural Cobra et l'écriture, université Sorbonne-Nouvelle*. Le directeur de recherche, M. le professeur René Demoris, les professeurs M^{me} José Vovelle, MM. Jean-Pierre Guillemin et Michel Collet lui ont décerné le titre de docteur ès lettres avec la mention Très Honorable.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30

Le Monde à la télévision et à la radio

Le Monde des idées - LCI
Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 19 h 10

Le Grand Jury - RTL-LCI
En diffusion à 18 h 30

De l'actualité à l'Histoire - HISTOIRE
Les vendredis à 9 h et 23 h, mardis à 11 h et 17 h, jeudis à 13 h et 19 h, vendredis à 15 h et 21 h

Le Grand Débat - FRANCE CULTURE
Les 3^e et 4^e jeudis de chaque mois à 21 heures

A la une du Monde - RFI
Du lundi au vendredi à 12 h 45 (diffusé de Paris)

La une du Monde - BFM
Du lundi au samedi à 13 heures et 15 heures

Le Monde en été, ça vous change le quotidien!

Le Monde en été :

- Départ des juillet vers l'Égypte dans les pas de Bonaparte et ses suivants...
- Cinq séries "surprise" à découvrir tout l'été.
- Chaque semaine, une nouvelle inédite offerte avec votre quotidien.

Pour ne manquer aucun épisode : abonnez-vous!

Bulletin spécial d'abonnement

Choisissez simplement votre durée, remplissez le bulletin et retournez-le accompagné de votre règlement, à l'adresse suivante :

LE MONDE, Service abonnements
24, avenue du Général-Leclerc
69646 Chantilly Cedex

DURÉE	FRANCE
<input type="checkbox"/> 3 semaines (13 n°)	96*
<input type="checkbox"/> 3 semaines (19 n°)	139*
<input type="checkbox"/> 1 mois (26 n°)	179*
<input type="checkbox"/> 2 mois (52 n°)	378*
<input type="checkbox"/> 3 mois (78 n°)	562*
<input type="checkbox"/> 12 mois (312 n°)	1 980*

Votre adresse de vacances :

du _____ au _____ BOÎME VAS

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Votre adresse habituelle :

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Votre règlement :

☐ Chèque joint à l'ordre du Monde

☐ Carte bancaire N° :

Expire le : _____

Date et signature obligatoires :

Pour tout autre renseignement : 01.42.17.32.90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

1 mois d'abonnement 26 n° 173 F*



SCIENCES La découverte, il y a quinze ans, le décryptage de la structure du virus du sida et la compréhension progressive de son fonctionnement ont fait naître l'es-

poir d'une mise au point rapide d'un vaccin. ● LA FACILITÉ DU VIH de déjouer toutes les parades entraîna, ensuite, le pessimisme des chercheurs et un désengagement des in-

dustriels. ● UN REVIREMENT se fait jour : un plan d'action sur neuf ans financé par des fondations à hauteur de 500 millions de dollars (3 milliards de francs) vient

d'être annoncé à la Conférence mondiale sur le sida à Genève. ● UN TEST VACCINAL de phase 3 lancé par une compagnie américaine sur 5 000 volontaires provoque néanmoins

une polémique, certains chercheurs, dont le directeur de l'Agence nationale française de recherches sur le sida, contestant l'efficacité de la protéine testée.

Espoirs et polémiques autour de la fabrication d'un vaccin contre le sida

Les efforts internationaux s'intensifient, les financements affluent et la recherche fondamentale connaît un nouvel essor au moment où un essai de grande ampleur mené aux Etats-Unis et en Thaïlande alimente une vive controverse scientifique et éthique

GENÈVE

de notre envoyé spécial
Disposera-t-on un jour d'un vaccin protecteur contre le sida ? La question, posée dès la découverte du virus - il y a déjà quinze ans - a, au fil du temps, reçu diverses réponses. Dans une première période, l'isolement du virus, le décryptage moléculaire de sa structure et la compréhension progressive de ses fonctions pathogènes ne laissaient guère de doute. Forte des succès indéniables de l'approche pasteurienne dans le champ de la vaccinologie, de la puissance de l'industrie et des formidables enjeux financiers et sanitaires, la communauté scientifique assurait qu'il ne s'agissait que d'une question de temps. On commença à tester de nombreux « candidats vaccins » sur l'animal - les singes essentiellement - puis sur l'homme volontaire dans de petits essais dits de phase 1.

C'est alors que l'on déchantait. Le génie infectieux du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), sa faculté à déjouer les parades vaccinales traditionnellement efficaces, associés à l'évolution géographique de l'épidémie firent que l'on observa un désengagement progressif de la recherche et des investissements consentis dans ce domaine. Le vaccin protecteur était beaucoup plus difficile à mettre au point qu'on ne l'avait imaginé jusqu'à la fin des années 80, sinon au début des années 90. Les pays les plus concernés n'étaient, à l'évidence, pas solvables et l'on en vint à penser, puis à dire, que le vaccin antisida ne verrait peut-être jamais le jour. Il y a deux ans, lors de la XI^e Conférence mondiale sur le sida organisée à Vancouver (Canada), le professeur David Baltimore, Prix Nobel de médecine, ne cachait pas son pessimisme, expliquant qu'aucun vaccin antisida ne serait disponible avant, au mieux, l'an 2006.

Depuis, pourtant, le pessimisme et le désengagement de l'industrie ont commencé à laisser la place à un véritable enthousiasme, du moins à une nouvelle tendance, beaucoup plus positive. Ils sont ainsi de plus en plus nombreux au sein de la communauté scientifique à penser que la fabrication d'un - ou plus vraisemblablement de plusieurs - vaccin antisida est un objectif réaliste. Et, symptôme qui habituellement ne trompe guère, de nouveaux fonds commencent à être mobilisés sur ce thème.

Organisation à but non lucratif créée il y a deux ans, l'initiative internationale pour le vaccin contre le sida (IAVI) a ainsi annoncé, dans le cadre de la XI^e Conférence

mondiale de Genève, qu'elle était en mesure, grâce aux fonds qu'elle vient de collecter, de développer une nouvelle stratégie scientifique. Ces fonds d'un montant de l'ordre de 15 millions de dollars (90 millions de francs) proviennent d'une série de dons de fondations (Gates, Rockefeller, Lévi-Strauss, Starr, Sloan) ainsi que du gouvernement britannique et de la Banque mondiale.

« BUDGET MINUSCULE »

Au total, l'IAVI table, pour 1998, sur une somme de 25 millions de dollars (150 millions de francs) qui seront utilisés pour la mise en place des premières équipes internationales devant travailler à la mise au point et au développe-

ment de vaccins antisida destinés en priorité à être utilisés dans le tiers-monde. Le docteur Seth Berkley, président de l'IAVI, estime que le plan d'action scientifique de son association coûtera entre 350 et 500 millions de dollars (entre 2 et 3 milliards de francs) pour les neuf prochaines années. « Le budget que nous avons esquissé n'est pas dérisoire, mais il est minuscule si on le compare aux 18 milliards de dollars (108 milliards de francs) dépensés chaque année à travers le monde pour le traitement, la prévention et la recherche sur le sida », a-t-il ajouté.

En aval de la recherche fondamentale et en collaboration étroite avec les principales firmes mondiales fabriquant les vaccins

(Merck, Chiron, Pasteur-Mérieux Connaught, SmithKline Beecham), l'IAVI entend faire porter son effort sur la création d'unités de fabrication et d'essais cliniques dans les pays les plus touchés par l'épidémie. Des contacts sont en cours avec l'Inde et la Chine. Une telle initiative trouve aujourd'hui d'autant plus d'écho que le gouvernement américain, par la voix de Bill Clinton, annoncé à la fin de 1997 qu'il allait débloquer de substantiels moyens financiers pour faire en sorte qu'un vaccin contre le sida soit disponible d'ici à 2007. L'IAVI espère, en outre, pouvoir convaincre la Banque mondiale de mobiliser plusieurs milliards de dollars de manière à assurer aux fabricants que les pays les plus

touchés par l'épidémie seront en mesure d'acheter les stocks nécessaires de vaccins lorsque ceux-ci seront disponibles.

« Une série de données issues notamment de la recherche fondamentale permet aujourd'hui de penser qu'il y aura bel et bien, un jour, un vaccin efficace contre le sida », estime Michèle Barzach, ancienne ministre de la santé, membre du conseil d'administration de l'IAVI. Nous sortons d'une sorte de trou noir. Il y avait vingt-cinq « candidats vaccins » contre le sida il y a dix ans et il n'en reste plus aujourd'hui que trois. La recherche dans ce domaine s'était pratiquement tarie et celle qui demeure ne porte pas sur les souches virales qui existent dans le tiers-monde. Or tout indique aujourd'hui que le traitement médicamenteux du sida ne pourra jamais être une solution définitive et que la seule réponse durable face à cette pandémie est de nature vaccinale. »

Sans prendre position sur la légitimité scientifique et éthique de l'essai de phase 3 lancé aux Etats-Unis et bientôt en Thaïlande, Michèle Barzach estime qu'« il est temps d'agir ». « Nous devons en finir avec les contradictions profondes de ceux qui, tout en participant au financement des travaux de recherche vaccinale, pensent que l'on ne parlera jamais à atteindre l'objectif visé. »

Une question majeure reste, néanmoins, à trancher : celle du code éthique qui devra définir les futurs essais vaccinaux de masse dans le tiers-monde. Une réunion organisée il y a quelques jours à Genève sous l'égide d'Onusida a permis de mesurer l'ampleur des difficultés à venir. « L'urgence est-elle si grande, interroge un expert, qu'il faille, face au sida, assouplir les règles éthiques généralement actuelles en vigueur dans les pays industrialisés, au risque de transformer rapidement en cobayes ceux que l'on cherche à protéger ? »

J.-Y. N.

J.-Y. N.

5 000 volontaires américains et thaïlandais pour un essai contesté

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Les coulisses de la 12^e Conférence mondiale sur le sida sont animées par une vive polémique, aux racines éthiques autant que scientifiques, qui porte sur un essai vaccinal sans précédent. Cet essai, dit « de phase 3 », vise à vacciner plus de 5 000 personnes volontaires, soit avec un vaccin expérimental encore très contesté, soit avec une substance placebo, biologiquement inactive. Disposant d'un feu vert, donné, il y a peu, par les autorités sanitaires américaines, les promoteurs de cette première mondiale - la compagnie californienne VaxGen, dirigée par le professeur Donald Francis - ont annoncé, mercredi 24 juin, que les premières injections vaccinales venaient tout juste d'être pratiquées dans une clinique de Philadelphie.

D'autres seront effectuées dans les prochaines semaines à Baltimore, Chicago, Denver, Los Angeles et Saint-Louis. Ces tests cliniques concerneront, à terme, plusieurs milliers de volontaires sélectionnés dans une trentaine de villes américaines et appartenant à des groupes dits « à risque ». Il s'agit pour l'essentiel d'homosexuels masculins et de personnes ayant des relations sexuelles avec des séropositifs. Ces volontaires subiront chacun sept injections - soit du vaccin expérimental, soit du placebo - sur une période de trente mois. Une

extension de cet essai est d'ores et déjà annoncée sur plusieurs milliers de personnes en Thaïlande.

L'annonce de l'autorisation accordée par la Food and Drug Administration américaine avait été suivie par une série de réactions mitigées, mi-dubitatrices, d'ailleurs la communauté médicale scientifique internationale spécialisée dans la lutte contre le sida. Les opposants à cet essai avançaient une série d'arguments scientifiques contre la mise en œuvre de cet essai qui ne peut, selon eux, répondre en aucune manière aux questions fondamentales, toujours en suspens, dans le champ de la vaccinologie. Ils soulignent notamment que le principe actif du vaccin de la firme VaxGen - une protéine virale gp 120 obtenue par recombinaison génétique - n'a jamais fourni la preuve d'une quelconque efficacité lors des essais préalables de phases 1 et 2.

L'APPROBATION D'ONUSIDA

Ils estiment enfin, avis que partage le professeur Luc Montagnier, qu'il faut attendre d'autres enseignements de la recherche fondamentale avant de pouvoir organiser des essais d'une telle ampleur. C'est dans ce contexte que l'on a appris à Genève - en marge d'une réunion consacrée aux questions éthiques inhérentes à l'expérimentation vaccinale contre le

sida dans les pays du tiers-monde - que les responsables d'Onusida s'étaient prononcés en faveur de l'essai de la firme californienne. Onusida avait été interrogé il y a quelques semaines par les autorités sanitaires thaïlandaises, VaxGen souhaitant élargir son essai à 2 500 volontaires thaïlandais.

« Nous sommes encore en train d'étudier cette question mais sous un jour a priori très favorable, explique le professeur Peter Piot, directeur d'Onusida. Nous ne condamnons en aucune manière une telle initiative, comme peut le faire en France le professeur Jean-Paul Lévy. Nous estimons, au contraire, qu'il faut briser le cercle vicieux dans lequel s'inscrit aujourd'hui la problématique des essais expérimentaux de vaccination contre le sida. En dépit de tous les essais de phases 1 et 2 et des expérimentations sur les singes, les questions majeures demeurent qui pourront, peut-être, trouver des débuts de réponse avec des essais de phase 3 dès lors que ces derniers seront scientifiquement et éthiquement parfaitement encadrés. » En d'autres termes, il importe aujourd'hui pour le professeur Piot d'« aller de l'avant », un essai, fût-il contesté par certains de ses collègues, pouvant être de nature à fournir, demain, de précieux enseignements.

J.-Y. N.

J.-Y. N.

Les parlementaires préfèrent le maïs transgénique au colza

OUI aux plantes transgéniques, mais avec prudence : telle est la philosophie de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst). En présentant, mardi 30 juin, la première partie de son rapport sur « l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) en agriculture et dans l'alimentation », Jean-Yves Le Déaut, député (PS) de Meurthe-et-Moselle et président de l'Opecst, l'a d'emblée annoncé : il n'est favorable ni « à une guerre transgénique entre les Etats-Unis et l'Europe », ni à un moratoire global.

Appliqué de manière indifférenciée, celui-ci « pénalise l'agriculture française, n'apporte aucune garan-

tie en termes de marché sauf à fermer totalement les frontières internationales », précise son rapport. En fait, la proposition d'interdire l'utilisation commerciale des OGM en agriculture, faite par plusieurs associations et certains experts à l'occasion de la récente Conférence de citoyens (Le Monde du 23 juin). Les parlementaires ont, pour autant, désavoué l'avis exprimé par les quatorze « profanes » conviés à cet exercice ? Pour l'essentiel, non. Les conclusions de ces derniers étaient mesurées, les recommandations de l'Opecst le sont également. Elles constituent un subtil dosage entre raison économique, raison écologique et raison « sociale ».

MORATOIRE DE DEUX ANS

Compte tenu des risques de dissémination des gènes de résistance aux herbicides, avérés chez les crucifères par plusieurs études scientifiques, il recommande ainsi un moratoire « de deux ans, jusqu'en l'an 2000, pour la mise en culture » des trois lignées de colza transgénique dont l'autorisation de mise sur le marché communautaire n'a pas été transposée par la France. En ce qui concerne le maïs résistant à la pyrale (Bt 176), de la société Novartis - seule variété transgénique dont la culture est actuellement autorisée en France -, ses conclusions sont, en revanche, plus paradoxales. Du moins si l'on s'en tient au seul principe de prudence.

Plusieurs voix s'élevaient élevées pour souligner le risque potentiel constitué par la présence, dans cette variété, d'un gène bactérien de résistance à un antibiotique courant, l'ampicilline (Le Monde du

30 mai). « Route d'éléments scientifiques nouveaux », Jean-Yves Le Déaut n'en préconise pas moins le maintien de l'autorisation de culture pour les trois ans prévus (1998-2001). Tout en précisant que, « si des risques nouveaux » de transfert sont démontrés, « l'autorisation sera retirée ». Et en proposant que « ne soient pas acceptés à l'avenir des dossiers concernant des plantes transgéniques contenant un ou des gènes marqueurs de résistance à des antibiotiques entiers commandés par des promoteurs bactériens ». Ce qui est précisément le cas pour le maïs Bt 176.

S'agissant des trois lignées de maïs autorisées par la Commission européenne en 1998, sur laquelle la France s'est abstenue, Jean-Yves Le Déaut se déclare « favorable à la publication des arrêtés de mise sur le marché dans des conditions de biovigilance ». Annoncé en novembre 1997 par le gouvernement, le comité chargé de ce suivi des cultures existe actuellement à titre provisoire. Le rapport de l'Opecst précise qu'il « doit être conforté en urgence par un texte de nature législative » et que le dispositif ne doit pas être fondé uniquement « sur le volontariat des sociétés ».

Parmi ses principales recommandations figurent également : un renforcement de la recherche sur l'évolution des risques environnementaux et sanitaires liés à l'utilisation des OGM ; la réforme des procédures françaises d'évaluation des risques ; une meilleure information du consommateur, grâce à l'étiquetage obligatoire des aliments contenant des OGM.

Catherine Vincent

TROIS QUESTIONS À...

JEAN-PAUL LÉVY

1. Que pense le directeur de l'Agence française de recherches sur le sida de la décision américaine d'autoriser le premier essai vaccinal de phase 3 ?

C'est une folie ! Cet essai lancé aux Etats-Unis et demain en Thaïlande concerne une protéine recombinante totalement banale comme celles qui ont été testées un peu partout dans le monde. Cette protéine virale n'a rien de plus que les autres et il est établi qu'une vaccination avec cette seule protéine ne nous mènera à rien dans la mesure, notamment, où elle ne stimule aucunement l'immunité cellulaire. Il s'agit là d'une protéine issue d'un isolat viral et non d'une souche sauvage, ce qui constitue un argument supplémentaire pour conduire à son inefficacité.

2. Cet essai est, selon vous, injustifié ?

Scientifiquement, une telle entreprise n'a pas de sens. Cet essai de phase 3 est en outre éthiquement injustifié. On va exposer des milliers de personnes, des volontaires, au risque d'une infection, parce qu'un grand nombre ne comprendront pas qu'ils ne sont pas protégés par ce vaccin. Cet essai ne pourra, dans le meilleur des cas, que protéger un nombre infime de personnes et probablement pour de brèves périodes, comme nous l'ont enseigné toutes les expériences animales.

A l'inverse, on va faire prendre des risques de relâchement des mesures de prévention. L'argument des promoteurs des essais, qui font valoir que les personnes concernées sont totalement responsables, est d'une parfaite absurdité dans les es-

saies de phase 3. Il suffit d'observer ce qui s'est passé aux Etats-Unis où dans des essais conduits sur des volontaires. On sait aujourd'hui que ces personnes n'ont en rien modifié leur comportement, que le vaccin n'est aucunement protecteur et qu'on observe chez ces volontaires des taux de contamination plus élevés que dans la population générale.

3. Selon vous, aucun argument ne peut donc justifier une telle entreprise ?

Tous les éléments dont nous disposons font qu'il est aberrant de passer aujourd'hui, dans de telles conditions, à un essai de phase 3. C'est un gâchis qui illustre à quel point cette maladie peut, dans le monde scientifique, induire des comportements déraisonnables.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

La vérité sur Stockholm 5.

Le célèbre groupe folklorique suédois ABBA se produira cet été dans les rues et sur les places pour fêter Stockholm, capitale européenne de la culture. Et comme le soleil ne se couche jamais en été sous ces latitudes, il est prévu d'essayer de l'y contraindre par un festival aquatique d'une durée de 9 jours. Si cela ne suffit pas, on continuera alors à faire la fête aussi longtemps qu'il le faudra.

* En 1998, Stockholm est la capitale européenne de la culture (Internet www.stoinfo.se). Pour fêter cet événement, SAS - Scandinavian Airlines - vous offre en juillet/août un tarif spécial week-end¹⁾ Frs 1 450 !!

Pour toute demande d'informations, contactez : SAS réservations 0 801 25 25 25. Minitel 3615 FLY SAS (2.23 Frs/m). Office Suédois du Tourisme tél. 01 53 43 26 27 fax 01 53 43 26 24 ou consultez votre agent de voyages.

1) Hors taxes



Coppet, berceau de l'Europe

Rouverte au public le 1^{er} juillet, la thébaïde romande de M^{me} de Staël est un haut lieu oublié qui vit pourtant naître l'esprit européen

ALORS que l'actualité a encore braqué récemment ses projecteurs (*Le Monde* du 11 juin) sur la demeure de Voltaire à Ferney (Ain), à l'occasion de son rachat par l'Etat pour 17 millions de francs, le château de M^{me} de Staël à Coppet (Vaud), de l'autre côté de la frontière franco-suisse, est un site quasiment oublié malgré sa forte charge historico-littéraire.

C'est que plus grand monde ne s'intéresse, aujourd'hui, à la célèbre occupante de ce manoir helvétique à la sobriété élégance campagnarde : Germaine Necker-de Staël-Holstein (1766-1817), écrivain français, fille du ministre genevois d'origine poméranienne de Louis XVI, épouse d'un vieux diplomate suédois puis d'un jeune militaire italien, ennemie intime de Napoléon I^{er}, égérie de Benjamin Constant, interlocutrice de Schiller, Goethe et Fichte, amie de M^{me} Récamier et de M^{me} de Krüdener, la confidente du tsar Alexandre I^{er}. Et, surtout, mère du Romantisme à travers une profusion de volumes dans lesquels courent aussi cet esprit libéral, cette mentalité paneuropéenne qui devaient par la suite, jusqu'à notre époque, faire école, entretenir force débats et polémiques et pour finir remodeler politiquement et psychologiquement le Vieux Continent.

Privée, par un décret impérial d'exil, de son « ruisseau de la rue

du Bac », à Paris, qu'elle avait préféré au limpide lac Léman malgré les remontrances de Chateaubriand (« Si j'avais comme vous un bon château au bord du lac de Genève, je n'en sortais jamais »), « cette coquille de Staël » (Napoléon I^{er}) fit de sa « prison » de Coppet le salon de l'Europe : « Il y avait souvent jusqu'à trente personnes : Benjamin Constant, Sismondi, Mathieu de Montmorency, Barante, Auguste de Prusse,

sant magnétisme, sombrée dans l'oubli en dépit du rôle intellectuel (et parfois politique voire politique) de premier plan qu'elle joua, va peut-être revenir à la surface. D'une part, les descendants d'Albertine de Staël, fille de l'écrivain, toujours propriétaires de Coppet, ont en effet, le 1^{er} juillet, rouvert la gentilhommière au public, avec des visites conduites par de vrais guides culturels, en attendant diverses animations de

érudition qui laissent encore pan-tois, l'unité culturelle du continent, de l'Allemagne à l'Italie via la France. Coppet n'est pas seulement l'endroit privilégié où se tinrent entre 1803 et 1812 « Les Etats généraux de l'opinion européenne... Voltaire à Ferney n'a jamais rien eu de pareil. Vinrent sur les bords du lac six cents personnes les plus distinguées de l'Europe chercher le plaisir dans le salon de cette femme illustre » (Stendhal). Il n'est pas étonnant d'ailleurs que le sentiment continental soit né chez un être paneuropéen par le sang et l'éducation, issu d'une terre confédérale ayant réussi ce tour de force inédit : l'union durable des Romains et des Germains. Bien que Berne n'en soit pas membre, l'Union européenne s'honorerait en patronant une édition de *Morceaux choisis* de M^{me} de Staël sur l'Europe philosophique et littéraire, avec, en exergue, cette phrase de l'auteur : « Il faut dans nos temps modernes avoir l'esprit européen ! »

Coppet est également et tout simplement un superbe paysage d'Europe continentale avec son château inchangé depuis deux cents ans grâce à un environnement sans révolution, avec ses tilleuls et ses cèdres multicentennaires, vantés entre autres par Chateaubriand - mais qui sont aujourd'hui menacés d'être coupés par le calamiteux projet, très avancé, d'une route destinée à contourner le village de Coppet... Après l'oubli, réparable, ce serait l'outrage, irréparable.

Protestons en allant visiter Coppet, comme on va à une manifestation ou en pèlerinage ! Quant à ceux qu'agace le côté « intello » ou « bas-bleu » de Dame Germaine, qu'ils se répètent le pathétique cri de cette éternelle amoureuse, cet avertissement qui la rend définitivement et terriblement humaine : « Les jouissances de l'esprit sont faites pour calmer les orages du cœur ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Coppet est aussi tout simplement un superbe paysage d'Europe continentale avec son château inchangé depuis deux siècles grâce à un environnement sans révolution, avec ses tilleuls et ses cèdres vantés par Chateaubriand

Athénaïs (M^{me} Récamier), des connaissances d'Allemagne et de Genève, etc. Les conversations philosophiques, toujours piquantes, s'engageaient dès onze heures du matin. Le soir, on jouait du Voltaire ou bien Attila, du poète allemand Werner, lequel devait dire : « M^{me} de Staël est une reine, et les hommes d'intelligence qui l'entourent reçoivent d'elle une éducation sociale » (Sainte-Beuve). Cette femme de lettres au puis-

bon niveau, notamment musicales ; d'autre part, l'académicien Jean-Denis Bredin a été pris, emballé même par la personnalité hors pair de M^{me} de Staël, et il publiera, à l'automne, un premier volume fouillé sur la jeunesse (1766-1792) de cette personne du sexe qui, apprit à lire sur les genoux de d'Alembert, Buffon, Grimm, Marmontel et Diderot, pas moins ! Un portrait qui rappellera sans doute aussi que l'auteur de *Corinne* et de *Delphine* fut également féministe avant la lettre, prenant ainsi vigoureusement la défense de Marie-Antoinette en tant que femme. Joignant l'action à la pensée, Minette (c'était son diminutif), qui militait pour une royauté à l'anglaise, alla jusqu'à préparer un plan d'évasion par la mer de Louis XVI, son épouse et leurs enfants.

Coppet n'est pas qu'un des hauts lieux où se forma la conscience européenne moderne, où l'hôtesses sut, parmi les premiers sinon la première, mettre en lumière avec un brio et une

● Lectures. Parmi les livres de M^{me} de Staël disponibles chez divers éditeurs français, signalons un opuscule peu connu, *Reflexions sur le procès de la reine* (60 p., Mercure de France ou Presses du Languedoc). Du côté des biographies, on trouve M^{me} de Staël de Ghislain de Diesbach (Perrin), M^{me} de Staël de B. d'Andlau (édité et diffusé à Coppet). A paraître chez Fayard, *Minette ou la jeunesse de M^{me} de Staël* de Jean-Denis Bredin.

Carnet de route

● Site. Château de Coppet : sortie indiquée sur l'autoroute entre Genève et Lausanne. Tél. : (de France) 00-41-22-776-10-28. Ouvert tous les jours de 14 à 18 heures. Visites guidées toutes les demi-heures. Pendant l'attente, salles ouvertes à la visite libre. Entrée : 40 F français. Réduction pour groupes et jeunes. Des espaces pour réception et réunion peuvent être loués.

Des guides pour l'été

Pour toutes les heures du jour et dans toutes les situations, des guides pour tous. Dans un format ombragé pendant que d'autres sont au soleil, accroché à la barre d'un autobus brinquebalant et même en tournant les confitures. Un guide n'est pas une théorie sur le mouvement des planètes ou un essai métaphysique. Son défi : retenir une attention vagabonde, distraire en informant. Alors, ces nouvelles collections, pari tenu ? Pour commencer, une perle *Le Pétrole de Bordeaux*, de Jean-Pierre Xiradakis (Rando éditions, 65 F). Dix promenades d'un voyageur qui associe, flâne, hume, goûte et, bien sûr, s'accorde au comptoir. Tout est dit, cartographie, croqué, illustré, en 64 pages alertes et colorées. Vivement la suite ! Michelin millesime désormais ses crûs mis à jour, édite un mini-atlas France

que l'on peut oublier (34 F), des départementales au 1/50 000^e plus faciles à lire, et sort une nouvelle carte touristique « week-ends découverte France » (n° 920, 28 F) qui trace, légende et identifie 68 circuits de courte durée. Sans oublier les guides Néos (Cuba, Syrie-Jordanie, Tunisie, Turquie), maniables, culturels, charpentés et inaugurés depuis peu. Hachette, « Maison fondée en 1826 » rappelle la couverture de la toute fraîche collection « Un été en... ». Ce qui rassure le consommateur de ce guide noblement « manuel ». Car il s'agit bien de mettre la main à la pâte. Cette collection estivale, donc distrayante, bien maquetée, très visuelle, fourmille de bonnes idées pour cuisiner, peindre, broder, cultiver, collectionner et même écrire, sur les 24 dernières pages en papier recyclé. Premiers titres : *Un été en Bretagne* (à compléter par un hors-série Bretagne, 160 p., 42 F) et *Un été en Provence* (144 p., 125 F).

Christine Ockrent dirige, chez Hachette toujours, une collection « Vivre en Europe », en six tomes et avant de fascicules dont un *Voyager en Europe*, d'Anne-Claire Delorme (128 p., 59 F). Une approche différente, celle de journalistes qui décrivent le voyage, statistiques et adresses à l'appui. La Renaissance du Livre, qui reprend les guides Casterman, ouvre une collection « Voyage en », à mi-chemin entre le livre et l'album par son format carré (18 cm x 18 cm) et sa couverture cartonnée. Une optique culturelle, avec de petites notes pratiques, des plans clairs, de belles photos, sur une double page en ouverture de section. Soit et richement. Seule réserve, les informations pratiques, succinctes, que l'on obtient. Il est vrai, dans les offices de tourisme mentionnés. On trouve *Voyage en Europe*, de Jean-Yves Montagne, qui présente notamment l'Auld Alliance, en 4 pages et en toute clarté, mais aussi en Belgique, au

Portugal, au Québec et, pour la France, en Vallée de la Loire (224 p., 125 F). Imprégnation silencieuse d'un pays avec les guides « littéraires » des éditions Hermé (*Venise, Berlin, New York, Rome*) et, surtout, les guides de « Voyages littéraires » que dirige Jean-Louis Gouraud aux éditions Favre (*Istanbul, Venise, la Corse, la Loire, le Kurdistan, le Tibet, l'Himalaya*). Il faudrait encore signaler, aux

éditions J. A., dans la collection « Les Atlas Jeune Afrique », un excellent *Burkina Faso*, géopolitique, amplement commenté et illustré (62 p., 115 F) ; aux éditions « Ouest-France », la série « Découvrir par l'image », sorte de France vue du ciel qu'inaugurent *Les îles charentaises* ; chez Actes Sud, la série Parc national (*Mercantour, Cévennes, Ecrins, Vanoise*) pour les amoureux de la nature ; Aux origines de la Bourgogne cistercienne, premier titre d'une collection de « Guides du week-end », de Julien Frizon (80 p., 50 F au 03-90-41-54-54) et, chez Olibron, le *Guide médical des espaces sauvages*, du docteur Isabelle Philippe (342 p., 145 F), destiné au voyageur d'altitude, qu'il pèrigne dans les Andes ou sur l'Himalaya.

Danielle Tramard



EMMANUELLE DÉCLÉ

EVASION

36 15 TRAVELTOUR

RUSSE Croisière 5 720 F⁺
12 jours/11 nuits, MOSCOU/ST PETERSBOURG
vol + bateau, pension complète + visites

EGYPTE 645 Croisière 3 290 F⁺
15/14 nuits, pension complète, vol + transfrts
+ bateau 54 jours/54 nuits + forfait visites

KENYA 54 jours/54 nuits 3 990 F⁺
A/P/R vol + transfrts + hôtel 3* 1/2 pension
+ 1 journal/1 nuit en safari + pension complète
Vol en direct de Paris et de l'AFR.
Compléments « au bar », taxi A/R, bus en loc.

Tél. 01-53-20-46-56

3615 OLT

CROISIÈRE EGYPTE 1 980 FF
LOUXOR/ASSOUAN/LOUXOR
8/7N Vol + Bateau 5* + Pens. Compl.

ST. MARTIN Sud de Mer 4 850 FF
9 Jours / 7 Nuits Vol + Hôtel 4*

TURQUIE Nord de Mer 2 990 FF
8 Jours / 7 Nuits Vol + Hôtel 3* P.C.

01 47 42 26 37
ONLINE

3615 DREAMS Voyages

proposé séjours de qualité et
vois des meilleures compagnies
aux prix les plus bas.

(Lis. N° 02 95 0516 - 02 21 7500)

choisissez et réservez
en toute liberté
un hôtel à Londres
à prix discount !

3615 Domez Bien

2,230 Main MC 075900210

Dépensez moins, voyagez plus !
Achetez en direct au Tour Opérateur.

DISPONIBILITÉS JUILLET / AOÛT

GRETE
Vols : 1 700 F à 2 300 F
(maxi le 17/08/98) Paris et Province

Nikos Beach 3* Plage. 1 155 F
par semaine. 1/2 pension incluse.

Minos Palace 5* 2 625 F
par semaine. Tous repas.

MAITE
Vols a/c : 1 650 F Paris et Province
Selmon Palace 4* 2 380 F
par semaine. 1/2 pension incluse.

TUNISIE
Vols a/c : 1 570 F Paris et Province
Hôtel Liberty 3* Sup 1 890 F
par semaine. 1/2 pension incluse.

OUVERTURES EXCEPTIONNELLES
Dimanche 5 et 12 Juillet, 10h - 17h.

Brochures gratuites sur demande.
Michel 3615 Directours (02 7500)
Web www.directours.fr

Directours.
90, Av. des Champs Elysées 75008 PARIS

LE COMPTOIR BLEU
voyages

DIJON 1360 F
BOSTON 1800 F

DEPARTS JUILLET/AOÛT

BEZA 3600 F
Vol + Hôtel 24/7 nuits + dîner-pension

SAINT-DOMINGUE 6580 F
Vol + Hôtel 44/7 nuits + dîner-pension

BODRUM 2900 F
Vol + Hôtel 44/7 nuits + dîner-pension

3615 BLEU
01 46 56 40 40

Voyages-nature

la paix en été
partout en France
de Grands Espaces
de la Bretagne à la Mongolie.

NOMADE

Brochure :
01 43 36 77 04
3615 Nomade

3615 Bye Bye

ESPAGNE Costa Dorada 1 990 Frs
1 semaine de location pour un studio 2 personnes

TURQUIE Croisière de 15 4 590 Frs
Vol + Croisi + Séjour Hôtel-Croisi + transfrts

BAU Séjour 7 140 Frs
Vol + 10 jours avec Petit-déjeuners + transfrts

Toutes vos vacances
sur **3615 Bye Bye**

Service de réservation - 01 42 22 22 22

LAC LEMAN - SUISSE

7 jours en demi-pension
dès FF 3400.- par pers.

HÔTEL DU SIGNAL ****
CH-1604 PUIDOUX-CHEXBRES
Tél. +41 21/ 946 05 05
Fax +41 21/ 946 05 15

HÔTEL DU PARC ****
CH-1801 LE MONT-PÉLERIN
Tél. +41 21/ 921 23 22
Fax +41 21/ 923 52 18

PROFESSIONNELS DU VOYAGE
COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE

APPELÉ : 01 42 22 22 22

LE CARNET DU VOYAGEUR

02 JUILLET 1998
Prévisions
vers 12h00

Éclairs
Foudre
Nuages
Brèves éclaircies
Couvert
Brume brouillard
Averses
Pluie
Orages
Neige
Vent fort

METEO FRANCE

■ **HOTELS.** Jusqu'à 30 août, la plupart des 100 établissements du groupe Radisson SAS Hotels Worldwide en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord proposent à leur clientèle familiale l'hébergement **gratuit des enfants** (deux au maximum) âgés de moins de 18 ans et dormant dans la chambre des parents. Si l'hôtel choisi n'a pas de chambre assez vaste, une réduction de 25 % est appliquée sur la seconde chambre. Renseignements au 01-67-00-91-60-60.

■ **GRÈCE.** Chaque mardi de Paris, 7 juillet au 25 août, Havas Voyages Vacances propose un vol à destination de Mykonos ou Santorin pour 1 975 F (+197 F de taxes). Aller-retour. On peut arriver dans une île et repartir de l'autre. Le 4 juillet, le prix tombe à 1 450 F et il passe à 2 105 F les 4 et 11 août. Renseignements au 01-41-06-41-23.

Situation le 1^{er} juillet à 0 heure TU

Prévisions pour le 3 juillet à 0 heure TU

Rosiers en taille d'été

toutes les fleurs qui leur ressemblent physiquement, aux sauges rouges et bleues. Evidemment pas aux impatiens, aux pétunias, surfinies, bégonias à petites fleurs et autres fuschias. Les géraniums gagneront toutefois à être débarassés une fois par semaine de leurs inflorescences fanées qui ne sont pas jolies et de leurs feuilles jammies ou desséchées.

Une fois débarrassés, les lupins vivaces et les delphiniums seront coupés au ras du sol, le sol alors tout griffé après que deux poignées d'engrais complet par plante auront été déposées autour de la touffe – un bon arrosage suivra. Ainsi soignées, ces deux plantes refleuriront en septembre, d'une façon certes moins abondante, mais beaucoup plus décorative qu'un amas de feuilles desséchées. Les trous dans les massifs pourront être bouchés avec des plantes vendues en barquettes – les prix commencent à baisser – ou avec des iris. Juillet est justement le moment de multiplier ces plantes.

Alain Lompech

Alain Lompech**PROBLÈME N° 98156**

‡ SOS Jeux de mots :
3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

[illegible]

- V. Beurre, crème, yogourts et autres fromages. Anglaise légère. - VI. D'un auxiliaire. Entrés dans le monde. *Fin inattendue.* - VII. Ne cachent pas le paysage. Douceur tahitienne. - VIII. Descend de la haute Ecosse. Fils du Soleil disparu

VERTICALEMENT

1. Comme dans un rêve. - 2. Décorée finement. - 3. Pièces de change. - 4. Turku vu de Suède. - 5. Décoré. - 6. Pénurie. - 7. Fais des jours rires. Son ascension est redoutable. - 8. Sont ascension est motorisée. Poche stomacale et machine à broyer. - 9. Guindés dans le fond et dans la forme. Apporte du nouveau. - 10. L'homme qui se fait connaître dans l'autre. Lettres de Marcel. - 11. Agence soviétique. - 12. Y a toujours une bonne occasion de le porter. - 13. Personnel. Pas gêné. Donne la fièvre. - 14. Le Maître de Venise. - 15. Les fournisseurs de bonnets marteaux.

Philippe Dupuis

HORizontalement
 I. Inauguration. - II. Monture.
 Echo. - III. Ait. Sévirait. -
 IV. Griottes. Oa. - V. Ic. Carnets.
 - VI. Négateur. Epi. - VII. Au. Ri.
 Sacral. - VIII. Tr. Iwe. Naevi (naïve).
 - IX. Aneth. Niet. - X. Fana. Erenée.

VERTICALEMENT

1. Imaginatif. - 2. Noireur. - 3. Anti. An. - 4. Ut. Ocarina. - 5. Gustative. - 6. Urètre. Été. - 7. Revenus. Hg. - 8. Iseran. - 9. Ter. Cane. - 10. Ica. Serein. - 11. Ohio. Pavée. - 12. Nobilité.

PROBLÈME N° 1795

♠ D 10 6
♥ A 10 5
♦ 9 6 3

♣RV92

	N	
O		E
	S	

♠R72 ♠983
♥V983 ♥D
♦AR42 ♦DV10875
♣86 ♣1043

♠ AV54
 ♥ R7642
 ♦ -
 ♣ AD75
 Ann.: O. don. N.-S. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
passee	passee	passee	1 ♡
passee	2 ♣	passee	2 ♦
passee	2 ♡	passee	4 ♡...

Ouest a entamé le Roi de Carreau, coupé par le 2 de Cœur. Le déclarant est monté au mort par l'As de Cœur (pour la Dame d'Est), et il a fait l'impasse à Pique. Ouest a pris du Roi et a rejoué Carreau, coupé par le 6 de Cœur ; puis Sud a tiré le Roi de Cœur, et... Est a défaussé un Carreau. Comment Sud a-t-il gagné. QUATRE CŒURS, contre toute défense ?

Réponse
On trouver six autres levées : Sud peut faire encore une troisième coupe à Carreau, deux Piques (sauf si Ouest a un doubleton) et deux Trèfles, mais pas troisième car il est possible qu'Est, qui a montré un singleton à Cœur, ait au moins trois cartes à Trèfle. Alors il déclarait peut trouver la dixième levée grâce à la coupe du quatrième Pique avec le 10 de Cœur serré (coup en passant). Voici la ligne de jeu de Bernier : As et 10 de Pique, 9 de Carreau coupé avec le 7 de Cœur, Roi et As de Trèfle, et 5 de Pique coupé avec le 10 de Cœur (si Ouest ne coupe pas avec le Valet de

A l'autre table, le contrat fut le même après des annonces différentes. Le début du coup avait été identique, mais, après avoir joué l'As de Pique, Sud essaya de réaliser trois Trèfles. Ouest coupa, tira le Valet de Cœur et joua Carreau pour... trois de chute !

ATTENTION À CÉSAR
 Cette donne a été distribuée au
 cours d'un tournoi de Nouvel An à

Jeux de mots

36 15 LEMONDE
2,33 F la minute

Tartu, en Estonie. Un appel d'un joueur de flanc a facilité la tâche du déclarant. Cachez les mains adverses.

♠ 1073
 ♥ 93
 ♦ A752
 ♣ AR52

♠ RDV942
 ♥ 864
 ♦ RV94
 ♣ -

N
 O E
 S

♠ 85
 ♥ 10752
 ♦ 1086
 ♣ DV43

Ann.: S. don. N.-S. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
A. Heimlo	X.	L. Heimlo	Y.
2 ♣	2 ♣	3 ♣	passe
3 SA	passe	passe	passe

Ouest a attaqué le Roi puis la Dame de Pique, sur lesquels Est a montré un doubleton avec le 8 et le 5. Sud a pris au deuxième tour et a joué le 10 de Trèfle pour le... 9 de Carreau d'Ouest. Comment Sud a-t-il gagné TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères
L'ouverture de « 2 Trèfles » (Stamman de précision) promettait une main de moins de 17 points avec une longue à Trèfle. Le cue-bid à « 3 Piques » de Lydia Heino, en Nord, demandait de dire « 3 SA » avec un arrêt à Pique.

Phillope Brugnon

TAURATION est à l'ordre du jour depuis une bonne quinzaine d'années. Son propriétaire l'ayant cédé au Conseil d'Etat, il doit devenir le siège de la cour administrative d'appel.

L'architecte en chef des Monuments historiques, Bernard Fonquernie, chargé des travaux, a présenté un projet devant la Commission supérieure des monuments historiques.

qui l'a accepté. ● L'HISTORIEN Jean-Marie Pérouse de Montclos, membre de cette Commission, conteste vigoureusement les partis pris de l'architecte. En dehors des querelles de

personnes, il s'agit là d'un débat de doctrine : doit-on ignorer l'histoire d'un édifice et effacer les traces qu'elle y a laissées ? Peut-on revenir à un état idéal du bâtiment ?

Chef-d'œuvre du XVII^e siècle, le bâtiment érigé à Paris par Antoine Le Pautre doit être rénové pour accueillir le siège de la cour administrative d'appel. Le projet de Bernard Fonquernie, chargé des travaux, suscite cette interrogation : doit-on ignorer l'histoire d'un édifice et les traces qu'elle y a laissées ?

LES HISTORIENS de l'architecture et les architectes des Monuments historiques ne font pas toujours bon ménage, les premiers reprochant aux seconds leurs interventions « abusives » sur les édifices dont ils ont la charge. Et ces derniers moquant « l'érudition de papier » des historiens. La querelle qui oppose deux ténors de ces disciplines, Bernard Fonquernie, architecte en chef, inspecteur général des Monuments historiques, et Jean-Marie Pérouse de Montclos, directeur de recherche au CNRS, est de cet ordre.

Mais l'objet de la dispute est de taille. Il s'agit de la rénovation de l'hôtel de Beauvais, 68, rue François-Miron, à Paris. L'édifice, entièrement classé, est un chef-d'œuvre de l'architecture du XVII^e siècle. Il a été achevé en 1660 par l'architecte Antoine Le Pautre (1621-1691) pour Catherine Bellier, épouse du baron de Beauvais, dite « Cateau la borgnesse », célèbre en son temps pour avoir dénié le jeune Louis XIV.

MOZART Y SÉJOURNA

L'architecte avait à sa disposition une parcelle compliquée et exigüe. Il imagina donc, au lieu de prélever le corps de logis — deux étages — entre cour et jardin, d'avancer le bâtiment principal sur la rue, de créer une cour ovale et d'installer le jardin sur la toiture des écuries. Le succès de cette innovation fut immédiat. Dans les premières années du XVIII^e siècle, l'habitat changea de mains. En 1704, Robert de Cotte (ou plus vraisemblablement son fils) et, vers 1730, Jean-Baptiste Beausire remanièrent le bâtiment à la demande de ses propriétaires. Pour y ajouter à la notoriété du lieu, Mozart et sa famille séjournèrent ici pendant cinq mois en 1763. En 1828, après la Révolution, l'édifice fut revendu et le nouvel acquéreur voulant le plus avantageux pour son étage supplémentaire. Ce qui bouleversa l'intérieur du bâtiment, mais aussi sa façade.

Jusque dans les années 1980, il fut habité bourgeoisement et ouvert à la visite. La Ville de Paris, qui l'acheta en 1943, ne se soucia pas de l'entretenir outre mesure. Malraux ayant lancé son plan de sauvegarde du Marais, le propriétaire chercha pour l'œuvre de Le

Enfin, l'édifice est si fameux qu'il figure dans tous les guides du siècle suivant. Quant à l'architecte Blondel, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, il en fait un cas d'école et y amène régulièrement ses élèves. On sait donc qu'à la veille de la Révolution la façade de l'hôtel n'a pas été modifiée significativement. Les interventions de Beausse se sont limitées à des réaménagements intérieurs. La façade que prétend restituer Ponquerrie n'a jamais existé. »

L'historien déplore d'ailleurs que les sondages n'aient pas été faits « avant la présentation du projet » à la commission. Et il affirme, en outre, que celui qui est soumis actuellement au permis de construire diffère de celui qui a été approuvé par la commission supérieure des Monuments historiques : « M. Fonquernie se propose de construire sur une partie de la parcelle voisine, propriété municipale, un bâtiment neuf. Or cette construction, loin d'être présentée comme un additif au plan de Le Pautre, affecte d'en être partie prenante. Il dénature ainsi l'originalité de cette œuvre ».

« SCIENTIFIQUEMENT INEPTES »

« **S'inscrivant dans le mouvement** historique de l'architecture, ce mouvement historique défend « **C'est une reproche de créer un nouveau bâtiment dans la cour. C'est faux.** Pour ce qu'esquisse la symétrie d'un bâtiment qu'il n'a pas pu développer à cause de la configuration du terrain. Aujourd'hui, j'ai la possibilité de l'achever de l'autre côté du mur renard - il sera invisible de la cour ovale - et je pourrais caser là un indispensable ascenseur. » Quant à l'immeuble de la rue de Jouv, il admet finalement qu'en l'absence de toutes traces architecturales on a la liberté de faire ici une architecture neutre, dite d'accompagnement, ou une création contemporaine, « **à condition qu'elle soit de qualité** ».

Jean-Marie Pérouse de Montclos n'en démord pas, regrette le parti retenu et « la volonté obstinée mais scientifiquement inapte de revenir à un état disparu depuis plus de deux siècles, au prix de coûteux travaux ». L'architecte réplique : « Mes idées sont aussi respectables que celles de M. de Montclos. Je n'interprète pas, je suis au plus près de ce qui a existé. » Pourquoi ne pas se contenter de rénover sagement

l'existant ? « Ne pas restaurer, c'est ne rien faire, autant laisser pourrir ce chef-d'œuvre », rétorque Bernard Fonquernie. Conclusion de Pérouse de Montclos : « Après la rénovation, il y aura dans l'hôtel de Beauvais 2 % de Le Pautre, 10 % de Beausire et le reste sera de Fonquernie ».

En attendant, le préfet de Paris tarde à délivrer le permis de construire. Il a d'abord écrit au ministre de la culture pour lui demander si les modifications du

Architecture des Lumières

L'hôtel d'Hallwyl, un des premiers travaux de Claude Nicolas Ledoux (28, rue Michel-Lecomte dans le 3^e arrondissement de Paris) est en vente après une rénovation (inachevée) entreprise par Bernard Fonquernie.

Quant à l'ultime construction rescapée d'Etienne-Louis Boulle, l'autre architecte visionnaire de la seconde moitié du XVIII^e siècle, elle est gravement menacée. La Lyonnaise des eaux, propriétaire de l'Hôtel Suchet, 16, rue de la Ville-Evêque, à Paris, entend faire couvrir la cour et l'hôtel par une verrière qui retomberait sur la façade arrière. Au siècle dernier, les communs entre la rue et la cour avaient été remplacés par des bâtiments de même style et de même gabarit. En 1974, ces communs Napoléon III furent détruits et remplacés par un immeuble de pierre et de verre. La commission supérieure des Monuments historiques vient de demander à la Lyonnaise de renoncer à sa verrière.

projet ne devaient pas entraîner une révision du dossier. Devant le mutisme de la Rue de Valois, le préfet a envoyé un second courrier pour indiquer qu'il ne considérerait pas une non-réponse du ministère comme une réponse affirmative. Du coup, le comité de suivi de la commission supérieure vient de se réunir. Moyennant trois modifications mineures, le projet de Bernard Fonquernie a reçu un feu vert.

Emmanuel de Roux

Naissance d'un monument historique, l'hôtel Raoul de la Faye

AI JOND d'une cour du 5, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, se cache l'un des plus vieux édifices civils de Paris. Cette construction semi-monumentale du XVI^e siècle, mi-château entre l'hôtel aristocratique et la grosse maison bourgeoise, est depuis peu une école de langues. A première vue, on se demande si on n'est pas glissé, par inadvertance, dans un décor pour *Les Visiteurs* du soir. Mêmes pierres tour blanches, fenêtres à meneaux, vitraux, chéneaux de plomb. La façade d'entrée souffre d'un médiocre dessin avec ses ouvertures trop larges. Les toitures sont impeccablement recouvertes de tuiles Vieux Paris, mais dotées de curieuses lucarnes. Le jardin « secret », doté de deux galeries assez réussies, est d'un modèle trop « médiévalo-renaissant » pour être totalement convaincant.

A la décharge de l'architecte en chef des Monuments historiques Jean-Pierre Jouve, qui a pris en main la nouvelle destinée de l'hôtel Raoul de la Faye, il a fallu travailler comme un Cuvier, qui reconstituait ses diplodocos à partir d'une vertèbre. Le diplodocos en question était masqué par un bâtiment-pont jeté sur la cour intérieure qui occultait la façade. Le jardin ? Il était couvert par une verrière. *Quelque inscrit à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques depuis 1966, le bâtiment était à l'abandon. Le maître*



**L'hôtel Raoul de la Faye,
au 5, rue Sainte-Croix-
de-la-Bretonnerie.**

d'ouvrage, la Fondation Tanaka, groupement éducatif japonais à vocation internationale, a acheté peu à peu l'ensemble de l'immeuble, divisé en plusieurs parcelles, et assuré tous les travaux : total, 25 millions de francs. Ils ont bénéficié d'environ 5 % de subventions. Le premier travail de l'architecte a été d'inventorier les archives et de sonder les murs et le terrain. Côté archives, Jean-Pierre Jouve a eu de la chance. Il est tombé sur l'inventaire après décès de Raoul de la Faye, en 1544, avec une description détaillée des meubles et des pièces où ils se trouvaient, agencements et décors.

Raoul de la Faye, notaire du roi Louis XII et trésorier-payeur de la garde, a fait construire cet édifice vers 1510, les communs dormant sur

la rue, selon l'usage. Au XVIII^e siècle, la façade du corps principal est recomposée, un escalier est construit, veillé par une sphinge, toujours en place. Un plan de 1750 nous donne exactement sa place. Les malheurs de l'hôtel commencent en 1852, quand un nouvel immeuble de six étages est construit sur la rue, qui avale les communs et tronque le corps principal de l'édifice. Plus tard, une société d'épicerie défigure totalement l'ensemble.

Heureusement, les murs paient. On retrouve des morceaux de corniche, des bouts de décor, et jusqu'à des plafonds peints entiers abîmés *derrière de faux plafonds de plâtre*. Sur le jardin, dans la galerie, perpendiculaire au bâtiment, surélevée au XVIII^e siècle, on est tombé sur un décor entier — qu'il est difficile d'attribuer à un peintre du calibre de Blanchard, comme on a vu le mur-mur à Poreille. Il n'en est correctement restauré. Si les planchers étaient encore en place à 90 %, les lucarnes avaient disparu ; l'architecture a dû les réinventer avec un bonheurs médiocre. La place des cheminées était bien visible. Il a suffi d'aller chez l'antiquaire pour les remplacer. Quant à la blancheur des murs, la pollution aura vite fait de lui conférer une patine parisienne. Et Paris comptera un authentique bâtiment historique de plus.

E. de R.

Les cuisines de l'Ecole militaire

LE MINISTRE de la défense est un des plus gros propriétaires de patrimoine historique. A Paris, il possède quelques morceaux de choix : l'ancien couvent du Val-de-Grâce, l'hôtel des invalides, l'hôtel de la Marine, place de la Concorde, ou l'Ecole militaire (12 hectares au cœur de Paris), ces deux derniers bâtiments ayant été conçus par le même architecte, Jacques-Angé Gabriel (1698-1782). L'Ecole militaire a une triple vocation : éducative (l'université de la défense), sportive (elle est dotée de plusieurs manèges équestres) et administrative.

3 000 REPAS CHAQUE JOUR

C'est aussi un énorme garage. Les véhicules du ministère de la défense, mais aussi ceux du premier ministre, y sont casés. Enfin elle s'est enrichie, depuis quelques années, d'une série de baraquas Algéco hébergeant des services sociaux. Et demain va s'ajouter à ce programme déjà copieux un pôle culinaire régal, capable de servir 3 000 repas chaque jour. Que le remarquera-t-elle ? Le quadrilatère est bouclé comme une forteresse, opaque, inaccessible aux civils. Elle ne s'enfonce qu'aux journées du patrimoine et lors de rares visites guidées.

On peut douter de la nécessité d'installer ici une cantine de cette taille qui, dès aujourd'hui, paraît

aussi obsolescente que les fameux abattoirs de La Villette, chef-d'œuvre d'une centralisation excessive et que l'on dut détruire le lendemain de leur inauguration. La construction de ce pôle culinaire entraînera la destruction d'une longue structure métallique — le bâtiment 402 — datant du XIX^e siècle, qui sert pour moitié de garage et pour le reste de manège. Elle sera remplacée par un parking souterrain et, en surface, par ledit « cullinarium ». Les architectes choisis par l'armée n'ayant pas toujours eu la main heureuse, on peut être inquiet à l'idée de ce qui risque de sortir de terre, à quelques pas de la rotonde du Gaiel, d'un bâtiment qui ne sera pas conseiller à la Cour des comptes, secrétaire général de l'administration de la défense, se verra rassurant. Il précise d'abord que le regroupement de ces cuisines est indispensable, compte tenu de la baisse des effectifs liée à la suppression du service militaire. Il indique ensuite que les véhicules appartenant à son ministère vont être délocalisés à Balard, dans le 15^e arrondissement. Et que ce nouveau bâtiment permettra de faire disparaître « presque totalement » les voitures qui transforment cet ensemble historique, prestigieux en un vaste parking. Le coût de l'opération est estimé à 150 millions de francs.

Mais, estime Jean-François Hé-

bert, « c'est toute l'Ecole militaire qu'il faudrait revolor. L'armée est traditionnellement soumise de son patrimoine. Elle a rénove avec soin le Val-de-Grâce et s'occupe actuellement des invalides, une opération très lourde et très longue où la défense agit en partenariat avec le ministère de la culture. Quand cette opération sera achevée, il faudra s'attaquer à l'Ecole militaire, où trop de bâtiments ont été classés sans grand discernement, où trop de constructions médiocres parasitent l'œuvre de Gabriel et de ses successeurs ».

ARCHITECTURE & INVISIBLE »

En attendant ce chantier, qui ne sera pas ouvert demain matin compte tenu de l'actuel budget des armées, il va falloir choisir un parti pour le « culinarium ». Certains sont partisans de réutiliser un bâtiment existant. Lequel ? Ils ont tous une affection. Ceux qui poussent à la construction sont partagés entre les tenants d'une architecture « invisible » - au mieux un pastiche, souvent la pire des solutions - et ceux qui réclament une « intervention contemporaine de qualité ». François Barré, directeur de l'architecture et du patrimoine au ministère de la culture, aura certainement son mot à dire.

E. de R

مكذا من راحل

Pour rire de « quelque chose dont personne ne veut »

My Man Godfrey. Une des meilleures comédies de Gregory La Cava sort en salle

Film américain de Gregory La Cava (1936). Avec Carole Lombard, William Powell, Alice Brady. (1 h 30.)

Eclipsé par ceux que la postérité a consacrés comme les témoins de la comédie américaine - Ernst Lubitsch, George Cukor, Leo McCarey ou Frank Capra -, Gregory La Cava jouissait pourtant, en son temps, d'une réputation aussi grande que ces contemporains. Venu du dessin animé en passant par la boxe, La Cava, né en 1892, démarre sa carrière dans les années 20, sous contrat avec la Paramount, en puisant tout à tour dans la veine comique (il dirigea à deux reprises W.C. Fields) et l'inspiration dramatique. Sa maturité artistique, dans les années 30, est marquée par la même alternative, entre la comédie - *Mon mari le patron* (1933), *My Man Godfrey* (1936) - et des drames comme *Symphony of Six Millions* (1932) ou *Primrose Path* (1940). L'ali-

coïsmisme et une propension débile à se mettre le système et les patrons des studios à dos (surnommé « Mister No »), il est un grand adepte de l'improvisation au jour le jour) mettent prématurément fin à sa carrière, après que son vingthuitième et dernier film, la comédie *Living in a Big Way* (1947), ait été un cuisant échec commercial. Il meurt en 1952, dans l'indifférence générale.

RÉÉVALUATION

Demeurée longtemps invisible, et particulièrement durant la période du muet, son œuvre a été tirée de l'oubli par les rétrospectives que lui ont successivement consacrées le Festival de Saint-Sébastien en 1995, celui de La Rochelle puis la Cinémathèque française en 1997. Elle a été l'objet à cette occasion d'une réévaluation qui a semé une discrète discorde chez les exégètes, partagés entre tenants d'une élévation du cinéaste au plus haut rang et partisans d'une place hiérarchique plus modeste, parmi les « petits maîtres ».

La reprise de *My Man Godfrey* (1936), son film le plus célèbre, permettra du moins à chacun de se laisser prendre à la magie d'une comédie américaine de la haute époque.

Comédie sociale dont l'action se déroule à l'époque de la Dépression - ce qui lui confère d'emblée une certaine actualité -, *My Man Godfrey*, sous ses vertus comiques, procède d'une charge satirique et morale d'une grande acuité. On y voit deux jeunes filles de la haute bourgeoisie new-yorkaise s'aventurer jusqu'à l'innommable taudis d'un « homme oublié » (expression par laquelle on désignait dans les années 30 les victimes de la crise aux États-Unis) et tenter de le persuader de les accompagner, en lui expliquant qu'il s'agit d'un nouveau jeu de société qui a pour règle de ramener au comédien organisateur « quelque chose dont personne ne veut ». C'est ainsi que Godfrey Tescu (William Powell) consent à suivre, tel un trophée vivant, l'inconséquence et charmante Irène



Gregory La Cava (en bas à droite) sur le tournage de « My Man Godfrey » (1936).

Bullock (Carole Lombard), trop heureuse de remporter grâce à lui le premier prix du concours au détriment de sa sœur Cornelia, étudiante rivale.

Devenu son protégé, Godfrey va rejoindre le giron de la famille Bullock comme domestique, et imposer à ce foyer excentrique et vicé

une présence providentielle qui semble relier *Boudou sauvé des eaux*, de Jean Renoir, à *Thérèse*, de Pier Paolo Pasolini. Comme l'affectionnait également Mitchell Leisen dans nombre de ses films (*Easy Living*, réalisé en 1937, entretient de nombreuses affinités avec *My Man Godfrey*, et plus encore avec *La Fille de la 9^e Avenue*, que La Cava a réalisé en 1939 sur un thème similaire), le cinéaste pratique l'hybridation des formes. En organisant la rencontre de deux univers sociaux que tout devait tenir à distance, il mêle aussi deux genres majeurs de la comédie américaine : la comédie sophistiquée (Lubitsch) et la comédie loufoque (Capra).

Mais l'intrigue même du film démontre que cette rencontre est pipée, et que le cinéma de La Cava, loin d'atteindre à la jubilation virtuose d'un Lubitsch ou à la puissance optimiste d'un Capra, ne la suscitait que pour mieux la décevoir, au nom d'une règle du jeu dont il importe peu de savoir si c'est Hollywood ou le monde qui l'impose, puisqu'il faut apparemment s'y plier.

J. M.

Jacques Mandelbaum

Le dévoilement pas très affriolant du naturisme

A la recherche du paradis perdu (vivre nu). Un film tourné « in situ » et dans le plus simple appareil

Film français de Robert Sallis. (1 h 40.)

Souvent assimilé, au pire, à un regroupement de pervers caractérisés, au mieux, à un rassemblement de doux originiaux, le mouvement naturiste, né au début de ce siècle, compte aujourd'hui une centaine de centres, deux cents clubs et quelque deux millions d'adeptes en France où il jouit depuis 1983 d'un agrément associatif officiel et où ses structures sont les plus développées au monde. Ce documentaire (dont une version courte a été diffusée sur TF 1 en 1993) se veut une introduction à l'histoire, à la philosophie, et, si l'on peut dire, à la physiologie du mouvement.

Il s'appuie sur des témoignages d'adeptes ordinaires, de pionniers (Christiane Lecocq, cofondatrice de la Fédération française de naturisme), de spécialistes (Marc-Alain Descamps, psycho-sociologue) et d'adversaires convertis (un ex-gendarme de Saint-Tropez), voire quelques croyants ocuméniques (le révérend père Blondin).

ACTIVITÉS LUDIQUES SUR FOND DE VALSE

Alternant cette kyrielle d'entretiens avec des scènes d'activités sportives ou ludiques en plein air sur fond de valse viennoise, le film procède néanmoins d'un parti pris : filmer *in situ* et dans le plus simple appareil ses person- nages. Il répond ainsi à la définition canonique

du naturisme : « Une manière de vivre en harmonie avec la nature, caractérisée par la pratique de la nudité en commun, qui a pour but de favoriser le respect de soi-même, le respect des autres et celui de l'environnement ».

Ce faisant, le film suscite deux questions. La première tient à la philosophie d'un mouvement qui postule, contre les méfaits de la civilisation, la possibilité d'un retour à une pureté originelle de l'homme. La seconde, directement liée au cinéma, interroge le dévoilement naturiste face au plaisir du regard, pour constater combien, en dissolvant la sexualité de la nudité, il naturalise tristement cette dernière.

Un genre alibi, témoin d'une censure pointilleuse en matière de nudité cinématographique

EXALTATION SÉRIEUSE et un brin compassée du naturisme sous l'égide de la très respectable Fédération française de naturisme, le film de Robert Sallis a eu des pré- décesseurs. Tous n'étaient pas forcément à prendre très au sérieux. Dès les années 20, en Allemagne, des films comme *Wege zu Kraft und Schönheit* (Force et beauté), de Wilhelm Frager et Nicholas Kaufmann, ou *Lachendes Leben* (La Marche au soleil), d'Arnold Fanck - qui sera un des spécialistes du film de montagne, catégorie fort prisée par les nazis -, devaient tout à un contexte idéologique qui glorifiait les joies naturelles du sport et de la vie au grand air. A la fin des années 40, certains cinéastes comme Jean Albert Foëx ou Louis Félix se feront une spécialité, en France, de tourner des courts métrages à la gloire des lieux naturistes (*Manœuvre*, l'île heureuse) sur l'île du Levant par exemple.

C'est surtout dans les années 50 et 60 que le genre s'épanouira dans les salles des boulevards, sous la forme de comédies égrillardes comme *L'île aux femmes*

nues d'Henri Lepage ou, surtout, de pseudo-documentaires. Werner Kunze, producteur et réalisateur suisse, fut le responsable notamment de *Nous irons à l'île du Levant*, *Vacances naturistes*, *Le Soleil sous la peau*. Ce sont pourtant les Anglais qui se feront une spécialité du film naturiste. *Le Paradis des nudistes*, de Charles Saunders en 1958, et *Nus au soleil*, de Michael Winner en 1961, sont parmi les titres les plus connus d'une production féconde.

BLOCAGES PSYCHOLOGIQUES

Ces films étaient exploités dans les circuits de salles « érotiques ». Derrière l'alibi d'un reportage sociologique ou d'une exaltation du naturisme construite sur un schéma immuable (un récalcitrant est peu à peu convaincu par ses amis de pratiquer le naturisme et se débarrasse ainsi, comme par miracle, de tous ses blocages psychologiques), il s'agissait avant tout de permettre au spectateur de l'époque de se rincer l'œil. L'existence même du genre naturiste témoignait de la vigueur d'une censure pointilleuse en matière de

nudité cinématographique et des ruses diverses employées pour la contourner.

En revoyant aujourd'hui quelques-unes de ces bandes qui paraissent désormais relever de l'antiquité, il est difficile de ne pas s'esclaffer devant les astuces misérables de cinéastes exaltant, d'un côté, la nudité totale et s'acharnant, en même temps, à inventer divers moyens pour cacher les sexes et les poitrines féminines. Lorsque l'on n'apercevait pas de minuscules cache-sexe, on s'enchantait de la façon dont les feuillages occultaient toujours comme par hasard les endroits « sensibles » ou du besoin qu'avaient les protagonistes de jouer systématiquement au volley-ball dans une piscine avec de l'eau jusqu'à la poitrine. L'idée de nudité devait donc suffire à rendre inutile la nudité réelle. Lorsque la censure se libéralisa pour permettre la diffusion d'un cinéma explicitement érotique, ce genre alibi, comme d'autres (les films d'éducation sexuelle par exemple), disparut.

Jean-François Rauger

LES NOUVEAUX FILMS

LA PISTE DU TUEUR

Pour son premier long-métrage, Jeb Stuart - qui a écrit le scénario de nombreux films d'action dans les années 80 - s'en prend à un schéma que l'on croyait usé et délavé : Dennis Quaid incarne un agent du FBI en rupture avec sa hiérarchie, décidé à traquer l'assassin qui joue avec lui, depuis des années, une partie de cache-cache mortelle et codée et qui a enlevé son fils. Mais, progressant à la faveur de deux intrigues parallèles dont on ne saisira pas tout de suite les liens, le récit suit un parcours sinu- eux, non exempt d'intrusismes. Et malgré la banalité de son prétexte, le film de Jeb Stuart retient l'attention par sa peinture méticuleuse et sinistre de l'Amérique profonde et par le jeu sur les

apparences auquel se livre le scénariste. C'est ainsi que certains protagonistes changent de statut en cours de film - de sympathiques, ils deviennent « méchants » et vice versa -, condamnant le spectateur à s'interroger sur ses propres réflexes (pourquoi décide-t-on que tel personnage est du bon côté ?). Davantage de finesse psychologique et une distance plus grande par rapport aux conventions du genre auraient fait de cette *Piste du tueur* une œuvre réussie. J.-E.R. Film américain de Jeb Stuart. Avec Dennis Quaid, Danny Glover, Jared Leto, R. Lee Ermy. (2 heures.)

BREAKING UP

Breaking Up repose sur un parti pris qui exige un vrai talent de cinéaste pour être convaincant. Le

récit s'attache à décrire exclusivement deux jeunes New-Yorkais unis par une attraction sexuelle forte, mais incapables d'envisager une existence commune à long terme. Querelle d'amoureux sur fond d'angoisse existentielle, séquences oniriques mêlant fantasmes et cauchemars se succèdent dans un film dont l'auteur a choisi de ne pas quitter ses deux protagonistes principaux. La psychologie ne dépasse pas celle d'une mauvaise drame télévisée et les scènes de rêve sont remarquablement laides. J.-E.R. Film américain de Robert Greenwald. Avec Russell Crowe, Salma Hayek. (1 h 28.)

A LA RECHERCHE DU PARADIS (VIVRE NU) (Lire ci-dessus.)

MY MAN GODFREY (Lire ci-dessus.)

La « Maison du cinéma » s'installera à Bercy

COMME PRÉVU (Le Monde du 17 juin), Catherine Trautmann a annoncé le choix de l'ancien Centre américain, rue de Bercy à Paris (12^e), pour y implanter ce qui ne s'appelle plus le Palais du cinéma mais la Maison du cinéma. Modeste bienvenue après que l'État a renoncé à lui donner comme promis le Palais de Tokyo, c'est-à-dire à la fois l'espace au sol et l'ampleur symbolique qui auraient résulté de ce choix. Toutefois, une solution qui, il y a un an, aurait été jugée regrettable, est désormais accueillie avec soulagement tant le gouvernement a laissé se dégrader la situation de la Cinémathèque française, réduite à un cantonnement de fortune depuis l'incendie de Chailot et la perte du République. Le bâtiment construit par Franck Gehry, qui abritait la Cinémathèque et la BFI (Bibliothèque de l'Image-Filmothèque), comportera trois salles de projection, des espaces d'exposition et une librairie-vidéothèque. La Maison du cinéma devra ouvrir en l'an 2000. C'est la clé de voûte de la politique patrimoniale du cinéma, dont les grandes lignes, après le rapport que vient de lui remettre le directeur général adjoint du CNC, Marc Nicolas, seront dévoilées par la ministre « dès l'automne prochain », selon un communiqué.

Jean-Luc Godard a été élu au conseil d'administration de la Cinémathèque, lors de l'assemblée générale qui s'est tenue le 23 juin. Le conseil d'administration comprend notamment les réalisateurs Alain Corneau, Laurent Heynemann, Jean-Paul Rappeneau et Jean-Charles Tacchella, le producteur-réalisateur Claude Berti, les producteurs Humbert Balsan et Philippe Carasso, le scénariste Jean-Claude Carrière et le directeur du Centre national du cinéma, Marc Tessier.

Sur les routes d'Europe : attention aux panneaux

15 F / 2,3 EUROS

le Monde

hebdomadaire

l'européen

Faut-il payer pour les chasseurs ?

La France au ban de l'Europe

CHACQUE MERCREDI 15F

Les peintres au piège d'un

Karine Saporta

Les peintres du XX^e siècle pris au piège d'un accrochage irréfléchi

Une partie des collections de Beaubourg est exposée au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

L'exposition au Musée d'art moderne de la Ville de Paris d'une partie des riches collections de Beaubourg, disponibles en raison des travaux

au Centre Georges-Pompidou, ressemble à ces superproductions dont la distribution fourmille de stars et qui n'en sont pas moins des navets.

La plupart des tableaux sont admirables, mais leur présentation, étouffante succession, oscille entre la banalité et la confusion.

LA COLLECTION DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU, UN CHOIX. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11 avenue du Président-Wilson, Paris 14^e. M^{me} Léna. Tél. : 01-53-76-40-00. Du mardi au vendredi, de 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche, de 10 heures à 18 h 45. Entrée : 30 F. Jusqu'au 19 septembre 1999.

Situation de rêve pour amateur d'art : vous disposez des collections d'un des plus riches musées du monde et de vastes espaces dans lesquels il s'agit d'accrocher deux cents peintures du XX^e siècle. Les collections, ce sont celles du Musée national d'art moderne (MNAM), sans doublette fixe en raison des travaux du Centre Georges-Pompidou. Il y a là un ensemble d'une très considérable abondance, qui, peut-être, ne le cède en quantité et en qualité qu'à celui du MOMA de New York. Les salles, ce sont celles du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, d'une dimension qui permet de déployer des accrochages de grande ampleur — on l'a vérifié souvent à l'occasion des expositions temporaires qu'y ont organisé. Difficile d'imaginer un exercice plus intéressant, une meilleure occasion pour tenter des expé-

riences, oser des rapprochements et, surtout, mettre en valeur les œuvres, leur rendre justice, les aimer, en somme.

L'occasion, unique, n'a pas été saisie. On en est désolé, et même un peu colère : la présentation qui a été disposée sur les murs oscille entre la banalité et la confusion. La visite commence par l'énumération des avant-gardes, fauvisme, cubisme, abstraction. C'est gai comme un polycope pour étudiant pressé — tableaux à la queue leu leu, un Van Gogh, un Derain, un Braque, un Matisse, un Picasso, un Braque, un Picasso, un Gris et ainsi de suite. Parce qu'une donation a offert au MNAM un fonds important de Kupka, il y a aussi des Kupka, intercalés entre fauvisme et cubisme, sans considération analytique, sans même le respect de la chronologie, comme une page du même polycope déplacée par inadvertance.

Evidemment, la plupart des tableaux sont admirables, mais, rangés ainsi, soldés d'une vague parade, ils semblent contraints, étouffés, malheureux. Il leur faudrait de l'espace pour respirer, au lieu de quoi ils se succèdent, cadre après cadre, chassés après chassés. Les Delaunay y perdent leur éclat, les Picasso leur esprit. Dès l'entrée, le pli est pris et la crainte s'installe :

ne serait-ce pas là l'exposition la plus ennuyeuse qui se puisse rêver, qui serait à la peinture ce que sont au cinéma ces superproductions dont la distribution fourmille de stars et qui n'en sont pas moins ratées ?

UN QUARTIER DE HAUTE SÉCURITÉ

Un quart d'heure après, il n'est plus permis de douter de l'échec. Une section géométrique terne — et sans un Mondrian... —, puis une salle surréaliste morose, puis une enfilade, la cellule Bonnard, la cellule Picasso, la cellule Derain, la cellule Braque, la cellule Dubuffet, etc. Seuls Klein et Fontana ont été autorisés à faire chambre commune. Ce n'est plus un musée, c'est un quartier de haute sécurité. Le propos affiché dans le programme serait de montrer « l'évolution des recherches menées au XX^e siècle dans les domaines de la couleur et de l'abstraction ». On pourrait ne pas s'en douter dans les salles, tant l'incohérence triomphe. Et puis, ne pouvant en réédifier un peu plus longtemps, déterminer des directions moins convenues, ne pas s'en tenir à une logique si pauvre ? Il aurait été instructif d'essayer des incohérences, d'introduire des œuvres là où on ne les attendait pas. Il n'aurait pas fallu une originalité

d'esprit absolument révolutionnaire pour réunir, par exemple, Matisse, Bonnard et Dufy vers 1920 ou 1930. Ou Giacometti à ses débuts cubistes avec Arp et Laurens. Des expositions, en France, aux États-Unis, en Allemagne s'y risquent depuis longtemps. A Saint-Etienne, Bernard Ceysson a érigé le principe en méthode, sans faire école, apparemment.

Passé Klein et Dubuffet, commence — en principe — une deuxième section « des prémices du surréalisme à Eugène Ieroy » autour d'une « inspiration nourrie des images de la Terre, de la Matière, de la Nuit ». La thématique est assez vague pour admettre Ernst, Fautrier, Balbus, Brauner, Tanguy, Dubuffet, Miró. Nulle démonstration, nulle analyse historique ou intellectuelle. Pourquoi commencer par Magritte ? Parce qu'il s'intitule *Le Ciel meurt* ? Le motif est un peu mince. Pourquoi finir sur Ieroy, si ce n'est par concession à une mode qui est déjà passée ? Pas plus que dans la première moitié, l'accrochage ne s'efforce de mettre en valeur les toiles. Elles sont là, sur les murs, c'est tout. On peut les voir, c'est l'essentiel — évidemment. Mais est-ce suffisant ?

Philippe Dagen

Les icônes Bob Dylan et Van Morrison bougent encore et surprennent

VAN MORRISON et BOB DYLAN. Le Zénith, Paris. Le 30 juin.

Des médailles et des galons, Van Morrison et Bob Dylan en ont plein leur paletot. Tous deux chevaliers des arts et des lettres — Irlandais du Nord depuis mardi 30 juin, de la main de Catherine Tramann ; l'Américain depuis 1990, par la grâce de Jack Lang — ils collectionnent surtout les titres officiels de musiciens, chanteurs, paroliers et poètes mythiques de la musique populaire du XX^e siècle. Et, accessoirement, celui des quinquagénaires les plus bougons de la scène rock. L'après-midi, les résumés, mardi 30 juin, à Paris, baignant au Zénith des silures de Panthéon. Les icônes, pourtant, bougent encore, surprennent et électrisent, parfois, comme de jeunes premiers.

Van Morrison a perdu depuis longtemps la hargne qu'il, à Belfast, au début des années 60, lui faisait singer les blues shouters noirs américains pour évacuer ses trop-pleins de frustration. Sa voix, pourtant, n'a pas diminué d'intensité. Il a mêlé, en une expérience mystique afro-américaine, à sa passion des musiques afro-américaines. Un peu bluesman, un peu barde, il a fondé le lyrisme irlandais et l'exaltation du gospel et de la soul. Sur la scène du Zénith, le chanteur, tel un précheur, a besoin de s'échauffer pour connaître la transe. Mais le temps presse et son groupe romme trop pour lui permettre de vraiment décoller. Difficile de s'agripper aux paroles lisses de ce mélange de rhythm'n'blues, de ballades et de jazz qu'il affectionne à présent. Parfois, un orgue d'église, des cuivres en sourdine engendrent l'envoie d'un chant hiératique

et profond. *Vanessa Stairway*, *Clearing Windows*, *Tupelo Honey* vibrent enfin d'une vraie passion. Au saxophone, Pee Wee Ellis, ancien complice de Maceo Parker au sein du groupe de James Brown, souffle sur les brisées. Le clavier appelle plusieurs fois le public à célébrer « *Mister Van Morrison* ». Mais l'on aurait aimé que le créateur de *Moondance* et d'*Astral Weeks* s'aventure sur des chemins moins balisés.

ÉCHAPPÉ DE PEU À LA MORT

Bob Dylan ouvre lui son concert d'un titre qu'il n'a que rarement interprété sur scène. *Leopard-Skin Pill-Box Hat*, un boogie-blues tiré de l'album *Blonde on Blonde* (1966). Dylan sort à l'autre, le chanteur renouvelle la liste des morceaux qui composent le spectacle de cette tournée. Est-ce l'heureuse dynamique d'un album, *Time out of Mind*, qui, en 1997, a consacré le retour inspiré de son inspiration ? Est-ce le soulagement d'avoir, à la même époque, échappé de peu à la mort ? Robert Zimmerman semble pris d'une fureuse envie de jouer. Lui qu'on a vu si souvent saboter sciemment ses performances en public, noyant ses chefs-d'œuvre sous des distorsions et des coassements autodestructeurs, le voici qui maîtrise avec classe guitares claquantes et scintillements subtils (*Lady Lay*). Impeccablement moulé d'un costume noir, Dylan s'amuse de quelques pas de danse et de poses qui évoquent plus un gamin imitant Elvis qu'un misanthrope au ténébreux cynisme. Galvanisé par un groupe — guitare, pedal-steel, basse, batterie — d'une très efficace sobriété, le maître prend du plaisir.

A l'origine de cette remontée de rêve, des racines plongées profond dans le terroir des roots

music, ces matières premières du rock américain. Blues, boogie, folk, country... Ou la rusticité comme fontaine de jeunesse. Après les électricités et marécageux *Cold Iron Bound* et *Silvio*, le groupe opte pour une session acoustique de six morceaux. Guitares sèches, batterie, contrebasse retravaillant de manière vivifiante quelques grands classiques. *Times They Are A Changin'* devient une valse folk, *Desolation Row* est ensablé de clins d'œil chicanos. On note bien quelques dérapages vocaux et le talent improbable de Dylan comme guitariste solo (sur *Mama You Been on My Mind* en particulier), mais cette façon de négliger la technique pour rester sur la brèche garantit la puissance des émotions. Moins cassant et riche qu'à l'accoutumée, il défend des sentiments qu'il avait perdus l'habitude de revendiquer : la tendresse, la compassion. Devant tant de bonne humeur, le public s'enthousiasme et s'étonne. Dylan fredonnera même un *Happy Birthday* pour un membre de son équipe.

On rebrancha les six cordes. Les douces lumières distillées pendant la partie acoustique se ravivent au son d'un *Highway 61* bombardé en rock sudiste. Dylan aurait-il pêché ses musiciens au fond d'un bogue texan ? En rappel, *Lovesick* témoigne de la beauté crépusculaire du dernier album. Avant d'en terminer avec un *Blowin' in the Wind* aux allures de ballade country. Plus tard on se rappellera d'un des moments forts de la soirée, *My Back Pages*, et de l'un des vers de cette chanson autrefois reprise par les Byrds, « *J'étais bien plus vieux à l'époque que suis plus jeune aujourd'hui* ».

Stéphane Davet

Karine Saporta plus russe que les Russes

LA FIANCÉE AUX YEUX DE BOIS (A MA MÈRE), de Karine Saporta. Par le Ballet Plus d'Ekaterinbourg. Jean Bauer, Herman Planner (scénographie, décor). Laurence Perquy (costumes). Le 29 juin, Opéra-Comédie, 20 h 30, dans le cadre de Montpellier Danse. Prochain spectacle : Jean-Claude Gallotta et la compagnie japonaise Spac. Le 1^{er} juillet, Opéra-Berlioz, 20 h 30.

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale : En 1997, c'est avec hésitation que Karine Saporta acceptait le défi que lui proposait Oleg Petrov, qui dirige le Ballet Plus d'Ekaterinbourg. D'accord, elle irait en Oural apprendre à sa compagnie classique *La Fiancée aux yeux de bois* (à ma mère). Mais ayant composé la pièce en 1988, la chorégraphie sait qu'en dix ans son style a changé ; elle sait aussi qu'elle a inventé une Russie sortie tout droit d'un livre d'images pour enfants. Et pourtant, quand on voit les danseurs de Ballet Plus interpréter cet hommage que la chorégraphie rendait à sa mère, fille de

l'immigration russe, on comprend à quel point les fantasmagories saportiennes leur conviennent. Ils veulent être contemporains, inventifs, montrer leur culture, leur pays et leur âme sous l'angle de la modernité. Et par-dessus tout, ils ont besoin de rêver. Bien sûr, ils entendent dire, ici et là, qu'ils veulent tuer le ballet classique : « *Mais le ballet russe est déjà mort*, affirme Oleg Petrov. Et les meilleurs danseurs travaillent à l'étranger ».

La Fiancée aux yeux de bois est une musique. La petite musique d'une fillette écoutant ses grands-parents parler de leur mère-patrie. D'un bout à l'autre de la pièce, cette mélodie entretient une vibration obsédante : galops dans les steppes, violons, voix déchirantes cassées par la vodka, par le froid, autant d'ambiances qui se superposent ou se juxtaposent, enregistrées ou jouées et chantées en direct par la violoniste Olga Khomenko, la chanteuse Irina Pavlova. La pièce est montée selon le principe des poupées gigognes. Embouteillage, déboîtement, orchestres par des danseurs anonymes, frissonnant de la tête aux pieds, ébranlés par quelque chose qui les dé-

passe, les effraie : la mort d'une jeune femme ?

Des pupilles d'école, des valises, un rail de chemin de fer sur lequel s'effondrent les corps. Jeunes héroïnes, toutes blondes, portant manteaux et foulards noués à la babouchka. Pupilles et valises s'ouvrent, se ferment. Ils sont les pléiades qui emprisonnent — ou libèrent — les âmes mortes. Sentimentalisme russe dans toute sa splendeur, dont Karine Saporta avoue ne plus pouvoir se passer, sensible à la haute spiritualité d'un peuple qu'elle reconnaît être le sien.

RECHERCHE DE SINCÉRITÉ

Elle parle de l'Oural comme d'un paradis. Tout juste s'il y a assez de neige pour que la réalité corresponde à ses fantasmagories. Tout, là-bas, l'enchante. Cette passion a touché les danseurs de Ballet Plus. Ils ont compris qu'il leur fallait abandonner la grâce classique pour la force de la danse de Saporta, qui exige tant des corps : jeux de pieds, de contre-pieds, frappe permanente du sol, dyslexie des différentes parties du corps. Les danseurs étaient morts de peur de

porter cette première expérience de contemporain à la connaissance du public du plus grand festival de danse en France. Ce trac les a poussés à sortir d'eux-mêmes. Ils ne se sont même pas embellis les pieds dans les cordes réservées aux manèges avec jambes écartelées. Ou si peu ! Citons-les : Andrei Parychev, Sergueï Pavlov, Elena Trouneva, Ekaterina Vorobjeva, Natalia Pavlova. En 1988, le gesteuel de saccades, identifiable au premier regard, arrivait à son terme. Les années qui suivront seront pour la chorégraphie des années de recherche de vocabulaire et d'ouverture. Mais, déjà dans *La Fiancée*, le travail des mains est là, la force visuelle crève la scène, la complexité invisible, et surtout cette recherche de sincérité qui a toujours empêché Karine Saporta de chercher des thèmes à la mode. Le style qu'elle a acquis aujourd'hui, avide du monde et des autres, moins replié sur l'inconscient, mais tout autant disponible au rêve et à la fêre, devrait élever *La Belle au bois dormant* qu'elle a promise à Oleg Petrov.

Dominique Fréret

SORTIR

PARIS

La Villette Jazz Festival
A la Cité de la musique, sur la prairie du Triangle, dans l'entrée de la Grande Halle, dans ses sous-sols où sur les gradins de l'Espace Charlie-Parker, le jazz est déambulateur à La Villette. Le grand festival parisien accueillera dans ses premiers jours Daniel Humair, McCoy Tyner, le Grand Lousadzak, Enrico Rava, Sylvain Kassap, Joe Zawinul, Philip Catherine, Paquito D'Rivera... et suivront Carla Bley, Jef Sicaud, Al Jarreau, « Jazz comme une image » — photos de Guy Le Querrec et musique de Portet, Schvitz, Texier, Drouot, Davis S. Ware. Disques et livres de jazz en vente sur le site, espace restauration et stand des Allumés du jazz, regroupement de compagnies discographiques indépendantes. Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^{me} Porte-de-Pantin. Tél. : 03-03-07-50-75. Forfait 170 F, valable sur les différents lieux du site.

Banlieues du monde 98
Après le succès phénoménal remporté par l'effervescence et très colorée « Camavalcade » le samedi 20 juin, les manifestations en marge de la Coupe du monde continuent à Saint-Denis. Trente-sept délégations nationales et internationales de jeunes, composées chacune d'une équipe de football et d'un groupe de musique, vont se retrouver à deux pas du Stade de France pour des matches amicaux et de bons moments de musique. Coup d'envoi le 2 juillet, avec en invité vedette Cheb Mami, qui recevra Youssou N'Dour lors d'un concert au cours duquel un hommage sera rendu au chanteur Lomès Matroub, assassiné le 25 juin en Algérie. Moncalypso Combo (le 3), Stade Mandela, 93 Saint-Denis. M^{me} Saint-Denis - Porte-de-Paris ou RER Plaine-Voyageurs (Stade de France). Le 2 juillet, à partir de 14 h 30. Tél. : 01-42-43-53-63. Entrée libre.

Marguerite Duras
Le cinéma Le République propose une rétrospective des films de Marguerite Duras. Les onze films présentés pour cet hommage ont

bénéficié d'un tirage de copies neuves : *Détruire, dit-elle, jaune le soleil*, *Nathalie Granger*, *La Femme du Gange*, *India Song*, *Son nom de Venise dans Calcutta désert*, *Bader, Vera Baxter*, *Le Camion*, *Agatha ou les lectures illimitées*, *L'Homme atlantique*, *Les Enfants*, *La République*, 18, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11^e. M^{me} République. Du 1^{er} juillet au 7^{er} septembre. Tél. : 01-48-05-51-33. 32 F et 42 F.

Saga Ingmar Bergman
A partir du 1^{er} juillet, et pendant tout l'été, le cinéma Saint-André-des-Arts diffuse chaque jour un film du cinéaste suédois. La première semaine sont programmés : *A travers le miroir* (1961), *Rèves de femmes* (1955), *Jeux d'été* (1951), *Les Fraises sauvages* (1957), *Le Septième Sceau* (1956) et *Le Silence* (1963).

Saint-André-des-Arts, 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6^e. M^{me} Saint-Michel. Tél. : 01-43-26-48-18. 32 F et 42 F.

SAINT-GAUDENS (Haute-Garonne)

Festival de la Saint-Gaudingue
Le projet de cette manifestation était, dès son départ, en 1992, inscrit sur une durée de sept années. Voici donc la dernière édition de ce festival multidisciplinaire (théâtre de rue, danse, musique, performances...). Parmi les invités : la Compagnie Montalvo-Hervien, Délices Dada, le groupe Zur, les groupes Lo'Jo et MTK, la compagnie de danse italienne Roberto Castello. Office du tourisme, 2, rue Thiers, 31800 Saint-Gaudens. Du 2 au 4 juillet. Tél. : 05-61-94-77-61.

LE CREUSOT (Saône-et-Loire)

Blues au Creusot
6^e édition du festival blues (et gospel). Parmi les invités : Bratsch, le groupe de musique tsigane (2 juillet), Mick Taylor, ancien guitariste des Rolling Stones (le 3), un roi du gospel, Reverend & the USA Gospel Singers (le 4), ou encore Angela Brown, chanteuse américaine de blues urbain (le 5). Hôtel de ville, boulevard Henri-Paul-Schneider, 71206 Le Creusot. Du 2 au 5 juillet. Tél. : 03-85-55-68-99.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Guepiller pour trois abeilles de Joseph L. Mankiewicz. Américain, 1967 (2 h 11).

VO : Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).

Mon homme Godfrey de Gregory La Cava. Américain, 1936, noir et blanc (1 h 34).

VO : Reflet Médias II, 5^e (01-42-54-42-34).

Le Petit Sirène de John Musker et Ron Clements. Dessin animé américain, 1990 (1 h 23).

VF : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1^{er} ; Rex, Dolby, 2^e ; Rex (Le Grand Rex), Dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; Gaumont-Margnani, Dolby, 8^e ; UGC George-V, Dolby, 8^e ; Gaumont Opéra Français, Dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e ; UGC Gobelins, Dolby, 13^e ; Gaumont Parnasse, Dolby, 14^e ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e ; Pathé Wepler, Dolby, 18^e ; MK2 Gambetta, Dolby, 20^e.

ENTREES IMMÉDIATES

Le Kiosque théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi : de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Orchestre national de France Rossini : *Stabat Mater*. Maria Bayo (soprano), Maité Arruabarrena (mezzo-soprano), Juan Diego Florez (ténor), Felipe Bou (basse), Chœur d'oratorio de Paris, La Madrigal de Paris, Alberto Zedda (direction).

Basilique, 1, rue de la Légion-d'Honneur, 93 Saint-Denis. M^{me} Saint-Denis-Basilique. Le 1^{er}, à 20 h 30. Tél. : 01-48-13-06-07. De 90 F à 250 F.

José Van Dam (baryton) Maciej Pkutek (piano) Berlioz : *Nuits d'été*, Schumann : *Dichterliebe*.

Maison de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'Honneur, 93 Saint-Denis. M^{me} Saint-Denis-Basilique. Le 1^{er}, à 20 h 30. Tél. : 01-48-13-06-07. De 90 F à 150 F.

L'Histoire de Manon Etolles, premiers danseurs, corps de ballet et orchestre de l'Opéra de Paris. Barry Woodworth : direction. Kenneth McMillan : chorégraphie.

Opéra de Paris, Palais-Garnier, place de l'Opéra, Paris 9^e. M^{me} Opéra. Le 1^{er}, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 30 F à 395 F.

Angels Margarit, Carlotta Ikela, Dominique Dupuy *Angels Margarit* : *Rafaela*. Carlotta Ikela : 7^e ; Y. Cho. Dominique Dupuy : Hymne, hymen.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^{me} Bastille. Le 1^{er}, à 21 heures. Tél. : 01-43-57-42-14. 80 F.

Compagnie DCA Philippe Decouflé : *Triton et les petites tritons*.

Square Casanova, avenue Leroy-des-Barres, 93 Saint-Denis. M^{me} Saint-Denis-Porte-de-Paris. Le 1^{er}, à 19 heures. Tél. : 01-48-13-06-07. De 90 F à 140 F.

Fin in the Hills Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^{me} Châtelet. Le 1^{er}, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Elton John Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 12^e. M^{me} Porte-de-Bercy. Le 1^{er}, à 20 heures. Tél. : 01-44-68-44-68. De 100 F à 500 F.

Kenny Wayne Shepherd Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11^e. M^{me} Bastille. Le 1^{er}, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-57-59.

Diana, Saint-Denis. X Clusive, Bilal the Performer Salle Pablo-Neruda, 31, avenue du Président-Allende, 93 Bobigny. M^{me} Bobigny-Pablo-Picasso. Le 1^{er}, à 20 heures. Tél. : 01-41-60-95-92. 70 F.

Tommy Endo Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10^e. M^{me} La Chapelle. Le 1^{er}, à 21 heures. Tél. : 01-46-07-34-50. De 100 F à 130 F.

Librambe géant Sirelle Café, 44, rue de la Folle-Méridienne, Paris 17^e. M^{me} Oberkampf. Le 1^{er}, à 21 h 30. Tél. : 01-47-00-48-67.

Esquina, Norberto Pedraza Trio Espace Hérauld, 8, rue de la Harpe, Paris 5^e. M^{me} Saint-Michel. Le 1^{er}, à 20 h 30. Tél. : 01-43-29-86-51.

RÉSERVATIONS

Hommage à Léo Ferré Pierre Barouh, Catherine Ringer, Paco Ibáñez, Michèle Adani, Fabienne Thibault, Céline Caussimon et plusieurs autres chanteurs et comédiens participeront à un concert commémorant le cinquantième anniversaire de la mort de Léo Ferré.

Le Trianon, 80, boulevard Rochecourat, Paris 19^e. Le 14 juillet à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-78-03. 150 F.

DERNIERS JOURS

11 juillet : Les Présidentes de Werner Schwab, mise en scène de Marcela Salazarova-Bideau.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16^e. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

12 juillet : Biennale de l'Image, Paris 98 Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 13, quai Malaquais, Paris 6^e. Tél. : 01-47-03-50-00. Fermé lundi, 20 F.

مركزا من رلاصل

EN VUE

■ Chaque jour, pour aider les joueurs, les moines de Putna, de Cozia et de Curtea de Arges priaient Dieu, la Sainte Vierge et les Saints Apôtres. A chaque match les cloches sonnaient à la Patriarchie de Bucarest. Tous les dimanches, dans une église de la capitale, un prêtre implorait le tout-puissant pour qu'il « donne de la force aux footballeurs roumains ». Et les fidèles psalmodiaient : « Dieu aide-nous, Dieu aide-nous... ».

■ A la fin des matches, les supporters japonais et coréens équipés de sacs en plastique, laissent leurs déchets dans les stades français plus propres qu'ils ne le trouvent en arrivant.

■ Les responsables du club de base-ball de Kagawa, au Japon, interdisent à la nuée d'écolières qui aident bénévolement leur équipe de céder à la mode en portant sur le banc de touche des socquettes en accordéon : « Elles conduisent à la jupe courte et distraient l'attention des joueurs ».

■ Le tribunal de Nuremberg vient d'interdire à une maison de disques de diffuser sur Internet l'image d'un cochon crucifié, pour promouvoir un groupe punk.

■ Le mufti Cheikh Abdel Aziz Ben Baz, la plus haute autorité religieuse du royaume, dénonce les Saoudiens qui font du tourisme dans des pays non musulmans « où les péchés abondent », mais ne s'oppose pas à la pillule contre l'infécondité, sous réserve qu'elle soit sans alcool.

■ Les médecins brésiliens accusent la firme pharmaceutique Pfizer d'avoir volé aux Indiens la formule du Viagra, à base de Yacuma, une plante utilisée depuis la nuit des temps pour ranimer l'ardeur des vieux Yanomamis.

■ « Tout le monde se couche, la droite se couche, les académiciens ne se couchent pas », menace Maurice Duon, secrétaire perpétuel, en s'insurgeant contre la circulaire de l'éducation nationale qui veut féminiser les noms de métiers, de fonctions, de grades ou de titres.

■ Les producteurs ont dû payer 30 millions de livres (100 000 francs environ) à Cosa Nostra pour pouvoir tourner dans le vieux Palerme Tano à en mourir, film comique se moquant de la Mafia.

■ Le 21 juin, en un instant, la plage de Nova Siri, dans le sud de l'Italie, se couvre d'un tapis rouge : des myriades de cocinelles font s'enfuir les baigneurs. Le 29, des milliers d'essaims de guêpes envahissent Rome. Le 30, des bataillons d'escargots ravagent les potagers du nord de l'Allemagne.

Christian Colombani

Moscou : la crise, quelle crise ?

Boris Eltsine ayant expliqué que les difficultés de son pays ne justifiaient aucune dramatisation, la presse s'amuse dans une petite guerre des termes : comment donc qualifier l'état de l'économie de la Russie ?

COMMENT qualifier la tourmente financière qui s'est abattue, depuis la fin du mois de mai, sur la Russie ? Qu'entend-on par crise : le fait d'être au bord du précipice ou le fait de s'y précipiter ? Ironisaient, mardi 30 juin, plusieurs éditorialistes de la presse russe. L'étrange « débat » avait été lancé la veille par Boris Eltsine en personne. Au cours d'un entretien avec le premier ministre, Serge Kirilenko, le président russe déclarait en effet que le terme de « crise », fréquemment employé dans les médias, ne convenait pas pour décrire la situation présente.

« Il n'y a pas de crise chez nous, et c'est pourquoi j'estime que le programme "anti-crise" [préparé par le gouvernement] est en réalité un programme de stabilisation », expliquait-il devant les caméras de télévision. Le quotidien *Rousskiï Telegraph*, commentant ces propos, a choisi de traiter le sujet avec humour, tirant en première page : « Crise de la stabilité : les dirigeants du pays se sont définitivement embrouillés sur les formulations à employer pour décrire l'état des finances ». Le journal rappelait ainsi qu'au moment où le président Eltsine prononçait d'apaisantes pa-



roles le ministre des finances, Mikhail Zadornov, s'exprimant, lui, devant le comité budgétaire de la Douma, qualifiait la situation de « crise ». Il agissait même la mesure d'une dévaluation du rouble. Il est vrai qu'il cherchait à convaincre les députés d'adopter au plus vite les projets de lois du

« programme anti-crise », un programme dont l'examen a commencé mercredi 1^{er} juillet.

Tout aussi ironique, le quotidien *Sevdenia* a annoncé à ses lecteurs que « la stabilisation s'était encore abattue sur la Russie » et s'est amusé à relever les incohérences du président Eltsine, qui, pour justifier la récente annulation d'un voyage au Kazakhstan, avait énoncé « la crise » justement. Quand il s'apprête à partir en vacances – selon les informations de *Sevdenia* – il parle donc de stabilisation.

Bref, la guerre des termes est désormais ouverte en Russie. Et,

comme le fait remarquer le *Rousskiï Telegraph*, la nouvelle terminologie proposée par Boris Eltsine – destinée, semble-t-il, à ne pas affoler les investisseurs, alors que la Russie négocie une aide d'urgence avec le FMI – s'est déjà imposée dans certains médias russes. Lundi 29 juin, la « crise » avait ainsi disparu de la plupart des journaux télévisés, en particulier des écrans de la RTR, la chaîne d'Etat russe. Quant au très officiel quotidien du gouvernement, la *Rousskaïa Gazeta*, ses colonnes sont désormais remplies d'analyses sur la « stabilisation financière ». Mais, comme en témoignent les réactions du *Rousskiï Telegraph* et de *Sevdenia*, cette « reprise en main » est vouée à l'échec dans les quotidiens ou hebdomadaires les plus influents.

Entré les mains de grands groupes financiers, tous ces titres se sont, depuis le début de la crise financière, imposés comme des « acteurs », montant, quand il le fallait, au créneau pour défendre leurs intérêts. Ainsi la *Nezavisimaja Gazeta* même depuis quelques semaines une croisade en faveur d'une dévaluation du rouble, qui, dit-on, soulagerait les affaires de son propriétaire, Boris Berezovski, le magnat du pétrole. A l'inverse, les journalistes du *Rousskiï Telegraph*, contrôlé par Vladimir Potanine, qui dirige l'empire financier « Interros », se sont jusqu'ici employés à combattre toutes les rumeurs à ce sujet.

Agathe Duparc

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Alain Peyrefitte

■ La France, sans renier ses amitiés historiques (en Afrique), envisage désormais ce continent comme un ensemble. (...) Il ne s'agit pas seulement d'économie. (...) Nous avons un intérêt commun à ce que ces Etats, souvent si fragiles, gagnent en légitimité et puissent entraîner l'ensemble de la société vers le développement. Voilà l'enjeu réel, derrière le concept démagogique de « démocratie ». Quand un pays combine, comme la République sud-africaine, le potentiel économique et la maturité politique, notre intérêt est de le soutenir. Quand un pays comme l'Angola se découvre des richesses qui entraînent les luttes civiles, il faut faire les gestes qui aideront à la ré-

conciliation : il était important que M. Chirac fût le premier chef d'Etat à venir seconder sur place les efforts pacificateurs de l'ONU.

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Si les Européens ne profitent pas des nouvelles circonstances favorables pour réformer leurs institutions communes, ils vont au-devant de difficultés redoutables, d'autant plus paradoxales qu'elles sont parfaitement évitables. Tout se conjugue en effet pour que des initiatives soient prises (...).

Le calendrier impose d'aller vite au moment où cela devient possible : après l'euro, les prochaines étapes s'appellent l'agenda 2000 (réforme du financement de la politique agricole commune et du développement régional) et l'élargissement. Si la réforme des institutions n'a pas

lieu avant, c'est l'enlisement assuré. Pour l'empêcher, tout le monde sait bien ce qu'il faut faire : repolitiser l'Europe, la regouvernementaliser et la débureaucratiser, c'est-à-dire faciliter la prise de décisions politiques au sommet et combattre le harcèlement administratif. Cela passe par l'extension du vote à la majorité et par la redéfinition de la subsidiarité. La France est le pays le mieux placé pour relancer cette réforme, à la fois parce qu'elle correspond à sa doctrine traditionnelle, à son ambition et à ses intérêts matériels immédiats.

RFI

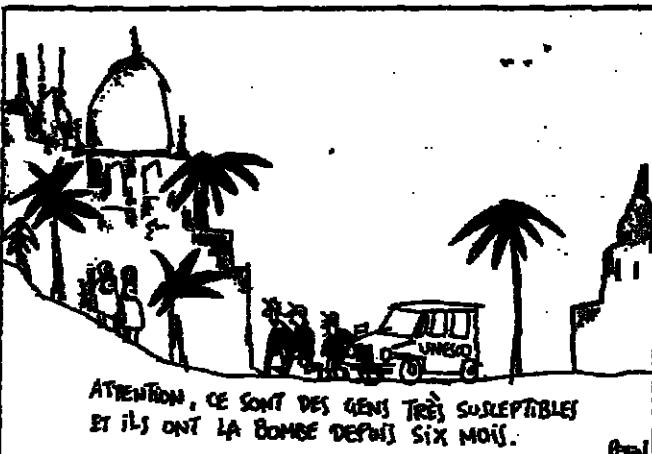
Jacques Zanbun

■ Il y a un an, l'ancienne colonie britannique de Hongkong réintérait le giron chinois. (...) La promesse de maintenir un pays et deux systèmes a pour l'essentiel été te-

nué. (...) Peu de choses sembleraient cependant avoir changé, sauf une : la poule aux œufs d'or a arrêté de pondre. Au moment de la récession, on se demandait si la Chine allait restreindre les libertés sur le territoire ou si, au contraire, cette nouvelle colonie serait une sorte de cheval de Troie de la démocratie sur le continent. On se disait que deux systèmes, c'est décidément trop pour un seul pays et qu'inévitablement ils allaient entrer en conflit. Alors, lequel des deux aurait raison de l'autre ? Force est de constater que, pour l'instant, en devenant le maillon faible économique de la Chine, Hongkong risque d'entraîner la métropole dans la tourmente monétaire et donc de compromettre ses réformes. En écartant, la bulle capitaliste a ébréché la faucille communiste. Drole d'anniversaire, en vérité.

www.unesco.org/whc/

Découvrir et visiter les lieux du Patrimoine mondial, suivre les conférences en temps réel



Centre au quotidien, en présentant la totalité des sites inscrits au Patrimoine, à l'aide de brèves fiches techniques et de photographies. En outre, la rubrique « Success stories » devra recenser les lieux naguère menacés, mais sauvés de justesse grâce à l'action de l'Unesco, comme le parc national de Yellowstone, aux Etats-Unis, ou les îles Galapagos. Les concepteurs du

site ont prévu de créer une galerie offrant des « promenades virtuelles » dans quelques lieux particulièrement spectaculaires, grâce à des photographies interactives en 360° dans lesquelles le visiteur se déplace librement. Pour inaugurer cette rubrique, ils ont choisi le Centre historique de Naples et les ruines de Pompéi. Le tour d'horizon des activités du Centre est

complété par des expositions mêlant textes, photographies et croquis, consacrées dans un premier temps à l'Afrique.

Enfin, le chapitre « Actualités » affiche un calendrier détaillé des conférences que le Centre organise dans le monde entier. Il est d'ailleurs prévu de créer un site événementiel pour chacune d'entre elles. La prochaine conférence, intitulée « L'architecture et les villes du XXI^e siècle », se tiendra à Valence, en Espagne, du 2 au 4 juillet.

L'équipe du site Web du Patrimoine va donc connaître son baptême du feu dès la première semaine, car elle est chargée d'assurer la couverture de l'événement en temps réel. Si tout se passe comme prévu, une synthèse des travaux de Valence, accompagnée de photographies, sera publiée deux fois par jour, et, chaque soir, des interviews sonores des principaux architectes et urbanistes présents seront diffusées en direct.

Yves Eudes

SUR LA TOILE

SERVEUR SOUS SCÉLLES

■ Le serveur associatif italien Isola Nella Rete a été démonté et mis sous scellés, samedi 27 juin, par la police de Bologne sur ordre d'un juge de Vicenza, pour « diffamation continue » envers une agence de voyages. Un tract envoyé sur un forum de discussion, puis automatiquement affiché sur une page Web d'Isola Nella Rete, affirmait que l'agence milanaise Turban Italia appartenait en partie à l'ancien premier ministre de Turquie Tansu Ciller, et proposait son boycottage « en solidarité avec le peuple kurde persécuté par le gouvernement turc ». Une telle décision de justice est inédite en Italie, d'autant qu'elle affecte non pas le site incriminé, mais l'ensemble du serveur, utilisé par des milliers d'internautes et de nombreuses associations sans lien avec les auteurs du tract.

www.ecn.org

strata.net/news

www.altern.org/ecn

FOOTBALL

■ Le site officiel de la Coupe du monde de football a déjà reçu plus de 10 millions de visiteurs de 170 pays, ce qui représente près de un milliard de pages vues. - (AFP) www.france98.com

Partez en vacances avec Le Monde

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES :

• Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la 1^{re} page de votre journal).

• Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES.

Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

FRANCE	FRANCE
02 semaines (13 n°)	8,90
03 semaines (19 n°)	13,90
01 mois (26 n°)	17,90
02 mois (52 n°)	37,90
03 mois (78 n°)	56,90
012 mois (104 n°)	1 980,00

Date et signature obligatoires :

Vous êtes abonné(e)

Bulletin à retourner à : MONDIE, Service abonnements, 24, avenue de la République, 92044 Châtillon Cedex.

Votre numéro d'abonné (Impératif) : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Commune de résidence habituelle (Impératif) : _____

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant) du : _____ à : _____

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement) du : _____ à : _____

Votre adresse de vacances : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Vous n'êtes pas abonné(e) Pour tout autre renseignement : 01.42.17.32.90 du 9 h à 18 h du lundi au vendredi

Votre adresse de vacances : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n° : _____

* Pour l'étranger, nous conseillons : Le Monde - 1998-2001 (20 n°) 12,90 - Le Monde - 21 n° 15,90 - Le Monde - 26 n° 17,90 - Le Monde - 52 n° 37,90 - Le Monde - 78 n° 56,90 - Le Monde - 104 n° 1 980,00

MERCREDI 1^{er} JUILLET

FILMS DE LA SOIRÉE

- 16.40 Conte d'hiver ■ ■ ■
E. Rohmer (1991, 115 min).
17.35 Bandits, bandits ■ ■ ■
Terry Gilliam (Grande-Bretagne, 1981, 115 min).
17.40 L'Horloger de Saint-Paul ■ ■ ■
B. Tavernier (1973, 110 min). Festival
22.35 Ma nuit chez Mandi ■ ■ ■
Eric Rohmer (France, 1995, 110 min).
1.05 La Dérangée Aventure ■ ■ ■
Michel Lelouch (France, 1993, 110 min).
1.50 Lucie Aubrac ■ ■ ■
C. Berli (1996, 110 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 17.00 Le Ciel Savait...
Le ciel, la morale et la religion.
Invités : Jean-Claude Guillebaud ;
Miguel Ángel ; Ronald Virag ; Roger-Pol
Diot ; Laurence Vial ; Philippe
Solers. Paris Première
18.00 Stars en stock. James Stewart,
Audrey Hepburn. Paris Première
19.00 Best of Nulle part ailleurs. Canal +
19.00 De l'actualité à l'histoire.
L'empire américain.
Invités : Jean-Marie Guéhenno,
Alain Gresh, Alfredo G.A. Valdado. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche.
Le meilleur. Paris Première
20.00 20h Paris Première.
Best of. Invité : Eric Rohmer. Paris Première
20.45 ► Les Mémoires de l'histoire.
Un siècle de révolutions chinoises
(1911-1949). La Jeune République
1911-1949. Arte
20.50 La Marche du siècle.
Objectif Mars !
En route vers la station spatiale
internationale. Sea Launch :
des fusées en pleine mer.
Invités : Jean-Loup Chéreau ;
Jeff Hoffmann ; Roger Bonnet ;
Isabelle Grenier. France 3
20.55 Sagas. Les écrivains. TF 1
21.00 Envoyé spécial, les années 90.
Drogue et sida.
Afrique du Sud nos jours. Histoire
21.00 Paris modes. Les défilés à Milan :
Prêt-à-porter hommes.
Prêt-à-porter femmes. Paris Première
21.35 Les Mémoires de l'histoire.
Mémoires d'immortels.
Les écrivains de l'Expo 98.
De 1942 à 1959. RTBF 1
22.45 La Vie à l'endroit.
Une année en France. France 2
0.00 Un siècle d'écrivains.
En noir et blanc. France 3
0.25 Le Canal du savoir.
La condition humaine
selon Jean-Jacques Rousseau.
Paris Première

DOCUMENTAIRES

- 18.30 Le Monde des animaux.
Les loups de Mongolie. La Cinquième
19.00 Le Tour du Pacifique. [1/20].
Katherine (Australie) - Margalita -
Australie. Arte
19.00 Des animaux et des hommes. (46).
Rangues : les accidents
de la route. Odyssée
19.30 Les Neuf Vies des démineurs.
Deux villes, un maestro. Planète
20.00 Macédoine. Trouville
ornithologique en Patagonie. Arte
20.25 Les Grands Compositeurs.
(1/12). Bach. Odyssée
20.30 et 23.15 Destination.
Les Antilles françaises. Têva
20.35 Des loups, des cerfs
et des hommes. Planète
20.50 Paul-Emile Victor :
un rêveur dans le siècle.
L'Antarctique, un continent
pour la science. Odyssée
20.55 Haman Ashraf, une femme
de son temps. Têva
21.25 Les Altes expérimentales.
(1/12). Fusée porteur. Planète
21.45 Patagonie Express. Odyssée
21.50 Musica. Les Derniers Chants
de guerre. Les maîtres chanteurs
des stades. Arte
21.50 Coupe du monde 94.
Le Brésil s'enflamme. Planète
22.40 La Vie de château.
Cherbourg de fer. (4/19).
Confessions d'un passionné. Planète
23.00 Dix Heures à la ronde.
La CAES. Paris Première
23.10 Profil. Photographes témoins :
T. Höpker, R. Lebeck et S. Moses. Arte
23.20 La Gloire du Bolchoï. Muzik
23.30 L'Exode de la peur. Odyssée
23.35 ► On est pas des bêtes.
Planète
0.10 La Lucarne. Moscow X. Arte

DANSE

- 22.30 Danse. La Sylphide. Chaplin. Mezzo
Ballet.

MUSIQUE

- 19.20 850^e anniversaire de Moscou.
Concert enregistré en 1996. Muzik
21.00 Mladá. Mise en scène de Boris
Petrovsky. Enregistré au Théâtre du
Bolchoï à Moscou, en 1992. Interprété
par l'Orchestre symphonique et les
Chœurs du Bolchoï, placés sous la
direction d'Alexandre Lazarev. Muzik
21.55 Simply Red 1996. Paris Première
22.45 Musica. Mille batteurs. Arte

SÉRIES

- 20.10 L'Infini.
Les Clans et les Loups. RTBF 1
22.30 La Loi de Los Angeles.
Éthique et justice. Têva
22.50 Presque parfait. C'est dans la boîte.
Canal Jimmy
23.15 Spin City. The Pope of Grace.
Manson (v.o.). Canal Jimmy
23.40 Father Ted.
Le Noël de Ted (v.o.). Canal Jimmy
23.45 Clair de lune.
Symphonie pour deux escrocs. Têva
0.35 New York Police Blues.
Le sort du monde (v.o.). Canal Jimmy
3.00 Star Trek. La nouvelle génération.
En théorie (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 20.50 France 3
La Marche du siècle
Près de trois décennies se sont écoulées depuis le premier pas de l'homme sur la Lune, mais l'époque des héros semble révolue. Les voix de navette ne font plus rêver, les déboires de Mir ont désacralisé l'espace, et les agences spatiales cherchent de nouveaux projets capables de susciter l'enthousiasme. La station internationale, projet farfelu, doit susciter ce regain d'intérêt en constituant une première étape vers la conquête martienne. Objectif Mars ! décrit l'entraînement des astronautes et les efforts déployés par les commerciaux pour emporter l'adhésion du public. Mais l'espace est aussi un secteur économique, comme le montre une visite de la plate-forme Sea Launch, qui doit permettre le lancement depuis l'océan Pacifique de satellites en orbite géostationnaire. Un futur concurrent pour Ariane. - H. M.

● 22.30 France 2
La Vie à l'endroit
Ce numéro spécial de fin de saison est composé d'extraits des reportages proposés au fil des semaines par Mireille Dumas. Partie à la rencontre de ceux et celles qui font la France, la réalisatrice a rapporté un tableau extrêmement contrasté. De palace en prison, de château en usine, de convent en club de gym, elle explore - à sa manière - la société. Le montage des séquences privilégie l'idée de fracture sociale. La méthode est un peu caricaturale, mais on revêt avec intérêt certains témoignages - les ouvriers d'Alco se battant pour sauver leur usine, les nonnes expliquant leur retrait du monde, Pierre Botton parlant de la prison - autant de moments forts d'une émission qui se poursuivra à la rentrée. - S. K.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
19.00 Le Bigli. Météo.
19.50 Le Journal de l'air. Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde, Météo.
20.55 Sagas. Les écrivains.
23.05 Les World Music Awards 98.
0.20 Météo sport.
1.15 TF 1 nuit, Météo.
FRANCE 2
18.45 Qui est qui ?
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 C'est l'heure.
19.50 et 20.50 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
19.56 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde, Météo.
21.00 Bonnes vacances.
21.00 Le Retour des envahisseurs.
O. Paul Shapiro (1 et 2). M 6
21.00 Bonnes vacances.
Pierre Badel. France 2
22.00 Meurtre à l'université.
Jean-Marc Séban. Festival
23.30 Billard à l'étranger. J. Marbour. TV 5
0.30 Meurtre contre remboursement.
Alan Metzger. France 2
FRANCE 3
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 22.45 Météo.
20.05 Benny Hill.
20.20 Tout le sport, Coupe du monde.
20.45 Consonnes.
20.50 La Marche du siècle.
Objectif Mars !
22.50 Soir 3.
23.15 Le Club du Mondial.
0.00 Météo d'été.
Chester Himes en noir et blanc.
CANAL +
► En clair jusqu'à 21.00
18.35 Les Simpson. Aux frontières du réel.
19.00 Best of Nulle part ailleurs.
19.55 Le Journal de François Péchem.
20.35 Le Journal des sorties.
21.00 Mes doubles, ma femme et moi.
Film. Harold Ramis.
23.00 Disjoncté. Film. Ben Stiller (v.o.).
0.35 Mots sommés tous encore ici !
Film. Anne-Marie Michel.
1.50 Lucie Aubrac ■ ■ ■
Film. Claude Berli.

ARTE

- 19.00 Le Tour du Pacifique. [1/20].
19.30 7 1/2. L'Europe du cannabis.
La France vue par... les Américains.
20.00 Macédoine. Trouville
ornithologique en Patagonie.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 ► Les Mémoires de l'histoire.
Un siècle de révolutions chinoises
(1911-1949). La Jeune République
(1911-1949).
21.40 Les Cent Photos du siècle.
Le film, l'heure du matin,
photo d'Éric Salomon, 1931.
21.50 Musica.
Les Octaves Chants de guerre :
les maîtres chanteurs des stades.
22.45 Musica. Mille batteurs.
23.10 Profil. Photographes témoins :
T. Höpker, R. Lebeck et S. Moses.
0.10 La Lucarne. Moscow X.

M 6

- 18.55 Los Angeles Heat.
19.34 Le Six Minutes. Météo.
20.10 Une noume d'enfer.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Décrochages Info. E = M 6 Junior.
20.50 Le Retour des envahisseurs.
Téléfilm. O. Paul Shapiro (1 et 2).

RADIO

- FRANCE-CULTURE
20.00 Les Chemins de la musique. [35].
20.30 Agora.
21.00 Philharmonie.
22.10 Fiction. Les vies minuscules
de Pierre Michon.
23.00 Nuits magnétiques.
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert. Festival de Saint-Denis.
Par l'Orchestre national de France, dir.
Alberto Zedda. Maria Bayo, soprano,
Maurice Armbruster, mezzo-soprano,
Jean-Olivier Fournier, ténor, Felipe Bou,
basse ; Sylvain Mouton, de Rossini.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Les Greniers de la mémoire.
RADIO-CLASSIQUE
20.40 Les Soirées de Radio-Classique.
Mozzart, opéra de Tchaïkovski, par le
Chœur et l'Orchestre du Kiry, dir.
Valéry Gergiev, Nikolai Putilin
(Mozzart), Irina Lukatskova (Mozart).
23.40 Les Soirées... (suite).

FILMS DU JOUR

- 17.35 La Dérangée Aventure ■ ■ ■
Michel Lelouch (France, 1993, 110 min).
19.30 La Route des grands défilés ■ ■ ■
Gérard Oury (France, 1971, 105 min).
20.35 Salomon
et la reine de Saba ■ ■ ■
King Victor (EU, 1979, 140 min). TMC
20.55 Personne n'est parfait ■ ■ ■
P. Bogart (EU, 1988, 95 min). Têva
21.00 ► Le Jardin d'Allah ■ ■ ■
Richard Boleslavski (Ets-U.S., 1956, 110 min). Paris Première
21.50 Hardement ■ ■ ■
Jacques Rivette (France, 1983, 130 min). Cinéma 5
22.05 La Preuve ■ ■ ■
Jordan Kishinevski (Australie, 1991, 150 min). Cinéma 1
22.10 Mémoires ■ ■ ■
Miroslav Krasovitz (France, 1993, 95 min). RTBF 1
0.00 Les Uns et les Autres ■ ■ ■
Claude Lelouch (France, 1990, 180 min). Cinéma 5
0.10 Retour à la bien-aimée ■ ■ ■
Jean-François Adam (France, 1978, 95 min). RTL 9
2.35 Fiancé ■ ■ ■
Elaine Proctor (R.-G.B., 1993, 115 min). Cinéma 2
3.55 Strictement personnel ■ ■ ■
Pierre Jolivet (France, 1965, 80 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 13.00 20h Paris Première. Best of.
Invité : Eric Rohmer. Paris Première
14.00 Le Canal du savoir. La condition
humaine selon Jean-Jacques Rousseau.
Paris Première
14.30 Check Up.
Les allergies, les régimes alimentaires.
TV 5
17.00 De l'actualité à l'histoire.
Jean Le Poulain. Paris Première
18.00 Stars en stock.
Richard Burton, Katharine Hepburn.
Paris Première
19.00 Le Magazine de l'histoire.
Invités : Marc Lazar ;
Eric Vigne ; Claude Durand ;
Jean-Claude Casanova. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche.
Les plus grands invités de la saison.
Paris Première
19.55 Le Journal de François Péchem.
Canal +
20.05 Temps présent.
Est-tu riche de riches à l'école.
Le siècle en image. Têva
20.20 20h Paris Première. Best of.
Invité : Liane Foly. Paris Première
20.55 Les Nouveaux Mondes.
Les secrets de la forêt : Guyana, Help
Congo ! Zone blanche sur le globe :
la Guinée-Equatoriale, l'Ogaden ;
l'Éthiopie des ours noirs. Équateur :
la recherche des papillons disparus.
France 2
22.55 Boléro.
Invité : Christian Lacroix. TMC
23.00 Les Dossiers de l'histoire. Capitales
en guerre : Berlin la damnée. Histoire
23.30 Le Cercle des arts.
Spécial Afrique du Nord. TV 5
23.55 Comment ça va ?
Une vie de sein. France 3

DOCUMENTAIRES

- 17.30 Les Requins du Triangle rouge.
Planète
18.15 et 0.40 Les Grands Interprètes.
La Calixte. Muzik
18.45 Yma Sumac.
La Castaflore inca. Muzik
19.00 Le Tour du Pacifique. [1/20].
Sydney - Auckland - Pâques -
Queenstown - Dunedin. Arte
19.00 Les Îles sauvages. [3/5].
Odyssée
19.10 Undergound USA. [1/4].
Routages et routes libres en Californie.
Planète

DOCUMENTAIRES

- 19.55 Caviar : Les Perles noires
de la mer Caspienne. Odyssée
20.00 Architectures.
La Calixte d'épargne de Vienne. Arte
20.20 Des animaux et des hommes. (46).
Rangues : les accidents
de la route. Têva
20.30 Destination. Thaïlande.
20.30 Virtuoses : Sergi Celibidache.
Portrait d'un chef d'orchestre. Mezzo
20.50 Les Neuf Vies des démineurs.
Odyssée
20.55 Le Vieil Alaska. Planète
21.00 My World of Opera. Muzik
21.45 Les Grands Compositeurs.
(1/12). Bach. Odyssée
22.05 Les Grands Voix de la chanson
arabe. (1/5). Oum Kalsoum. Muzik
22.10 Les Armes dans le collimateur.
Arte
22.10 Paul-Emile Victor : un rêveur dans
le siècle. [3/5]. Odyssée
22.40 Des loups, des cerfs
et des hommes. Planète
23.05 Le Coll. Triomphe d'une arme. Arte
23.05 Patagonie Express. Odyssée
23.35 L'Enfant et son revolver. Arte
23.45 Ces garçons qui nous font rêver.
Têva
23.50 Le Siècle des hommes. [1/4/5].
Réactions en chaîne. France 2
0.15 Embarquement porte n° 1.
Vancouver. TF 1
0.20 Femmes de calibre. Arte
0.30 Les Grands Explorateurs. (2/10).
Charles Montagu. Douglie. Histoire
0.45 Kilomètre zéro. France 2
0.45 Chemins de fer. (4/19).
Confessions d'un passionné. Planète
0.55 Histoires naturelles. Le Maroc.
Thème, la nature et le Coran. TF 1

SPORTS EN DIRECT

- 15.00 Tennis. International
de Grande-Bretagne.
Demi-finales dames. Eurosport
22.00 Boxe. Combat en douze reprises.
Poids super-moyens. Almer.
Doutsev (Rus) - Javier Castillejo (Esp).
Eurosport

DANSE

- 18.30 De «Sylphides» en sylphides.
Ballets. La Sylphide. Chaplin. Mezzo

MUSIQUE

- 19.25 Kiki Te Kanawa.
Concert enregistré en 1994. Muzik
22.20 Un soir avec Margarete Dietrich.
Concert enregistré au New London
Theatre, en 1972. Paris Première
23.05 Sapho chante Oum Kalsoum.
Muzik
23.40 Vladimir Neumann dirige
l'Orchestre philharmonique
tchèque. Concert. Paris Première

THÉÂTRE

- 20.30 La Poule aux œufs d'or.
Place. Alexandre Vial. Festival

TÉLÉFILMS

- 20.00 L'Homme de Suez.
Christian Jacq (5/6). Histoire
20.40 Un amour trop violent.
William A. Graham. RTL 9
22.15 La Pierre à mander.
Christian Jacq. Festival
22.25 Made in America.
Descente vers l'enfer.
Odyssée
0.05 L'Assaut maléfique.
Deryn Warren. 13^{ème} Rue

SÉRIES

- 17.40 L'Incorruptible Hulk.
Le retour du maître. 13^{ème} Rue
17.45 Les Rivaux de Sherlock Holmes.
Le mystère de la dame au grand chapeau. TMC
18.30 L'Homme qui valait
trois milliards.
Le grand frère. 13^{ème} Rue
18.50 Mister Fowler, brigadier chef.
Orléans au tribunal. RTBF 1
19.00 Bonanza.
Esclave ou chanteur. Série Club
19.20 Deux flics à Miami.
Il faut une fin à tout.
Le Retour du fils prodigue. 13^{ème} Rue
20.45 Timide et sans complexe.
The Millionaire's Life. Série Club
20.55 Navarro.
Le Vain du dessus. TF 1
21.00 Le Retour de Sherlock Holmes.
21.30 Le Coeur au vent. Série Club
21.45 Urgences.
Le mal par le mal. TSR
21.50 American Gothic.
Le ferrailleur. 13^{ème} Rue
22.30 La Loi de Los Angeles.
La bourse plutôt que la vie. Têva
22.35 Poltergeist. A répétir.
Le nouveau genre. M 6
22.35 Urgences.
La décision du docteur Carter. TSR
22.55 Nestor Burma.
Fils au Marais. 13^{ème} Rue
23.20 Le Saint. Ultra-secrète. Série Club
23.25 Les Envahisseurs.
L'organisation. Disney Channel
0.10 L'Heure Simon.
Strip-tease. Série Club

NOTRE CHOIX

● 20.00 Arte
Architectures
Vienne au tournant
de la modernité

ARCHITECTURE et cinéma forment un couple où les rôles sont distribués de longue date : l'une fait décor, l'autre fait mouvement. Filmer l'architecture comme sujet ne va pas de soi, et c'est d'autant plus plaisant de retrouver (les jeudis, du 2 juillet au 27 août) la collection « Architectures » de Richard Copans et Stan Neumann : cinq épisodes diffusés en septembre-octobre 1996, plus quatre nouveaux volets. Histoire et actualité en alternance. La première livraison est un inédit consacré à la Postparkasse de Vienne, un de ces édifices où s'inscrit, au cœur de l'Europe, l'histoire de la modernité avant qu'elle ose dire son nom. Si l'expression « tournant du siècle » a un sens, elle s'applique ici en même temps à un « tournant » de carrière pour l'architecte viennois Otto Wagner, qui, à cinquante ans, est alors une personnalité reconnue d'un art encore marqué par l'opulence de la fin du XIX^e siècle. En 1903, pour la Caisse d'épargne de la poste, légèrément en retrait du Ring où s'édifient les monuments de la métropole d'Europe centrale, Otto Wagner adopte un style sobre, des façades lisses, des ornements minimalistes et géométriques qui annoncent le purisme provocant d'Adolf Loos et son fameux manifeste intitulé *Ornament et crime*. Marquée par une austérité solennelle, cette cité du travail conçue pour 2 700 employés affirme la volonté de souligner la probité, le sérieux, la rigueur professionnelle de l'institution et de ceux qui la servent. Conservé dans son état original, le grand hall des guichets, abondamment éclairé par une nef de verre, évoque les gares de l'époque - comme les banques parisiennes s'inspiraient des grands magasins - mais accentue l'idée de transparence et de sobriété. La caméra entre et sort, longe les couloirs, s'arrête sur un détail : la promenade architecturale, ponctuée d'informations claires, s'offre même le luxe d'ouvrir un débat sur le sens social - et politique - que l'on peut donner à cet agencement hygiéniste d'espaces utilitaires et à leur symbolique. Sens de l'histoire, sens de l'architecture, le spectateur a les cartes en main pour se faire une opinion.

Michèle Champenois

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
13.50 Les Feux de l'amour.
14.45 Arabesque.
15.40 Dynastie.
16.35 Sunset Beach.
17.30 Beverly Hills.
18.20 Exchist.
19.00 Le Bigli.
20.00 Journal, Coupe du monde, Météo.
20.48 Traffic infos.
20.55 Navarro. Le Vain du dessus.
22.25 Made in America.
Descente vers l'enfer.
Téléfilm O. Philip Saville.
0.15 Embarquement porte n° 1.
Vancouver.
0.45 TF 1 nuit, Météo.
0.55 Histoires naturelles.
1.50 Reportages.
FRANCE 2
14.45 Dans la chaleur de la nuit.
15.30 Tierscé.
15.45 Chicago Hope, la vie à tout prix.
16.35 Washelli Ouest.
17.15 Un livre, des livres.
17.20 Une fille à scandales.
17.45 Friends.
18.15 Les Dessous de Veronica.
18.45 Qui est qui ?
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.55 Au nom du sport.
19.56 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde.
20.50 Point route.
20.55 ► Les Nouveaux Mondes.
22.30 Expression directe.
22.35 L'État de la 25^e heure.
23.35 Journal, Météo.
23.50 ► Le Siècle des hommes. [1/4/5].
0.45 Kilomètre zéro.
La route de Dracula.
FRANCE 3
13.40 Madame le juge.
13.10 Les Enquêtes
de Remington Steele.
16.05 Sherlock Holmes
et la croix du sang.
Téléfilm. Fraser C. Heston.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 22.25 Météo.
20.05 Benny Hill.
20.20 Tout le sport.
20.25 Le Journal de la Coupe.
20.45 Consonnes.
20.55 Le Fou du labo 4.
Film. Jacques Besnard.
22.35 Soir 3.
23.10 Le Club du Mondial.
23.55 Comment ça va ?
Une vie de sein.
CANAL +
13.55 Othello ■ ■ ■
Film. Oliver Parker.
15.55 Eastwood par Eastwood.
17.05 Le Baby Sitters Club.
Film. Mélanie Mayron.
► En clair jusqu'à 20.45
18.35 Les Simpson.
19.00 Best of Nulle part ailleurs.
19.45 et 22.25 Flash infos.
19.55 Le Journal de François Péchem.
20.45 Un amour de sorcière.
Film. René Manzor.
22.30 Art.

TÉLÉVISION

- 22.35 Feeling Minnesota.
Film. Steven Seidenberg (v.o.).
0.10 Mrs Winterbourne.
Film. Richard Benjamin.
1.30 Surprises.
2.30 Search and Destroy ■ ■ ■
Film. David Selt (v.o.).
LA CINQUIÈME ARTE
13.55 Les Limites du music-hall.
14.25 La Cinquième rencontre...
L'Afrique. 14.30 L'École nomade.
15.25 Entretien.
15.55 Jardins du monde.
16.25 Modes de vie, modes d'emploi.
16.55 Aïe.
17.20 Les Zèbres.
17.35 100 % question.
18.00 Va savoir. Les pompiers de la Seine.
18.30 Le Tour du Pacifique. [1/20].
19.00 Le Tour du Pacifique. [1/20].
19.30 7 1/2. Echo des stades.
La France vue par... les Italiens.
20.00 Architectures.
La Caisse d'épargne de Vienne.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique.
Pour l'amour des armes.
20.45 La Cible ■ ■ ■
Film. O. Peter Bogdanovich.
22.10 Les Armes dans le collimateur.
23.15 Le Coll. Triomphe d'une arme.
23.35 L'Enfant et son revolver.
0.20 Femmes de calibre.

M 6

- 13.35 Miss Marple aux Caraïbes.
Téléfilm. Robert Lewis.
15.15 Les Anges du bonheur.
16.15 Les Piéguers.
16.25 Morlock : le tunnel.
Téléfilm. Yves Boisset.
18.05 Models Inc.
18.15 Los Angeles Heat.
19.34 Le Six Minutes. Météo.
20.10 Une noume d'enfer.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Décrochages Info. E = M 6 Junior.
20.50 White Man.
Film. O. Desmond Nakano.
22.55 Poltergeist.
A. Repentir. Le nouveau gardien.
0.15 Les Rues de San Francisco.

RADIO

- FRANCE-CULTURE
19.45 Les Enjeux internationaux.
20.00 Les Chemins de la musique. (4/5).
20.30 Agora. Jacques Perry (Mozart).
21.00 Lieux de mémoire. Le baccalauréat.
22.10 For intérieur. J.-P. de Tonnac.
23.00 Nuits magnétiques.
Écrire pour devenir un homme.
0.05 Du jour au lendemain.
Christine Spilmi (Comme ils vivent).
0.48 Les Châliques du music-hall.
FRANCE-MUSIQUE
19.35 Préface.
20.00 Concert.
Donné le 18 février, salle Pleyel, par
l'Orchestre de Paris, dir. Christoph von
Dohnányi, Cornelia Kallisch (Judit),
László Polgar (Barbe-Bleue).
Œuvres de Haydn, Bartók.
22.30 Musique pluriel.
Œuvres de Schnittke, Berio.
23.07 En musique dans le texte.

FRANCE-CLASSIQUE

- 18.30 Majuscules.
19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées.
Le Quatuor Alban Berg. Œuvres
de Schubert, Berg, Haydn, Rihm.
22.40 Les Soirées... (suite).
Œuvres de Bruckner.

La France s'engage à déployer jusqu'à 50 000 hommes pour l'Alliance atlantique

Cette réorganisation de l'armée de terre s'insère dans un dispositif multinational

LILLE
Le ministre de la défense, Alain Richard, a officiellement, mardi 30 juin, à Lille, la réorganisation de l'armée de terre française conçue pour lui permettre de mieux s'insérer dans un dispositif multinational, qu'il s'agisse de l'OTAN, de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ou de l'exercice d'un mandat sous contrôle de l'ONU. De cette « refondation » de l'armée de terre, comme l'a appelée son chef d'état-major, le général Philippe Mercier, M. Richard a dit que « l'un des concepts moteurs de la réorganisation est de jouer un rôle efficace au sein d'une coalition ».

L'armée de terre française a entrepris une réforme qui vise à créer, autour d'un commandement de la force d'action terrestre (CFAT), assisté d'un commandement de la force logistique terrestre (CFLT) à Maisons-Laffitte (Yvelines), un corps de

quinze brigades constituées par métiers (Le Monde du 23 juin). Ce mode d'organisation, qui institue des « réservoirs de forces » polyvalents et modulables au gré des théâtres d'opérations à partir d'un total de quatre-vingt-cinq régiments, sans compter les deux régiments constitués de la brigade franco-allemande au sein de l'Eurocorps, rapproche l'armée de terre française du modèle en vigueur dans les armées des pays membres de l'Alliance atlantique. C'est en somme une « transition » progressive des forces armées françaises.

PÉRIODE DE TRANSITION

Le nouveau dispositif répond à un « contrat opérationnel », selon une expression du général Mercier, passé entre les responsables politiques, l'état-major des armées et l'armée de terre. Ce « contrat » a pour but de fournir des unités les plus « interopérables » possibles avec les alliés « tant pour ce

qui concerne les structures et les moyens des forces que les méthodes et les procédures dans les travaux des états-majors » en vue d'une action militaire sur le terrain qui serait conduite en commun.

En 1990-1991, la guerre du Golfe a mis à nu les carences du dispositif français : la division Daguet, constituée de bric et de broc, n'a compté que 12 000 hommes au plus fort des affrontements. Aujourd'hui, le contrat passé entre le gouvernement et les chefs militaires prévoit que l'armée de terre doit être en état de « projeter », sur un théâtre extérieur, quelque 20 000 hommes durant la période de transition, d'ici à 2002, qui prépare la professionnalisation progressive de ses unités.

La création du CFAT et des différentes formations placées sous son autorité a un autre objectif, qui est de permettre à la France de faire meilleure figure au sein d'un dispositif multinational dont elle serait amenée, en échange de sa

participation, à commander certains éléments. Selon le patron du CFAT, le général Pierre Forterre, « le cadre du contrat opérationnel est de pouvoir projeter en permanence, sur court préavis, 75 % de sa ressource en personnels d'active ». Concrètement, il s'agit, dans l'hypothèse d'un engagement majeur en Europe, que la France soit en mesure de déployer jusqu'à 50 000 hommes sur un seul théâtre dans le cadre d'une intervention de forte ampleur au sein de l'OTAN. Dans les autres cas pour lesquels le gouvernement estimerait que les intérêts de la France sont en jeu, le contrat est double : il s'agit de fournir 35 000 hommes sur un théâtre principal, avec des réserves partielles pendant un an, et 5 000 autres hommes, relevables tous les quatre mois, pour des interventions extérieures nationales qui justifieraient l'« autonomie » de la France.

Jacques Isnard

Une nouvelle fiscalité automobile en vigueur

Elle s'applique aux véhicules neufs le 1^{er} juillet

LE GOUVERNEMENT a négocié un nouveau mode de calcul de la puissance administrative des automobiles. Le nouveau système, qui détermine le prix de la vignette, mais aussi celui de la taxe sur la carte grise et de la taxe sur les véhicules de société, entre en vigueur mercredi 1^{er} juillet. Il ne sera pas rétroactif et ne s'appliquera qu'aux véhicules neufs, vendus à compter de cette date. Quant aux catégories fiscales (1 à 4 chevaux, 5 à 7, 8 à 9, etc.), elles ne changent pas.

Le nouveau mode de calcul de la puissance fiscale introduit une relative transparence. Désormais, le nombre de chevaux résulte d'une équation certes complexe, mais fondée sur des paramètres clairs : la puissance du moteur, exprimée en kilowatts, et les émissions de CO₂ (dioxyde de carbone), exprimées en grammes par kilomètre. Dans les faits, il favorise les petites cylindrées ainsi que les très grosses voitures ; parmi les véhicules Diesel, les versions turbocompressées sont légèrement pénalisées. Ni la cylindrée, ni la transmission, ni le type d'énergie consommée ne sont pris en compte.

La réglementation permet d'enterrer la hache de guerre avec Bruxelles à propos de la « super-vignette » qui pénalisait les voitures de grosses cylindrées, généralement allemandes, anglaises ou non européennes.

A l'occasion du changement de millésime au 1^{er} juillet, les constructeurs annoncent des ajustements qui sont, le plus souvent, à la baisse. Les petits moteurs essence « propres » et économiques tirent leur épingle du jeu, car le niveau de

pollution est lié à la consommation. En pratique, la version 1,4 litre de la Renault Clio passe de 7 à 5 chevaux (avec même motorisation, la Scénic passe de 7 à 6), alors que chez Peugeot la 106 Sport passe de 6 à 5 chevaux et que les Opel Corsa et Astra 1,4 litre passent de 7 à 6 chevaux. Les modèles équipés d'une boîte de vitesses automatique sont, en général, mieux traités : la Peugeot 406 (2 litres) passe de 10 à 9 chevaux et les diverses versions « automatiques » de la Renault Scénic perdent toutes deux chevaux.

MOTEURS MODIFIÉS

Les modèles à moteur Diesel turbocompressés sont souvent perdants (un cheval de plus pour le nouveau moteur 1,9 litre DTI à injection directe de Renault et sur la Volkswagen Golf TDI de 110 chevaux), alors que les moteurs « atmosphériques » sont mieux lotis. Critiqué pour ses émissions de particules, le diesel est assez bien placé pour ce qui concerne le dioxyde de carbone.

Afin de s'adapter à la nouvelle donne, certains constructeurs ont légèrement modifié les moteurs. Pour maintenir à 7 chevaux la puissance administrative de l'Espace 2.2 litres turbodiesel, Renault a réduit de 115 à 110 chevaux la puissance du moteur, ce qui est sans effet à bas régime. Enfin, les propriétaires de voitures puissantes ne sont pas oubliés : la Jaguar XJ V8 de 4 litres passe de 23 à 21 chevaux et la Chevrolet Corvette passe de 32 à 26 chevaux.

Jean-Michel Normand

Deux journalistes interrogés à la demande du juge Bruguière

MARDI 30 juin à Pau, le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière a ordonné aux policiers d'interroger deux journalistes - Gilles Millet, collaborateur de L'Événement du jeudi, et Pierre-Jean Luccioni, rédacteur en chef de France 3 pour la Haute-Corse - dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », en marge de l'assassinat du préfet Claude Erignac, le 6 février à Ajaccio. M. Millet était toujours, mercredi matin, en garde à vue dans les locaux parisiens de la division nationale antiterroriste. Absent de son domicile au moment de l'arrivée des policiers, M. Luccioni s'est présenté au commissariat de Bastia, mardi après-midi, où il a été entendu pendant plusieurs heures avant d'être laissé en liberté en début de soirée.

Les noms des deux journalistes avaient été cités par des agriculteurs nationalistes corses qui avaient rencontré dans le cadre de leur profession et qui ont été ensuite, le 6 juin,

écroulés pour « association de malfaiteurs » par le juge Bruguière. Roch Simon a déclaré, sur déposition, que M. Millet lui avait remis une copie du « rapport d'étape » de l'inspection générale des finances sur la gestion du Crédit agricole de Corse. François Fanni a mis en cause, de la même façon, M. Luccioni. On se souvient que ce « rapport d'étape » avait été largement publié dans la presse, dès le début du mois de mai. Sa divulgation avait alors donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire pour violation du secret de l'instruction.

Une conversation téléphonique entre M. Luccioni et l'un des deux nationalistes, placée sur écoute judiciaire, a en outre été interceptée par les enquêteurs. Le journaliste indiquait ne pas avoir remis aux policiers l'intégralité des images filmées lors de diverses manifestations d'agriculteurs nationalistes. La rédaction de France 3 avait seulement remis aux enquêteurs la version des images diffusées à l'antenne, sans livrer les « rushes ». Au domicile de M. Millet, les

policiers ont saisi divers documents issus d'enquêtes policières, dont la copie d'un procès-verbal concernant des malversations financières imputées à des agriculteurs corses et une note de la sous-direction des affaires économiques et financières de la PJ évoquant le cas de Marcel Lorenzini, proche des deux nationalistes pré-cités.

En choisissant d'interroger les journalistes et de perquisitionner leurs domiciles, le juge Bruguière a opté pour la manière forte, alors qu'il aurait pu convoquer les intéressés. La mesure visant M. Millet « constitue une violation du droit des journalistes de pouvoir informer librement, ainsi que de protéger leurs sources », a réagi Reporters sans frontières. Mercredi matin, sur Europe 1, le journaliste de la justice, Elisabeth Chégo, a considéré que « si un juge estime qu'un journaliste détient une information qu'il aurait dû donner à la justice (...), il peut être entendu par la justice ».

Erich Indryan

Une enquête parlementaire met gravement en cause le fonctionnement de la mutuelle agricole corse

Charles-Amédée de Courson (UDF) a relevé plus de 60 % de cotisations impayées

RAPPORTEUR du budget annexé des prestations sociales agricoles à la commission des finances de l'Assemblée nationale, Charles-Amédée de Courson (UDF) a eu l'idée d'aller enquêter, à Ajaccio, auprès de la caisse de Mutualité sociale agricole (MSA) de Corse. C'est une démarche encore rare, parmi les rapporteurs budgétaires de l'Assemblée, que d'user ainsi des pouvoirs d'investigation que leur confère la loi.

M. de Courson doit à son parcours précédent de magistrat de la Cour des comptes un goût évident pour ce genre de plongée dans les

dossiers comptables des institutions. Pendant deux jours, les 18 et 19 juin, le député de la Marne a épluché les comptes de la MSA et a interrogé son président, Louis Semidei, et son directeur, Jean-Noël Frangaglia, afin de comprendre les causes de ses difficultés financières et, notamment, l'étonnant taux de cotisations impayées dont elle est victime. « La première question à laquelle je me devais de répondre, explique M. de Courson, était, tout simplement, de vérifier si l'ensemble des personnes immatriculées à la MSA sont de vrais agriculteurs. Après enquête, je dois dire que la réponse

est : non. » D'après le député, il semble en effet que le laxisme soit la règle. La MSA accepte, ainsi, d'immatriculer des agriculteurs sans exiger les baux ou les titres de propriété. L'examen de plusieurs dossiers choisis au hasard montre que la caisse se contente de simples attestations, contresignées parfois par un maire, par l'épouse de l'affilié ou par un vétérinaire affirmant la vaccination d'un troupeau, toutes déclarations qui n'ont aucune valeur juridique. Un dossier présente même la demande d'un « agriculteur » réclamant le transfert de ses remboursements « sur le continent », afin de lui éviter « d'incessants déplacements ».

Les mauvaises habitudes sont souvent domptées par les institutions : M. de Courson a découvert que bon nombre d'organismes professionnels, parmi lesquels la chambre d'agriculture de Haute-Corse (présidée par l'ancien président de la caisse de la MSA...), ne versent pas leurs cotisations.

Enfin, le rapporteur n'a pu que constater la dérive de l'attribution de certaines prestations. La proportion de pensionnés pour invalidité ou handicap est de 12,5 % des exploitants en Corse, contre 2,8 % des exploitants à l'échelle nationale. La moyenne des jours d'arrêts-maladie est de plus de vingt jours par an pour un salarié agricole corse, et les prestations pour accident du travail représentent près du double de la moyenne nationale. Une audition du médecin-chef du contrôle médical de la caisse n'a manifestement pas convaincu le député. « Selon le médecin, rapporte M. de Courson, le niveau des dépenses médicales s'expliquerait, notamment, par le « stress » dû à l'insularité. »

M. de Courson s'est enfin interrogé sur le fonctionnement même de la caisse. Déjà, en 1995, un rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) relevait qu'elle était la moins productive de France. Le député observe que le taux d'absentéisme global des agents de la MSA a dépassé 34 % en 1997 et que 10 % des effectifs sont en longue maladie. Devant une telle abondance d'anomalies, la commission d'enquête parlementaire sur la Corse a demandé à M. de Courson de lui faire, mercredi 1^{er} juillet, un compte rendu détaillé de ses observations.

Raphaëlle Bacqué

Guilbert

Cession des participations de Guilbert dans J.M.Bruneau et Top Office

Le groupe Guilbert, filiale de Pinault-Printemps-Redoute, a cédé le 29 juin 1998 au groupe 3Suisse International sa filiale Avenir SAS qui détient indirectement la participation de 31 % du groupe Guilbert dans la société J.M.Bruneau.

Cette cession fait suite à la prise de contrôle du groupe Guilbert par Pinault-Printemps-Redoute intervenue le 9 mars 1998.

Effective fin juin 1998, cette cession sera prise en compte dans les résultats de Guilbert du premier semestre 1998 et aura un impact positif après impôts d'une centaine de millions de francs sur son résultat net. En conséquence, Avenir SAS sera déconsolidée au 1^{er} janvier 1999.

Guilbert annonce par ailleurs avoir cédé au groupe Kiabi sa participation de 25 % dans leur filiale commune Top Office qui exploite deux magasins de fournitures de bureau.

Titre du Monde daté mercredi 1^{er} juillet 1998 : 500 143 exemplaires

1

Le Mondial

BEAUTIFUL LOSER
L'adant magnifique
le jeune prodige anglais
Michael Owen a éclaboussé
le match de sa classe. 19 ans



L'Angleterre emporte la plus belle des défaites

LA CHRONIQUE

DE PIERRE GEORGES

Avec fleurs et couronnes pour deux chers disparus

LE MONDIAL s'était enfin mouvé une star juvénile, son Di Caprio si l'on veut. Et cette étoile nous quitte prématurément après un match titanesque. Ah ! l'on ne sait trop qui il faudra maudire, de l'arbitre ou du sort. Mais sûr que l'on va sangloter à pleins titres dans ces chaumières anglaises que sont les journaux peuplés !

Quel match ! Et quelle cruauté ! D'autres raconteront ce qu'il en fut car déjà cet Angleterre-Argentine est appelé à rentrer dans la légende pitoyable du football. Ici l'on voudrait simplement jeter quelques fleurs et couronnes sur le tombeau de deux des vaincus.

Au premier rang, notre DiCaprio donc. Non pas qu'il lui ressemble particulièrement, mais simplement au sens de la jeunesse triomphante et de l'audace renversante. Michael Owen est ce blondinet extraordinaire que l'Angleterre avait dans sa manche, un encore teenager à la mine sage et propre, et la plus grande révélation du péplum pour un premier rôle.

Ce gamin de dix-huit ans fut élevé, rapportait un collègue, selon les meilleurs principes. Bien poli. Bien propre. Bien obéissant. Une crème de sucré. Et respectueux avec cela : « On doit se conduire bien sur le terrain et en dehors », confiait-il récemment.

Pour ce qui est du « dehors », effectivement, sa biographie déjà le tient pour un modèle de gentil garçon ne dispensant pas ses forces en d'obscures et impétueuses escapades. Tout pour faire la fierté de ses parents et le bonheur de ses entraîneurs. Et aussi, tant qu'on y est, tout pour restaurer l'image de l'Angleterre, qu'on aurait vite trop tendance à prendre pour une simple fabrique de bootleggers, tatoués, alcooliques et dangereux. Cela reste d'ailleurs un grand mystère : comment une si belle équipe et de si fidèles supporters peuvent-ils se laisser voler la vedette par quelques centaines d'abrutis ?

UN BON PETIT QUI IRA LOIN

A la ville donc, Michael Owen se conduit fort bien. Et sur un terrain mieux encore. A dix-huit ans, devenu le plus jeune international du football, on pourrait hésiter à prendre trop de risques. Invoyer l'expérience. Revendiquer un statut d'apprenti. A dix-huit ans, Michael Owen n'a pas de ces calculs. Avec l'insouciance et la témérité de l'âge, ce joueur a mis littéralement le feu à la cambuse argentine, droit au but, à toute allure, sans se poser trop de questions.

Michael Owen joue vite, joue juste, joue merveilleusement bien. Et ce qu'il montre en une mi-temps aura suffi à prouver à l'univers du football que ce bon petit ira loin. Du moins si quelque grand méchant arrière ne le dévore pas en route.

Il n'est pas arrière, pas très tendre non plus, et plus de première jeunesse. Pourtant une couronne, vite, pour l'un des joyaux d'élite, on veut parler de Paul Ince. Paul Ince est le plus beau tempérament de l'équipe anglaise, une référence donc. Avec ses faux airs d'O. J. Simpson, ce combattant aux fureurs permanentes a probablement usé plus d'arbitres qu'il n'est autorisé. Sur un terrain, il jure, il peste, il injurie, il fait de la pantomime. Il est sans doute au palmarès des sourds-muets insultés qui lisent les gros mots sur les lèvres des joueurs, le moins fréquentable ou le mieux-disant. Mais quel joueur ! Le sort injuste a fait qu'il condamnait l'Angleterre aux tirs au but après l'avoir sauvée mille fois. Qu'il (se) repose en paix, dans l'herbe verte d'un été anglais !

AUCUN DOUTE : ce fut le match du Mondial. Argentine-Angleterre aurait fait une excitante affiche pour la finale, ce fut le plus passionnant des huitièmes de finale. Du beau jeu, quatre buts, une poignée de joueurs exceptionnels, une prolongation (pas de « but en or » cette fois), et pour finir, vers minuit, concours fatal de tirs au but. Mais d'où vient ce sentiment de frustration qui interdit d'être parfaitement heureux ? Certes, on a déjà tant dit sur le sujet, mais l'arbitrage...

DIEGO SIMONE, PLONGEUR

Les équipes entamaient à peine la deuxième mi-temps, on jouait la 47^e minute, quand l'Anglais David Beckham reçut dans le dos un furieux coup d'épaule de l'Argentin Diego Simone. Il s'ébala. Simone lui tomba dessus. En se relevant, il en profita pour l'écraser de tout son poids. Le play boy de Manchester United gisait le nez dans l'herbe, et comme Simone, ayant fini de l'aplatir, se redressait, il leva le pied gauche en une modeste rade qui se prit dans les protège-tibias de l'Argentin, lequel se laissa tomber en arrière. L'arbitre siffla et mit la main à sa poche, geste dont on sait qu'il ne présage rien de favorable. On imagina un carton jaune pour Simone, ou un jaune à chacun, ce qu'aurait mérité un tel incident. Le Danois Nielsen, un arbitre expérimenté bien connu sur les terrains européens, convoqua les deux joueurs, décerna un carton jaune à l'Argentin, et brandit un rouge sous le nez de Beckham. Le « fiancé de l'Angleterre » (celui aussi de la Spice Girl Victoria Adams) quitta

le terrain sans barguigner. Mais la magie avait quitté le stade Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne. Plus rien ne serait jamais comme avant.

Plus rien ne serait comme cette première mi-temps où l'on vit tant d'exploits se succéder, les déboulés du tout jeune Michael Owen (dix-huit ans), les feintes d'Ariel Ortega, et une volonté partagée à vingt-deux de ne rien céder. Le tout à cent à l'heure. Il y eut déjà de curieuses décisions de l'arbitre. Un penalty accordé aux Argentins pour un plongeon de Diego Simone (l'Argentin lui doit beaucoup) qui alla se prendre les pieds dans l'entre-jambe du gardien anglais David Seaman malgré les efforts de ce dernier pour l'éviter. Peu après l'homme en rouge se fit abuser lorsque, tel un vieux briscard, Michael Owen, garçon fort bien élevé par ailleurs, plongea à son tour sur la pelouse après avoir froilé un défenseur argentin. Ce furent deux décisions discutables, mais elles eurent le mérite, outre de s'annuler, de lancer le match qui n'était pas commencé depuis dix minutes. On lui en était presque reconnaissant tant le spectacle qui suivit fut d'une qualité rare.

Après l'expulsion de David Beckham, tout changea. Les joueurs, qui se livraient jusqu'alors sans retenue, sans autre pensée que de marquer des buts encore et encore, se mirent, bien sûr, à calculer. Sur les bancs les entraîneurs multipliaient les signes cabalistiques pour donner de nouvelles consignes. Jouant à dix, les Anglais cessèrent de se lancer follement à l'assaut des buts de Carlos Roa. Quant aux Argentins, ils se dirent que rien

ne pressait plus, qu'à la longue la fatigue allait frapper leurs adversaires inférieurs en nombre, et leur faciliter ainsi la tâche. Certes, avec tant de joueurs magnifiques et l'esprit de lutte qui habite les Anglais, la partie resta passionnante jusqu'à son terme. Mais c'est l'âme même du jeu que l'arbitre avait expulsée. Pour pas grand-chose, il interdit aux deux équipes de s'affronter sans autre pensée que celle de marquer plus de buts que l'autre - l'essence même du jeu. Elles l'avaient fait, elles ne le firent plus. Les Anglais ne voulaient plus que résister, ils y parvinrent. Les Argentins, face à cette situation nouvelle, hésitèrent et piétinèrent. C'est ainsi qu'on en arriva aux tirs au but. La loterie, dit-on. Aux Argentins, le gros lot.

LES HABITUÉS SONT LÀ

Livrés à eux-mêmes après les déclarations contradictoires du duo Sepp Blatter-Michel Platini (lequel affecte une triste figure dans la tribune officielle, entouré d'hommes graves à lunettes noires), ébranlés par les critiques - certaines infondées - les arbitres font, semble-t-il, désormais comme ils l'entendent. Ce qui est raisonnable vu la cacophonie ambiante. Mais ce qui donne aussi de fâcheuses distorsions, comme l'expulsion de Beckham (voire celle de Zidane), quand le Hollandais Dennis Bergkamp peut impunément écraser du pied le ventre d'un Yougoslave à terre, et en tournant les crampons.

Enfin, ce fut bien beau quand même. Bien mieux que l'assaut de l'après-midi à Bordeaux, qui se

termina par une relative surprise : la victoire des Croates, qui hissent le maillot de leur pays tout neuf en quart de finale de la Coupe du Monde. Rappelons que les Serbes ont été éliminés. Les superstitieux n'auront pas manqué de noter que les Roumains ont perdu leur jeu du jour où ils ont pris l'étrange décision de se teindre tous les cheveux en jaune d'or... Avec ces deux matches se sont clos les huitièmes de finale. C'est relâche maintenant jusqu'au vendredi 3 juillet, début des quarts de finale. Bilan rapide : les habitués sont là, sauf l'Angleterre comme on l'a vu. Ce vendredi, le Brésil n'aura peut-être pas la partie facile face à des Danois qui sentent repousser les ailes qui ont fait d'eux d'inattendus champions d'Europe en 1992. Les Français - avec Zizou - affronteront leurs frères ennemis italiens en un choc très indécis. Samedi, autre match très attendu. Les Pays-Bas, toujours en proie à une malodorante lutte des clans entre les Noirs et les Blancs de l'équipe, seront opposés à des Argentins qui auront eu vingt-quatre heures de moins pour récupérer de leur long combat contre les Anglais. Enfin, les Allemands devraient passer l'obstacle croate, si l'outrage des ans ne les rattrape pas.

Au centre hospitalier de Lille, les médecins ont perçu « une évolution satisfaisante » dans l'état de santé du gendarme David Nivel. Il est passé d'un état de « coma grave » à celui d'un « coma réactif ». Il réagit aux stimulations. Il est toujours sous assistance respiratoire.

Jacques Buob

LES TEMPS FORTS

1. SAINT-ETIENNE

16 h 30, au stade de Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, le match de la Coupe du Monde, Argentine-Angleterre, samedi 4 juillet, à 16 h 30, au Stade Vélodrome.

16 h 30, au stade de Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, le match de la Coupe du Monde, Argentine-Angleterre, samedi 4 juillet, à 16 h 30, au Stade Vélodrome.

16 h 30, au stade de Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, le match de la Coupe du Monde, Argentine-Angleterre, samedi 4 juillet, à 16 h 30, au Stade Vélodrome.

16 h 30, au stade de Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, le match de la Coupe du Monde, Argentine-Angleterre, samedi 4 juillet, à 16 h 30, au Stade Vélodrome.

16 h 30, au stade de Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, le match de la Coupe du Monde, Argentine-Angleterre, samedi 4 juillet, à 16 h 30, au Stade Vélodrome.

16 h 30, au stade de Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, le match de la Coupe du Monde, Argentine-Angleterre, samedi 4 juillet, à 16 h 30, au Stade Vélodrome.

16 h 30, au stade de Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, le match de la Coupe du Monde, Argentine-Angleterre, samedi 4 juillet, à 16 h 30, au Stade Vélodrome.

16 h 30, au stade de Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, le match de la Coupe du Monde, Argentine-Angleterre, samedi 4 juillet, à 16 h 30, au Stade Vélodrome.

16 h 30, au stade de Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, le match de la Coupe du Monde, Argentine-Angleterre, samedi 4 juillet, à 16 h 30, au Stade Vélodrome.

16 h 30, au stade de Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, le match de la Coupe du Monde, Argentine-Angleterre, samedi 4 juillet, à 16 h 30, au Stade Vélodrome.

16 h 30, au stade de Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, le match de la Coupe du Monde, Argentine-Angleterre, samedi 4 juillet, à 16 h 30, au Stade Vélodrome.

16 h 30, au stade de Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne, le match de la Coupe du Monde, Argentine-Angleterre, samedi 4 juillet, à 16 h 30, au Stade Vélodrome.

LE CHIFFRE DU JOUR 32

C'est le nombre d'années au bout desquelles Bobby Charlton s'est vu infliger un avertissement, le premier de sa carrière internationale, pour son comportement lors du quart de finale Argentine-Angleterre du Mondial 1966. La Fédération internationale (FIFA) a révélé, mardi 30 juin, à quelques heures d'une autre rencontre entre les deux pays, que Charlton avait en effet été averti, mais ne s'en était même pas rendu compte, trop occupé à calmer les esprits entre les deux adversaires et l'arbitre allemand. Personne ne parlait la langue de l'autre et l'intervention avait été mal comprise par l'arbitre, estime la FIFA. L'Angleterre l'avait emporté au terme d'une rencontre après (1-0). Le capitaine argentin Antonio Rattin, à force de contester les décisions de l'arbitre, fut expulsé et cracha sur le tapis royal en sortant du terrain, ce qui valut aux Argentins de se faire traiter d'« animaux » par la presse britannique.

LA PHRASE DU JOUR

« La plupart des critiques [du but en or] partaient de l'idée que la perspective d'une mort subite inciterait les équipes à se replier en défense pour attendre les tirs au but. La prolongation entre la France et le Paraguay montre que ce n'est pas le cas (...). Le but en or est une expérience satisfaisante mais il est trop tôt pour en tirer les conséquences. »

Keith Cooper, porte-parole de la Fédération internationale de football, repris, mardi 30 juin, par l'AFP.

INTERNET

<http://alliance.oracle.com/cat-doc/html/19725.htm>

LA PASSION des Vietnamiens pour le football s'est traduite depuis le début du Mondial par une forte hausse des consultations sur Internet, un média tout neuf dans le pays. « Nous avons vu une hausse de plus de 20 % du trafic ce mois-ci grâce à la Coupe du monde », a expliqué le directeur d'un des fournisseurs de services sur Internet, la Financing and Promoting Technology Corporation (FPT). FPT, qui

Onze Argentins ont battu dix Anglais

Saint-Etienne. Il aura fallu 120 minutes de jeu et l'épreuve des tirs au but pour que les Sud-Américains se qualifient

LA PARTIE dure depuis des années, peut-être même des siècles, lorsque le dernier tireur s'élance. Une nouvelle fois, un Anglais va défier un Argentin. David Batty fait face à Carlos Roa. L'un est entré en cours de rencontre. L'autre a tout vu, tout connu des matches et des coups de théâtre qui se sont succédés depuis le début de la soirée sur la pelouse de Geoffroy-Guichard, mardi 30 juin. Tout a commencé par un tir au but victorieux, tout va s'achever par une parade gagnante.

Lorsque David Batty place avec soin son ballon sur la marque blanche réglementaire, qui se souvient encore, dans les tribunes, du premier penalty sifflé par l'arbitre danois Kim Milton Nielsen, au début de la première mi-temps ? Qui pourrait encore raconter la sortie virile de David Seaman au devant de l'attaque argentine ? Qui a encore en mémoire le tir victorieux de Gabriel Batistuta, retiré de la pelouse depuis longtemps ?

Les plus lointains souvenirs ne peuvent remonter avant Michael Owen, qui vient de précéder David Batty dans l'exercice solitaire des tirs au but. Au milieu de tous ces joueurs qui semblent avoir pris vingt ans en deux heures, le benjamin de la rencontre garde le lustre d'un sou neuf. Une pièce

maîtresse qui a sonné sans trébucher tout au long des heures. Bien sûr, il a marqué son tir au but. En fait, c'est cette rencontre tout entière qu'il vient de marquer.

La défense argentine n'avait pas concédé le moindre but depuis le début de la compétition. Elle va tourner chèvre devant le jeune prodige anglais qui part à l'aventure avec l'énergie d'un Tintin survitaminé. A deux reprises, Roberto Ayala, Jose Chamot et Nelson Vivas sont débordés, contournés ou laissés de côté. La première escale au milieu des grands rapporte un penalty que transforme Alan Shearer, son mentor attentif. La deuxième tentative est encore plus enrichissante. Pour les Argentins, transformés en plantes vertes par la rapidité et la puissance d'un attaquant encore novice, elle tourne au cauchemar.

TALENTS POUR L'ENTOURLOUPE

Désormais, le moindre déhanchement va semer la peur devant les buts de Carlos Roa et les défenseurs se tordent le cou et s'épuisent à voir surgir des Michael Owen partout, à droite, à gauche, ou des deux côtés à la fois. La créativité a pourtant son pendant chez les joueurs sud-américains parmi lesquels le milieu Ariel Ortega commande avec entrain des manœuvres d'irrigation. Il impose la grâce et le trait d'esprit là où le jeune Owen et l'onde Shearer font avant tout régner la manœuvre. A l'occasion d'un coup franc bien placé à la droite des buts de David Seaman, l'Argentine va également prouver ses talents pour l'entourloupe raffinée.

Gabriel Batistuta, Juan Veron et Diego Simeone miment un pas de trois à l'intention des Anglais qui s'attendent au total à une frappe bien sentie. Mais c'est une passe sèche qui démarque Javier Zanetti, lequel semblait chercher ses clefs au pied de leur mur, et qui égalise juste avant la mi-temps. A la reprise, un deuxième match commence lorsque l'arbitre renvoie David Beckham au banc de touche à la suite d'une embrouille avec son homologue milieu de terrain argentin Diego Simeone. A dix contre onze, au vu de l'intensité des dialogues des premières quarante-cinq minutes, on compatit par avance pour les Anglais.

Les Argentins, qui ne se savent plus d'excuses, déjouent pourtant les attentes en perdant leur jeu à proximité des buts anglais. Avec régularité l'attaque argentine s'entretient et s'égare en passes re-

ARGENTINE-ANGLETERRE

HUITIÈME DE FINALE - MARDI 30 JUIN
21 heures, stade Geoffroy-Guichard, à Saint-Etienne
• Temps frais et couvert • Terrain dur • Pelouse glissante •
• Public enthousiaste • 36 000 spectateurs
Arbitre : M. Kim Milton Nielsen (Dan.) assisté de MM. Halim Abdul-Hamid (Malaisie) et Al-Musewli (Oman).

Argentine : 1-0 (Batistuta, 69').
Angleterre : 1-0 (Shearer, 25').
Argentine : 1-1 (Veron, 44').
Angleterre : 1-2 (Owen, 71').
Argentine : 1-3 (Batistuta, 89').



Argentine : Seaman (P, jeu irrégulier) ; Ince (P, contestation).
Angleterre : Veron (44', jeu irrégulier) ; Simeone (47', jeu dangereux) ; Almeyda (74', jeu irrégulier) ; Roa (pendant la séance de tirs au but, contestation).

Argentine : Batistuta, sur penalty (P, pour une faute de Seaman sur Simeone, tir du droit dans le coin gauche, touché par Seaman) ; Zanetti (45', sur un coup franc tiré par Veron, de 12 m à droite, tir du gauche dans la lucarne gauche) ; Owen (16', sur passe de Beckham, course de 35 m, et de 12 m à droite, tir lobé du droit dans la lucarne gauche) ; Batistuta (89', sur passe de Beckham, course de 35 m, et de 12 m à droite, tir lobé du droit dans la lucarne gauche).

Angleterre : trois tirs transformés par Shearer, Merson et Owen ; les tirs d'Ince (no 2) et de Batty (no 5) ont été déjoués par Roa.

Argentine : 47 positions d'attaque dans les 30 m (22 + 16 + 4 + 5) dont 8 occasions (4 + 3 + 1 + 0) ; 20 tirs (8 + 6 + 2 + 2) dont 6 contrés (2 + 4 + 0 + 0), et 2 parés (0 + 2 + 0 + 0) par Roa.

Angleterre : 84 positions d'attaque dans les 30 m (25 + 33 + 14 + 12) dont 12 occasions (5 + 3 + 3 + 1) ; 28 tirs (8 + 10 + 4 + 6) dont 8 contrés (2 + 5 + 1 + 1) et 4 parés (1 + 0 + 1 + 2) par Seaman.

En faveur de l'Angleterre : 33 coups francs (11 + 15 + 3 + 4) dont 8 hors-jeu, 7 corners.

En faveur de l'Argentine : 14 coups francs (3 + 3 + 2 + 1) dont 1 hors-jeu, 7 corners.

Argentine : Ariel Ortega (24 ans) a fait admirer pendant une mi-temps la qualité de ses dribbles et de ses passes. L'attaquant de Valencia a su à merveille utiliser sa vivacité et ses changements de course pour embêter les défenseurs anglais, plus lourds. En revanche, privé d'espace en deuxième période, il n'est que rarement parvenu à percer le mur anglais.

Angleterre : Paul Ince (30 ans), dans son rôle de récupérateur, a d'abord souffert au milieu des passes en triangle des Argentins. Mais par la suite, il a abattu un travail de titan dans l'axe, plongeant dans les pieds des Sud-Américains pour récupérer le ballon. Leader de la révolte anglaise, il a failli marquer dans un ultime rush en prolongation.

1. Beckham adresse, dans le rond central, une passe lobée qu'Owen contrôle de l'extérieur du pied, dans sa course.

2. Au sprint, Owen se défait du marquage de Chamot à 30 m dans l'axe du but.

3. Il effectue un tir du pied droit qui élimine, aux 16 m, le défenseur argentin.

Argentine : Batistuta, sur penalty (P, pour une faute de Seaman sur Simeone, tir du droit dans le coin gauche, touché par Seaman) ; Zanetti (45', sur un coup franc tiré par Veron, de 12 m à droite, tir du gauche dans la lucarne gauche) ; Owen (16', sur passe de Beckham, course de 35 m, et de 12 m à droite, tir lobé du droit dans la lucarne gauche) ; Batistuta (89', sur passe de Beckham, course de 35 m, et de 12 m à droite, tir lobé du droit dans la lucarne gauche).

Angleterre : trois tirs transformés par Shearer, Merson et Owen ; les tirs d'Ince (no 2) et de Batty (no 5) ont été déjoués par Roa.

Argentine : 47 positions d'attaque dans les 30 m (22 + 16 + 4 + 5) dont 8 occasions (4 + 3 + 1 + 0) ; 20 tirs (8 + 6 + 2 + 2) dont 6 contrés (2 + 4 + 0 + 0), et 2 parés (0 + 2 + 0 + 0) par Roa.

Angleterre : 84 positions d'attaque dans les 30 m (25 + 33 + 14 + 12) dont 12 occasions (5 + 3 + 3 + 1) ; 28 tirs (8 + 10 + 4 + 6) dont 8 contrés (2 + 5 + 1 + 1) et 4 parés (1 + 0 + 1 + 2) par Seaman.

En faveur de l'Angleterre : 33 coups francs (11 + 15 + 3 + 4) dont 8 hors-jeu, 7 corners.

En faveur de l'Argentine : 14 coups francs (3 + 3 + 2 + 1) dont 1 hors-jeu, 7 corners.

Argentine : Ariel Ortega (24 ans) a fait admirer pendant une mi-temps la qualité de ses dribbles et de ses passes. L'attaquant de Valencia a su à merveille utiliser sa vivacité et ses changements de course pour embêter les défenseurs anglais, plus lourds. En revanche, privé d'espace en deuxième période, il n'est que rarement parvenu à percer le mur anglais.

Angleterre : Paul Ince (30 ans), dans son rôle de récupérateur, a d'abord souffert au milieu des passes en triangle des Argentins. Mais par la suite, il a abattu un travail de titan dans l'axe, plongeant dans les pieds des Sud-Américains pour récupérer le ballon. Leader de la révolte anglaise, il a failli marquer dans un ultime rush en prolongation.

1. Beckham adresse, dans le rond central, une passe lobée qu'Owen contrôle de l'extérieur du pied, dans sa course.

2. Au sprint, Owen se défait du marquage de Chamot à 30 m dans l'axe du but.

3. Il effectue un tir du pied droit qui élimine, aux 16 m, le défenseur argentin.

Argentine : Batistuta, sur penalty (P, pour une faute de Seaman sur Simeone, tir du droit dans le coin gauche, touché par Seaman) ; Zanetti (45', sur un coup franc tiré par Veron, de 12 m à droite, tir du gauche dans la lucarne gauche) ; Owen (16', sur passe de Beckham, course de 35 m, et de 12 m à droite, tir lobé du droit dans la lucarne gauche) ; Batistuta (89', sur passe de Beckham, course de 35 m, et de 12 m à droite, tir lobé du droit dans la lucarne gauche).

Angleterre : trois tirs transformés par Shearer, Merson et Owen ; les tirs d'Ince (no 2) et de Batty (no 5) ont été déjoués par Roa.

Argentine : 47 positions d'attaque dans les 30 m (22 + 16 + 4 + 5) dont 8 occasions (4 + 3 + 1 + 0) ; 20 tirs (8 + 6 + 2 + 2) dont 6 contrés (2 + 4 + 0 + 0), et 2 parés (0 + 2 + 0 + 0) par Roa.

Angleterre : 84 positions d'attaque dans les 30 m (25 + 33 + 14 + 12) dont 12 occasions (5 + 3 + 3 + 1) ; 28 tirs (8 + 10 + 4 + 6) dont 8 contrés (2 + 5 + 1 + 1) et 4 parés (1 + 0 + 1 + 2) par Seaman.

En faveur de l'Angleterre : 33 coups francs (11 + 15 + 3 + 4) dont 8 hors-jeu, 7 corners.

En faveur de l'Argentine : 14 coups francs (3 + 3 + 2 + 1) dont 1 hors-jeu, 7 corners.

Argentine : Ariel Ortega (24 ans) a fait admirer pendant une mi-temps la qualité de ses dribbles et de ses passes. L'attaquant de Valencia a su à merveille utiliser sa vivacité et ses changements de course pour embêter les défenseurs anglais, plus lourds. En revanche, privé d'espace en deuxième période, il n'est que rarement parvenu à percer le mur anglais.

Angleterre : Paul Ince (30 ans), dans son rôle de récupérateur, a d'abord souffert au milieu des passes en triangle des Argentins. Mais par la suite, il a abattu un travail de titan dans l'axe, plongeant dans les pieds des Sud-Américains pour récupérer le ballon. Leader de la révolte anglaise, il a failli marquer dans un ultime rush en prolongation.

1. Beckham adresse, dans le rond central, une passe lobée qu'Owen contrôle de l'extérieur du pied, dans sa course.

2. Au sprint, Owen se défait du marquage de Chamot à 30 m dans l'axe du but.

3. Il effectue un tir du pied droit qui élimine, aux 16 m, le défenseur argentin.

Argentine : Batistuta, sur penalty (P, pour une faute de Seaman sur Simeone, tir du droit dans le coin gauche, touché par Seaman) ; Zanetti (45', sur un coup franc tiré par Veron, de 12 m à droite, tir du gauche dans la lucarne gauche) ; Owen (16', sur passe de Beckham, course de 35 m, et de 12 m à droite, tir lobé du droit dans la lucarne gauche) ; Batistuta (89', sur passe de Beckham, course de 35 m, et de 12 m à droite, tir lobé du droit dans la lucarne gauche).

Angleterre : trois tirs transformés par Shearer, Merson et Owen ; les tirs d'Ince (no 2) et de Batty (no 5) ont été déjoués par Roa.

Argentine : 47 positions d'attaque dans les 30 m (22 + 16 + 4 + 5) dont 8 occasions (4 + 3 + 1 + 0) ; 20 tirs (8 + 6 + 2 + 2) dont 6 contrés (2 + 4 + 0 + 0), et 2 parés (0 + 2 + 0 + 0) par Roa.

Angleterre : 84 positions d'attaque dans les 30 m (25 + 33 + 14 + 12) dont 12 occasions (5 + 3 + 3 + 1) ; 28 tirs (8 + 10 + 4 + 6) dont 8 contrés (2 + 5 + 1 + 1) et 4 parés (1 + 0 + 1 + 2) par Seaman.

En faveur de l'Angleterre : 33 coups francs (11 + 15 + 3 + 4) dont 8 hors-jeu, 7 corners.

En faveur de l'Argentine : 14 coups francs (3 + 3 + 2 + 1) dont 1 hors-jeu, 7 corners.



L'ANALYSE TECHNIQUE
DE RAYMOND DOMENECH

Il faut épargner Trezeguet

QUE demande-t-on à un chasseur de buts ? De marquer des buts. Si on admet ce postulat de base, les critiques devraient se limiter au compte du buteur. Combien de fois n'a-t-on pas entendu dire d'Alan Shearer, Gabriel Batistuta, Christian Vieri, Oliver Bierhoff, etc. : « Une occasion, un but, c'est le bilan de leur match. » Tout le monde s'en contente. David Trezeguet n'est pas encore l'égal de ces monstres. Mais les jugements mitigés à son égard après France-Paraguay me chagrinent. Certes, son match ne fut pas lumineux. Il a eu peu de ballons à exploiter mais c'est sa dévotion de la tête qui a permis à Laurent Blanc de concrétiser. Pourquoi, alors, ces différences de jugement ?

Oliver Bierhoff ne touche jamais plus de trois, quatre ballons par match et encore avec la tête ! Personne ne remet en cause Gabriel Batistuta qui n'a même pas négocié un ballon contre la Croatie. Les absences d'Alan Shearer en match sont qualifiées « d'attente du fauve à l'affût ». Personne ne demande à Christian Vieri de courir après les défenseurs adverses ni de participer à la construction du jeu. Et l'on voudrait que l'avant-centre français soit capable de centrer et de reprendre de volée son propre centre, qu'il distille des ballons de but, qu'il élève le jeu au milieu et même qu'il revienne défendre le cas échéant. Le prendrait-on pour Superman ? Pourquoi tant d'exigences, pourquoi ces perpétuelles différences de traitement ? Le buteur est le joyau de l'équipe. Son rôle est capital. Il a peu de ballons, en moyenne trois fois moins qu'un défenseur central. Mais chacun se joue en terrain miné. La responsabilité de la victoire ou de la défaite lui incombe. Pour le buteur, cela demande un caractère particulier, un blindage épais pour échapper au doute. La différence actuelle entre David Trezeguet et Christian Vieri (hors aspects techniques) est simple. L'Italien est investi de la mission de marquer et ne se préoccupe pas du reste. Il sait utiliser l'espace temps de la phase offensive-défensive des adversaires avant eux. Le Français n'a pas encore cette reconnaissance et le doute plane autour de lui. Il se disperse dans des tâches inutiles pour justifier sa présence. Les avant-centre sont faits pour marquer, rien que pour marquer, ils sont les joueurs les plus importants de l'équipe. L'admettre et le faire admettre à tous reste une mission vitale pour l'avenir des buteurs français.

« On voudrait que l'avant-centre français soit capable de centrer et de reprendre de volée son propre centre »

Ariel Ortega, le dribbleur enchanteur

Le meneur de jeu argentin a tourmenté la défense de l'Angleterre

L'ARBITRE n'avait pas encore sifflé la fin des prolongations. La rencontre s'arrêtait, la séance de tirs au but s'annonçait indubitable, les entraîneurs peaufinaient leur liste, scrutaient les joueurs les plus valides, les plus disponibles pour l'épreuve de vérité. Côté argentin, Ariel Ortega avait déjà fait savoir qu'il ne serait pas du nombre des prétendants. Percus de crampes, le meneur de jeu argentin venait de s'effondrer derrière la ligne de sortie de but du gardien anglais David Seaman. Il avait grimé de douleur, s'était étiré péniblement sous le regard bienveillant de son adversaire direct, Tony Adams. Acteur irréprochable, souvent brillant, de la formidable dramatique anglo-argentine présentée, mardi 30 juin, à Saint-Etienne, Ariel Ortega ne serait que spectateur de l'épilogue.

Pendant 120 minutes, « El Burrito », le petit âne argentin, avait traversé le terrain en tout sens. Il ne l'avait pas parcouru à la manière d'un avant-centre, en attente d'une passe hypothétique ou pour embarquer la défense adverse sur une fausse piste. Non, quand Ariel Ortega se lance dans une course, c'est souvent balle au pied, de préférence en zigzag au milieu des défenses. Avec d'autres techniciens de talent, le petit protégé de Daniel Passarella est en train de redonner de belles couleurs à l'un des actes les plus naturels et les plus efficaces du football offensif : le dribble.

Le dribble court, le crochet serré tricoté autour des jambes adverses, a longtemps été étouffé par des défenses compactes, rugueuses, qui n'acceptaient plus de se faire dé-



Ariel Ortega dit « El Burrito ».

border que par des avant athlétiques. Mais depuis le début de la Coupe du monde 1998, les nouvelles règles ont heureusement remis au goût du jour cette technique pure. Ariel Ortega est l'un de ses plus fidèles serviteurs.

Avant de s'essouffier et de baisser de régime en deuxième mi-temps, il a enchanté le stade Geoffroy-Guichard et donné le tournis à ses adversaires. Une fois, deux fois, dix fois, il a trouvé des espaces minuscules pour se faufiler, balle au pied, tout près de la surface de réparation anglaise. Ses enchaînements de dribbles ont, à plusieurs reprises, déstabilisé la défense adverse. Il s'est approché à quinze mètres, à douze mètres de la cage de David Seaman, mais jamais il n'a pu porter l'estocade finale. En dépit de l'incroyable fluidité de leur jeu offensif, les Argentins n'ont trompé la vigilance

des Anglais que sur des coups de pieds arrêtés. A 24 ans, le fils de paysans de la province de Jujuy, au nord-ouest de l'Argentine, compte déjà 48 sélections. Appelé pour succéder à Diego Maradona après son élection à la Coupe du monde 1994, Ariel Ortega a été confirmé au poste de numéro 10 par Daniel Passarella lorsque celui-ci a repris la sélection nationale argentine. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps. En 1991, Daniel Passarella avait fait débiter le jeune adolescent, alors âgé de 17 ans, chez les professionnels de River Plate.

Depuis, le jeune homme brun est devenu sa création, « la grande promesse du football argentin » qu'il lui appartenait de modeler pour de futures échéances. En 1996, ils ont connu ensemble l'aventure olympique d'Atlanta, la médaille d'argent après une finale perdue contre le Nigeria (3-2). L'année précédente le petit prodige argentin avait quitté son maître pour le FC Valencia. Un exil difficile.

Peu utilisé par son entraîneur espagnol, il s'est impatienté, sans jamais douter : « J'ai rêvé les poings en pensant à la coupe du monde. » Ariel Ortega savait que Daniel Passarella comptait sur lui pour le Mondial, qu'il voulait bâtir autour de ses nombreux exilés une équipe « à l'européenne », pour mieux triompher justement des formations européennes. Les deux hommes - le meneur et le dribbleur - ont failli buter sur un détail : l'Angleterre n'est pas tout à fait en Europe.

E. C.

Gilles Paris

L'Angleterre est éliminée, vive le football anglais !

L'ANGLETERRE a encore perdu sur une série de tirs au but. Après deux défaites face à l'Allemagne, en demi-finale du Mondial italien, en 1990, puis lors de l'Euro anglais de 1996, c'est la troisième fois de suite que les lointains successeurs de Geoff Hurst quittent une grande compétition internationale dans des conditions aussi dramatiques. En ouvrant les portes des quarts de finale à l'Argentine, les deux tirs manqués à Saint-Etienne par Paul Ince et David Batty ont renvoyé à tous les footballeurs anglais cette image de perdants magnifiques dont ils aimeraient tant se débarrasser et qui, pourtant, leur sied si bien.

Dans le pays qui a inventé le football et les bonnes manières, tout revers imputable au mauvais sort sera toujours excusé, célébré même : « Toute la nation anglaise peut être fière du travail de ses footballeurs », déclarait le sélectionneur anglais, Glenn Hoddle. L'homme qui rêvait d'effacer l'outrage à la nation infligé en 1986 par la « main de Dieu » de Diego Maradona. L'Angleterre est éliminée, vive le football anglais, sa formidable énergie, son culot sans borne et son enthousiasme apparemment indéfectible.

Depuis le début de la Coupe du monde, les belles performances des coéquipiers d'Alan Shearer avaient été éclipsées par le comportement inqualifiable d'une poignée de supporters avinés. Derniers les « exploits » mais dans de quelques hooligans, on avait fini par oublier que l'Angleterre du séduisant David Beckham et du phénoménal Michael Owen avait remporté, en juin 1997, le Tournoi de France, devant la France, l'Italie et le Brésil. Pourtant, face à la Tunisie et, surtout, face à la Colombie, les Anglais avaient déjà fait preuve, par intermittences, d'un niveau de jeu rarement atteint par les sélections les plus en vue du Mondial. Mais ils avaient failli devant la finesse de jeu des Roumains. Il leur restait donc à passer au révélateur d'une grande équipe : malgré la défaite, à dix contre onze, le test argentin a été largement positif. « Une équipe très forte, avec deux attaquants de grande classe », a reconnu l'entraîneur argentin, Daniel Passarella, après la victoire des siens.

Au dynamisme naturel des attaquants anglais et à la créativité insufflée au milieu de terrain par Glenn Hoddle s'ajoute une étonnante décontraction. La veille du huitième de finale, on avait pu

surprendre Alan Shearer chantant à tue-tête dans le stade Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne. Le lendemain, épuisé par une rencontre interminable, l'avant-centre de Newcastle United avait encore le sourire, juste avant la séance de tirs au but fatale. Pendant que le meneur de jeu argentin, Ariel Ortega, se prenait la tête entre les mains, Shearer échangeait blagues et compliments avec le gardien David Seaman et le remplaçant Steve McManaman. Le jeune prodige Michael Owen est, lui, parti accomplir sa difficile tâche presque en sifflant. Auparavant, tous les Anglais avaient pris la peine de serrer la main de leurs adversaires : « Best luck. »

« CE SOIR, CE SERA NOTRE TOUR »

Les Anglais attendaient tout de cette série de tirs au but. Depuis l'expulsion de David Beckham, à la 47^e minute, ils ne comptaient pratiquement plus que sur cette ultime épreuve pour abattre l'ogre argentin. Certes, ils avaient continué à attaquer, à dix comme à onze. « On ne peut pas tenir David Beckham pour responsable de la défaite, on a très bien joué sans lui », assurait Hoddle, magnanime. Bardé de leur incroyable assurance, les Anglais ont harcelé Carlos Roa, le gardien argentin, sur des balles aériennes, des coups francs, des touches longues, des corners rentrants. Sur l'un d'eux, le défenseur Sol Campbell croyait avoir inscrit le but de la victoire, à dix minutes de la fin du match. Le refus de l'arbitre n'a pas affecté la confiance des Anglais. Ils attendaient leur heure : autour de minuit, le sort tournerait, pour une fois, en leur faveur ! « Ce soir, ce sera notre tour », se persuadait Glenn Hoddle.

Alan Shearer, dans le rouge depuis longtemps, errant, le regard hagard, du poste d'arrière gauche à une position offensive de plus en plus incertaine, n'était resté sur le terrain que pour avoir sa chance aux tirs au but. Il a réussi l'épreuve. Pas Paul Ince ; sans doute le meilleur Anglais à Geoffroy-Guichard, ni David Batty. Un joueur expulsé pour une faute plus bête que méchante, un but refusé à dix minutes du coup de sifflet final et une nouvelle défaite couperent sur une série de tirs au but : la tentation était grande de crier à l'injustice. Glenn Hoddle a écarté cette facilité : « C'est toujours facile de trouver des excuses. »

Eric Collier

Les supporters britanniques quittent aussi le Mondial

DES INCIDENTS sans gravité ont éclaté dans le centre-ville de Saint-Etienne, mardi 30 juin, après le match Angleterre-Argentine. La police a interpellé une trentaine de personnes lors d'échauffourées, parfois assez vives, entre de petits groupes de supporters anglais et des jeunes - beaucoup plus nombreux - de l'agglomération stéphanoise.

Les policiers ont dû charger à plusieurs reprises pour mettre un terme aux bagarres et aux jets de bouteilles. Comme la veille, ces rixes relativement limitées ont eu lieu dans le quartier de la place Jean-Jaurès (Le Mondial du 1^{er} juillet). Comme la veille, la forte présence médiatique leur a sans doute donné une ampleur excessive. Des supporters anglais s'en sont pris vivement aux journalistes, accusés de « traquer » les Britanniques.

SOULAGEMENT

Tout au long de l'après-midi, plusieurs milliers de personnes, dont une majorité d'Anglais, s'étaient rassemblées sur cette place dans une ambiance pacifique. Dans les tribunes du stade Geoffroy-Guichard, la cohésion anglo-argentine avait ensuite entraîné quelques tensions, vite calmées par les services de sécurité (une quinzaine d'interpellations) : 1 500 policiers et gendarmes avaient été mobilisés pour ce dernier match disputé à Saint-Etienne. L'élimination de l'équipe d'Angleterre marque aus-

si la fin de la Coupe du monde pour ses supporters. Ce départ sonne sans doute les autorités françaises car les quatre étapes de leur périple ont été émaillées d'incidents plus ou moins sérieux. Les plus graves ont eu lieu à Marseille, les 14 et 15 juin, où la violence de 150 à 200 hooligans a été relayée par celle des jeunes Marseillais.

A Toulouse puis à Lens, la seule présence de milliers de Britanniques a provoqué une forme de psychose, mais les actes de violence ont été très limités. A Saint-Etienne, enfin, le schéma marseillais s'est répété, mais à une moindre échelle. Des jeunes des quartiers « sensibles » ont essayé d'en découdre avec les Anglais, parmi lesquels une poignée de hooligans. Les physionomistes de Scotland Yard présents à Saint-Etienne en ont d'ailleurs identifié quatre figurant déjà dans leurs fichiers. Côté stéphanois, cinq Français et un Zaïrois ont été condamnés, mardi, à des peines allant de huit jours à deux ans de prison ferme, après des incidents survenus lundi.

L'équipe anglaise étant éliminée, l'attention se porte désormais sur les hooligans allemands, responsables le 21 juin à Lens de l'agression d'un gendarme mobile qui est depuis dans le coma (lire page 5). L'Allemagne rencontrera la Croatie, le 4 juillet, à Lyon.

Philippe Broussard, à Saint-Etienne

La Croatie pousse la Roumanie à la retraite anticipée

Bordeaux. Pour leur première participation à la Coupe du monde, les Croates, plus rapides et plus inspirés, se qualifient (1-0) pour les quarts de finale aux dépens d'une Roumanie vieillissante

AVANT de tirer pour la deuxième fois, sur ordre de l'arbitre, son penalty, Davor Suker a tâté son pouls et attendu qu'il revienne à 120 pulsations-minutes. L'enjeu n'était ni plus ni moins, dira-t-il sans arrière-pensée chauvine, que l'honneur de sa petite Croatie. Ce penalty sanctionnait le fait qu'Allocha Asanovic ait été retenu par le maillot. Tiré juste avant la mi-temps, il fera la décision dans ce « derby » des Balkans. Les Roumains ne parviendront jamais à revenir. La Croatie a imposé tout à la fois sa technique, son football généreux, sa puissance athlétique, face à des artistes roumains mal inspirés et manquant de rythme.

Pour sa première participation à la Coupe du monde, la Croatie a donc atteint ce stade quasi insoupçonné des quarts de finale. Lors de l'Euro 96 en Angleterre, elle avait déjà été quart de finaliste. Pour ce Mondial français, l'absence d'Allen Boksic, blessé et resté au pays, la fatigue des championnats européens ont évolué la plupart de ses éléments et un début de compétition en demi-teinte face aux faibles japonais (1-0) et aux Argentins (2-1) avaient fait dire de la Croatie que soit elle cachait son jeu, soit elle avait été légèrement surestimée.

Au par Lescure de Bordeaux, face à la Roumanie, la réponse est venue, tranchante, incontestable, sans appel : « petite » nation indépendante depuis 1991, au prix de quels tourments, la Croatie n'est pas un vain du football. « 5 % de la population mondiale connaissent notre pays. Cette proportion a au moins triplé aujourd'hui », se réjouissait l'entraîneur Miroslav Blazevic. La manière vaut mieux que les discours. Excusez du peu : la Croatie s'est qualifiée pour les quarts de finale d'une Coupe du monde sans Allen Boksic, sans Robert Prosinecki, en petite forme et scotché sur le banc, sans Zvonimir Soldo, son pivot en défense, suspendu après le match du premier tour contre l'Argentine.

VIVRE IMPÉRIABLE

Le vivier croate semble inépuisable : Soldo absent, c'est Igor Stimac (Derby County) qui a muselé les Roumains Adrian Ilie et Viorel Moldovan. Au milieu du terrain, les « Italiens » Zvonimir Boban (Milan AC), Alibek Asanovic (Naples) et Mario Stanic (Parma) ont fait la loi. Quant à Davor Suker, l'un des rescapés de la Yougoslavie encore unie du Mondial italien de 1990, il s'impose comme l'un des meilleurs numéros 9 de cette Coupe du monde. La surface de réparation est son royaume. Outre le penalty, c'est lui qui réussit les plus belles occasions, échouant seulement devant Bogdan Stelea, le gardien et, par la force des choses, le meilleur Roumain.

Dans la victoire comme dans la défaite, les joueurs roumains restent les plus déconcertants. Virevoltants, moins d'une semaine plus tôt, dans la défense anglaise qu'ils avaient terrassée à deux reprises (2-1), ils ont joué face aux Croates leur match le plus ferme de cette campagne française. Adrian Ilie s'est épuisé en souffles furieux. A court de souffle, Gheorghe Hagi a perdu tout rayonnement avant de lâcher prise et de céder sa place en deuxième mi-temps. Les trois nouveaux attaquants lancés par le coach Anghel Iordanescu furent tout aussi impuissants face au gardien croate qui passa un après-midi fort reposant.

« Le match aurait pu durer trois jours que la Roumanie ne serait jamais parvenue à marquer », dira Davor Suker. Que peuvent faire, en effet, des joueurs bourrés de talent face à une équipe en état de grâce ? S'écrouler en inutile contestation de l'arbitrage (deux cartons jaunes à Dan Petrescu et à Adrian Ilie pour le même motif). Les Roumains ne changent pas : ils sont capables de séduire plus que de se battre. Ils excellent dans le jeu bien lâché et détestent les guerres de tranchées.

Cette élimination de la Roumanie, dont la performance aux Etats-Unis en 1994 avait été plus flatteuse (quart de finale éliminé aux tirs au but par la Suède), sonne le glas d'une génération. L'entraîneur Anghel Iordanescu, qui avait des liens avec l'ancien régime, a annoncé sa retraite. Marius Lacatus, trente-



Après une première tentative refusée par l'arbitre, Davor Suker retire son penalty et marque face à Stelea.

ROUMANIE-CROATIE 0-1

HUITIÈME DE FINALE - MARDI 30 JUIN

16 h 30, Parc Lescure, à Bordeaux

• Terrain en bon état • Pénalité d'excellente qualité

• Public enthousiaste

• 35 000 spectateurs

Arbitre : M. Javier Castellari (Argentine)

assisté de MM. Rossi (Arg.) et Pinto Filho (Bré.)

Le match a été marqué par la victoire de la Croatie, qui a imposé son jeu et sa puissance athlétique face à une Roumanie vieillissante et mal inspirée. Davor Suker a marqué le seul but de la rencontre, sur penalty, à la 45^e minute. La Croatie a dominé le match, grâce à la performance de son gardien, Danijel Subasich, et à la précision de ses attaques. Les Roumains ont eu peu d'occasions de marquer, malgré la présence de joueurs expérimentés comme Gheorghe Hagi et Adrian Ilie.

CROATIE : Suker, sur penalty (45^e), intérieur du pied gauche à ras de terre près du poteau gauche.

ROUMANIE : Boban (27^e, jeu dangereux), Bilic (71^e, comportement antisportif).

CROATIE : Petrescu (44^e, jeu dangereux), Petrescu (70^e, contestation), Ilie (82^e, comportement antisportif).

ROUMANIE : 65 positions d'attaque dans les 30 m (51 + 34) dont 4 occasions (2 + 2) ; 11 tirs (5 + 6) dont 4 contrés (2 + 2) et 3 parés (1 + 2) par Ladic.

CROATIE : 43 positions d'attaque dans les 30 m (24 + 19) dont 8 occasions (4 + 4) ; 21 tirs (10 + 11) dont 2 contrés (1 + 1) et 11 parés (5 + 6) par Stelea.

En faveur de la ROUMANIE : 17 coups francs (5 + 11) dont 4 hors-jeu (1 + 3), 2 corners (2 + 0).

En faveur de la CROATIE : 13 coups francs (7 + 6) dont 2 hors-jeu (1 + 1), 8 corners (5 + 3).

ROUMANIE : Bogdan Stelea (30 ans) a permis à son équipe de croire jusqu'au bout à une égalisation, grâce à ses multiples parades, toujours décisives, parfois désespérées. Grâce à son envergure et ses réflexes, le gardien de Salernitane est parvenu à stopper des tirs croates déchaînés de près, ne s'inclinant finalement que sur un penalty.

CROATIE : Alibek Asanovic (32 ans) a enfin offert une prestation à la hauteur de son talent. Armé de son coup d'œil, de sa vitesse d'exécution et de sa maîtrise technique, il a régné dans l'entre-jeu croate. Comportement rare de sa part, l'ancien Messin a aussi fourni un gros travail défensif, en pressant, taclant et se replaçant sans répit.

1. Stimac, de 30 m à double passe, a passé à Suker qui feinte, en laissant filer le ballon entre les pieds de l'attaquant d'Asanovic dans son dos.

2. Asanovic, après une tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

3. Après une première tentative refusée par l'arbitre (présence de Boban dans la surface), Suker, de la même manière, tire de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

4. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

5. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

6. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

7. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

8. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

9. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

10. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

11. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

12. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

13. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

14. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

15. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

16. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

17. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

18. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

19. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

20. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

21. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

22. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

23. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

24. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

25. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

26. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

27. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

28. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

29. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

30. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

31. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

32. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

33. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

34. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

35. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

36. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

37. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

38. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

39. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

40. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

41. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

42. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

43. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

44. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

45. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

46. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

47. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

48. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

49. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

50. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

51. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

52. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

53. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

54. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

55. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

56. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

57. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

58. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

59. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

60. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

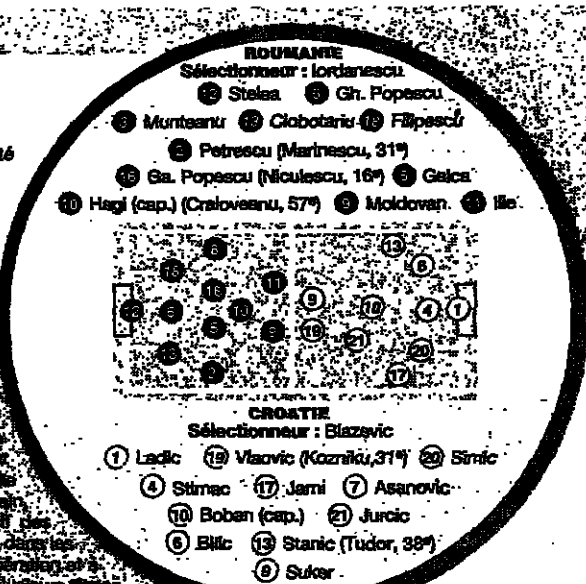
61. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

62. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

63. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

64. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.

65. Suker, après une première tentative refusée par l'arbitre, a tiré de l'intérieur du pied gauche près du poteau gauche du gardien roumain Stelea.



ROUMANIE : Sélectionneur : Iordanescu

Stelea (30), Gh. Popescu (31), Murtesanu (32), Ciobotariu (33), Petrescu (Marinescu, 31), Ga. Popescu (Niculescu, 19), Gales (34), Hagi (cap., Craiova, 57), Moldovan (35), Ilie (36).

CROATIE : Sélectionneur : Blazevic

Ladic (37), Vucovic (Koznicki, 31), Stanic (38), Stimac (39), Jami (40), Asanovic (41), Boban (cap., 42), Juric (43), Bilic (44), Stanic (Tudor, 39), Suker (45).

« Les Allemands sont nos amis, mais... »

Prochain adversaire des Croates, l'Allemagne a été le premier pays à reconnaître leur indépendance, en 1991

LES CROATES rencontreront les Allemands, samedi 4 juillet à Lyon, en quart de finale de la Coupe du monde. Ils vivent un rêve éveillé et, à Bordeaux, les Allemands étaient déjà dans toutes les conversations d'après-match. Les Croates n'ont pas oublié que l'Allemagne a été le premier pays à reconnaître leur indépendance, en 1991, dans une Yougoslavie en voie de désintégration. « Les Allemands sont nos amis, mais il n'y a pas de plus grand plaisir, sur le plan sportif, que de battre des amis », disait Miroslav Blazevic, le visage hilare, à peine assombri par le rappel du résultat de l'Euro 96 en Angleterre : en quart de finale (à aussi), l'Allemagne de Bert Vogts avait éliminé la Croatie par deux buts à un, avant d'enlever le titre. Chassant de son esprit ce mauvais

souvenir, l'entraîneur croate ne voulait retenir que la victoire contre la Roumanie et s'en allait répétant : « Jamais un aussi petit pays que la Croatie n'avait réussi en Coupe du monde un résultat comme le nôtre aujourd'hui. » Ancien milieu de terrain de Metz, de Cannes et de Montpellier, Alibek Asanovic soulignait aussi le bénéfice de l'expérience acquise par l'équipe croate depuis ses débuts internationaux. Il y a deux ans en Angleterre, mais admettait qu'elle risquait de faire un complexe par rapport aux Allemands. « La dimension psychologique jouera très fort. Les Allemands, c'est dans nos têtes. Ils sont très costauds. Il faudra une grande concentration pour en venir à bout. » Jusqu'où peut aller la Croatie ? « Jusqu'en finale. Au-dessus, il

n'y a plus rien », répond en riant Robert Jarni. Plus sérieusement, les joueurs croates s'estiment en mesure d'élever encore leur niveau de jeu : « L'Allemagne est une équipe qui ne m'impressionne pas, même si Oliver Bierhoff est redoutable de la tête, disait ainsi Slaven Bilic. L'Allemagne est favorite, mais nous sommes capables de mieux jouer qu'eux. » Un seul Croate, Davor Suker, ne voulait pas entendre parler trop vite de l'ogre allemand : « Laissez-nous d'abord goûter notre succès contre la Roumanie », demandait-il à l'entraîneur. « J'avais prévu de partir en vacances en Adriatique, mais maintenant, je veux rester en France le plus longtemps possible. »

H. T., à Bordeaux

Au pays de « Mémé »

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

LES « BALADES AU PAYS D'AIMÉ JACQUET » n'ont pas fait un tabac. Ce produit touristique conçu sur le thème du football n'a pas plus séduit les supporters venus à Saint-Étienne que les autres circuits-découvertes de la ville et de sa région. « Les gens cherchent uniquement des hébergements et des billets de stade », rétorque Dominique Vassier, directrice de l'Office du tourisme stéphanois. Elle espère que, parmi les 1 000 à 3 000 visiteurs passés quotidiennement à ses guichets, certains révéleront, comme ils l'ont fait pour des vacances, l'attrait d'une demi-journée d'excursion du Ligonnais-Forez, avec arrêt d'une demi-heure à Saint-Goussier, le village natal du sélectionneur français. Surtout si, dans l'intervalle, « Mémé » a gagné une notoriété mondiale. Avant le début du Mondial, plusieurs groupes de touristes avaient testé l'étape. Accueil sur le petit stade municipal, baptisé Aimé-Jacquet depuis novembre 1997 ; dégustation millitante de la Couzan-Blaug, l'eau minérale du cru, dont l'exploitation commerciale s'est tarie il y a quatre ans ; coup d'œil au château féodal qui domine la commune ; et surtout visite de l'exposition consacrée au « grand homme ». Sur les panneaux, la vie du jeune Jacquet s'étale en une série de photos et de documents : jaillies, reliques de fonds de tiroirs légendées par la plume nostalgique de quelques anciens. On y voit le héros sous toutes les coutures, bébé nu sur son coussin, premier communiant, goal de l'équipe scolaire, ainsi que son sourire d'avant Photomaton sur sa première licence. Une photo de la classe 61 le montre rigolard, le calot de conscrit de guingois sur la tête, une bonbonne de vin à ses pieds, posant devant un drapau tricolore frappé d'un coq (déjà !) et de la devise « Soyez prêts » (déjà !). Sur une autre, prise en 1967, il est champion de France avec l'Association sportive « Saint-Étienne » ; à ses côtés, Yves Triantafyllou, dit « Tatin », lui aussi originaire de ce petit bourg qui donna cinq professionnels au football français. L'épicerie Triantafyllou jouxte la boulangerie Jacquet, ainsi que son village ne deviendrait jamais un lieu de pèlerinage, mais la démarche l'événement : « Je suis très touché de tout cela, j'en suis très fier, dit-il. Il y a chez mes copains la volonté que ce pays ne meure pas, que cette région, qui a été si brillante, revive. » L'éclaircissement de la région de l'ancien ouvrier de Creusot-Loire : les mauvaises nouvelles sur l'avenir du site stéphanois de GIAT Industries ont franchi le huis clos de Clairefontaine.

Prière de ne pas déranger

A Clairefontaine, l'équipe de France a vécu sa journée du mardi 30 juin à huis clos

VERS MIDI, la voiture jaune s'arrête devant la barrière. « Présentez-vous », demande une voix sèche dans l'interphone. « M. Bernard », répond le conducteur. « Ah, monsieur Bernard, bonjour ! », répond la voix, devenue plus amicale. A Clairefontaine, Coupe du monde ou pas, le facteur est toujours le bienvenu. C'est qu'il apporte de bonnes nouvelles, M. Bernard, ces temps-ci. De pleins sacs. La France aime son équipe et le lui écrit en termes énamurés. Les Bleus reçoivent en moyenne 200 lettres par jour et une cinquantaine de fax. Les missives fleureuses et les leçons de football ont laissé la place à la belle prose louangeuse. Les joueurs sont habitués à ces retournements de plume, à ces certitudes écrites à l'encre sympathique.

Certains courriers émettent encore quelques reproches. « La prochaine fois, n'attendez pas si longtemps pour marquer. Mon beau-père a failli crever du cœur ! » Les bonnes volontés et les conseils avisés ne manquent pas pour aider les Bleus. Un mathématicien camerounais propose une martingale infallible pour remporter la Coupe du monde 1998, en expliquant pourquoi la sélection nationale n'a pas su en profiter. Un pasteur guyanais affirme prier Dieu du matin au soir et ce dernier ne saurait ignorer son appel. Avant chaque match, Aimé Jacquet se voit imposer des compositions d'équipe, arguments à l'appui. Les imbéciles n'ayant pas totalement renoncé, le secrétariat de Clairefontaine se doit malgré tout de jeter à la corbeille les lettres haineuses et racistes qui polluent le courrier.

Le facteur apporte également des colis au contenu surprenant. Un sculpteur de Châteauroux a réalisé une paire de chaussures en porcelaine. Un autre artiste a réalisé des pendules personnalisées pour chaque joueur. On ne

« Il y a chez mes copains la volonté que cette région, qui a été si brillante, revive »

RAMASSEUR DE BALLE Est-ce pour préserver ses joueurs de toute égratignure qu'Aimé Jacquet est parti récupérer lui-même ce ballon dans les buissons du centre technique de Clairefontaine ?

Fin de pénitence pour Zinedine Zidane

La performance et le mental du meneur de jeu français, suspendu après avoir été expulsé contre l'Arabie saoudite, sont déjà désignés comme les éléments-clés du quart de finale France-Italie

RIEN N'EST PLUS PRÉCIEUX qu'un « Zizou ». Depuis l'exclusion de Zinedine Zidane, le 18 juin au Stade de France face à l'Arabie saoudite, l'encadrement technique et médical des Bleus n'a pas passé une journée sans plancher sur la meilleure manière de chaperonner le joueur pendant sa période d'abstinence. Au centre des cogitations : le contenu de l'entraînement personnalisé pour préserver le potentiel physique du meneur de jeu français jusqu'à son retour, vendredi 3 août, devant l'Italie en quart de finale et l'assistance morale destinée à le soustraire du décrochage psychologique tant redouté par Aimé Jacquet.

Dans un premier temps, Zinedine Zidane a bénéficié de deux jours de repos pour amortir le premier contrecoup de la mésaventure. Ensuite, son retour sur les terrains d'entraînement a été complété par de longues séances de soins. « Nous avons voulu lui éviter de gâcher ses journées pour lui éviter de gâcher sa compétition », explique de Christophe Dugarry, qui avait, lui aussi, le moral en berne après sa déchéance, un proche du sélectionneur national. Les rencontres à la presse lui ont été épargnées à l'exception du lendemain de l'incartade pour ne pas avoir à glosier à l'infini sur son infortune.

La stratégie de la Juventus Turin a essuyé une montée de stress le



Zidane : « J'espère que je me maîtriserai à l'avenir. »

jour de France-Danemark, le 24 juin, avec « le sentiment classique du joueur qui se sent trahie », témoigne un membre du staff des Bleus. « Mais c'est surtout au lendemain de ce match que "Zizou" a vécu le moment le plus difficile en songeant au premier match à sanctionner contre le Paraguay qui disputerait ses coéquipiers sans lui. » D'un naturel peu expansif, Zinedine Zidane s'est réfugié un peu plus dans sa vie intérieure. « Il s'est mis à culpabiliser », a observé Emmanuel Petit. « Dans ces moments-là, il ne sert à rien de lui parler, les mots n'ont aucune emprise », assure Didier Deschamps, qui considère le maître du quotidien dans les rangs de la Juve.

Les quarante-huit heures qui ont précédé le huitième de finale

ont marqué un tournant aussi « inattendu que salutaire » dans son évolution sur le chemin de la rédemption. « D'un coup, on l'a senti beaucoup plus présent dans le groupe, davantage encore qu'avant son carton rouge », a noté Aimé Jacquet. Pendant France-Paraguay, il était intenable sur le banc. Après la victoire, il était le plus heureux des hommes.

Avec son retour aux affaires reviennent à la surface les interrogations sur sa capacité à surmonter l'énorme attente du public. Depuis le début de la semaine, ses partenaires se sont relayés pour magnifier son « mental extraordinaire » tout en demandant qu'on laisse l'artiste en paix. « Arrêtez de lui mettre la pression », s'insurge Emmanuel Petit. La supplique résonne comme un aveu. « Personne ne peut dire s'il sera à la hauteur de l'événement », admet un joueur. Emmanuel Petit lui recommande, curieusement, de « se positionner dans les 35 mètres italiens, car c'est dans ce périmètre que s'expriment au mieux ses qualités et non dans le rond central ».

ENJEU PARTICULIER

« A force de vouloir trop bien faire, il lui arrive de se perdre », estime le défenseur d'Arsenal. A croire que le rôle d'un meneur de jeu consiste à empêcher sur l'espace vital des attaquants, comme Youri Djorkaeff l'a fait sans suc-

cès, dimanche 28 juin, face au Paraguay. « "Zizou" a compris qu'il en a fait trop lors de ses deux matches, analyse Aimé Jacquet. Nous lui demandons d'évoluer dans son registre traditionnel en alliant simplicité et technicité. » Didier Deschamps clarifie : « Pour nous, ce quart de finale sera très important, mais il le sera encore plus pour Zidane. Nier cette évidence serait absurde. Cet enjeu particulier ne doit pas peser sur son rendement, car il peut faire la différence à lui seul sur une de ses inspirations. Si nous avions échoué contre le Paraguay, sa Coupe du monde aurait été une catastrophe. Il doit penser à cela en entrant sur la pelouse, vendredi. C'est en postulant qu'il sera à la hauteur. »

Observé, choyé ou tancé, Zinedine Zidane n'aurait pas dédaigné un peu plus de retenue sur son cas. « Je n'ai condamné personne, même si mon absence a pénalisé un peu l'équipe, déclare-t-il de sa voix fluette. Je rappelle que c'est moi la principale victime de cette histoire. On ne va pas en reparler sans cesse. J'espère que je me maîtriserai à l'avenir. Pendant ma suspension, j'ai souvent pensé au championnat italien, où je n'ai pris que deux cartons la saison dernière. » Bonne idée, puisque c'est justement l'Italie qui se présentera au Stade de France, vendredi, pour la fin de la pénitence.

Elie Barth, à Clairefontaine

« È il più forte, e il più bravo... »

LES OREILLES de Zinedine Zidane ont dû roûler de plaisir, mardi 30 juin. Depuis leur camp d'entraînement de Senlis (Oise), les joueurs italiens n'en finissent pas de tresser des lauriers au meneur de jeu de la Juventus Turin et de l'équipe de France. « Le plus fort, le plus brave, le plus dangereux pour nous, c'est Zidane, sans aucune hésitation », lançait ainsi sans ambages le défenseur Alessandro Costacurta, peu avare de louanges envers les futurs adversaires de la Squadra azzurra, puisqu'il ajoutait que, selon lui, David Trezeguet était, après Ronaldo, l'avant-centre le plus doué du Mondial.

« Zidane est capable à lui seul de faire la différence, recherchait le milieu de terrain Roberto Di Matteo. C'est un grand joueur, avec beaucoup de talent. » Cet hommage unanime des Transalpins finirait presque par devenir suspect. S'agit-il d'ensevelir l'enfant de Marseille sous les louanges pour mieux le neutraliser par la suite ? Les hommes de Cesare Maldini ne comptent certainement pas laisser Zinedine Zidane exprimer, vendredi après-midi sur la pelouse du Stade de France, toutes les qualités qu'ils lui accordent.

QUEL ADVERSAIRE DIRECT ?

Mais le sélectionneur italien n'est pas désireux de s'exprimer sur le sujet. « On ne sait pas encore qui va marquer Zidane. Nous n'avons encore parlé de rien, nous avons le temps », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse au long de laquelle son souci principal a semblé être d'en dire le moins possible. Il ne fait pourtant pas de doute que le stratège de la Squadra a une idée bien précise du traitement qu'il compte réserver à Zinedine Zidane.

Pour les Italiens, ce dernier n'a plus de secret. Depuis deux saisons, ils le voient évoluer dans le calcio, leur championnat. « C'est en Italie qu'il s'est épanoui », assure Cesare Maldini. « Il joue en équipe de France de la même façon qu'à la Juve », ajoute Dino Baggio, à qui la tâche de marquer le numéro 10 français pourrait bien être dévolue.

« Zidane, c'est la clé de voûte du jeu français. Son principal atout, c'est son imprévisibilité. On ne sait jamais ce qu'il va faire, quelle option il va choisir. » L'imposant (1,88 m), milieu de terrain de Parme était, mardi, très entouré par les journalistes italiens. De sa capacité à isoler le Français de Turin de ses attaquants pourrait bien dépendre, en effet, l'issue du match de vendredi.

Benoît Hopquin

Gilles Van Kote, à Senlis



libre a ensuite été donné après le repas.

Une jeunesse tue le temps comme elle peut. L'attente et la préparation d'un quart de finale de Coupe du monde attendront demain. Télévision, jeux vidéo, conversation, ping-pong, billard, téléphone portable font passer les heures. Zinedine Zidane appelle longuement ses enfants. Lionel Charbonnier s'enquiert de la forme de ses chevaux. Dans leur chambre, David Trezeguet et Thierry Henry écoutent du rap, un peu fort au goût des voisins. Car il y a malgré tout des voisins. Un autre monde continue à vivre, mais la disposition géographique de l'endroit fait que les Bleus lui

tourment le dos. Tandis que les joueurs n'aperçoivent de leur fenêtre que l'infini de la forêt de Rambouillet, des hommes travaillent hors de leur regard.

LIBERTÉ SURVEILLÉE

Au-delà du périmètre de sécurité, rempart aisément repérable aux montages de muscées qui en forment les tours de guet, le centre technique de Clairefontaine tente de faire comme si de rien n'était. Il marche simplement sur la pointe des pieds. Des séminaires ont été malitieux. Les jeunes de l'Institut national du football (INF) continuent d'habiter et de s'entraîner sur place. Thierry Henry n'a pas oublié qu'il

fut l'un d'eux et a offert un de ses maillots à la secrétaire de l'INF.

A l'exception de ceux attachés à la résidence, les employés ne profitent guère de leur prestigieux voisinage. En revanche, ils en subissent les contraintes. Leurs chemises distinctives aux armoiries du centre ne les exonèrent pas totalement des tracasseries. L'omniprésence des hommes du RAID, la voiture de gendarmes garée devant la porte leur rappellent sans cesse une liberté surveillée qui devient pesante. Le Jules, mascotte de l'équipe de France qui leur a été offerte, ne compense pas tout à fait ce désagrément.

L'Elastoplaste, élément de protection rapprochée

● **LES ANNÉES PLÂTRE.** Le plâtre ou le néant. Avant l'apparition, dans les années 60, de l'Elastoplaste, les sportifs, soucieux d'apaiser et de soigner leurs membres démis, s'en remettaient à la botte plâtrée ou aux bienfaits du temps qui passe. Aujourd'hui, la bande adhésive élastique appartient à la trousse du soigneur aussi sûrement que le soulève à crampon chaussé le footballeur. Indis-

pensable « elasto », encore fallait-il l'inventer... En pleine période yé-yé, Fish, un laboratoire du département de la Sarthe, fait breveter la trouvaille, promise au succès planétaire.

● **ÉLASTICITÉ.** Étiré, ce gros sparadrap atteint un allongement égal ou supérieur à 50 % de sa longueur initiale. Une élasticité qui, couplée à ses propriétés adhésives, permet de multiples usages.

● **Mais l'utilité première de l'Elastoplaste est de permettre la fixation de pansements sur toutes les régions du corps.** souligne le docteur Jean-François Bessac, médecin du sport.

● **MODE D'EMPLOI.** Dans tous les cas de luxations (entorses, foulures, déboîtements, etc.), il est recommandé d'envelopper obliquement le membre d'un mouvement continu en forme de huit, en te-



nant compte du sens de mobilisation de l'articulation.

● **PRÉVENTION.** Souple, léger et perméable à l'air, l'Elastoplaste sait se faire oublier pendant l'activité sportive. Sans pour autant délaissier sa mission de prévention. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les footballeurs. Avant même le début de la rencontre, beaucoup portent un bandage, qui à la cheville, qui au poignet, qui à la cuisse : c'est l'effet strapping de l'Elastoplaste. Correctement appliqué, il améliore la circulation sanguine, prévenant ainsi des accidents musculaires et articulaires pour une somme assez modeste puisqu'une bande d'Elastoplaste de 2,5 mètres (la largeur varie de 2,5 à 12 centimètres) coûte environ 40 francs.

Cédric Ryan

L'état de santé du gendarme blessé par des hooligans à Lens s'améliore

L'ÉTAT DE SANTÉ du gendarme grièvement blessé le 21 juin à Lens par des hooligans allemands s'est amélioré, a indiqué un communiqué de l'hôpital de Lille, mardi 30 juin. Après avoir été dans un « coma grave », Daniel Nivel est depuis mardi dans un « coma réactif » et toujours placé sous assistance respiratoire. Le terme de « coma réactif » signifie que le blessé réagit désormais aux stimulations. Une évolution jugée importante par les médecins. Mardi, le ministre français de la défense, Alain Richard, a passé une vingtaine de minutes avec M^{me} Nivel et ses enfants, âgés de dix-sept et vingt ans. « Je lui ai surtout dit notre solidarité et notre appui moral », a déclaré M. Richard. Il a assuré que le ministère de la défense apportera toute l'assistance juridique à M. Nivel et à sa famille. Deux des agresseurs supposés ont été mis en examen pour « tentative d'homicide » et écroués. Une information judiciaire a également été ouverte en Allemagne.

Les quatre joueurs les mieux payés au monde sont brésiliens

QUATRE BRÉSILIENS figurent aux premières places du classement mondial des joueurs de football les mieux payés, indique le magazine *BusinessAge* publié à Londres, mardi 30 juin. Ronaldo, attaquant de l'Inter Milan, élu meilleur joueur du monde pour la seconde année consécutive, a ainsi gagné 205 millions de francs entre avril 1997 et avril 1998. Il est suivi par le milieu de terrain du Bêta Séville Denilson (187 millions de francs annuels). Rivaldo (milieu de terrain du FC Barcelone) et Roberto Carlos (défenseur au Real Madrid) viennent ensuite avec 177 et 158 millions de francs de gains annuels. Ils appartiennent tous quatre à la sélection nationale. Le cinquième est l'international italien Alessandro Del Piero (attaquant de la Juventus Turin) avec 152 millions de francs. Le premier Français est Zinedine Zidane (milieu de terrain à la Juventus Turin), qui apparaît au 22^e rang avec 21 millions de francs annuels. Les classements incluent salaires, primes et contrats de parrainage.

● **ROUMANIE :** un supporter roumain a été hospitalisé dans un état grave, dimanche à Cluj (Roumanie), à la suite d'une querelle avec un camarade sur le choix des joueurs retenus pour disputer le match Roumanie-Tunisie (1-1), a indiqué la police de la ville, mardi 30 juin. L'homme a reçu plusieurs coups de couteau au thorax.

● **DÉLIT DE FURIE :** un arbitre allemand de la Coupe du monde est poursuivi par le parquet de Münster pour délit de fuite, a annoncé, mardi 30 juin, un porte-parole du parquet. Bernd Heynemann est soupçonné d'avoir embouti une voiture en mal à la sortie du stade de la ville, où il avait arbitré une rencontre. Il encourt une amende proportionnelle au montant des dégâts et éventuellement un retrait du permis de conduire.

● **PAYS-BAS :** Michael Reiziger s'est blessé au pied droit lors de la rencontre Pays-Bas - Yougoslavie. Le défenseur latéral droit néerlandais avait joué la partie jusqu'au bout mais son pied avait fortement enflé après coup. Il pourrait manquer les quarts de finale car la blessure paraît assez sérieuse même s'il n'y a pas de fracture.

● **TRANSFERT :** Juan Antonio Pizzi rejoindra le club argentin de River Plate à partir de la saison prochaine et pour trois ans. Mardi 30 juin, le FC Barcelone, où évoluait l'attaquant espagnol qui vient de disputer le Mondial, a donné son accord pour ce transfert. Celui-ci s'élève à près de 15 millions de francs.

● **PARLEMENT :** la Coupe du monde n'affecte en rien les travaux de l'Assemblée nationale, a déclaré Laurent Fabius, mardi 30 juin, à l'occasion de la fin de la session ordinaire du Parlement. Le président de l'Assemblée nationale avait fait part de sa surprise d'avoir lu et entendu que l'Assemblée « vivait au rythme du Mondial ».

● **VOL :** les valises d'Albert de Monaco ont été dérobées à Lyon, où il était venu assister au match France-Danemark, mercredi 24 juin. Les trois valises du prince et de son entourage ont disparu du hall du grand hôtel où Albert de Monaco avait passé la nuit. Une plainte a été déposée.

Entraîneur national, en toute simplicité

Sélectionneur de l'équipe d'Italie depuis décembre 1996, Cesare Maldini, ancien défenseur du Milan AC, cultive un style de vie modeste à mille lieues de celui des vedettes du calcio

IL PORTE un prénom de souverain et, dans le regard, une ombre de noblesse. On lui sert du « Cesare ».

Le Grand César, en baissant les yeux, se passe la langue. On l'écoute. Il force le respect. Et pourtant, Cesare Maldini ne ressemble que de loin à l'image décente et altière de sa profession.

CESARE MALDINI d'Italie depuis décembre 1996, il a bousculé les habitudes du genre pour inventer son propre style. Naturel mais peu visible, abordable mais peu prolixe, forcément rouillard mais volontiers modeste. « Le football, dit-il, n'est pas une science exacte. Mais c'est aussi un jeu très simple. L'équipe qui l'emporte est celle qui commet le moins d'erreurs. Bien sûr, il est normal d'en commettre certaines pendant une partie. Mais, si vous savez en limiter le nombre, alors vous ne pouvez pas perdre ».

Élémentaire. Et sûrement un rien simpliste. Mais tellement dans sa nature. Cesare Maldini, soixante-six ans, n'est pas homme à s'embourber par plaisir de désordre ou de complexité. En conférence de presse, un bout de phrase souvent

sans consistance lui suffit à taire les questions. On le suspecte alors de noyer le poisson et de cacher, sous ses airs de brave type, un caractère machiavélique.

A tort. Sur le terrain comme en dehors, ce fils de pêcheur élevé près de Trieste cultive une attachante simplicité. Au costume trois pièces familier des entraîneurs du calcio, il préfère le confort d'un vulgaire survêtement. A Milan, sa ville d'adoption, il n'a jamais jugé utile de faire enlever son nom et son adresse de l'annuaire téléphonique. Et, plus humble que finaud, à tous ceux qui vantent son prétendu génie tactique, il répond : « La vérité est que je construis le jeu de mon équipe en me basant simplement sur les joueurs que je possède. Et j'ai toujours agi ainsi. Je crois même n'avoir jamais rien inventé ».

Le football, Cesare Maldini l'a découvert de la façon la plus commune. Dès l'enfance. Et dans la rue. « Je jouais sur l'asphalte », raconte-t-il. « Nous utilisions les terrasses de basket parce que personne, dans mon village, ne jouait au basket ». Repéré à l'adolescence par le masseur de l'équipe locale, il apprend les règles du métier dans le club de Trieste. Puis il boucle ses malles pour Mi-

lan. Il y sera défenseur. « Un sujet brillant, à la technique pure et élégante », se souviennent les anciens. En treize années de professionnalisme, Cesare Maldini s'offre quatre titres nationaux et une Coupe des champions, le tout sous les couleurs du Milan AC.

« NOURRIR MA FAMILLE »

La suite ? L'impide. Ses crampons mis au clou, il fait ce que tout footballeur italien en retraite aurait fait à sa place : des enfants. Trois filles pour commencer, puis trois fils. Les garçons, bien sûr, taperont dans la balle. Et le père glissera doucement vers le banc de touche. « Je ne voulais pas quitter le milieu », raconte-t-il. Et puis, il me fallait travailler pour nourrir ma famille. A l'époque, une carrière de joueur ne vous rendait pas riche. Pensez que j'ai débuté dans le calcio en 1952, l'année qui a précédé l'arrivée du football à la télévision. »

Il n'en tire pas une once d'amer-

La photographie d'Hugues de Wurstenberger. Au camping du bois de Boulogne, très tôt un matin, un supporter argentin sur le départ pour suivre ses favoris.

Alain Mercier, à Senlis

La presse transalpine fait monter la pression

« NOUS AVONS FABRIQUÉ des monstres ». Ce titre du *Corriere dello Sport* (quotidien sportif romain) résumait parfaitement, mardi 30 juin, la crainte que l'équipe de France inspire à la presse italienne. Il fait référence aux onze Bleus, sur vingt-deux, jouant ou ayant joué dans les grands clubs de la péninsule. Nos confrères transalpins n'ont aucun problème de langue pour interviewer les futurs adversaires de la Squadra azzurra. Dans *Tuttosport* (Turin), Didier Deschamps affirme : « Quand nous sommes arrivés, nous étions des bons joueurs ; maintenant, nous sommes des champions ».

La *Stampa* (généraliste turinois) choisit d'illustrer ce match entre coéquipiers en demandant à Vincent Candela (Roma), Lilian Thuram (Parma) et Marcel Desailly (Milan AC) d'adresser, respecti-

Christian Vieri légèrement blessé

L'Italien Christian Vieri ne s'est entraîné que pendant vingt minutes avec ses coéquipiers, mardi 30 juin, à Senlis (Oise), à trois jours du quart de finale contre la France. Le médecin de la Squadra azzurra, Andrea Ferretti, a déclaré que le meilleur buteur du Mondial 1998 (cinq buts) n'était que légèrement blessé et qu'il devrait s'entraîner normalement mercredi. Christian Vieri, qui a marqué au moins un but dans chacun des quatre matches de l'Italie depuis le début du Mondial, a fait un footing à la place du petit match d'entraînement programmé pour ses coéquipiers.

vement, un message à Luigi Di Biagio, Dino Baggio et Alessandro Costacurta. Les mots sont chaleureux mais les montres confiantes en promettant aux Italiens que, dès samedi 4 juillet, ils seront en vacances.

Il *Giornale* (Milan) propose une interview de Michel Platini dans laquelle l'ancien joueur de la Juventus Turin avoue que « c'est le premier match, depuis l'arrêt de ma carrière, que j'ai envie de jouer. Pour les deux équipes, l'heure de vérité a sonné. Maintenant, on va voir ce qu'elles valent ».

La *Gazzetta dello Sport* fait appel à Marco Tardelli, champion du monde en 1982 et ancien coéquipier de « Michele » à la Juve, pour ébaucher une solution au problème Zinedine Zidane. La réponse est sèche : « Arrêtons de plaisanter, ce n'est pas Platini. Michel ne dribblait jamais, il pesait plus sur le jeu. » N'empêche, pour tous les Italiens, la clef de la qualification passe par la neutralisation de Zinedine Zidane.

L'*Unità*, quotidien du Parti démocratique de la gauche (ex-PCI), quant à lui, se fend d'un commentaire technique : « Thuram à droite, c'est une hérésie ! » Un avis que partage Marco Simone, le joueur du PSG, dans une chronique du *Corriere della Sera* : « A la place de Jacquet, je le mettrais au centre avec Desailly. Il est plus robuste que Blanc ».

Dans ces pages, une expression récurrente. Selon les Italiens, les Français ont, littéralement, la « puanteur sous le nez », autrement dit une légère tendance à prendre leurs voisins de haut. « Sauf en matière de football », se rassure *La Repubblica*.

C. J.



LES HOMMES
DE L'OMBREJEAN-PIERRE LEGRAND,
CONSEILLER TECHNIQUE
DÉPARTEMENTAL DE LA FFFLe majordome
des entraînements
brésiliens

LA MISSION de Jean-Pierre Legrand a débuté le 24 mai. Il ne sait pas encore quand elle se finira. Si le Brésil entre sur la pelouse du Stade de France, le 12 juillet, il sera là jusqu'au dimanche de la finale. Sinon, sa Coupe du monde s'arrêtera en même temps que celle des joueurs de Mario Zagallo. Ce jour-là, Jean-Pierre Legrand aura sans doute un peu de peine. Au fil des semaines, l'aventure de la Selecao est devenue la sienne. A voir, chaque jour que le football fait, Ronaldo et les siens, on finit forcément par tout savoir de leurs petits secrets, et l'on apprend à apprécier des « garçons simples », dont les exigences n'ont « jamais rien d'impossible ».

A Ozoir-la-Ferrière, Jean-Pierre Legrand s'est fondu dans le décor de la Selecao, fidèle intendant d'une lourde machinerie qui se met en branle presque chaque jour sur le coup de 16 h 30. C'est lui qui, avec son copain Robert Corfou, est chargé de superviser la préparation des entraînements brésiliens au stade des Trois-Sapins.

APPRENTISSAGE

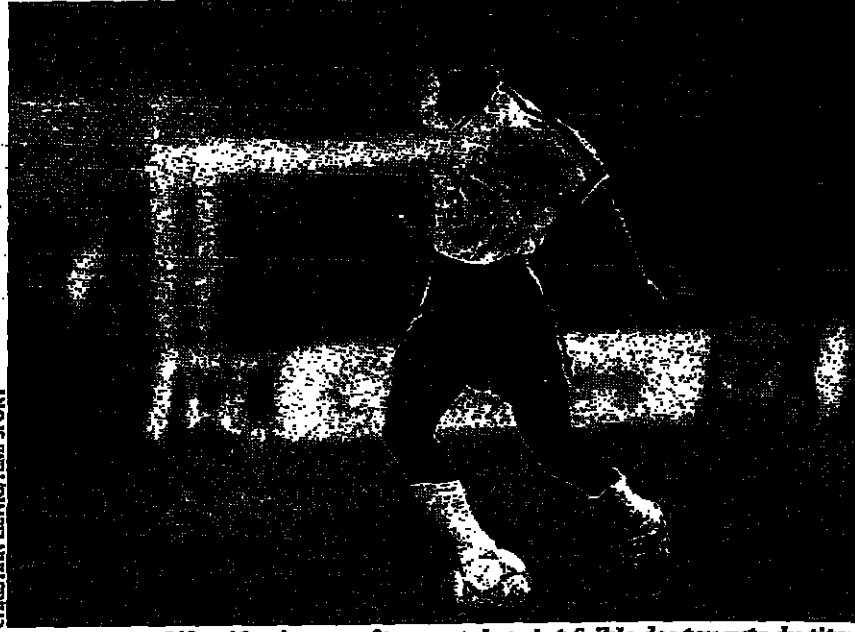
Depuis leur arrivée en France, les champions du monde se livrent à leurs répétitions en public sur la pelouse d'Ozoir, refaite à neuf en leur honneur. Conseiller technique départemental (CTD) pour le nord de la Seine-et-Marne, le CTD Legrand doit veiller à ce que les exigences des joueurs et de l'entraîneur brésiliens soient respectées à la lettre. Il vérifie consciencieusement la propreté des vestiaires, répond aux demandes spécifiques de matériel. Lorsque la Selecao désire s'entraîner avec opposition, il s'occupe de recruter des joueurs supplémentaires.

Pour l'instant, tout va bien. Au tableau noir de l'intendance, ne figure qu'un problème de douches trop froides dans les vestiaires d'Ozoir, réglé dès l'arrivée des Brésiliens. « Il faut dire qu'ils n'exagèrent pas dans leurs demandes, précise Jean-Pierre Legrand. Un collègue à moi qui s'occupait des Nigériens a eu plus de difficultés. Il m'a dit que j'avais bien de la chance ».

Au contact des champions du monde, Jean-Pierre Legrand parfait son apprentissage technique. Il a tout loisir d'observer les trucs des Brésiliens, leurs méthodes d'entraînement, et de devenir ainsi le plus brésilien des cadres de la Fédération française de football. « Ils font très peu de choses que l'on ne connaît pas, affirme-t-il. Mais le rythme de leurs exercices est impressionnant. L'autre jour, ils ont mis en place huit ateliers techniques : passe, contrôle, dribble, etc. Les joueurs effectuaient l'exercice pendant 1 min 30, et passaient à l'atelier suivant après 45 secondes de récupération ».

Une partie du travail reste néanmoins secrète. Au château La Romaine, à Lésigny, où réside l'équipe de Zagallo, un terrain d'entraînement a été aménagé. Le Brésil s'y exerce à des combinaisons à deux ou trois joueurs. Ronaldo, Bebeto, Rivaldo ou Denilson. C'est sans doute là qu'il concède de quoi surprendre les Danois, vendredi 3 juillet, lors du quart de finale au stade de la Beaujoire à Nantes. Cela ne regarde pas Jean-Pierre Legrand. Il patientera à Ozoir, avec l'espoir d'assister à un nouveau retour des Brésiliens en vainqueurs.

P. Ce.



Junior Baiano (à gauche), Aldair (à droite) : un tandem défensif qui apparaît comme le point faible des tenants du titre.

Grincements dans la charnière centrale de la Selecao

Brésil-Danemark. Tout ne va pas pour le mieux dans les rapports sur le terrain entre Aldair le placide et Junior Baiano le véhément : affaire de génération et de tempérament

ILS SONT tous deux noirs, bahianais et plutôt haut perchés. Ils ont fait, à cinq ans d'intervalle, leurs débuts professionnels au Flamengo de Rio. Ce n'est pas le moindre de leurs points communs : Aldair Nascimento Santos, trente-deux ans, et Raimundo Ferreira Ramos Jr., dit Junior Baiano, vingt-huit ans, forment la charnière défensive de la sélection brésilienne.

Ammoncé comme le défaut de la cuirasse des tenants du titre, le tandem est encore loin de rouler synchro depuis le début du Mondial. Quand le vétéran n'accroche pas le rythme de son partenaire, la complémentarité des efforts s'en ressent forcément.

Au nombre des quatre survivants (avec Taffarel, Dunga et Bebeto) du onze vainqueur de la World Cup 1994, Aldair n'est plus qu'une pâle réplique du shérif légendaire qui faisait la loi, en compagnie de son talentueux complice Marcio Santos, aux débuts de la coupe brésilienne.

PÈRE TRANQUILLE

Souvenir lointain, une contrainte à la cuisse, qui a failli le pousser vers le banc de touche dès le match d'ouverture, gagné le 10 juin aux dépens de l'Ecosse (2-1), n'explique pas à elle seule sa criante baisse de régime. Lent, emprunté, le défenseur de l'AS Roma pêche par des indécisions révélatrices d'une forme flagellante. Son remplacement par Gonçalves à l'occasion de la défaite face à la Norvège (1-2) en match de poule n'a pas, en tout cas, convaincu le sélectionneur, Mario Zagallo, de l'urgence de modifier sa paire de tours.

En piste pour un penta (cin-

Ronaldo,
attaquant de poids

Ronaldo est-il trop gros ? La question a été insidieusement soulevée par le médecin des quadruples champions du monde, Lívio Toledo, qui avait laissé entendre, lundi 29 juin, que le meilleur attaquant du monde pesait peut-être jusqu'à 2 kilos de trop. Siôt relayée au pays, la nouvelle a fait fureur, et même la « une » d'un journal qui n'a pas hésité à publier une photo du joueur de l'inter de Milan se jetant, affamé, sur une portion de viande lors d'un barbecue organisé, lundi, après l'entraînement. Ce même journal a immédiatement lancé un sondage par Internet demandant à ses lecteurs de trancher : Ronaldo est-il trop gros ? Mardi 30 juin, le praticien a dû calmer le jeu en précisant que Ronaldo avait été pesé en matinée et qu'il affichait un « poids idéal » de 83 kilos.

P. Ce.

quatrième titre mondial), le vieux briscard qui commande aux destinées de la Selecao hésite d'évidence à sacrifier une pièce maîtresse de son dispositif : son protégé fait en effet partie de ces « joueurs expérimentés » dont il estime la présence indispensable au sein de l'équipe. C'est tellement vrai qu'Aldair était l'un des trois joueurs de plus de vingt-trois ans (avec Bebeto et Rivaldo) inclus dans la sélection olympique éliminée en demi-finale sur un « but en or » par le futur champion nigérian aux Jeux d'Atlanta. Coqueluche des supporters de la Roma, dont il porte depuis huit ans les couleurs, Aldair, 65 sélections, père tranquille blindé face aux harcèlements médiatiques, incarne aux yeux de Zagallo une certaine stabilité émotionnelle, qu'il pense communicative.

Si Aldair est natif d'Ibeus, la coquette « capitale du cacao » célé-

brée dans les romans de Jorge Amado, Junior Baiano a poussé, lui, à Feira de Santana, une ville championne en croissance chaotique. Si le premier respire la placidité, l'autre est sujet, jusqu'à preuve du contraire, aux « disjonctages » inopinés.

FRASQUES RETENTISSANTES

Parmi les frasques les plus retentissantes que Junior Baiano a collectionnées au cours des trois dernières années, on note une accusation de conduite en état d'ivresse, sanctionnée par une suspension de quatre matches durant le championnat brésilien 1995, et un direct foudroyant envoyé quelques mois plus tard, alors qu'il venait de signer au Werder Brême, au visage d'un adversaire, agression qui lui valut une mise en quarantaine exemplaire de dix semaines. La dernière rechute remonte à la Golden Cup disputée

en début d'année : un coup de coude dans la tête d'un Jamaïcain et un énème carton rouge.

L'incorrigible récidiviste va-t-il trouver la rédemption à l'occasion de la grande messe du Mondial ? Junior Baiano a fait si souvent acte de repentance que ses confessions ne passent plus pour paroles d'Évangile. N'empêche que, depuis le début de l'épreuve, le bouillant athlète (1,93 m pour 93 kg) se tient tranquille. Son sens de l'anticipation et ses prestations dans le jeu aérien face à Zamorano, l'« hélicoptère » chilien, et au géant norvégien Tore Andre Flo ont fait forte impression. De plus, il pallie efficacement les défaillances de son collègue. Avec à peine dix-huit sélections à son actif, Junior Baiano affiche un sacré métier.

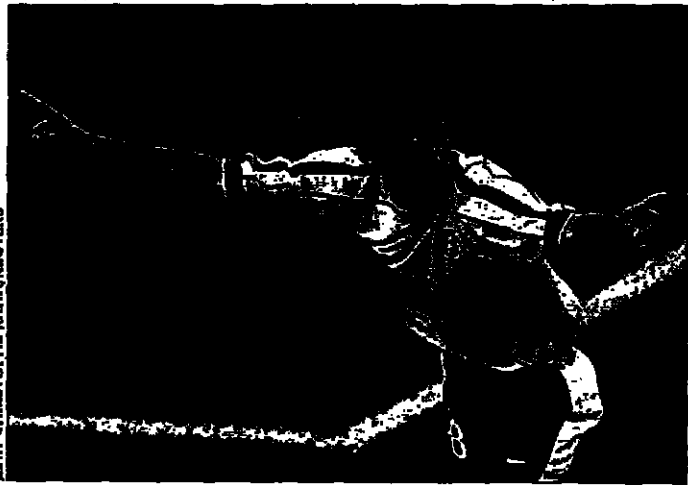
Michel Platini avait eu le nez creux à son endroit. Il y a quatre ans, il avait osé en dire le plus grand bien alors que le joueur du

Flamengo évoluait encore au poste d'arrière droit. La presse brésilienne avait ironisé : l'illustre Français ignorait tout des emportements et des loupés spectaculaires de celui qui lui avait tapé dans l'œil à la faveur d'une seule exhibition. Après bien des tergiversations, Zagallo a décidé de prendre le risque : Junior Baiano est indiscutablement le meilleur défenseur central brésilien du moment.

Sa convocation s'imposait d'autant plus que les talents se font rares dans une spécialité naguère fortement concurrentielle. Pour l'heure, Junior Baiano est le seul héritier digne d'une génération bien connue en France, celle des Carlos Mozer (ex-OM), Ricardo Gomes (ex-PSG), Julio Cesar (ex-Montpellier) et autre Marcio Santos (ex-Bordeaux).

Jean-Jacques Sévilla

Leonardo, globe-trotter et polyglotte



Brésil, Espagne, Japon, France, Italie : la carrière de Leonardo ressemble d'abord à un long voyage...

C'est en pur fûté qu'il affirme que le Danemark, l'adversaire du Brésil, vendredi 3 juillet, en quart de finale, est une équipe qui « joue très bien et est très forte tactiquement ».

Au tour des Anglais. Sky TV s'est sans doute laissé dire que Leonardo n'avait pas plus peur de Shakespeare que de Cervantes. Confirmation. L'accent est presque parfait, les mots viennent avec aisance, s'écoulent en un rythme fluide et régulier. Aux confères d'outre-Manche, le milieu de terrain brésilien confie que « l'atmosphère dans l'équipe est très sympa ».

Les Français ont eu raison de prendre patience. « Leo » est là. La pointe d'accent qui perce dans les

mots bien de chez nous de l'ancien Parisien est à peine perceptible. Il s'épanche en vrai professionnel sur les joies de cette Coupe du monde. « J'avais joué en 1994, dit-il : j'ai toujours pensé être titulaire cette fois encore. Vivre l'émotion d'une seconde Coupe du monde, c'est le top pour moi ».

DES ANNÉES D'EXIL

Sur ces mots, Leonardo croit en avoir fini. Il se dirige déjà vers le vestiaire, lorsqu'un journaliste facétieux - ou naïf -, et à la nationalité indéterminée, lui demande dans un portugais hésitant s'il peut dire quelques mots en japonais. Le suspense ne dure pas : Le joueur s'exécute, avec élégance. La démonstration est éclatante.

Avant même la finale du 12 juillet, Leonardo a conquis le titre de polyglotte numéro un du Mondial 1998. Mais ce don incontestable pour les langues vaut plus qu'une simple anecdote. Il témoigne d'années d'exil loin du pays, à la recherche des meilleurs salaires.

Comme pour beaucoup de ses compatriotes footballeurs illustres ou sous-grade, la carrière de « Leo » ressemble à un long voyage. Formé au Flamengo de Rio de Janeiro, Leonardo quitte le Brésil à l'âge de vingt-deux ans : le club espagnol du FC Valence vient de lui offrir un contrat de trois ans. En 1993, un an avant l'échéance, il retourne à l'Atlantico et s'arrête au Sao Paulo football club, le meilleur moyen de préparer la Coupe du monde aux États-Unis. La Selecao conquiert un quatrième titre de champion du monde. Aussitôt, il prend la direction du Japon. En deux ans, il devient la star adulée des Kashima Antlers.

1996, retour vers l'Europe. Ce sera le PSG. « Leo » y passe une saison, et sait s'y illustrer au bon moment. Le Milan AC est intéressé. A l'été dernier, il rejoint donc l'Italie, et sa légion d'étrangers, sans savoir aujourd'hui s'il est au bout de cet étonnant périple. Leonardo le polyglotte n'y a en tout cas pas perdu son temps. Aujourd'hui, lorsqu'on lui demande les raisons de ce talent, il rétorque qu'il préférerait qu'on le « remarque plutôt sur le terrain ». Une réponse... en français.

Pascal Ceaux,
à Ozoir-la-Ferrière

Votre **passse** pour la **Coupe du Monde**
sur **162 KHz** ou **1852 m**
www.98radiofrance.com

La radio associée au Comité Français d'Organisation de la Coupe du Monde de Football 1998, en partenariat avec la FIFA

98 Radio France

162 kHz
1852 m
GO/LW

هكذا من لامل

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 1998

LE MONDE / JEUDI 2 JUILLET 1998 / VII

Garrincha, l'« Ange aux jambes tordues »

L'immortel ailier droit de la sélection brésilienne, champion du monde en 1958 et 1962, a connu la gloire, l'amour fou, puis la descente aux enfers sous l'emprise de l'alcool

LES médecins du Botafogo (un club de Rio), un généraliste et un orthopédiste, l'ont fait monter sur une table et se sont mis à examiner ses jambes. Outre une malformation du bassin, Garrincha avait le genou droit concave, courbé vers l'intérieur, et le gauche convexe, tourné vers l'extérieur. D'après leurs calculs, sa jambe gauche était de 6 centimètres plus courte que la droite. Selon l'angle d'observation, on pouvait également remarquer qu'il souffrait d'un léger strabisme. Il n'aurait sans doute pas suscité l'admiration dans la Grèce antique, mais rien ne l'empêchait de jouer au football.

Le diagnostic, passablement déconcertant pour une légende des stades, est tiré de l'émouvante biographie *Estrela solitária, um Brasileiro chamado Garrincha* (Étoile solitaire, un Brésilien nommé Garrincha), publiée en 1995, aux Éditions Companhia das Letras, par l'écrivain Ruy Castro. Immortel du football brésilien, son héros a connu la gloire, l'amour fou, puis la plongée aux enfers sous l'emprise de l'alcool. Foudroyé par une crise éthylique, Manuel Francisco dos Santos, alias « Garrincha », du nom d'un passereau farouche d'Amérique du Sud, s'est éteint le 20 janvier 1983, à l'âge de quarante-neuf ans, dans un sanatorium de Rio. Il n'y avait personne au chevet de « la joie du peuple », titre d'un film dédié à ses exploits.

Titulaire inamovible, suprême privilège qu'il partage avec Pelé, de la « Seleção de tous les temps » régulièrement actualisée par des jureurs ad hoc, Garrincha incarne, dans le « futebol arte » (football-art) à la brésilienne, le Chariot du septième art. Fruit d'une maîtresse et d'un Amérindien de la tribu fulbio originaire de l'État d'Alagoas, dans le Nordeste, l'inoubliable clown du football amusait la galerie en ridiculisant ses adversaires. Semi-analphabète, il a poussé en enfant sauvage, désertant les bancs de l'école municipale au profit de la pêche à la ligne et de la chasse au lance-pierres dans le voisinage de son village natal de Pau Grande, dans la lointaine banlieue de Rio. C'est sur un semblant de terrain réservé aux *peladas* (les parties entre copains) que ses fétiches diaboliques ont ensorcelé ses premières victimes anonymes.

L'arrière gauche Nilton Santos, champion du monde en 1958 et en 1962, fut le premier professionnel confronté au phénomène. « C'était en 1953, se souvient-il, au cours d'une partie d'entraînement du Botafogo contre l'équipe réserve. Je me suis trouvé en face d'un jeune inconnu d'une vingtaine d'années, qui semblait botter comme un infirme. A la fin du match, qui fut pour moi d'autant plus pénible que je n'en finissais pas, à cette époque, d'entraîner ma vie de club, je suis allé voir les dirigeants du club et je leur ai dit : « Embauchez-le tout de suite ! Ce type est un monstre. Il vaut mieux l'avoir avec nous que contre nous ».

Pendant treize ans, Nilton Santos a côtoyé Garrincha tant au Botafogo qu'au sein de la sélection brésilienne qui remporta ses deux premières Coupes du monde. A l'âge de dix-neuf ans, il fut nommé directeur de l'école publique de football à Brasília, il témoigna aujourd'hui en expert agréé : « Jamais personne ne pourra être comparé à Garrincha ».

La réputation de l'ailier prodigieux va prendre en 1958 une envergure internationale à l'occasion du Mondial en Suède. Pour ses deux premiers matches de poule



Avec Elza Soares, star noire de la chanson populaire brésilienne, Garrincha aura vécu une idylle tourmentée de quinze ans finalement brisée par l'alcool.

— victoire sur l'Autriche (3-0), nul face aux Anglais (0-0) —, le Brésil s'est pourtant passé de ses services. La commission technique, qui vient d'adopter les tests psychotechniques, reste méfiante à l'égard d'un joueur dont l'un de ses proches atteste qu'« il avait souvent des comportements d'extrême violence ». Quand le psychologue mandaté par la Confédération brésilienne l'invite par exemple à discerner un objet dans un fouillis de points multicolores, Garrincha « reconnaît » en s'esclaffant la tête d'un de ses coéquipiers du Botafogo.

L fait enfin sa rentrée lors du choc décisif contre l'URSS, et les spectateurs présents dans les tribunes du stade de Göteborg n'en croient pas leurs yeux. En trois minutes, le numéro 7 brésilien écrit l'une des pages les plus épiques de l'histoire de la Coupe du monde.

Son vis-à-vis, l'infortuné Boris Kouznetsov, est le joueur d'un tourbillon cauchemardesque. Par deux fois au cours des premières quarante secondes de jeu, les dribbles de son adversaire direct le font littéralement tomber à la renverse. Puis une frappe violente de Garrincha sur le montant gauche de la cage défendue par Lev Yachine précède l'un de ses débordements dont il a le secret. Sa passe à ras de terre trouve l'avant-centre Vava, qui ouvre le score dès la 3^e minute. Le « football scientifique » des Soviétiques ne résiste pas à la tornade. Les Brésiliens l'emportent (2-0) en préface à une épopée qui s'achèvera sur le triomphe final face à la Suède (5-2). Garrincha est désormais la terreur de tous les arrières gauches de la planète.

En Suède, l'« Ange aux jambes tordues » s'était contenté de batifoler allègrement sur la bande de terrain qui lui était dévolue. En 1962, au Chili, la blessure de Pelé, survenue dès la deuxième partie contre la Tchécoslovaquie (0-0), le métamorphose en chef d'orchestre. Survoilé, Garrincha délaie son couloir de prédilection pour s'aventurer aux quatre coins

du terrain. En quart de finale face à l'Angleterre, il réalise l'un des meilleurs matches de sa carrière. De la tête et d'un tir splendide des 25 mètres, il inscrit deux des trois buts de la victoire brésilienne (3-1).

Il joue avec un instinct que rien ne peut brider. « Quand on se réunissait avec les joueurs pour discuter tactique, on le priait gentiment d'aller jouer au ping-pong », raconte Paulo Amaral, ancien préparateur physique de la sélection. Une samba à la gloire de « Mané » (diminutif de Manuel) rythmera l'accueil carnavalesque au pays des doubles champions du monde, qui ont battu la Tchécoslovaquie en finale (3-1).

Garrincha se singularisait dans bien d'autres domaines. Incapable de remplir un chèque, il avait pris la mauvaise habitude de signer ses chèques en blanc et de se faire financer par ses employeurs. Il faisait d'ailleurs preuve de la même légèreté à l'égard de l'argent qu'envers sa famille.

En 1958, il devient, en trois minutes de match contre l'URSS, la terreur de tous les arrières gauches de la planète

A la suite d'une grossesse « accidentelle », Garrincha a été contraint, à l'âge de dix-neuf ans, d'épouser Nair, une adolescente noire de seize ans issue d'une famille pauvre de Pau Grande. Depuis qu'il a signé au Botafogo, il ne lui rend visite qu'épisodiquement, mais toujours avec des tas de cadeaux, dans la maisonnette délabrée, où ses sept filles s'entassent dans une saléte repoussante.

Football, alcool et sexe : ainsi se décline la trinité qui guide l'existence de Garrincha. Habitué des maisons closes, il entretient par ailleurs une maîtresse attitrée, qu'il a

installée dans un confortable appartement près de la plage d'Ipanema.

L'insatiable couteur de jupons n'est toutefois pas à l'abri du coup de foudre. Lors du Mondial chilien, il est tombé amoureux d'Elza Soares, star noire de la chanson populaire brésilienne et marraine officielle de la sélection. L'idylle tourmentée qui les unit quinze ans durant tournera vite au feuillet sentimental arrosé non pas à l'eau de rose, mais aux spiritueux.

COMMENT cohabiter avec un alcoolique dont on est éperdument éprise ? Elza tente par tous les moyens de tempérer les excès de boisson de son homme, lequel riposte par tous les stratagèmes imaginables : bouteilles de soda remplies de cachou, carafons planqués dans les herbes folles du jardin... Ses prestations sportives s'en ressentent d'autant plus que ses genoux arqués donnent des signes d'usure. A coups d'injections de cortisone, les dirigeants du Botafogo s'échinent avec un zèle criminel à faire tenir sur pied leur vache à lait.

En septembre 1965, peu avant son transfert aux Corinthians de São Paulo, Garrincha subit l'ablation des ménisques du genou droit. Convoqué sur sa seule réputation pour le Mondial 1966 en Angleterre, il se traîne pitoyablement sur le terrain. La Hongrie bat le Brésil (3-1) à Liverpool. Pathétique, bouffi par l'alcool, Garrincha vient de concéder sa seule défaite en soixante sélections. Les tenants du titre seront éliminés par le Portugal d'Eusebio (1-3).

Abandonné par Elza, Garrincha achève sa carrière en courant le cachet à la faveur de parties d'exhibition organisées dans des bleds perdus. Le triste cirque de « l'Ange aux jambes tordues » prend fin le jour de Noël 1982, au terme d'un match disputé à Londrina, dans le sud du Brésil. Vingt-six jours plus tard, Garrincha rendait son âme aux dieux du football.

Jean-Jacques Sévilla

Payé 1 franc au Salvador, vendu 400 francs à Nantes

Une syndicaliste dénonce la fabrication de maillots par une main-d'œuvre sous-payée

ROSA VIRGINIA HERNANDEZ est tombée en arrêt devant un maillot numéro 9 aux couleurs du Brésil. La réplique du maillot de Ronaldo était présentée sur le linéaire d'un magasin Go Sport à Nantes, à un prix qui lui a semblé extravagant : 400 francs, alors que, pour le fabriquer, ses compatriotes du Salvador sont payés moins de 1 franc par les propriétaires taiwanais de l'usine Formosa, installée depuis six ans à San Bartolo, zone franche de San Salvador.

Nike et Adidas font fabriquer dans cet atelier — depuis septembre 1997 pour Nike et depuis décembre 1997 pour Adidas, affirme-t-elle —, les répliques des maillots des joueurs ou des équipes nationales qu'ils ont sous contrat. Ces « collections » créées spécifiquement pour le Mondial sont destinées au marché européen, même si elles transitent par les États-Unis.

La logique du marketing sportif est implacable. Pour pouvoir rémunérer Ronaldo plus de 6 millions de francs par an afin de s'offrir une promotion intégrale, et payer de surcroît 1,2 milliard de francs pour être associé pendant dix ans à l'équipe brésilienne, Nike doit contrôler ses coûts. La décision a donc été prise de délocaliser au Salvador, où la main-d'œuvre est sous-payée.

Modestement, Virginia Hernandez, la taille épaisse et le regard accusateur mûr par ses dix-huit ans de luttes, est venue demander, lundi 29 juin à Paris, que les donneurs de travail soient respectés des droits édictés par le Bureau international du travail. Ce qui n'est pas le cas.

« L'usine Formosa utilise des jeunes femmes âgées de douze à trente ans [le travail est légal à partir de quinze ans au Salvador] que des patrons taiwanais paient 24 francs pour 33 maillots, raconte cette syndicaliste, interdite de travail dans son pays pour avoir organisé une grève de quinze heures, le 8 avril 1995. Il nous faut entre quatre et dix heures pour les fabriquer, mais en quatorze heures de travail sous la chaleur, nous ne pouvons aller que deux fois aux toilettes.

La troisième fois, il faut demander l'autorisation à la police interne qui vient avec nous pour boire. C'est la même chose pour boire : deux fois par jour seulement ».

La liste des abus est longue : tests de grossesse mensuels pratiqués sur toutes les ouvrières, licenciées si elles sont enceintes ; trois semaines de formation, non payées, aux standards de fabrication imposés par Nike et Adidas ; interdiction de tomber malade, pressions en tous genres, etc.

CODE DE CONDUITE

L'état-major de Nike venu en force à Paris pour communiquer sur son engagement dans le football, a déclaré, le même jour, « ouvrir une enquête sur cette usine afin de vérifier immédiatement » les faits. « S'ils sont avérés, nous prendrons les mesures nécessaires », a affirmé la porte-parole de Nike en France, qui reconnaît que l'entreprise « n'est pas encore au point partout (...) Il n'est pas facile de savoir où s'arrête notre responsabilité et où commence celle des gouvernements locaux ».

L'équipementier, comme d'autres entreprises du textile, s'est déjà fait épingler en 1992, puis en 1995, pour des ballons fabriqués au Pakistan par des enfants. Il a édicté un code de conduite en 1992, revu en mars, qu'il doit imposer à ses fournisseurs. Mais manifestement, les 20 personnes chargées de veiller sur les 343 usines de Nike dans le monde ne suffisent pas.

En attendant, les ouvrières salvadoriennes interpellent les fans de football présents en France. Ils peuvent remplir les cartes du collectif De l'éthique sur l'étiquette et les envoyer aux magasins et fabricants d'articles de sport pour que ces marques, sous la pression des clients, fassent en sorte que les droits élémentaires des populations qu'elles emploient soient garantis.

Florence Amalou

Le bonheur, versant savoyard

CES JOURS-CI, le peuple des montagnes ne prête qu'une attention polie au déroulement du Mondial. L'essentiel des spéculations de bistrots concerne l'issue du match de vendredi, France-Italie. « Je me place au milieu du tunnel du Mont-Blanc et, selon le résultat, je repars d'un côté ou de l'autre », annonce Gaspard, mi-savoyard, mi-italien, dont le cœur est partagé entre sa patrie de naissance et sa patrie d'adoption. Pour le reste — les affrontements balkaniques ou anglo-argentin —, les cotes sont très basses sur l'échelle de Richter des passions footballistiques. Les familles se divisent. Les jeunes femmes, par exemple, étaient favorables au Mexique contre l'Allemagne, ce qui n'était sans doute pas étranger au sex-appeal de Luis Hernandez, le blond au bandeau, alors que ces messieurs, en connaisseurs, appréciaient le sang-froid et le professionnalisme de la Mannschaft. L'union n'est pas faite, cependant, pour soutenir les Yougoslaves contre les Néerlandais, très mal vus dans la région, en raison d'une pignolerie supposée qui a fait stationner ces touristes du Nord les « Neigeux » — ceux qui ont un « NL » sur leur voiture et commandent un café pour sept dans les bistros.

Mais tout cela n'était qu'un accessoire à l'apérif vespéral de L'Honnête, bar de ski de Pic-Mentorin, charmante station-village de Haute-Savoie. Aujourd'hui, l'important est l'annonce de la baisse du chômage, et la confirmation de l'embellie économique du dernier semestre. « Tu sais, j'ai pas besoin des statistiques pour me faire mon idée, commente Jean-Marc, le menuisier. Quand je vois les patrons décollateurs me commander des lamberts en chère pour leur maison, je me dis que ça ne va pas si mal ! ». Le « patron décollateur », sorte de CAC 40 à nous-voilà, est Range-Rover de l'activité économique haut-savoyarde spécialisée dans la microélectronique, est un indicateur précieux du moral des troupes montagnardes. Et celui-ci batte dans un bonheur économique que même une défaite des Bleus ne saurait perturber ; quoique, « les Italiens, on aimerait bien les triquer ! ».

Mais il ne suffit pas d'être heureux, encore faut-il que les autres soient malheureux ; et qu'on leur en fasse le reproche. « Bon, ça va, chez nous ça baigne, mais il va falloir que l'on paye pour tous ces bras cassés du Nord qui n'ont rien fait que leur chèque de chômage pour se baigner la gueule ! », rétorque le représentant local de la Ligue savoyarde, formation politique qui a réussi à faire élire un représentant au conseil régional Rhône-Alpes. Comme on est loin de ce « tout petit Savoyard » du classique *Étoiles des neiges*, contraint de quitter ses alpages et « sa bergère au doux regard ».

Il ne suffit pas d'être heureux ; encore faut-il que les autres soient malheureux...

Monde
162 kHz
1852 m
Radio France

هكذا من رايه

Peine de football d'une dame anglaise à Palairac (Aude) Et Felicity finit par dire « Fuck ! »

Palairac, un village des Corbières, 13 habitants l'hiver, 60 l'été, on a vécu le suspense anglo-argentin à coups de finou, la production du terroir cathare. Peter et Sybille, 72 ans, ex-Londoniens, ont invité leurs compadres Robert et Felicity, 40 ans, enseignants, et André, militaire français reconverti dans les chambres d'hôtes.

Palairac est un village du XVIII^e siècle que l'arrivée des Anglais, il y a dix ans, a empêché de mourir. « On a aussi des Belges, des Allemands, des Suisses. Nous, monsieur, nous avons fait l'Europe avant tout le monde », proclame Isabelle, 83 ans, deuxième adjointe au maire. Isabelle, fille de berger de Palairac, est la plus ancienne correspondante de presse de L'Indépendant, le quotidien des Pyrénées-Orientales.

Tous les jours, elle conduisait sa voiture jusqu'à Tuchan, quinze kilomètres plus bas, pour y acheter son pain, mais elle vient d'avoir un accident. Isabelle monte se coucher. Sa sœur Yvonne regarde la série « Dr Sylvestre » dans la salle à manger. Sir qu'Isabelle va regarder Angleterre-Argentine du fond de son lit. Elle ne loupe aucun match, même si elle préfère le rugby.

Dans la maison de Peter, ancien producteur à la BBC, on s'échauffe. Robert, professeur d'éducation physique au Venezuela, puis aux Pays-Bas et bientôt en Thaïlande, a revêtu

son maillot « Mondial France 98 ». Il est désespéré de voir que son favori David Batty n'est pas sur le terrain dès le début. « Moi, le mien, c'est Merson, dit Peter. Il était alcoolique et drogué et il a récupéré, il vit une deuxième vie. » « England, England ! », crie Felicity, debout devant l'écran, tandis que ses enfants, Paul et Anna, 9 et 6 ans, s'amusent à détacher les syllabes : « En-gue-lard, En-gue-land ». « Come on, come on. » Pas un début d'action, pas une passe britannique qui ne soit accompagnée d'un « Go ! go ! », « brillant », ou d'un « C'est fantastique ». Peter se lève, va chercher un album de photographies de Cambridge et l'ouvre à la page où l'on voit le voisin, Mike, à l'âge de 20 ans, animer une manifestation contre les promoteurs immobiliers. « Oh Mike ! », rigolent les uns et les autres. Mike ne regarde pas le match, il est fatigué. Après les années 70, l'homme est devenu présentateur d'émissions spécialisées dans le bicolage à la BBC. Sur la photo, le garçon se tient devant une banderole qui proclame : « Tout peut arriver. » Depuis, il s'est retiré ici et chasse le sanglier.

Felicity est allongée sur le canapé, elle se tord d'angoisse et agrippe sa voix, à chaque assaut argentin, pour demander : « Où est la défense, où est la défense ? » Son mari est assis, les coudes sur les genoux. Il laisse échapper un très sonore « Nazi » à l'adresse des Argentins, ce qui

choque Felicity : « Robert, voyons ! » Peter, en charentais, parle aux joueurs à travers l'écran : « Allez, les gars. Rappelez-vous Winston Churchill : "Nous nous battons le long des plages, nous nous battons..." » Sa femme Sybille apparaît au milieu du cercle : « Pardonnez-moi, dit-elle à ses convives, ce match est très beau, mais trop éprouvant pour moi. Je dois faire une promenade avec le chien. »

Le chien s'appelle Dogger, il est français. « Ça lui fait rien, à lui, un match avec des Anglais. » André, l'ancien militaire, tente de décrire l'atmosphère en s'adressant à ses amis : « Depuis qu'on vous a envoyé Cantona, vous avez fait des progrès ! » Silence.

L'Angleterre n'a jamais eu de chance avec l'Argentine. Déjà en 1986, notent les supporters de Palairac, ce fut l'échec : « Ça lui fait rien, à lui, un match avec des Argentins. » André, l'ancien militaire, tente de décrire l'atmosphère en s'adressant à ses amis : « Depuis qu'on vous a envoyé Cantona, vous avez fait des progrès ! » Silence.

André, l'ancien militaire : « Vous n'auriez jamais dû inventer le fair play. » Felicity regarde Anna et Paul lisant un conte intitulé « Un voyage extraordinaire ». Elle s'adresse à son mari : « Tu es un "véritable" supporter. Ce ne sont pas mes enfants »,

dit-elle en éclatant de rire. « Quoi, qu'est-ce qui ne va pas, maman ? », demande la fille.

On entend le kop anglais à Saint-Etienne à travers la voix des speakers de la BBC, que Peter capte par satellite et mixe sur les images de TF1. « Tchhh, tchhh, England ! » Sybille revient du jardin avec le chien. « Ce matin, j'ai découvert deux trappes sous le gazon, c'est embêtant. » Sybille prend Anna dans ses bras et lui explique : « Allez, il faut les supporter. » « Nous n'avons pas de bol », lâche Felicity. Robert garde sa colère au fond de la gorge. Il ne veut pas voir les tirs au but. Finalement, il les regarde du fond de la pièce, Felicity fait une danse de Sioux sur le tapis. « Oh my God, it's so unfair », répètent-ils. « Oh my God », disent-ils une dernière fois.

Quand le dernier tir au but argentin fait la différence, le silence s'empare de la maison de pierres. Paul, l'enfant, pleure à grosses larmes discrètement dans les bras de Robert. « Il pense que c'est très grave pour son père, qu'il est humilié », chuchote Felicity. Celle-ci prend alors sa voix la plus forte, la plus joyeuse, et s'exclame : « Eh bien c'est maintenant qu'on dit : Fuck ! »

Sybille, elle, rappelle le diction britannique : « Nous vivons pour vaincre un autre jour. » Ensuite, tout le monde est allé se coucher.

Dominique Le Guilledoux à Palairac (Aude)

La sélection d'Erik Orsenna, une équipe peu académique

Le nouvel « immortel » s'est amusé à composer un onze virtuel de tempéraments et d'artistes

ET SI L'ENTRAÎNEUR, au lieu de s'appeler Aimé Jacquet, avait été un écrivain, en l'occurrence Erik Orsenna ? Et si l'équipe était constituée d'intellectuels, d'artistes, de personnalités politiques, d'historiens et de philosophes ? S'affranchissant des frontières entre les époques ou entre les sexes, cette sélection choisie par l'académicien, fan de foot, est simplement ouverte aux destinées et aux talents d'horizons variés et parfois inattendus.

Il place en libero, « un philosophe de la liberté », Michel Eyquem de Montaigne, lui qui « ne se contente pas d'un seul poste ». Le stoppeur serait une stoppeuse, et non des moindres : le juge d'instruction Eva Joly : « On comprend pourquoi... »

Arrières latéraux : Auguste Rodin à droite et Victor Hugo à gauche, car, « quand on les voit ensemble, en face, on ne doit pas se sentir extrêmement tranquille... »

Dans les « couloirs », le sculpteur est assisté de Florence Arthaud, qui « borde et déborde », cette « fiancée de l'Atlantique » dont la sélection doit certainement à l'amour qu'Erik Orsenna porte à la mer et particulièrement à l'île de Bréhat, d'où il regarda les quarts de finale. Tandis que l'écrivain est, lui, secondé par Jacques Attali pour sa vivacité et son omniprésence.

Evidemment les postes-clés, ceux qui exigent discrétion mais où l'essentiel du jeu se crée, sont attribués à l'histoire et à la littérature. Le couple au milieu du terrain, « ceux qui connaissent bien le terrain, qui assurent la relance et le fond de jeu », est constitué de Jules Michelet et de Marguerite Yourcenar. De même, Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi, le « distributeur absolu », ferait excellentement l'affaire en numéro 10.

Autre indispensable, mais en tant qu'attaquant, « un marqueur de vus et de buts », Voltaire, dont il vaut mieux avoir « l'acuité, la vista et l'intelligence avec soi que contre soi ». Le tout, sous l'œil « vigilant et visionnaire » d'un gardien de but, auquel Barthes n'est pas loin de ressembler physiquement : « de Gaulle, le grand symbole ».

On aimerait bien la voir disputer un match, cette équipe, surtout contre celle au sein de laquelle Erik Orsenna jouait à la fin des années 70 comme ailier droit, une équipe d'« éditeurs » où se retrouvaient Olivier Orban, Jean-Claude Simoen, Jean-Pierre Ramsay, mais aussi des journalistes tels que Patrick Poivre d'Arvor ou encore Jacques Paganon.

« Je me souviens de deux matches assez épiques et violents contre des libraires », ajoute l'académicien, Prix Goncourt 1988. La violence du football, Erik Orsenna, ne la

née pas. Elle est à l'origine d'une chute brutale de son téléviseur en 1982, lors de la demi-finale de Coupe du monde France-Allemagne. Quand le gardien de l'allemand, Harald Schumacher, a agressé le Français Patrick Battiston, le blessant sévèrement : « Nous étions deux ou trois à regarder le match. Nous nous sommes précipités sur la télévision pour voir d'un peu plus près ce qui arrivait à ce malheureux Patrick, et nous avons renversé la télé. »

Arrières latéraux :

Auguste Rodin

à droite

et Victor Hugo

à gauche, car,

« quand on les voit

ensemble, en face,

on ne doit

pas se sentir

extrêmement

tranquille... »

Pour l'écrivain, le foot peut très bien constituer la toile de fond ou le motif d'un roman. « Je fais signe aux footballeurs de temps en temps dans mes romans. J'ai rendu hommage à de nombreux footballeurs, tels que Gordon Banks et Just Fontaine. J'avais imaginé des recueils de poèmes de Just Fontaine que j'ai rencontrés par la suite. »

Que de chemin parcouru depuis la première Coupe du monde entendue à la radio, à l'âge de onze ans en 1938, l'une des plus belles, « absolument magnifique ». En culottes courtes : « J'allais au Parc des Princes ou à Colombes, déjà je jouais comme un fou. »

Une telle passion provient peut-être du fait qu'une partie de la famille d'Erik Orsenna est brésilienne et une autre espagnole. Ce n'est pas l'empêchement de rendre hommage aux équipes africaines, « pour l'invention et l'imprévu » qu'elles ont apportées à la compétition. Et, à défaut d'amertume, on sent un peu de tristesse chez cet écrivain de la gaieté, pour l'erreur d'arbitrage » dont le Cameroun a été victime.

Il reste que ce sélectionneur en lettres aime le football justement pour « le théâtre, les œuvres d'art et les occasions d'amitié » procurées par la Coupe du monde. Et avec ses mots et ses images, il élargit le public du sport-roi.

B. R.

Voici comment HP gère une audience de 37 milliards d'auditeurs et téléspectateurs.



HP VECTRA VL
avec garantie 3 ans/site
intervention sous 24h
Moniteur 15"

9 990 FHT
(12 047,74 TTC)

Processeur Intel Pentium® II 250 MHz, disque dur 3,5 Go, RAM 32 Mo, Windows NT 4.0



HP LASERJET 4000 A PARTIR DE
7 990 FHT
(9 635,94 TTC)

110ppm, 100000 pages/mois, 4 Mo RAM, 1200ppm
Pour les utilisateurs de grande format (A3+)
choisir la HP LaserJet 5000 à partir de 12 440 FHT



HP VECTRA VL
avec CD-ROM 24x, MS Word
Mise à jour Windows NT 4.0
Moniteur 15"

9 690 FHT
(11 686,14 TTC)

9,30 FHT par jour*
Processeur Intel Pentium® II 250 MHz, disque dur 3,5 Go, RAM 32 Mo, Windows 95



HP VISE LA SUPERVISION
ET ATTEINT SON BUT.



HP OMNIBOOK 4100
19 990 FHT
(24 108 TTC)

19,19 FHT par jour*
Processeur Intel Pentium® II 250 MHz, disque dur 4 Go, RAM 32 Mo, moniteur 13,3" matrice active TFT, 100000 pages/mois, CD-ROM 24x, Windows 95, garanti 3 ans, environnement et recyclage sur site



HP NETSERVER LC
16 990 FHT
(20 489,94 TTC)

16,34 FHT par jour*
Processeur Intel Pentium® II 300 MHz, modèle Netway, RAM 64 Mo

Processeurs compatibles de 275 et 333 MHz (200 MHz dans la liste des cartes disponibles)
Prix global (monture) comprenant tous les composants matériels et logiciels
Chaque carte mère dispose de deux slots pour cartes de réseau et de deux slots pour cartes de disque dur
Rapport système Apple/IBM compatible, support 386/486
Cable de liaison de HP NetServer Ethernet, réseau et connectique
Quatre ports USB, deux ports de connexion de disque dur
HP NetServer Ethernet



Intel Inside
pentium II

Pour en savoir plus sur nos promotions Coupe du Monde, appelez le 1 720 001 500 ou bien consultez notre site internet <http://www.saspe.hp.com/promotion/france>.



HEWLETT
PACKARD

Tableau de la phase finale		
HUITIEMES DE FINALE	QUARTS DE FINALE	DEMI FINALE
BRESIL - CHILI 4-1	BRESIL - DANEMARK 1-0 (a.p.)	FRANCE - DANEMARK 3-1
NIGERIA - JAMAIQUE 1-0	ARGENTINE - JAMAIQUE 2-1	ARGENTINE - DANEMARK 2-0
PAYS BAS - YUGOSLAVIE 2-1	PAYS BAS - ARGENTINE 1-0	FRANCE - ARGENTINE 2-1
ARGENTINE - JAMAIQUE 2-1 (a.p.)	FRANCE - ARGENTINE 2-1	FRANCE - ARGENTINE 2-1
ITALIE - NORVEGE 1-0	ITALIE - NORVEGE 1-0	ITALIE - NORVEGE 1-0
FRANCE - PARAGUAY 1-0 (a.p.)	FRANCE - PARAGUAY 1-0	FRANCE - PARAGUAY 1-0
ALLEMAGNE - YUGOSLAVIE 2-1	ALLEMAGNE - YUGOSLAVIE 2-1	ALLEMAGNE - YUGOSLAVIE 2-1
ROUMANIE - COLOMBIE 0-1	ROUMANIE - COLOMBIE 0-1	ROUMANIE - COLOMBIE 0-1
LES BUTEURS		
1. SALAS (CHI) 2. SALAS (CHI) 3. SALAS (CHI) 4. SALAS (CHI)	1. SALAS (CHI) 2. SALAS (CHI) 3. SALAS (CHI) 4. SALAS (CHI)	1. SALAS (CHI) 2. SALAS (CHI) 3. SALAS (CHI) 4. SALAS (CHI)